



## Première décision du nouvel exécutif fédéral

# Moscou a reconnu l'indépendance des trois Etats baltes

### Bon départ

Le tout nouveau conseil d'Etat n'a pas déçu en annonçant comme première décision, vendredi 6 septembre, la reconnaissance de l'indépendance des trois Etats baltes.

Le geste était attendu, symbolique, mais c'était aussi le plus difficile. Depuis 1918, lorsque Lénine avait voulu sauver un pouvoir chancelant en bradant ce qu'il fallait des pays baltes déjà, mais aussi la Finlande, et jusqu'à l'Ukraine et la Transcaucasie de l'empire tsariste dont il avait hérité, la Russie des Soviets devenue l'URSS n'avait eu de cesse de reconquérir ce qui avait été perdu. Non seulement il n'était pas question de céder quoi que ce soit, mais l'empire s'était agrandi jusqu'au cœur de l'Europe, poussant ses ramifications sur d'autres continents par satellites interposés.

Aujourd'hui, la reconnaissance des Etats baltes fait passer à un nouveau stade le repli général commencé il y a deux ans avec l'effondrement des régimes socialistes en Europe : après l'empire extérieur, le mouvement d'émancipation s'attaque maintenant à l'empire intérieur.

Il aura fallu la divine surprise du putsch raté du 18 août pour en arriver là. Car le plus surprenant est que ce soit qualifié d'accomplissement dans une sorte de consensus général, sans résistance apparente. Faut-il rappeler que M. Gorbatchev, il y a un mois encore, refusait de discuter de l'indépendance de la Lituanie sous prétexte que tout devait se faire « dans le cadre des lois soviétiques », que ces lois imposaient aux Républiques candidates un parcours d'obstacles quasi insurmontables, et qu'au surplus le président freinait délibérément depuis plus de deux ans les négociations avec Vilnius, Riga et Tallin ?

C'est cette résistance, trop longue et systématique pour être due à la seule opposition des forces conservatrices qui entouraient le président soviétique, qui vient de céder. Sans doute M. Eltsine depuis longtemps, les nouveaux dirigeants de l'Union aujourd'hui, voient-ils dans cette concession « la part du feu », le prix à payer pour sauver ce qui peut être encore sauvé de l'empire intérieur. Il reste que, malgré la référence au pacte Hitler-Staline de 1939, le geste est un exemple pour les autres Républiques indépendantes, à commencer par la Moldavie, elle aussi victime de ce même pacte aujourd'hui dénoncé.

En fait, la suite dépendra moins du précédent balte que du climat général qui va présider aux relations entre les Républiques. Derrière les institutions mises en place jeudi à Moscou s'affirment deux principes entièrement nouveaux, rejetés jusqu'ici avec horreur par toute la tradition soviétique : celui du volontariat en ce qui concerne l'adhésion à l'Union, celui de l'unité entre ses membres pour ce qui est de son fonctionnement. A partir de là tout est possible, y compris une « refondation » de l'Union à l'image de ce qui se fait dans l'ouest du continent. Verra-t-on bientôt une communauté des Dix (ou des Douze, peu importe le nombre) faire pendant aux Douze de la CEE ? M. Gorbatchev et Eltsine ont en tout cas pris un bon départ pour organiser leur partie de la « maison européenne ».

M0147 - 0907 0 - 6,00 F



Le Conseil d'Etat, le nouvel organe exécutif dans le dispositif institutionnel provisoire qui régit l'URSS, a pris vendredi 6 septembre sa première décision : la reconnaissance de l'indépendance des trois Républiques baltes annexées par Staline il y a un demi-siècle. MM. Mikhaïl Gorbatchev et Boris Eltsine ont

répondu ensemble depuis le Kremlin aux questions des téléspectateurs américains, vendredi, sur ABC. M. Eltsine a indiqué que les armes nucléaires seraient toutes transférées en territoire russe. Le ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, est arrivé jeudi soir à Moscou en visite officielle.

## Feu l'Union et son fantôme

MOSCOU

de notre correspondant

« Nous vivons dans un autre pays, et il nous faut du temps pour nous en rendre compte. » La télévision russe passait jeudi soir, et la presse soviétique a salué comme il se doit la métamorphose sanctionnée, volens par le Congrès des députés. « Nous sommes un autre pays et, espérons-le, un pays normal », titrent les journaux. « L'empire s'est écroulé », annonce la Pravda, mais ce journal, qui fut si longtemps le héraut de cet empire, ajoute une

question en forme de vœu : « Vive l'Union ? ». Le thème de la mort de l'URSS, et de son éventuelle résection, de sa métamorphose plutôt qu'après une reconquête, au moins les commentateurs. Mais cette fois, l'événement peut être daté, formalisé. Après avoir perdu son épée dorsale (le Parti communiste) et plusieurs de ses membres - la première décision du nouveau Conseil d'Etat a été, vendredi, de reconnaître l'indépendance des Etats baltes, - l'Union soviétique a aussi perdu ses organes institutionnels. L'URSS ne serait donc plus

de ce monde, et pourtant son fantôme est bien vivant, présent dans les mots comme dans les esprits, dans les symboles comme dans les réalités. Ainsi, la loi entérinée jeudi par le Congrès s'applique toujours à « l'Union des Républiques socialistes soviétiques », et elle est signée par le « président de l'URSS », M. Gorbatchev. La future « Union des Etats souverains » n'est mentionnée que dans le paragraphe qui définit l'objectif de la période transitoire.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

## Un « centre »... russe

par Jacques Amalric

Officiellement, les Républiques ont gagné et le « centre » a dû leur concéder des pouvoirs très étendus : justice, enseignement, police, développement économique. Telle est en, tout cas, l'interprétation donnée par les réformateurs démocrates - en grande majorité russes - des institutions provisoires imposées, après quatre jours d'intrigue et de pressions, aux membres du Congrès des députés du peuple, qui ont finalement accepté de troquer leurs pouvoirs constitutionnels contre le maintien de leurs privilèges en tout genre.

A y regarder de plus près et à récapituler de longues conversations avec plusieurs des plus proches collaborateurs de M. Boris Eltsine, les choses apparaissent cependant sous un jour moins idyllique, à l'exception du cas des trois Républiques baltes dont le retour à l'indépendance et à la liberté, sinon au bien-être, paraît acquis : la confédération à géométrie variable qui s'esquisse risque de ne pas reposer longtemps sur le

principe d'égalité entre ses partenaires, proclamé jeudi à Moscou.

En effet, les structures provisoires et mal définies, qui viennent d'être laborieusement mises en place, ressemblent surtout à une feuille de vigne chargée de masquer un considérable transfert de pouvoir de l'ancien « centre » vers la Russie. D'autant plus que M. Gorbatchev, qui n'a plus le droit de désigner un vice-président et qui ne peut plus rien faire sans l'aval de M. Eltsine, a perdu l'essentiel de ses pouvoirs dans l'affaire et ne peut pas espérer gagner une élection présidentielle qui aurait lieu au suffrage universel, à supposer que sa fonction soit maintenue dans la nouvelle constitution qui va devoir être établie.

Si les Républiques, après avoir proclamé en majorité leur indépendance, se sont aussi vite ralliées à la formule confédérale, c'est parce qu'elles se sont rapidement rendu compte du rapport profondément inégal qui existe entre MM. Gorbatchev et Eltsine et entre elles et la Russie.

Lire la suite page 4

## Une rentrée sociale animée

Contestation des choix du gouvernement, chômage, grogne des fonctionnaires, réforme de la protection sociale : quatre dossiers chauds

par Jean-Michel Normand

Haro sur les grands équilibres ! Unanimes, les centrales syndicales ont fait de la mise en cause globale de la politique économique du gouvernement la clé de voûte de leur programme revendicatif de la rentrée. Première conséquence du ralentissement de l'activité, l'inquiétante progression du chômage - qui frappe désormais près de 2,8 millions de personnes - les incite à réclamer une « relance sélective » fondée sur une gestion budgétaire plus souple et une amélioration du pouvoir d'achat.

Mettant en sourdine leurs dissensions habituelles, les « réformistes » (FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC et FEN) ont engagé des contacts pour mettre au point une « riposte ».

Lire la suite page 21

## Les six Républiques yougoslaves à la conférence de paix

Réunis, vendredi 6 septembre, à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères des Douze devaient de nouveau se pencher sur la crise yougoslave et les moyens de faire respecter un cessez-le-feu toujours ignoré par les belligérants en Croatie. Cette rencontre intervient à la veille de l'ouverture à La Haye de la conférence de paix à laquelle les six Républiques de la Fédération ont accepté de participer.

Lire page 6 les articles de CHRISTIAN CHARTIER et de WALTRAUD BARYU

## Cessez-le-feu au Sahara occidental

Après plus de quinze ans de conflit, le cessez-le-feu est entré en vigueur, vendredi matin 6 septembre, au Sahara occidental, ancienne colonie espagnole que revendique le Maroc, tandis que le Front Polisario en exige l'indépendance. Cette date doit marquer le début du processus élaboré par l'ONU pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination en 1992. Mais il n'y a toujours pas d'accord sur le nombre des Sahraouis appelés à se prononcer.

Lire page 7 l'article de JACQUES DE BARRIN

## Le comité central du PCF dominé par la contestation

La réunion du comité central du PCF, commencée mardi 3 septembre, s'est terminée jeudi par une victoire, formelle et attendue, de M. Marchais (128 voix contre 13 et un refus de vote sur le rapport de M. Lajoinie). Ce résultat ne peut pas masquer l'ampleur d'une contestation qui, partie de M. Fiterman, s'est étendue aux économistes du PCF, puis à des dirigeants syndicaux et qui témoigne, selon M. Fiterman, d'un « ébranlement profond ».

Lire page 8 l'article d'ALAIN ROLLAT



LUCIEN BODARD

Les dix mille marches

roman

Grasset

### Lire aussi

- Moldaves et Ukrainiens discutent de la question des frontières par JEAN-BAPTISTE NAUDET
- Le général Gromov quitte le ministère de l'Intérieur par MICHEL TATU
- MM. Gorbatchev et Eltsine face aux questions des téléspectateurs américains par ALAIN FRACHON
- La KGB refuse d'ouvrir les archives concernant les goulags
- Moscou va reconsidérer ses relations avec Cuba
- Le plan Marshall redécouvert par ERIC LE BOUCHER
- Le point de vue de Louis Janover : les vraies leçons de Marx

Lire pages 2 à 4 et pages 20 et 26

### L'inusable Jimmy Connors

L'Américain s'est qualifié pour les demi-finales des Internationaux de tennis des Etats-Unis. page 10

### La Mostra de Venise

Des débuts décevants, avec toutefois un vrai film d'Oshima destiné à la télévision. page 17

### Pressions américaines sur Israël

M. Baker prépare une nouvelle tournée au Proche-Orient. page 7

### Les réformes en Pologne

Le gouvernement demande des pouvoirs spéciaux. page 8

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 190 PTA; Grèce, 86 p; Irlande, 2,20 £; Italie, 2.200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

هكذا من الأصل

## DÉBATS

TRAIT LIBRE



Dessin  
paru  
dans  
The  
Independent  
du 5  
septembre.

Communisme

## Les vraies leçons de Marx

par Louis Janover

Le communisme est mort! Le communisme est mort! Après la mort de Marx et l'effondrement du marxisme, voilà de nouveau à la une les livres qui avaient fait florès au moment du retour des pays de l'Est dans le giron de l'économie de marché. Or, surprise paradoxale, cette « mort du communisme » confirme avec éclat la « loi économique » du développement de la société moderne que l'auteur du *Capital* prétendait avoir révélée. Preuve que les tendances qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer dans le capitalisme réel étaient également à l'œuvre dans les sociétés du communisme réelles existant, malgré leurs efforts pour abolir par décret les phases de cette évolution!

Les événements qui se sont déroulés à Moscou et à Leningrad ont accéléré ce processus inévitable. Les rapports politiques et sociaux de l'URSS ne pouvaient se développer à contretemps du reste du monde. Travaillés en profondeur par les flux économiques des transitions, les prétendues « dictatures bureaucratiques », que d'aucuns voyaient aux mains d'une stratiocratie inflexible et conquérante, n'ont cessé de bouger avant de s'effondrer sous les coups de boutoir de la grosse artillerie marchande. Les pays les plus développés économiquement ont montré à l'URSS retardataire l'image de son propre avenir et vont lui servir de modèle.

L'Union des Républiques soviétiques, hier encore « socialiste » et « soviétique », pourra accueillir sans complexes aides, crédits et investissements et se prêter de bonne grâce

aux redoutables cures d'austérité prescrites par les thérapeutes du FMI en possession de la manne financière. Avec l'avènement de la démocratie parlementaire disparaîtront les derniers vestiges, archaïques, du pouvoir instauré par les bolcheviks au lendemain de la Révolution d'octobre. Ainsi prend fin l'une des plus grandes mystifications des temps modernes, mais pour faire place aussitôt à une autre imposture non moins lourde de conséquences funestes. Car le cadavre que l'on porte en terre n'est pas celui qu'on croit. Si les médias et l'intelligentsia quasi unanimes parlent à son propos de « communisme », c'est au mépris de la théorie reconnue « classique » qui a défini sous ce terme une communauté humaine débarrassée du capital et de l'État.

Faut-il le rappeler, à l'heure où l'on se félicite de la mémoire retrouvée à l'Est? Le PC a été tout au long de sa vie la négation absolue et impitoyable de ce que le *Manifeste communiste* annonce en ces termes dès 1848 : « L'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classes, fait place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous ».

Ce sont des penseurs et des militants acquis à cette conception du communisme qui ont les premiers analysés les causes et dénoncé les effets du régime de terreur « totalitaire » mis en œuvre par le parti unique soutenu par les PC du monde entier. Critiques et adversaires incallables du bolchevisme dans toutes ses variantes, ils ont su

démontrer que le système, dit soviétique, en dépit de l'en-tête socialiste destiné à donner le change, n'était qu'une variante exotique du capitalisme, une société d'exploitation de la force de travail où l'État contrôlait la croissance du capital par le biais des organes de planification centralisés. Pour les bolcheviks eux-mêmes, le communisme était une finalité historique lointaine. Dans une de ses dernières interventions à la tribune du PC, Lénine n'a-t-il pas glorifié les vertus du capitalisme d'État tout en ayant l'honnêteté, voire l'intelligence, de disculper Marx, mort sans avoir laissé « un seul mot à ce sujet », de toute responsabilité dans ce donjon?

## L'assassin n'est pas la victime

Une fois sur la voie de l'économie de marché, les peuples de la nouvelle Union en découvrent les impasses. Ceux des pays de l'Est sont déjà en train de mesurer les limites de cette libéralisation qui, pour eux, n'est en rien une libération. Ils se retrouvent au pied du mur, condamnés dans l'immédiat à emprunter une route dont ils sentent pourtant qu'elle sera une nouvelle étape sur leur chemin de croix. Pour trouver une issue, ils finiront par repousser avec l'histoire de leurs propres luttes contre le « totalitarisme » qui commence bien avant celle des dissidents et des réformateurs nés aujourd'hui à l'économie de marché, et ne se confond pas avec elle.

► Louis Janover a collaboré à l'édition des *Œuvres de Marx* (« La Pléiade »).

## BIBLIOGRAPHIE

## Ce pape qui a voulu libérer l'Est

LA VÉRITÉ  
L'EMPORTERA TOUJOURS  
SUR LE MENSONGE  
par Bernard Lecomte  
J.-C. Lattès, 390 p., 139 F.

Au moment où la mère-patrie du communisme liquide son héritage, paraît un ouvrage qui rend justice à l'action de l'Eglise catholique et du pape dans l'effondrement du totalitarisme marxiste et le retour à la démocratie en Europe de l'Est. Ce n'est pas un livre de théologie, encore moins d'un thuriféraire de Jean-Paul II, soucieux de récupération hâtive, mais d'un journaliste, bon spécialiste des pays de l'Est.

Avec Jacques Lesourne, actuel directeur du *Monde*, il était déjà le coauteur de *L'Après-Communisme* (en 1990 chez Robert Laffont). Son nouveau livre ne doit rien à un parti pris religieux. C'est au terme d'une analyse historique et politique de la dernière déconvenue à l'Est qu'il fait ce constat volontairement provocant : Jean-Paul II restera le pape qui a vaincu le communisme.

Le retour à la liberté de conscience et de religion a précédé de plusieurs mois les développements actuels en Union soviétique. Elle a atteint aujourd'hui tous les anciens pays satellites, y compris l'Albanie. Mais le glas de la sobornité dix ans de communisme athée, coupable de l'une des pires répressions antireligieuses de l'histoire,

sonne d'abord comme la réhabilitation de chrétiens blessés et maltraités, de millions de croyants martyrs de leur foi, persécutés au nom de l'« homme nouveau », superstitions et religions.

Il retentit aussi comme la revanche posthume d'une première génération de dissidents, issue de ce qu'on appelait dans les années 50 l'« Eglise du silence ». Celle-ci, par l'insubordination absolue de son opposition au communisme, plus soucieuse de tradition que de progrès et de démocratie, soulevait chez les intellectuels occidentaux, au sein même des Eglises chrétiennes, plus de gêne et de méfiance que d'adhésion. Le livre de Bernard Lecomte rappelle ce combat solitaire d'Eglises ignorées et désespérées. Mais il évite le climat de règlements de comptes que font déjà régner certains sur le thème de la lâcheté et de la « connivence » présumée de l'Eglise « progressiste » avec le marxisme, en France ou en Amérique latine.

Au début des années 60, aux premiers signes de la détente entre l'Est et l'Ouest et du réformisme à la Khrouchtchev (dont le souvenir est pourtant aussi sinistre, chez les croyants soviétiques, que celui de Staline), le Vatican lui-même avait paru sacrifier ce front du refus – alors symbolisé par les cardinaux « de fer » comme Mindszenty en

Hongrie ou Wysinski en Pologne – pour amorcer le dialogue avec les dirigeants communistes, calmer la répression, frayer les voies de la survie.

Sous Jean XXIII et Paul VI, la première phase de l'Ostpolitik s'est résumée à la recherche de compromis pour nommer des évêques dans des pays où la hiérarchie avait été liquidée, redonner une âme à un clergé diminué et démoralisé, faciliter l'exercice du culte, réinstaurer l'enseignement religieux, etc. Cette politique des « petits pas », qui trouva sa meilleure application en Hongrie, n'a obtenu que des résultats très limités. C'est là qu'intervient précisément le tournant représenté par l'élection, en 1978, de Jean-Paul II, premier pape slave de l'histoire, qui, de son premier voyage en Pologne en 1979, au tête-à-tête historique de 1989 avec M. Gorbatchev, a refusé d'accepter cette synthèse entre le refus intransigent des années 50, dont son pays avait été l'avant-garde et auquel lui-même avait participé à Cracovie, et la volonté d'ouverture et de rapprochement tous azimuts, dominants dans l'Eglise catholique après le concile Vatican II (1962-1965).

Avec lui, l'Ostpolitik ne se réduit pas à la diplomatie, à la recherche d'accommodements tactiques avec les Etats communistes. Les réseaux d'influence que Jean-Paul II met en place, les personnalités qu'il nomme et reçoit, le soutien aux

formes les plus traditionnelles du catholicisme (culte marial, pèlerinages) qui sont, pour les Eglises de l'Est, autant de moyens d'exister et de s'affirmer, ainsi qu'à des groupes de croyants anticomunistes qu'on aurait hier qualifiés d'« offices de la CIA », défont l'entourage romain et les intellectuels catholiques occidentaux. Ces actions contribuent à renforcer son image de pape conservateur.

## Le flambeau de la résistance

Les yeux vont s'ouvrir peu à peu. Jean-Paul II est moins fasciné par la puissance des Etats que par les ressources de la société et de la culture et par les nations. Il est présent à chacune des étapes, heureuse ou malheureuse, du syndicat Solidarité en Pologne, où, analysé justement Bernard Lecomte, il intervient toujours « à contre-bras ».

Le pape va dans son pays natal, à ses conditions, dès 1979, alors que le climat est plus que jamais à la répression. En 1980, après les accords de Gdansk, il met en garde Lach Walsza contre toute euphorie. Il retourne en Pologne en 1983, quand le pays, en état de guerre, connaît sa plus grosse déprime et, en 1987, c'est lui qui rallume le flambeau de la résistance.

S'il insiste tant, au point d'être agacant, sur le culte des anniversaires, du passé et des saints, c'est moins par conservatisme théologi-

que que pour réhabiliter la mémoire dans des pays frustrés de leur histoire. Et quand il fait toutes ses homélies en Pologne sur le thème de la vérité, c'est autant par conviction doctrinale que par sens politique, dans un pays où les mots trahissent : « vérité » est aussi nécessaire que le « charbon », disait Walsza. Le pape fait au fond de la religion un espace de résistance politique, cultivent tout ce que pervertit le pouvoir communiste : l'histoire, la vérité, l'éthique, l'identité nationale et la solidarité.

L'idée naît sous Jean-Paul II, c'est que l'Eglise ne combat plus seulement le caractère athée du régime communiste, son idéologie qualifiée, dès 1937, d'« intrinsèquement perverse ». Elle lutte contre sa nature typiquement totalitaire, niant les aspirations de la société et des droits de l'homme. La liberté de chaque Eglise et de chaque chrétien passe par la liberté de chaque société et de chaque homme. C'est cet élargissement de perspective qui a permis à des militants croyants, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Allemagne de l'Est et ailleurs, de se retrouver au coude à coude avec la gauche laïque ou des dissidents venus de tout autre horizon intellectuel.

Le récit de cette conversion est l'aspect le plus original du livre de Bernard Lecomte, qui, par ailleurs s'appesantit trop sur le détail de la situation polonaise ou la partici-

tion, désormais connue, des chrétiens en Ukraine, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est, etc., à la libération de leur pays. On regrettera surtout qu'il n'ait pas davantage expliqué pourquoi on retrouve le catholicisme à la tête de la contestation anticomuniste, plus souvent que le protestantisme, historiquement amené à composer avec les pouvoirs politiques en place (comme le montre le cas de l'Allemagne de l'Est où il est majoritaire), et surtout que l'orthodoxie, au nom de sa survie nationale, en Roumanie et en Russie, s'est livrée, pieds et poings liés, à la dictature.

Ce livre ne dissipe pas non plus – mais ce n'était pas son propos – les ambiguïtés de la stratégie de réaffirmation du catholicisme menée aujourd'hui par le pape dans tous les pays de l'Est, y compris en Union soviétique. Une fois reconnu le besoin de sens, de vérité, d'identité dans ces pays délavés du communisme et rappelée la solidarité historique qui relie les Eglises occidentales et orientales (les « deux pour-mons » de l'Europe chrétienne), il reste, pour le catholicisme, à préciser les contours et les limites de la « nouvelle évangélisation », dont Jean-Paul II brandit l'étendard, et à trouver sa juste place dans l'œuvre de reconstruction.

HENRI TINCO

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde.  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2017  
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms  
et Index du Monde au (1) 40-65-23-33

Imprimé  
du « Monde »  
à Paris, 12, r. M. Guebrou  
94852 IVRY Cedex  
(1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806 F

Le Monde  
PUBLICITE  
Jacques Lesourne, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc : 360-62-72-72  
Téléc : 360-62-72-72 - Société filiale  
de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
codé d'accès ABO

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEMB., PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner,  
renvoyez ce bulletin  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invi-  
tés à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en  
indiquant leur numéro d'abonne-

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

## DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Envoyez avec l'obligation d'inscrire tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.  
111 MQN 03 PP/Paris RP

— Ce film excite de puissants  
appétits. Permettez-moi de vous le  
dire, j'ai beaucoup réfléchi. La force  
extraordinairement dominatrice de cet  
homme. Il n'était pas impuissant, vous  
savez, quoi qu'on ait pu prétendre.  
— Hitler, vous voulez dire.

DON DELILLO  
CHIEN GALEUX

TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR MARIANNE VÉRON

UN ROMAN EFFRONTÉ  
QUI MONTRE L'ENVERS  
DU RÊVE AMÉRICAIN

ACTES  
SUD

هكذا من الأصل



# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

La fin des travaux du Congrès des députés du peuple

## Feu l'Union et son fantôme

Suite de la première page

L'expression retenue apparaît comme un compromis provisoire entre la formule utilisée quelques jours plus tôt par M. Boris Eltsine (« Communauté d'États libres ») et celle qu'avait préférée M. Mikhaïl Gorbatchev (« Union des Républiques souveraines »).

En attendant, et faute d'autre terme, c'est toujours celui d'URSS qui revient dans les conversations même si les journaux le font de plus en plus souvent précéder d'un « ex » ou d'un « feu ». La Constitution soviétique est d'ailleurs toujours en vigueur, au moins dans la mesure où elle ne contredit pas les dispositions votées pour la période transitoire. Le drapeau soviétique, lui aussi, est toujours là, même si à

avec le double héritage de leur propre histoire nationale et du système qui les a créés. C'est encore M. Eltsine, qui, devant un autre auditoire, parlait de cette « culture commune » qu'il importe selon lui de préserver.

En attendant, d'autres fantômes plus anciens encore que l'URSS sont des placards où les avaient confiné la répression et pour le processus avait commencé bien avant la révolution de ces derniers jours, mais il semble s'accroître. Les minorités nationales relèvent la tête et tout particulièrement maintenant que la souveraineté des Républiques est reconnue, ces « petits » groupes qui compliquent tout et empêchent les « grands » de savourer pleinement leur liberté retrouvée.

### La faux du KGB

C'est dans le Caucase que la situation semble aujourd'hui la plus tendue. En Géorgie d'abord. Le président géorgien Zviad Gamsakhourdia, de plus en plus contesté, semble prêt à faire feu de tout bois pour préserver son poste. Les Ossètes du Sud le soupçonnent d'être à l'origine de la reprise des violences dans leur région pour laquelle ils revendiquent l'indépendance. Il s'agit de détourner l'attention et la colère des Géorgiens.

En tout état de cause, des groupes armés venus de Tbilissi sont arrivés dans des villages ossètes, il y a eu des morts (deux selon l'agence Tass), des blessés par balles et une vingtaine de personnes, dont deux enfants, ont été enlevés. Non loin de là, les Tchétchènes-Ingouches sont eux aussi sur les nerfs. Plus au sud, les Arméniens du Haut-Karabakh ont proclamé leur propre République, ce que même le président du Parlement d'Arménie, M. Ter Petrossian, n'approuve pas.

En Azerbaïdjan, où le président élu, M. Moutalibov, fait face ce dimanche à des élections, la situation est également plutôt chaude et son gendre, Gueidar Aliyev, qui lui succède la République autonome du Nakhitchevan a décidé que les élections ne se tiendraient pas.

En Moldavie, (voir l'article de Jean-Baptiste Naudet) le conflit qui oppose les roumanophones aux russophones de la région de Transnistrie n'est nullement apaisé. En Ukraine la Crimée a voté pour rejoindre la Russie. Les Allemands - ceux de la Volga, c'est-à-dire de Russie mais aussi ceux qui sont dispersés sur tout le territoire soviétique - réclament eux aussi leur autonomie. Et la liste est loin d'être close.

Tous ces conflits « locaux » pourrissent être résolus localement, ou du moins que le système, réduit à l'expression d'un fragile consensus entre les dirigeants des grandes Républiques, joue un rôle quelconque ? Tout était plus simple du temps où le KGB veillait au grain, mais qui donc aurait envie de redonner sa faux à ce fantôme-là ?

D'ailleurs les « guesquistes », les vrais, ceux pour qui l'écroulement du système est la fin de tout, se seraient enfilés vers le dernier refuge, la Chine. Selon la presse soviétique on aurait vu des autobus remplis d'agents du KGB passer la frontière et des paysans auraient même reconnu certains dignitaires du parti. Des journaux japonais avaient parlé de « milliers de fuyards » mais à Pékin comme au siège du KGB à Moscou, on dément. Pourtant la rumeur continue à courir. Elle est si belle...

JAN KRAUZE

### La « déclaration des droits et des libertés » : la fin de la « propiska » ?

Le Congrès des députés d'URSS a adopté, jeudi, un très long document, une « déclaration des droits et des libertés de l'homme », dont un des points supprime les restrictions à l'installation des Soviétiques sur le territoire de l'Union. L'article 21 affirme : « Chaque homme a le droit de déménager librement à l'intérieur du pays et de choisir son lieu d'habitation sans limitation ». Son application serait une révolution pour les Soviétiques, soumis au régime de la propiska, le fameux document, délivré par la police, stipulant le lieu de résidence et indispensable pour avoir droit au logement, travail ou aux coupons d'approvisionnement. La suppression de la propiska pourrait provoquer un afflux de popu-

lation dans les grandes villes convoitées comme Moscou et bien d'autres, théoriquement fermées à tout nouvel arrivant, à moins de mariage avec un résident.

Le texte en trente et un articles, qui place pour la première fois dans l'histoire de l'URSS l'individu au-dessus de la collectivité, supprime aussi plusieurs moyens légaux de répression du pouvoir soviétique, comme le travail forcé, le retrait de la citoyenneté, la censure, les écoutes téléphoniques etc. Il protège « la vie privée » et garantit le droit au travail de chaque individu. Ce texte doit cependant être suivi de lois d'application, harmonisant la législation actuelle avec cette déclaration. - (AFP)

## Le texte de la résolution

Voici le texte de la résolution adoptée, jeudi 5 septembre, par le congrès des députés du peuple, approuvant « dans ses grandes lignes » les mesures qui découlent de la déclaration du président soviétique et des dirigeants des Républiques. Proclamant une période transitoire pour l'élaboration d'un nouveau système de relations étatiques, le Congrès des députés du peuple d'URSS décide :

1) D'approuver dans leur principe les propositions qui émanent de la déclaration conjointe du président d'URSS et des dirigeants des Républiques de l'Union et de la résolution du Soviet suprême sur la situation qui prévaut dans le pays depuis le coup d'État.

2) D'accroître l'élaboration et la signature d'un traité sur une union d'États souverains dans laquelle chaque État pourra déterminer de manière indépendante la forme de sa participation à l'Union. La nouvelle Union doit être fondée sur les principes de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des États, le respect des droits des individus et des peuples, la justice sociale et la démocratie.

3) De développer et conclure des accords inter-républicains sur la coopération économique, monétaire, financière, scientifique et technique, la sauvegarde de l'environnement, la protection des droits et des libertés des citoyens, sur les principes de sécurité et de défense collective, tout en préservant l'unité des forces armées et l'unité de l'administration du nucléaire et autres arsenaux militaires de destruction massive. Le comité économique inter-républicain devra sans délai se préoccuper d'élaborer et de conclure un traité d'union économique qui pourra servir de base à la signature d'un traité d'union politique. La participation à ce traité ne devra pas être posée comme condition à la signature du traité d'union.

4) Le président d'URSS, le Soviet suprême d'URSS et le Conseil d'État d'URSS devront assurer la continuité juridique du pouvoir, garantissant ainsi une transition pacifique et cohérente vers une société civile démocratique.

5) Durant la période transitoire, tous les accords et obligations internationales souscrits par l'URSS y compris les questions concernant la réduction et le contrôle des armements et la protection des droits de l'homme ainsi que les obligations économiques devront être strictement respectés. Le congrès décide d'apporter son soutien aux aspirations des Républiques qui souhaitent être reconnues

comme des sujets du droit international et d'étudier la question de leur adhésion à l'Organisation des Nations unies.

6) Durant la période transitoire, tous les organismes, institutions, organisations et responsables étatiques doivent assurer le respect des libertés et des droits civils proclamés et garantis par la Constitution d'URSS, par la déclaration des Droits de l'Homme et des Libertés et par les lois d'URSS et des Républiques, ainsi que des libertés de presse et de conscience et le respect du droit de créer des partis politiques, des syndicats et des associations.

7) Tout en respectant les déclarations de souveraineté et d'indé-

pendance adoptées par les Républiques, le congrès souligne que l'acquisition de l'indépendance par les Républiques qui ont refusé d'entrer dans la nouvelle union exige qu'elles ouvrent des discussions avec l'URSS pour résoudre toutes les questions relatives à la succession et aussi qu'elles adhèrent immédiatement au traité de non-prolifération des armes nucléaires, à l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et à d'autres traités et accords internationaux fondamentaux, y compris ceux qui garantissent les droits et libertés individuels. - (Reuters)

## Les institutions fédérales transitoires

Le Congrès des députés du peuple d'URSS a voté, jeudi 5 septembre, une loi sur « les organes du pouvoir d'État pendant la période transitoire », dont voici les principaux points :

Le Soviet suprême : l'organe suprême du pouvoir représentatif de l'Union est le Soviet (Conseil) suprême d'URSS, qui se compose de deux chambres : le Soviet des Républiques et le Soviet de l'Union.

Le Soviet des Républiques comprend 20 députés de chaque République. La Fédération de Russie en compte cependant 52 : 20 comme les autres, plus un pour chacune des Républiques, régions ou territoires autonomes (31) de la Russie, plus un pour les minorités ne disposant pas d'un territoire autonome. Mais les votes se font selon la règle « une République une voix » pour assurer l'égalité des Républiques.

Le Soviet de l'Union est formé par des élus choisis parmi les députés de l'URSS selon les quotas actuels et en accord avec les organes suprêmes des Républiques fédérées.

Les pouvoirs des chambres sont définis ainsi :

1) Par décisions conjointes, les deux chambres apportent des amendements à la constitution de l'URSS, acceptent l'adhésion à l'Union de nouveaux États, adoptent le budget de l'Union, déclarent la guerre ou font la paix.

2) Le Soviet des Républiques prend des décisions sur l'organisation et le fonctionnement des organes de l'Union, ratifie et dénonce les traités internationaux de l'URSS.

3) Le Soviet de l'Union étudie les questions liées au respect des droits et libertés des citoyens de l'URSS. Les lois adoptées par le Soviet de l'Union entrent en

vigueur après leur adoption par le Soviet des Républiques.

Le Conseil d'État : composé du président de l'URSS et des dirigeants des Républiques qui décident d'adhérer à l'Union. Ses travaux sont dirigés par le président de l'URSS et ses décisions ont un caractère obligatoire. Il examine les questions de politique intérieure et extérieure concernant les intérêts communs des Républiques. La direction des organes de l'Union chargés de la défense, de la sécurité, du maintien de l'ordre et des affaires internationales, est du ressort direct du président de l'URSS et du Conseil d'État.

Le Comité économique inter-républicain : formé par les Républiques sur une base paritaire pour la coordination de l'économie. Son président est nommé par le président soviétique avec l'accord du Conseil d'État. - (AFP)

### La situation dans les Républiques

## Moldaves et Ukrainiens discutent de la question des frontières

Après les nouveaux pas de la Moldavie vers l'indépendance et vers la réunification avec la Roumanie voisine, le conflit entre Moldaves roumanophones et russophones de l'est de la République semble se durcir, bien que des deux côtés les autorités appellent au dialogue.

KICHINEV

de notre envoyé spécial

En surface, le blocage continue, mais souterrainement tout bouge, parce que chacun essaie ici d'éviter une explosion aux conséquences incalculables. Certes, il ne s'agit apparemment que d'un petit blocage : quelques femmes russes et ukrainiennes, surexcitées, ont entamé vendredi 6 septembre leur cinquième jour d'occupation de la voie ferrée dans la zone russophone de l'est de la République, faisant ainsi chuter les échanges commerciaux de cette République « de 50 à 60% », selon le premier ministre moldave, M. Valeriu Muravski.

Réclamant la libération de leur leader communiste, arrêté par les Moldaves pour « complicité avec les puschistes de Moscou », les femmes de Transnistrie, la capitale du Dniestr, ont aussi commencé jeudi un blocus des transports routiers. Largement soutenus par la population de la zone, majoritairement ukrainienne ou russe, elles refusent que leur territoire de l'est du fleuve Dniestr, « qui a toujours été slave », ne suive la Moldavie dans sa marche rapide

vers l'indépendance et, bientôt peut-être, la réunification avec la Roumanie. Car à Chisinau (Kichinev en roumain), le président moldave Mircea Snegur compte, pour mettre en pratique la déclaration d'indépendance du 27 août dernier, mettre les frontières, notamment celle avec la Roumanie, sous contrôle moldave. Mercredi, il a décrété la création des forces armées de la République et l'enlèvement des appels exclusifs dans cette nouvelle armée nationale. Il a aussi déclaré le début des négociations avec le gouvernement de l'Union sur le « retrait inconditionnel » des troupes soviétiques. Le jour même, une délégation moldave se rendait à Moscou pour entamer les pourparlers.

Malgré un appel à cesser le mouvement de leur président communiste Igor Smirnov, arrêté à Kiev où il aurait tenté de négocier le rattachement de sa République autoproclamée à l'Ukraine, ces nouvelles décisions du président moldave, quoiqu'encore largement théoriques, ont redoublé la détermination des russophones du Dniestr qui veulent rester dans l'Union.

Dans le sud de la Moldavie, quelques dizaines de femmes ont aussi bloqué jeudi la route entre Kichinev et Komrat, la « capitale de la République » des Gagauzes, une population d'origine turque russifiée qui s'effraie aussi d'une « roumanisation ». Et, selon l'agence officielle Moldovapress, « un groupe de personnes non identifiées » a tenté d'arrêter dans la nuit de mercredi une des centrales électriques du Dniestr, fournissant 80 % de l'électricité de la Moldavie. « Sur la carte, le

problème du Dniestr est petit, il n'attire pas l'attention des Occidentaux », concède Iurie Rosca, un jeune leader du Front populaire moldave. Mais il pourrait très rapidement déstabiliser l'Europe entière. « Bien que les autorités de Kichinev refusent officiellement d'en parler, la Moldavie rendrait bien à l'Ukraine le territoire rebelle du Dniestr (où ont été concentrés près de 30 % de la production moldave) le retour des territoires donnés à l'Ukraine du sud (et l'accès au Danube et à la mer Noire) et du nord, la Bukovine. Mais l'Ukraine, dont une partie des territoires furent polonaise et surtout russe, ne veut entendre parler d'aucune modification des frontières.

Pour sortir de l'impasse moldave, Kiev ne veut pas risquer une réaction en chaîne. Pourtant, jeudi, une délégation ukrainienne était reçue par les autorités de Kichinev comprenant le président du Parlement moldave Alexandru Mosanu. Selon de bonnes sources, les discussions devaient notamment porter sur la question des frontières qui pourraient être remises en cause après le référendum sur l'indépendance de l'Ukraine le 1<sup>er</sup> décembre prochain.

« L'Occident a des raisons de ne pas se prononcer à cause de ces problèmes de frontières », admet Iurie Rosca. Mais les changements de frontières sont imminents : la conscience nationale roumaine croit ici à une vitesse vertigineuse. La diplomatie traditionnelle ne marche plus ici, estime-t-il. S'il n'y a pas de solution bilatérale, il faudra un arbitre. Il serait bon qu'il n'arrive pas trop tard. Comme en Yougoslavie. »

JEAN-BAPTISTE NAUDET

### Poursuite des manifestations en Géorgie

Les manifestations de l'opposition géorgienne réclamant la démission du président Zviad Gamsakhourdia se sont poursuivies jeudi 5 septembre à Tbilissi, alors que le Parlement géorgien suspendait la publication de la quasi-totalité des journaux publiés dans cette République.

Le gouvernement géorgien a de son côté interdit jeudi, selon Tass, l'exportation de vivres, biens industriels, minéraux et matériaux de construction produits en Géorgie, s'exposant à des mesures de représailles de la part des autres Républiques soviétiques, alors que la Géorgie est très fortement dépendante de ses importations.

Le motif officiel de la fermeture des journaux est « la pénurie aiguë de papier », alors que pour l'opposition et les journalistes, il est clair que le régime entend museler la presse.

Depuis le 2 septembre, date à laquelle les forces de l'ordre auraient ouvert le feu sur des manifestants à Tbilissi, les mouvements de protestation des divers groupes d'opposition se sont amplifiés. Les violences ont aussi brusquement repris en Ossétie du sud, région sur laquelle les nationalistes géorgiens revendiquent leur autorité. Selon Tass, deux personnes ont été tuées et une vingtaine prise en otages, après l'arrivée de groupes armés géorgiens dans la région.

Les Ossètes lient ce regain de violence aux difficultés du président Gamsakhourdia, qui a en outre lancé des attaques contre l'ex-ministre soviétique des affaires étrangères Edouard Chevardnadze, accusé dans un communiqué de la présidence de mener un « complot » contre sa République. M. Chevardnadze avait estimé que la situation en Géorgie avait « atteint un point critique ». - (AFP, Reuters)

JEAN PAVANS

## LE THÉÂTRE DES SENTIMENTS

Roman, 272 p., 98 F.

LA DIFFÉRENCE



هكذا من الأصل

# LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

## Le général Gromov quitte le ministère de l'intérieur

Un décret du président Gorbatchev a libéré de ses fonctions, jeudi 5 septembre, le général Boris Gromov, premier vice-ministre de l'intérieur (MVD). Il est remplacé par le général Viktor Erine.

On l'avait revu - en civil - ces derniers jours dans les couloirs du Congrès des députés de l'URSS, et surtout en juin dernier au côté de M. Rykov, l'ancien premier ministre dont il était le collègue lors de l'élection présidentielle de Russie. A l'époque son rival plus heureux, le général Routsikov - qui tenait la même fonction au côté de M. Eltsine et est aujourd'hui vice-président russe - tenait à ménager cet ancien compagnon d'armes de la guerre en Afghanistan. Une attitude qui ne s'est pas démentie jusqu'à aujourd'hui : officiellement le général Gromov n'a été impliqué ni dans la préparation ni dans l'exécution du putsch, malgré sa position de bras droit du chef comploteur Pougov, ministre de l'intérieur.

Pourtant, il n'est pas difficile de deviner où allaient les sympathies de ce général de quarante-huit ans, partisan de la loi et de l'ordre, avocat musclé du superpatriotisme et des valeurs traditionnelles. Le général Gromov était apparu sur la scène soviétique en juillet 1988 lorsqu'il avait pris la parole à la conférence du parti en tant que commandant du corps expéditionnaire d'Afghanistan - et sur la scène internationale en février suivant, lorsqu'il avait franchi, dans la seule compagnie de son fils de quinze ans, le pont de l'amitié entre l'Afghanistan et l'URSS, symbolisant le retrait définitif de ce pays. Respectueux de la popularité de ce général hors norme - il devait être élu sans problème au Congrès des députés - mais vigilant face aux ambitions « bonapartistes » qui lui étaient prêtées, M. Gorbatchev l'avait tenu à prudente distance de Moscou, lui

donnant le commandement de la région militaire de Kiev.

Mais cet exil relatif était aussi temporaire. Le 2 décembre dernier, en pleine période de « réaction noire », le général Gromov était ramené à Moscou comme premier vice-ministre de l'intérieur. Les conservateurs avaient obtenu en même temps le limogeage du ministre Bakatine, celui-là même qui vient de revenir sur la scène comme président du KGB, et son remplacement par Boris Pougov. Le 23 juillet dernier, le général Gromov figurait parmi les signataires de l'appel au peuple lancé dans le journal *Sovetskaja Rossiya* par plusieurs conservateurs notoires, dont trois putschistes aujourd'hui arrêtés : les membres de la junte Tiziakov et Starodoubtsev, ainsi que le général Varenikov, commandant de l'armée de terre.

Le successeur du général Gromov au ministère de l'intérieur est le général Viktor Erine, qui, s'il venait d'être nommé premier vice-ministre de Russie, est un vieil habitué du MVD fédéral. Après avoir commandé une de ses directions jusqu'en 1988, il avait été nommé à cette date numéro deux du MVD d'Arménie. En octobre 1990, M. Eltsine l'avait ramené à Moscou comme vice-ministre de l'intérieur russe, en charge des enquêtes criminelles.

Un autre décret de M. Gorbatchev a destitué, jeudi 5 septembre, un vice-président du KGB fédéral, M. Iokoubas Petrovas. D'origine lituanienne, M. Petrovas avait longtemps servi dans les troupes gardes-frontières, notamment comme commandant de ces unités en Asie centrale de 1985 à 1988, puis en Transcaucasie jusqu'à sa promotion à Moscou en 1990. On sait que les troupes gardes-frontières (plus de 200 000 hommes) viennent d'être retirées au KGB pour être rattachées au ministère de la défense.

MICHEL TATU

## Le KGB refuse d'ouvrir les archives concernant les goulags

Le KGB n'ouvrira pas les archives concernant les goulags institués par Joseph Staline, de peur de déclencher des actes de représailles en série à travers le pays, a déclaré, jeudi 5 septembre, le chef-adjoint des services secrets soviétiques, le général Nikolai Stoliarov.

C'est « une question à la fois politique, historique et morale particulièrement délicate », a-t-il estimé lors d'une conférence de presse. « Non seulement les proches de ceux qui sont morts pour rien sont encore en vie, mais il y a aussi les proches de ceux qui ont pris part aux répressions, des délateurs, qui ont exterminé des innocents. On imagine le chaos qui s'ensuivrait dans notre société déjà instable ! » Le KGB travaillera, « avec extrême prudence et précision », à la « reconstruction de la vérité historique », a assuré M. Stoliarov. Mais « la vérité historique ne doit pas aller contre les intérêts des gens qui vivent encore aujourd'hui ».

## Le mystère Wallenberg

Le mystère de l'affaire Wallenberg, ce diplomate suédois disparu en Union soviétique depuis 1945, n'a pas été élucidé par les nouveaux documents fournis par le KGB, mais les autorités suédoises affichaient, jeudi 5 septembre, un réel optimisme sur le déblocage de leurs recherches après la délivrance de ces documents.

Les proches du consul suédois, arrêté en 1945 à Budapest par les Soviétiques après avoir sauvé plusieurs milliers de juifs des camps nazis, ne croient toujours pas à la version officielle de Moscou selon laquelle Raoul Wallenberg est mort d'un infarctus dans une prison de Moscou en juillet 1947.

Mercredi, le nouveau président du KGB, M. Vadim Bakatine, avait transmis à l'ambassadeur suédois à Moscou ces cinq documents, tous antérieurs à 1930 : un rapport militaire évoquant l'arrestation de Raoul Wallenberg, une liste de personnes arrêtées mentionnant son nom, une lettre d'un lieutenant allemand détenu dans la même prison que le diplomate suédois, un rapport diplomatique sur les activités du consul suédois à Budapest pendant la deuxième guerre mondiale et une note interne du KGB confirmant qu'il était mort en 1947. (AP, AFP)

## MM. Gorbatchev et Eltsine face aux téléspectateurs américains

« Et entre vous, ça va ? » La question n'a pas surpris ni Mikhaïl Gorbatchev ni Boris Eltsine. Costume sombre et cravate rouge tous les deux, assis côte à côte dans un salon du Kremlin, ils dialoguaient en direct avec un échantillon d'Américains, vendredi 6 septembre à l'aube, à l'occasion d'un « questions-réponses » organisé par la chaîne de télévision ABC.

### WASHINGTON

de notre correspondant

Entre eux, pas de problème. Entre eux, pas de problème, ont dit en substance le président soviétique et le président russe. Cette première question, selon les organisateurs, reflète une des préoccupations essentielles des Américains. « Ça n'a pas toujours été facile mais beaucoup d'eau est passée sous les ponts et nous coopérons de manière stable », a indiqué M. Gorbatchev. Un tantinet bougon, massif, M. Eltsine a grommelé une vague approbation : « Oui, oui, nous travaillons ensemble, Mikhaïl Sergueïevitch a beaucoup changé depuis le coup d'Etat, il est vraiment engagé en faveur du mouvement démocratique et des réformes : les obstacles entre

nous sont dépassés. » A l'évidence, MM. Gorbatchev et Eltsine se sont d'abord attachés à donner une image de stabilité et de calme.

Au lendemain d'une journée « historique » à Moscou, qui vit le Kremlin se défaire d'une partie de ses pouvoirs au profit des Républiques, les deux hommes souhaitaient rassurer l'opinion américaine, donner l'impression que la situation était à peu près contrôlée. Ils ont répondu poliment, sagement, dans une atmosphère bon enfant, sans se dérober à la multitude de questions qui leur étaient relayées depuis un studio décoré d'un gigantesque drapeau américain.

Le contrôle des armes nucléaires, préoccupation numéro deux du public, a suscité une réplique ferme de Mikhaïl Gorbatchev : « Le contrôle des armes nucléaires est beaucoup plus sévère dans notre pays que dans le vôtre. » Boris Eltsine a précisé que les armes nucléaires se trouvaient en Ukraine et dans le Kazakhstan allaient être regroupées en Russie, où elles seraient placées « sous un contrôle très strict ». Il s'agit d'un contrôle à la fois territorial et central, explique-t-il, laissant entendre que la Russie et ce qui tendra lieu de « centre » y participeront. Même tonalité tranquille pour

ressurer un ex-dissident qui veut rentrer au pays mais s'inquiète des fichiers du KGB : « Pendant le coup d'Etat, je les ai fait mettre sous scellés », répond M. Eltsine. « Ils ne doivent plus servir qu'à la science et à l'histoire », renchérit M. Gorbatchev. A un exilé cubain de Miami qui s'interroge sur le maintien d'une présence militaire soviétique sur l'île, M. Eltsine garantit qu'il y aura à Cuba « un processus de désengagement militaire soviétique » comme il y en a un en Europe.

### D'égal à égal

Les deux hommes parlent d'égal à égal. Ils ne dialoguent pas entre eux, ne se regardent pas et auront rarement un mot aimable l'un pour l'autre. Volontaire, décidé, M. Eltsine veut faire comprendre que les rapports de forces ont changé. A un correspondant américain, il conseille de traiter directement avec la Russie : « Il faut que les dirigeants américains comprennent que le système va changer, a indiqué le président russe. Il va dorénavant falloir passer les contrats avec nous, directement avec nous. » Au fil des questions, on a appris, péle-mêle, que M. Gorbatchev se voulait

résolument athée, que M. Eltsine ne savait pas trop que répondre sur ses convictions religieuses, mais qu'il allait à l'église et était « superstitieux ». On a appris encore que Raïssa allait mieux et que les deux présidents étaient convaincus que l'antisémitisme allait régresser en URSS, qu'ils étaient d'accord pour constater que la situation faite à la femme soviétique était affligeante - mais, a fait remarquer M. Eltsine, « elles vivent tout de même cinq ans de plus que les hommes ».

Si les deux chefs d'Etat ont paru soucieux, dans l'ensemble, de ne pas laisser transparaître de discordance entre eux, il y en a eu une, vers la fin de l'émission, provoquée par une question sur leur perception du communisme. M. Gorbatchev convient que « le modèle, celui qui a été expérimenté en URSS, a fait faillite et cela doit être une leçon pour tout le monde », mais, dans le même souffle, il relève que « dans d'autres pays, en Europe de l'Ouest par exemple, l'application des idées socialistes a conduit à des résultats intéressants ». M. Eltsine, lui, commente gravement : « Dommage que ce système n'ait pas été expérimenté dans un autre pays que le nôtre. »

ALAIN FRACHON

## Un « centre »... russe

Suite de la première page

Coupées du monde, souvent sans grandes ressources, dépendant la plupart du temps, pour faire tourner leurs industries archaïques, de matières premières venues de l'autre bout de l'Union ou vouées à la monoculture du coton (c'est le cas des Républiques d'Asie centrale), elles ont vite compris qu'elles pouvaient être applanies en un rien de temps par la Russie.

M. Boris Eltsine, quelques jours après l'échec du putsch, leur a même fait savoir, très clairement et très brutalement, qu'elles pourraient aussi être amputées d'une partie de leur territoire. Sa menace de « réviser les frontières » internes de l'Union soviétique, en cas de proclamations d'indépendance, visait tout autant le Kazakhstan - dont la partie septentrionale est peuplée en grande majorité de Russes - que l'Ukraine (elle a hérité de la Crimée par la volonté de Khrouchchev en 1954) ou la Moldavie, dont la population roussophone ne veut pas entendre parler d'intégration à la Roumanie.

Sur le moment, la déclaration du président russe, dont l'assurance s'accroît tous les jours, a été considérée comme une fausseté. Elle apparaît aujourd'hui qu'elle avait été soigneusement préméditée et qu'elle a été déterminante dans l'évolution de la situation. C'est M. Anatoli Sobtchak, le maire réformateur de Leningrad, qui remarquait mardi dernier, en recevant M. Chirac, Juppé, Léotard et Méhaignerie : « Très vite, les Républiques, qui ne savent pas trop que faire de leur indépendance et dont les dirigeants sont souvent très inexpérimentés, ont compris qu'elles avaient tout intérêt à choisir une Union simple avec un Gorbatchev affaibli à sa tête plutôt que de se retrouver face à la seule Russie dirigée par un Eltsine. »

Le même jour, M. Alexandre Iakovlev, qui joue le rôle d'émisgrise du nouveau régime avec une déclamation d'autant plus malicieuse qu'il est, du fait de son âge, dépourvu de toute ambition person-

nelle, rappelait aux mêmes interlocuteurs cette phrase d'un député letton à l'adresse de Moscou : « Nous ne voulons pas nous échapper mais nous voulons être libres. » Rappelant l'argument de M. Eltsine et de M. Sobtchak, il faisait remarquer à propos de l'Ukraine : « Les dirigeants de cette République ne peuvent pas oublier que dix millions environ de Russes y vivent. Ils savent aussi qu'autant d'Ukrainiens au moins vivent en Russie. »

Et c'est une autre personnalité réformatrice russe, M. Gavril Popov, le maire de Moscou, connu pourtant pour ses vues libérales, qui justifiait en ces termes le refus d'une indépendance totale de la Moldavie : « Nous n'avons rien, en principe, contre une telle indépendance. Le problème, c'est qu'elle aboutirait rapidement à une intégration de la Moldavie à la Roumanie, dont le niveau de vie est bien plus bas. Une telle intégration serait totalement préjudiciable aux russophones de cette République, qui n'en veulent pas. Elle ne manquerait pas d'entraîner de très graves troubles. »

M. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Gorbatchev qui ne cesse pas, sous des airs de Cassandra, de pourfendre le président soviétique avec lequel il ne veut plus travailler, partage lui aussi ce point de vue : « L'Occident, dit-il, ne doit pas encourager un démantèlement de l'Union, car les russophones sont très attachés à la voix de l'Occident. Plutôt que sur l'indépendance, il faut - comme l'a fait récemment à Kiev le président Bush - insister sur la nécessité pour les Républiques de promouvoir une vraie démocratie. L'indépendance ne signifie pas forcément la liberté. »

La reprise à Vienne des négociations sur le désarmement conventionnel en Europe

## Qui ratifiera le traité chez les Soviétiques ?

### VIENNE

de notre correspondant

Incertitude et optimisme de circonstance ont marqué la reprise des négociations sur le désarmement conventionnel en Europe jeudi 5 septembre à Vienne. L'évolution en Union soviétique conduit en effet à s'interroger sur le traité de désarmement conventionnel (FCE) signé en novembre dernier à Paris et qui attend d'être ratifié par les parlements des vingt-deux pays signataires. La solution la plus simple serait qu'elle soit au plus vite de la restructuration en cours à Moscou un pouvoir central ayant l'autorité de ratifier ce traité pour engager la future Union des républiques.

« Ce traité reste le pilier de la sécurité européenne et des futures structures de coopération. Il est plus important que jamais pour garantir la stabilité en Europe », a

estimé le chef de la délégation allemande, M. Ruediger Hartmann. Les délégations des pays de l'OTAN et des anciens pays du pacte de Varsovie sont unanimes à souhaiter l'entrée en vigueur de l'accord qui fixe des plafonds pour six catégories d'armes (chars, artillerie, véhicules blindés, avions, hélicoptères de combat).

L'intervention jeudi du chef de la délégation soviétique, M. Oleg Grinevski, les a quelque peu rassurés. M. Grinevski s'est en effet prononcé en faveur de l'entrée en vigueur du traité sous sa forme actuelle et a exprimé l'espoir que la deuxième phase des négociations portant sur la réduction des effectifs se déroule avec succès. Il a annoncé que Moscou préparait actuellement de nouveaux chiffres sur les effectifs de ses forces terrestres et les présenterait dès que possible.

Si des modifications du traité FCE se révélaient nécessaires, il

faudrait mettre en œuvre les procédures prévues dans le texte lui-même, mais seulement après sa ratification, estimait-on dans les milieux occidentaux. Ainsi une éventuelle adhésion au traité des trois pays baltes serait possible dans le cadre d'une conférence extraordinaire.

La ferme volonté de Moscou de poursuivre les négociations et de respecter les engagements pris se traduit également, selon l'avis général, par le fait que la réunion informelle « ciel ouvert » sur l'ouverture des espaces aériens entre l'Est et l'Ouest pour des vols de vérification, programmée avant les récents bouleversements en URSS, aura bien lieu comme prévu à partir du 9 septembre à Vienne. Il est de même prévu pour la deuxième semaine sur les doctrines militaires qui aura lieu, conformément au calendrier fixé, du 8 au 18 octobre à Vienne.

W. B.

שנה טובה 5752

L'appel unifié Juif de France adresse à tous les membres de la Communauté juive et à ses sympathisants ses meilleurs vœux de Nouvel An. En cette année cruciale pour Israël, confronté à l'accueil des juifs d'URSS et d'Éthiopie, il compte sur votre soutien.

APPEL UNIFIÉ JUIF DE FRANCE

19, rue de Téhéran - 75008 PARIS

Tél. : 45-63-06-10

هكذا من الأصل



**A VOTRE SANTÉ!**

AVEC TOUS NOS  VOEUX DE REUSSITE.

# TAITTINGER

G.VBN2 D.VGCOOF E21 D.VNGEKENX BOKX GV ZVIE. CONZOMMEZ VLEC MODERATION.  
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

هكذا من الأصل

## EUROPE

## YUGOSLAVIE

Les combats ont repris à Osijek  
chef-lieu de la Slavonie

Les combats ont repris jeudi soir 5 septembre à Osijek, chef-lieu de la Slavonie (est de la Croatie), en dépit de l'accord conclu entre les autorités croates locales et les représentants de l'armée fédérale, a rapporté la télévision croate.

Quinze minutes après le départ du commandant adjoint de la première région militaire, représentant l'armée dans la conclusion d'un accord local de cessez-le-feu réalisé en présence de l'ambassadeur néerlandais Henry Wijngaards, des obus ont explosé au centre d'Osijek, a rapporté la télévision croate.

Vladimir Šek, chef de l'état-major de crise de la Slavonie, qui représentait la partie croate lors de cet accord, a déclaré que les forces croates avaient riposté. « Cela prouve, a-t-il dit, que nous n'avons plus affaire à une armée mais à

une bande de voleurs de grand chemin où chaque capitaine fou mène sa guerre privée ». D'autres combats se poursuivaient à Vukovar.

Atrocités  
et appel du CICR

Signe de la gravité de la situation, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a rendu public, jeudi à Belgrade, un appel demandant aux acteurs du drame yougoslave de respecter d'urgence le droit humanitaire. Le président du CICR, M. Carlos Sommeruga, a délégué un de ses plus proches collaborateurs, M. Jean de Courten, qui a remis ce message au président yougoslave, M. Stipe Mesić, aux présidents croate et serbe Milan Kukan et Franjo Tuđman ainsi qu'au premier ministre serbe, M. Dragutin Zelenović.

Les parties au conflit, dit ce texte, doivent « cesser toutes les attaques contre les populations et

les biens civils », « épargner la vie de ceux qui se rendent et accorder un traitement humain aux combattants ennemis capturés ». Plusieurs cas d'atrocités, dans des villages croates-serbes, transformés en champs de bataille, ont été signalés par des médias indépendants. La télévision allemande ZDF a diffusé mercredi de telles images « d'atrocités » qu'auraient commises des combattants serbes contre des villageois croates. Mais les médias serbes, qui ressassent quotidiennement le souvenir des massacres anti-serbes perpétrés pendant la seconde guerre mondiale par l'Etat pro-nazi croate, montrent aussi des scènes épouvantées de réfugiés serbes.

On estime, en l'absence de bilan fiable et global, à plusieurs centaines le nombre de morts dans les combats en Croatie depuis trois mois, entre Croates, Serbes et l'armée fédérale. Selon le CICR, quelque 150 000 personnes ont déjà dû fuir leurs villages d'origine vers d'autres lieux plus sûrs. — (AFP.)

Toutes les Républiques yougoslaves devraient être  
représentées à la conférence de La Haye

Toutes les parties yougoslaves invitées à participer à la conférence de La Haye, y compris la Serbie et la Croatie, « ont donné leur accord par téléphone entre mercredi et jeudi midi », a-t-on appris, jeudi 5 septembre, auprès de la présidence néerlandaise de la CEE. La Haye part donc « du principe que la conférence de paix s'ouvrira bien », comme prévu, samedi 7 septembre, malgré la persistance des hostilités.

## LA HAYE

de notre correspondant

En affirmant que le cessez-le-feu est un préalable indispensable au dialogue, lord Carrington, président désigné de la conférence sur la Yougoslavie, et M. Henry Wijngaards, émissaire de la CEE actuellement en mission en Croatie, « ont raison », fait-on valoir au ministère des affaires étrangères à La Haye. Leurs déclarations contribuent à accentuer

la pression. Mais si les Douze pouvaient ce raisonnement jusqu'au bout, laisse-t-on aussitôt entendre, ils seraient paralysés : la conférence serait alors l'otage des belligérants qui auraient la maîtrise du calendrier.

C'est pour éviter cet écueil que l'Allemagne, la France et l'Italie notamment ont insisté, lors de la dernière réunion des ministres des affaires étrangères, mardi 3 septembre, pour que la conférence soit convoquée au plus vite, en dépit des violations alors constatées du cessez-le-feu signé dans la nuit de dimanche à lundi, et des incertitudes entourant encore le déploiement des deux cents « casques blancs ». La Grande-Bretagne et les Pays-Bas, entre autres, considéraient en revanche que la conférence était la troisième étape du processus, après la signature des accords de cessez-le-feu et l'installation des patrouilles de contrôle.

Les Douze ont finalement opté pour l'ouverture à très court terme de la conférence, sans soumettre expressément sa tenue à l'interdiction des combats (le Monde du 5 septembre). Cette décision com-

porte l'acceptation tacite d'un certain niveau de violence, la CEE se doutant bien que l'annonce de la conférence ne saurait « n'y mettrait pas un terme » selon les mots de M. van den Broek — mais risquerait même d'inciter les Serbes à conquérir un maximum de terrain avant samedi. On se demande toutefois au ministère des affaires étrangères à La Haye dans quelle mesure les propos de M. Genscher, le chef de la diplomatie allemande, « sur l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie qui se rapproche à chaque coup de canon et à chaque mouvement de tanks » ne pousse pas les Croates à organiser des actions de provocation aggravant la confusion.

En décidant d'apprécier une dernière fois la situation au cours de leur réunion, vendredi 6 septembre, à Bruxelles, les Douze veulent évaluer le niveau de violence qu'ils jugent compatible avec la tenue effective de la conférence. Leur seuil de tolérance semble d'autant plus élevé qu'ils espèrent que l'annonce rapide du dialogue aura un effet apaisant en Yougoslavie même.

CHRISTIAN CHARTIER

## Prête à reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie

## L'Autriche critique la trop longue passivité des Douze

Pour la diplomatie autrichienne, la crise yougoslave constitue sans doute la plus rude épreuve depuis la révolution de 1956 en Hongrie et l'intervention de l'armée soviétique dans le pays voisin. La classe politique et la population sont directement concernées par les événements sanglants qui se déroulent en Croatie : au début de l'été, l'armée avait été déployée le long de la frontière commune avec la Slovénie, et les écoles accueillent massivement les enfants yougoslaves « évacués » par leurs parents travaillant en Autriche.

## VIENNE

de notre correspondante

L'Autriche entretenait avec la fédération yougoslave, bien avant sa désintégration, des relations étroites, sur tous les plans, notamment avec la Slovénie : sur les quelques trois cents accords économiques signés avec la Yougoslavie, deux cents environ concernent la Slovénie. Elle n'a jamais caché ses sympathies pour les sécessionnistes engagés sur la voie de la démocratie. Connaissant bien les problèmes interethniques en Yougoslavie, les dirigeants autrichiens ont compris, avant beaucoup d'autres, qu'il était illusoire de vouloir maintenir en l'état la Yougoslavie.

M. Alois Mock, le chef de la diplomatie autrichienne, s'est efforcé d'expliquer aux chancelleries européennes les complexes problèmes yougoslaves et la position de Vienne. Il s'est rendu compte que la Yougoslavie était terre inconnue pour la plupart de ses interlocuteurs. Sévèrement critiqués en Europe pour avoir reconnu

ouvertement le droit à l'autodétermination des Slovènes et des Croates, les diplomates autrichiens ont vite compris qu'ils pouvaient seulement agir dans les coulisses.

De leur côté, les médias autrichiens ont vivement critiqué l'« incompétence » des diplomates de Bruxelles. Ils leur reprochent d'avoir voulu régler le conflit yougoslave « avec la mentalité de juristes de droit économique fixant des normes à respecter pour la culture de concombres » — comme l'écrivait cyniquement l'éditorialiste du quotidien viennois *Kurier*. Bruxelles et la CEE se voient accusés d'agir « sans tenir compte des réalités » et d'avoir, par leur ignorance, laissé passer la chance de contribuer — alors qu'il était encore temps — à régler les problèmes de manière pacifique. « Si l'Autriche avait été déjà membre de la CEE, la politique de Bruxelles aurait changé plus tôt », assurent des diplomates autrichiens.

Unanimité à reconnaître, sur le plan moral, le droit à l'autodétermination des Slovènes et des Croates, la classe politique reste cependant divisée quant à l'utilité, sur le plan pratique, d'une reconnaissance diplomatique isolée par l'Autriche de l'indépendance des deux Républiques sécessionnistes. Les sociaux-démocrates, et à leur tête le chancelier Franz Vranitzky, préchent dans leur grande majorité la modération. « Pas de cavalier seul, mais reconnaissance diplomatique éventuelle (de la Slovénie et de la Croatie) en accord avec d'autres pays européens », telle est la ligne définie par le chancelier, qui souhaite s'aligner sur la politique de la CEE. Moins pour faire preuve de bonne conduite en tant que candidat à l'adhésion que pour réalisme, assure-t-on dans son entourage.

L'Autriche n'a pas assez de poids pour influencer par des actions isolées le cours de la politique internationale, constate-t-on avec un

léger regret dans les milieux diplomatiques viennois. Le chancelier a eu du mal à freiner l'euphorie des principaux dirigeants du Parti conservateur (ses partenaires au sein de la coalition gouvernementale) et de l'opposition qui réclamaient une reconnaissance immédiate de la Slovénie et de la Croatie afin de faire respecter le cessez-le-feu. M. Vranitzky, le chancelier, a carrément refusé, mardi dernier, de doter son ministère des affaires étrangères des pleins pouvoirs que celui-ci avait exigés, et qui l'auraient autorisé à reconnaître la Slovénie et la Croatie quand bon lui semblerait, sans consulter au préalable le conseil des ministres. M. Mock avait notamment invoqué les « responsabilités morales » de Vienne à l'égard de Ljubljana et de Zagreb.

Une reconnaissance isolée de la Croatie et de la Slovénie par Vienne risquerait, dit-on à la chancellerie, de rester inefficace. Pour nombre de diplomates, une telle mesure contribuerait de surcroît à déchaîner les critiques de la Serbie à l'adresse de Vienne. Depuis le début de la crise, Belgrade ressort les vieux spectres de l'histoire et accuse Vienne de relancer l'idée de la monarchie austro-hongroise et de chercher à se créer de nouveau une zone d'influence dans les Balkans. Le vice-premier ministre serbe, M. Boudimir Kostić, est même allé jusqu'à dire que l'Autriche souhaitait annexer « après la Slovénie et la Croatie » — le Kosovo et la Voïvodine, « pour rétablir les frontières de la monarchie des Habsbourg ». Dans cette dispute, le gouvernement de Vienne ne veut pas verser de l'huile sur le feu ni donner l'impression de vouloir jouer un rôle particulier dans les Balkans. « Nous sommes des voisins », disent les diplomates, et la proximité géographique explique notre engagement émotionnel.

WALTRAUD BARYLI

## GRANDE-BRETAGNE

Quelques indices et sondages favorables à M. Major  
font monter la fièvre électorale

## LONDRES

de notre correspondant

Quelques indices et deux sondages ne font pas une élection mais suffisent à faire monter sérieusement la fièvre électorale. De Hongkong, où il achevait une tournée internationale qui a beaucoup contribué à améliorer sa popularité, le premier ministre s'est efforcé de calmer les ardeurs d'un monde politique et médiatique prompt à tirer des conclusions hâtives quant à la date des prochaines élections générales. A en croire ces spéculations, le calendrier est d'ores et déjà fixé et le scrutin aurait lieu le 7 novembre. C'est là aller un peu vite en besogne, même s'il est vrai que l'intérêt a pris soin de garder toutes les options ouvertes.

Le premier ministre s'est borné à espérer que les Britanniques ne prennent pas ces « inévitables spéculations au jour le jour trop sérieux », ajoutant : « Nous avons encore du travail à faire. Lorsque le jugement sera rendu, nous aurons une élection générale. » Ces faux démentis ne convainquant évidemment personne et contribuant, au contraire, à alimenter les rumeurs, M. Neil Kinnock, le leader du Parti travailliste, apparaît dix fois par jour à la télévision pour répéter qu'il souhaite que le scrutin soit organisé le plus tôt possible. Cette fièvre électorale a brusquement monté ces derniers jours avec la publication de plu-

sieurs indices et sondages favorables à M. Major et à son gouvernement.

Le dernier en date est un sondage Gallup, publié vendredi 6 septembre par le *Daily Telegraph*, qui donne aux Tories une avance de 4,5 points (39,5 % des intentions de vote) sur le Labour, celui-ci, avec 35 %, enregistrant une baisse de 6 points. Les libéraux-démocrates, de leur côté, atteignent 19,5 % (+ 3 points). Cette remontée du Parti conservateur intervient au moment où plusieurs indices économiques donnent à penser que le bout du tunnel de la récession est peut-être en vue. Mercredi, le taux d'intérêt bancaire a été, une nouvelle fois, baissé d'un demi-point (de 11 à 10,5 %), ce qui a immédiatement entraîné une baisse égale des taux d'intérêt hypothécaires.

La tuelle « maternelle »  
de M<sup>me</sup> Thatcher

Cette dernière mesure devrait alléger la charge financière d'environ 3 millions de foyers britanniques et, selon plusieurs analystes, elle signifie que le gouvernement cherche à tester l'état d'esprit des électeurs. Elle intervient alors que le taux d'inflation se maintient à un rythme très modéré (4,5 %) et au moment où la livre bénéficie d'une forte position sur les marchés des changes. Mais tout cela n'est-il pas artificiel ? Les états-majors politiques, et sans aucun doute également M. Major, se souviennent de

l'expérience malheureuse de M. Harold Wilson, en juin 1970, qui, aveuglé par une timide reprise économique (et à la suite d'une baisse des taux d'intérêt), avait convoqué des élections anticipées, qu'il avait perdues. Le président du Parti conservateur, M. Chris Patten, ainsi que le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, sont partisans d'attendre les effets politiques bénéfiques d'une reprise économique plus nette, et donc de renvoyer le scrutin au début de l'année prochaine. M. Major est confronté à un dilemme : la tuelle « maternelle » ou un peu envahissante de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher fait de lui un homme pressé de gager des élections qui, seules, lui donneront une vraie légitimité politique.

D'un autre côté, la conjoncture politique et économique de la Grande-Bretagne peut avoir beaucoup changé dans quelques mois. Le bénéfice de cette tournée, qui a porté le premier ministre britannique au premier rang de l'actualité internationale, risque fort de n'être qu'un feu de paille, et surtout d'avoir été caché, depuis deux semaines, les vrais enjeux : les responsables de l'opposition travailliste, de ce point de vue, n'ont pas tardé à rappeler que les électeurs se déterminent davantage en fonction des chiffres du chômage et de l'état des services de la santé et de l'éducation, que du rôle international de M. Major.

LAURENT ZECCHINI

## POLOGNE : réunion extraordinaire de la Diète

## Le gouvernement demande des pouvoirs spéciaux

La Diète polonaise — la chambre basse du Parlement — devait entamer, vendredi après-midi 6 septembre, une réunion cruciale pour l'avenir des réformes économiques lancées par Solidarité en 1989.

Après avoir surmonté l'obstacle de la motion de censure des communistes, la semaine dernière (le Monde daté 1-2 septembre), le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki, demande à présent aux députés polonais d'accorder au gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière d'économie, qui lui permettraient de faire passer la législation économique sans affronter les blocages parlementaires, notamment par voie de décret.

La Diète, convoquée pour deux jours, devait donc entamer, vendredi après-midi, l'examen de ce projet de loi sur les pouvoirs spéciaux économiques. Si le gouvernement franchit avec succès cette

nouvelle épreuve, d'autres modifications, beaucoup plus importantes, seront alors soumises au Parlement, vraisemblablement la semaine prochaine : il s'agit cette fois de projets d'amendements constitutionnels visant à renforcer le pouvoir exécutif et en particulier celui du président de la République, M. Lech Walesa.

Blocages  
institutionnels

Selon le porte-parole du gouvernement, M. Andrzej Zarębski, ces projets d'amendement « ont pour but d'instaurer un système politique renforçant la séparation des pouvoirs au sein de l'Etat ». Ils limitent en fait le rôle du Parlement dans la nomination et la démission des membres du gouvernement, pouvoir qui serait alors transféré au président, démocratiquement élu en décembre dernier. De tels changements, a estimé

M. Zarębski, sont nécessaires pour accélérer « l'affaiblissement du processus de réforme ».

Il s'agit surtout de permettre au gouvernement de gouverner, en dépassant ce blocage institutionnel quasi permanent que lui impose l'existence d'une Diète héritée de l'ancien régime et donc dominée par les ex-communistes et leurs alliés. Cette situation, paradoxale pour la Pologne qui fut la pionnière du changement démocratique à l'Est, devrait normalement prendre fin dans moins de deux mois, avec les élections législatives prévues le 27 octobre. Mais, en attendant, le gouvernement a les mains liées et parvient d'autant moins à faire voter ses coupes budgétaires que les députés sont de plus en plus soucieux de sauver leur siège. Les projets d'amendements constitutionnels prévoient que les pouvoirs présidentiels accrus pourront être utilisés pendant la période allant jusqu'aux élections et pendant trois mois après l'élection de la nouvelle Diète.

Conscient depuis longtemps des blocages institutionnels et de l'obstruction des anciens communistes, M. Walesa s'était déjà fait l'avocat de l'introduction de pouvoirs accrus, mais avait été jusqu'ici accusé de « dérive autoritaire ». Cette dernière initiative est cependant menée de concert avec le premier ministre libéral, M. Bielecki. Mais personne ne se risquait, vendredi matin à Varsovie, à prédire l'issue des deux votes au Parlement, car une majorité des deux tiers est requise pour ce type de modifications.

S. K.

## A TRAVERS LE MONDE

## CHILI

L'ancien chef  
de la police secrète  
cherche à faire classer  
l'affaire Letelier

Le général chilien Manuel Contreras, soupçonné d'avoir commandé le meurtre d'Orlando Letelier, ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, le 21 septembre 1976 à Washington, a réclamé à la justice militaire de déclarer « incompétent » le juge civil qui instruit l'affaire, a-t-on appris jeudi 5 septembre à Santiago. Le général Contreras poursuit deux objectifs : il veut que « les cas Letelier » soit jugé par un tribunal militaire et il cherche à gagner du temps, de sorte que le juge Adolfo Barrios, désigné par la Cour suprême, ne puisse l'inculper avant le 21 septembre prochain.

En effet, à cette date, soit quinze ans après le crime, il y a une prescription et l'affaire sera définitivement classée. Jusqu'ici le juge a seulement interdit au général Contreras de quitter le pays. Celui-ci fut le chef de la police secrète (DINA) pendant la dictature du général Pinochet (1973-1990). Orlando Letelier et sa secrétaire nord-américaine, Ronie Moffit, avaient trouvé la mort dans l'explosion de leur voiture, à Washington, en plein quartier des ambassades.

Les Etats-Unis accusèrent la DINA d'avoir organisé l'attentat et avaient demandé en vain, en 1978, l'extradition du général Contreras. L'affaire Letelier est réapparue en juillet dernier quand le gouvernement du président Patricio Aylwin a demandé à la Cour suprême de rouvrir le procès. — (AFP.)

## ZAIRE

Bruxelles  
souhaite la réunion  
de la Conférence  
nationale

« Nous avons eu confirmation des démenties » de Kinshasa, qui « ont visiblement fait des morts », a déclaré, jeudi 5 septembre, le ministre belge des affaires étrangères, M. Marc Eyskens, en indiquant que des « attaques contre les quartiers généraux des partis politiques » avaient eu lieu.

Selon les autorités zairoises, les affrontements de lundi entre manifestants et policiers ont fait deux morts, au moins quatre, selon l'opposition.

Il est « plus que nécessaire » que le Zaïre s'attaque sans réserve à la réalisation de réformes démocratiques en réunissant rapidement la Conférence nationale, qui doit « donner à toutes les parties de la population l'occasion de faire entendre leur voix », a ajouté le ministre de l'ancienne puissance coloniale. — (AFP.)

## EN BREF

CHINE : prochaine visite à Pékin du ministre vietnamien des affaires étrangères. — Le ministère chinois des affaires étrangères a confirmé, jeudi 5 septembre, que le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Manh Cam, était attendu le 9 septembre à Pékin, en vue de l'annonce officielle d'une normalisation des relations entre les deux pays. Pékin a toujours lié toute amélioration de ses relations avec Hanoï à un règlement de la question cambodgienne. — (AFP.)

VANUATU : le premier ministre renversé par le Parlement. — Le premier ministre de Vanuatu a été renversé par le Parlement, vendredi 6 septembre, à la suite d'un vote de défiance. Par vingt-quatre voix contre vingt et une, les députés ont reproché au pasteur Walter Lini, au pouvoir depuis l'indépendance de l'ancien condominium franco-britannique du Pacifique sud, d'abus de pouvoir. Il devrait être remplacé par M. Donald Kak-pakas. — (AFP.)

هكذا من الأصل



## AFRIQUE

# Le cessez-le-feu est entré en vigueur au Sahara occidental

Après plus de quinze ans de « guerre des sables » entre les troupes marocaines et celles du Front Polisario et de longues années de négociations, l'ONU a réussi à imposer un cessez-le-feu qui est entré en vigueur, vendredi 6 septembre, à 8 heures (heure de Paris), première étape vers un référendum d'autodétermination qui devrait avoir lieu au début de 1992.

Dans un communiqué, rendu public jeudi, à New-York, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, a rappelé « l'importance cruciale que revêt le respect par les parties de leurs engagements et la cessation complète de toutes leurs opérations militaires, y compris les mouvements de troupes, le renforce-

ment des effectifs, ainsi que toute action de violence ou d'intimidation ».

Un premier contingent de « casques bleus » de l'ONU est arrivé, jeudi, à Laayoune, la capitale administrative du Sahara occidental, avec à sa tête le général canadien Armand Roy, qui commande l'unité militaire de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO). Ce détachement est composé d'une centaine d'observateurs militaires et de personnels d'accompagnement, soit un total de 240 personnes. De son côté, avant de gagner Laayoune, M. Zia Rizi, adjoint de M. Johannes Manz, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, a été reçu jeudi, à Rabat, par Hassan II.

Dans un premier temps, ce groupe d'observateurs sera disséminé dans dix postes situés de part et d'autre des quelque deux mille kilomètres des six murs de sable construits, à grands frais par le Maroc pour tenter d'arrêter les infiltrations des maquisards du Front Polisario. Mais, contrairement au plan de paix, accepté par les deux parties puis entériné par le Conseil de sécurité, ce cessez-le-feu ne sera pas immédiatement suivi du cantonnement des forces ennemies et du retrait d'une partie des troupes marocaines.

Le cessez-le-feu ne sera pas non plus suivi de la libération de tous les détenus politiques et de l'échange des prisonniers de guerre, ni du rapatriement des Sahraouis réfugiés à l'étranger,

notamment dans la région de Tindouf en Algérie ni de la distribution des cartes d'électeur. En effet, l'ONU n'a pu encore définir les critères permettant d'identifier qui peut être considéré comme Sahraoui.

Le Polisario a proposé de ne retenir que les liens de parenté directe tandis que le Maroc propose des critères beaucoup plus larges qui prennent notamment en compte les déplacements de population du temps des guerres coloniales et d'indépendance. M. Pérez de Cuellar a indiqué, mardi, que les autres étapes du plan de paix ne commenceraient pas avant que cette question des critères d'identification n'ait été réglée. — (AFP, AP, Reuters.)

## Les calculs d'Hassan II

par Jacques de Barin

Le drapeau bleu de l'ONU flotte à Laayoune : les premiers éléments de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) sont à pied d'œuvre pour surveiller le respect du cessez-le-feu, effectif depuis vendredi matin 6 septembre. Est-ce à dire, comme vient de l'affirmer M. Bachir Mustapha Sayed, le « numéro deux » du Front Polisario, que cette mise en place de forces de la paix « ne laisse plus aucune chance à la guerre » ?

Qu'au jour et à l'heure dite, le cessez-le-feu ait pu entrer en vigueur, malgré les ultimes manœuvres diplomatiques des uns et des autres, est, il est vrai, à porter au crédit du secrétaire général de l'ONU dont l'entourage se plaît à vanter la ténacité et l'habileté. A New-York, on s'accroche à l'idée que les « difficultés » en cours seront surmontées, que le retard pris dans la préparation du référendum d'autodétermination sera rattrapé et qu'en définitive les Sahraouis auront le dernier mot, comme prévu, à la fin du mois de janvier prochain.

### Un pied dans l'engrenage

Malgré tout, M. Pérez de Cuellar a jugé prudent de ne pas déployer complètement le dispositif de l'ONU et de ne pas installer sur place M. Johannes Manz, son envoyé spécial, aussi longtemps qu'un certain nombre de malentendus majeurs, voire de récriminations pressantes ne seront pas en bonne voie de règlement. Le gel des activités militaires n'a donc pas déclenché

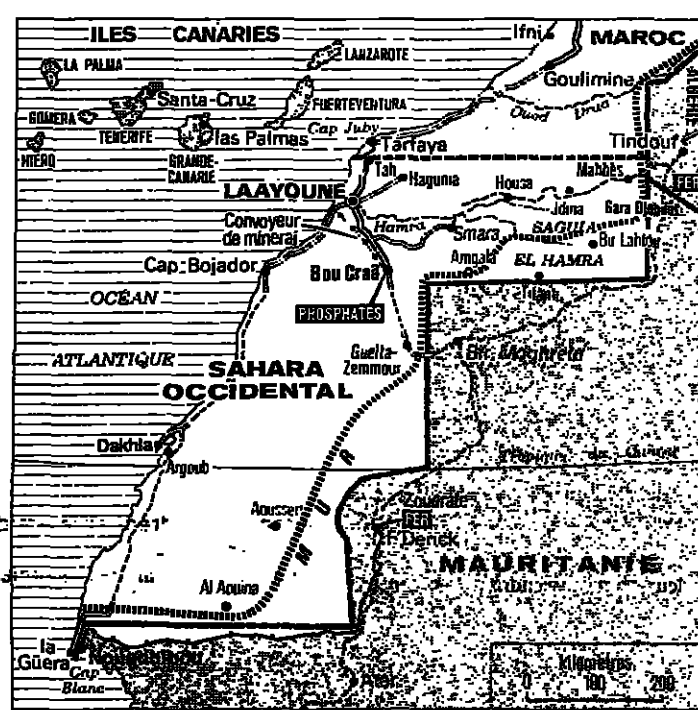
le compte à rebours qui doit aboutir au référendum. Comme vient de le souligner un diplomate, « le vendredi 6 septembre est le début d'un cessez-le-feu sans jour ».

Dans un discours, fin août, Hassan II, il y a quelques semaines plus tôt, avait lancé ses troupes à l'assaut de positions tenues par le Front Polisario à l'intérieur du Sahara occidental, avait jugé « absurde » l'idée d'entamer l'application du plan de paix le 6 septembre. Tout en houspillant les Nations unies, le souverain chérifien s'est, cependant, gardé de pousser trop loin sa mauvaise humeur. Il a ainsi voulu se montrer beau joueur, aux yeux de la communauté internationale, en acceptant, par le biais du cessez-le-feu, de mettre un pied dans l'engrenage de l'ONU.

Pourrait-il se dégarer si bon lui semble, s'il craint que le référendum dont il avait accepté le principe, il y a dix ans, présente des risques, alors qu'à ses yeux le Maroc est « à la veille de la récupération du Sahara, de manière définitive » ? En tout cas, Hassan II paraît s'employer à reporter cette échéance électorale, par de multiples manœuvres dilatoires. Pour le moment, la plus efficace consiste à « offrir » autant qu'il faut se peut, les listes des Sahraouis appelés à se rendre aux urnes et, partant, à mettre en avant des critères d'identification très vagues.

Toutes tendances confondues, les partis politiques marocains disent tout haut, sans contrainte, ce qu'Hassan II pense probablement tout bas, à savoir qu'au fond, « le référendum n'a plus de raison d'être ». Ministre d'Etat, M. Ahmed Alaoui, qui a l'oreille

du Palais, appelait récemment ses compatriotes, dans les colonnes du quotidien progouvernemental, *Le Matin du Sahara*, à « réagir comme un seul homme avec un seul objectif : le Sahara est marocain. Les autres problèmes, économiques, sociaux ou culturels, peuvent attendre... »



Situé sur la côte atlantique, bordé à l'est par l'Algérie et au sud par la Mauritanie, le Sahara occidental est un pays quasi désertique de 260 000 kilomètres carrés. Sa population est estimée à 180 000 personnes selon le Maroc, 250 000 selon le Front Polisario. Le Maroc a édifié sur ce territoire — qu'il considère comme faisant, historiquement, partie du royaume — six « murs » de défense pour protéger la partie « utile », notamment les importants gisements de phosphates.

## Seize années de conflit

1973 — mai : Création du Front Polisario qui réclame l'indépendance du Sahara occidental, une colonie espagnole.  
1975 — octobre : La Cour internationale de Justice de La Haye reconnaît l'existence de liens, pendant la colonisation, entre le Sahara occidental, le Maroc et la Mauritanie, mais, les juges insuffisants, se prononce pour l'autodétermination de la population de ce territoire.

— novembre : le roi Hassan II organise la « Marche » verte au cours de laquelle 350 000 Marocains, drapeau national et Coran à la main, franchissent la frontière du Sahara espagnol. Signature des accords de Madrid, aux termes desquels l'Espagne cède le nord et le centre du Sahara occidental au Maroc, et le sud à la Mauritanie.  
— décembre : le Front Polisario entame une longue guerre d'indépendance.

1976 — février : après le départ des derniers militaires espagnols, le Front Polisario proclame une « République arabe sahraoui démocratique » (RASD). L'Algérie reconnaît la RASD, ce qui entraîne la rupture des relations diplomatiques entre Alger et Rabat.  
— août : La Mauritanie signe un accord de paix avec le Front Polisario.  
— août : Le Maroc annexe la partie mauritanienne de l'ancien Sahara espagnol.

1980 — janvier : Le Maroc commence à édifier le premier des six « murs » de sable destinés à protéger la zone qu'il contrôle des attaques du Polisario.  
— juin : Lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Nairobi, Hassan II accepte le principe d'un référendum aux termes duquel les Sahraouis auraient à choisir entre l'indépendance et l'intégration au Maroc.  
— octobre : Le secrétaire général du Front Polisario, M. Mohamed Abdelaziz, devient le premier président de la RASD.

1984 — novembre : Le Maroc se retire de l'OUA, celle-ci ayant reconnu la RASD.  
1985 — décembre : L'Assemblée générale de l'ONU réaffirme la nécessité de négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario.

1986 — printemps : Les pourparlers indirects entre le Maroc et le Front Polisario, entamés sous l'égide de l'ONU et de l'OUA, se soldent par un échec.

1988 — mai : Le Maroc et l'Algérie rétablissent leurs relations diplomatiques.  
— août : Le secrétaire général de l'ONU remet ses propositions de paix, qui prévoient notamment la proclamation d'un cessez-le-feu et l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Le Maroc et le Front Polisario acceptent le plan de paix de l'ONU.  
— novembre : le Front Polisario décrète un cessez-le-feu unilatéral.

1989 — janvier : Hassan II reçoit pour la première fois, à Marrakech, plusieurs responsables du Front Polisario.  
— mars : Hassan II annonce la ratification par le Maroc d'un accord frontalier conclu avec l'Algérie, et par lequel il renonce à ses prétentions territoriales sur certaines zones algériennes ou sont basés des combattants sahraouis.

1990 — juin : Le Conseil de sécurité de l'ONU approuve les grandes lignes du plan du secrétaire général sur l'organisation d'un référendum, sous le contrôle de l'ONU.  
— juillet : Le Maroc et le Front Polisario ont de nouveaux entretiens séparés avec les représentants de l'ONU à Genève.  
1991 — mai : Hassan II rencontre, à Ouanza, le président Gheddafi Benjedid. Il entreprend une visite des provinces sahariennes.

— juin : Le secrétaire général de l'ONU fixe au 6 septembre la date du cessez-le-feu. Le huitième congrès du Front Polisario définit l'organisation du futur Etat sahraoui et adopte un projet de constitution « démocratique et pluraliste ».  
— août : après une trêve de plus de deux ans, des combats reprennent au Sahara occidental.  
— 6 septembre : le cessez-le-feu entre en vigueur.

## Océan Indien

MADAGASCAR : la contestation du régime

### Grève tranquille à Toamasina

Au lendemain de l'échec du premier ministre, M. Guy Razanamasy, qui avait donné aux fonctionnaires jusqu'au 4 septembre pour reprendre le travail, le pasteur Richard Andriananjato, porte-parole du Comité des forces vives qui rassemble l'opposition, a déclaré, jeudi 5 septembre, que « ceux d'en face doivent admettre leur défaite et démissionner ».

#### TOAMASINA

de notre envoyée spéciale  
« Ni bouillon ni bouillie », dit un proverbe malgache. Ce mercredi 4 septembre, les rues de Toamasina (Tamatave) ont une allure de soupe tiède. Malgré la violence des slogans lancés à l'adresse du régime par les orateurs du Comité des forces vives, le foule s'écaille et applaudit mais ne s'élève pas. Les quelque 5 000 manifestants, massés dès 9 heures sur la place de la Gare, réapparaissent place de la Démocratie, n'en bougeront pas. Sous leur chapeau de paille, ils gardent leur sang-froid. Au coin de l'avenue, quelques militaires débordent, armés de simples gourdis, font mine de veiller au grain. Les commerçants, appelés à baisser leur rideau de fer en ce jour de « grève générale », ont prudem-

ment obtenu. Dans la rue Amir-Billard, qu'on appelle « la rue des indiens », les magasins et les échoppes ont porté close. « Personne ne sait encore comment le vent va tourner », explique une habitante. « Dans le doute, mieux vaut se mettre bien avec tout le monde... » A la poste, où moins d'un quart du personnel est venu faire acte de présence, les grévistes ont coupé le téléphone. « C'est comme arracher les racines d'un arbre : toutes les branches s'effondrent, on ne peut même plus appeler Tananarive ! », dit l'un d'eux. On fera néanmoins une exception pour la presse étrangère. Les Malgaches sont accommodants.

« Chez nous, le plus court chemin pour aller d'un point à un autre, ce n'est jamais le ligne droit, c'est la courbe : on bécote, commente un avocat proche des milieux d'affaires. Dans la plupart des entreprises privées, patrons et employés ont trouvé un modus vivendi : le personnel travaille de 7 à 9 heures et une partie de l'après-midi, ce qui laisse la matinée pour faire grève... Rien ne manque sur les étales en bois : ni la viande de zébu, ni les sacs de riz, ni les brèdes (sorte d'épave local), ni même les fleurs et les fraises. Le gros des marchandises vient de « Tanan » et de la région des Hautes Terres. Les difficultés auxquelles sont confrontés les transporteurs pour trouver de

l'essence ont servi de prétexte à la hausse de certains prix. Le kilo de porc est ainsi passé de 3 200 francs malgaches (environ 10 francs français) à 3 400 francs malgaches.

#### « Vivre fièrement »

La Solima, société d'Etat qui détient le monopole de l'achat et de la distribution du carburant, ne cache plus ses inquiétudes : « Nous avons de l'argent pour acheter du pétrole seulement jusqu'à la fin novembre », affirme l'un de ses cadres. Passé cette date, Madagascar pourrait connaître une pénurie généralisée. L'interruption du trafic ferroviaire entre Toamasina et Tananarive, il y a une semaine, pénalise déjà lourdement l'économie. Désormais, les camions et les cabotiers restent la seule planche de salut pour approvisionner le pays.

Les hôtels de la côte orientale font, eux aussi, grise mine. Les touristes étrangers et les habitants aisés de « Tanan » qui avaient l'habitude de venir passer à l'ombre des palmiers de Toamasina se comptent, cette saison, sur les doigts de la main : « D'ordinaire, c'est en juin, juillet et août que l'on fait le gros des recettes de l'année. Les chambres sont occupées à 95 %. Cette année, on ne tourne même pas à 15 % », se lamente

une hôtelière du centre-ville. Même inquiétude parmi les chefs d'entreprise locaux. Bien que l'activité du port ne soit pas fortement perturbée, les difficultés rencontrées pour accomplir les formalités administratives — grève des fonctionnaires obligés — empêchent nombre de firmes de retirer à temps les marchandises et matériaux importés par bateau.

Les nuages qui s'amoncellent ainsi de semaine en semaine dans le ciel malgache ne paraissent pas troubler le gros des troupes de l'opposition. « Je ne mange que deux fois par jour. Du manioc, parfois des patates, et parfois rien du tout », explique un jeune chômeur, la chemise en lambeaux. Depuis qu'il a quitté l'université, c'est en vain qu'il cherche un travail stable, et il avoue : « Je fais du pouce-pouce ou bien je vais au port faire le dockeur pour 250 francs malgaches de l'heure » (moins de 1 franc français).

Quant aux fonctionnaires, leur choix est fait : « La grève continuera jusqu'à ce que Ratsiraka s'en aille », jure l'un d'eux. « Nous ne perdons pas un instant de notre droit de s'exprimer et de vivre fièrement », acquiescent ses collègues. Tananarive, surnommée « la ville du président » (M. Ratsiraka est originaire de la région), n'est pas près, semble-t-il, de rentrer dans le rang.

CATHERINE SIMON

## PROCHE-ORIENT

Alors que Washington accentue ses pressions sur Israël

### M. Baker va effectuer une nouvelle tournée pour préparer une conférence de paix

Le département d'Etat a condamné, jeudi 5 septembre, tout acte de terrorisme, en réponse à une interview du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, dans laquelle il dénonçait les attentats palestiniens mais justifiait ceux commis par le groupe Stern, dont il faisait partie, avant l'indépendance d'Israël. « Quels qu'en soient les justifications ou les objectifs, nous condamnons le terrorisme », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher.

Cette mise au point intervient au moment où les Etats-Unis accentuent leur pression sur Israël, en utilisant notamment l'argument financier, afin de tenter d'assurer le succès de la conférence de paix sur le Proche-Orient. Israël a vivement répliqué jeudi aux déclarations du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui avait annoncé la veille qu'il comptait obtenir du Congrès un délai avant de se prononcer sur la demande israélienne d'une garantie pour des emprunts aux banques américaines. « Il serait inconcevable que les Etats-Unis, qui ont déployé tant d'efforts pour l'immigration des juifs soviétiques, n'aient pas à leur intégration », a affirmé le vice-ministre israélien des affaires étrangères, M. Binyamin Netanyahu.

M. Baker, qui s'apprête à entamer sa septième tournée au Proche-Orient depuis la fin de la guerre du Golfe — il est attendu en Israël le 16 septembre et se rendra ensuite en Egypte, en Jordanie et en Syrie. — a

souligné que l'administration américaine voulait « étudier ces questions de façon à ne pas mettre en danger » le processus qui doit conduire à la réunion d'une conférence de paix. Selon le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Chareh, cette conférence pourrait être retardée en raison de « l'intransigeance d'Israël » et, dans une moindre mesure, à cause des derniers événements en Union soviétique.

Pour le moment, Israël n'a nullement l'intention d'assouplir sa position, et M. Shamir, répondant apparemment à une demande du chef de la diplomatie italienne, M. Gianni De Michelis, a affirmé qu'il était hors de question que son pays « décide de geler la coopération des territoires occupés ». — (AFP)

LIBAN : l'ambassadeur de France donne des assurances au sujet du général Aoun. M. Daniel Husson, ambassadeur de France au Liban, a affirmé jeudi 5 septembre, à l'issue d'un entretien avec le ministre libanais des affaires étrangères, M. Farès Bouciz, que son gouvernement prendra « toutes les mesures nécessaires » pour que le général Michel Aoun, réfugié en France, n'enfreigne pas les conditions de son asile politique. Le gouvernement avait protesté après la publication d'un « message » du général à ses compatriotes. « Les relations franco-libanaises nous tiennent à cœur, et nous souhaitons absolument, comme le gouvernement libanais, qu'un tel incident ne se renouvelle pas », a indiqué M. Husson. — (AFP)

هكذا من الأصل

## POLITIQUE

Malgré la victoire sans surprise de la direction

## Les contestataires communistes ont marqué

Il n'y a eu que quatorze contestataires à la fin des débats du comité central du PCF, jeudi matin 5 septembre, pour rejeter le rapport présenté, au nom de la direction du parti, par M. André Lajoinie et refusant en bloc toutes les critiques suscitées depuis le 19 août par les ambiguïtés des prises de position de M. Marchais et de son état-major sur le coup d'Etat manqué de Moscou. MM. Paul Boccard, Jean-Michel Catala, Roland Favaro, Charles Fiterman, Guy Hermier, M. Thérèse Hirsberg, MM. Philippe Herzog, Jean-Christophe Le Duigou, Roger Martelli, Bernard Marx, Jack Rallite, Lucien Sève et Marcel Trigon ont voté contre, tandis que M. Anicet Le Pors refusait de participer au scrutin. Les cent vingt-huit autres membres du « parlement » du parti ont voté pour. Il y avait deux absents.

Fort de ce soutien, M. Marchais a invité les dirigeants du PS à cesser « les appels au débauchage des élus et des électeurs communistes » en assurant que ces tentatives « n'auront aucun effet ». En revanche, M. Charles Fiterman, chef de file des contestataires, estime, malgré la victoire formelle et attendue de la direction, que cette réunion du comité central a permis d'exprimer « l'ébranlement profond » du Parti communiste. « Ça va bouillir », nous a-t-il déclaré vendredi 6 septembre.

Les proclamations annonçant la mort et l'enterrement du communisme produisent sur le secrétaire général du Parti communiste français un effet plutôt roboratif. M. Georges Marchais est apparu presque guilleret, jeudi après-midi 5 septembre, au terme de la réunion du comité central, convoqué en séance extraordinaire sous la pression de ses contestataires pour débattre des conséquences de l'effondrement du communisme chez les « grands frères » d'Union soviétique.

Nullement ému par les dernières révélations sur son séjour en Allemagne pendant l'Occupation — en tout cas n'en laissant rien paraître — il a même abondé dans le sens des caricatures qui tendent à considérer, ces jours-ci, que s'il ne restait bientôt qu'un seul communiste, il serait volontiers celui-là.

Comme un journaliste lui indiquait que M. Fidel Castro venait de se vanter d'être désormais « le dernier communiste du monde », il a rétorqué en souriant : « Si Fidel Castro a dit ça, c'est pas bien. Je lui enverrai un télégramme pour lui dire : attention, il ne faut pas mentir, il y en a au moins deux... »

M. Marchais s'est même offert le luxe de prendre ouvertement pour des imbéciles MM. Charles Fiterman, Philippe Herzog, Anicet Le Pors, Jack Rallite et les autres frondeurs minoritaires du comité central, tout en portant à son propre crédit que son parti en a « définitivement terminé avec l'unité de façade ». A ses yeux, en effet, toutes les questions soulevées par ceux qui s'interrogent sur l'avenir du PCF à la suite des événements d'Union soviétique sont sans fondement, car ce ne sont que « des questions montées en épingle » par des gens de « mauvaise foi ».

Qu'on se le dise : le PCF n'a jamais été une succursale du

PCUS ; il n'y a plus depuis 1970 un « modèle soviétique » pour les communistes français. Dès le 19 août, « tout le monde a compris que notre parti condamnait le coup d'Etat, tout simplement », a affirmé sans rire M. Marchais, parce que telle était notre prise de position et que personne ne pouvait se tromper sur son sens.

## « Un record » d'adhésions

Quelques heures auparavant, devant le comité central, M. Fiterman avait pourtant révélé que ce

19 août, le bureau politique présidé par M. Marchais s'était rallié à l'avis de ceux de ses membres qui estimaient, à l'annonce du coup de force, que le PCF devait renvoyer dos à dos les putschistes et leurs victimes.

Placée sur la défensive, la direction du PCF a donc opté pour la fuite en avant... dans une impasse. Elle n'a fait aucune concession ni aux « refondateurs » emmenés par M. Fiterman, qui cherchent à restaurer l'image du « communisme à la française », ni aux économistes du parti conduits par

M. Herzog, qui lui reprochent son indigence programmatique et son « obstination illusoire » à vouloir engorger le parti dans un rôle social sommairement revendicatif.

A M. Fiterman et aux autres « refondateurs » qui soutiennent que le PCF est menacé « d'asthénie aggravée », M. Marchais répond aujourd'hui que ce diagnostic pessimiste est absurde, puisque non seulement les événements d'Union soviétique ne font pas déprimer le parti mais le fortifient si l'on en juge par les « neuf cents adhésions » enregistrées au cours de la dernière semaine du mois d'août. « Un record », a dit M. Lajoinie.

En conséquence, « il n'y a pas nécessité » de perdre du temps avec la convocation d'un congrès extraordinaire. La fête de l'Humanité, la semaine prochaine, suffira à relancer le dialogue avec les non-communistes et si, ensuite, le comité central doit être de nouveau convoqué, ce sera pour fixer les détails de la campagne prévue depuis décembre par le 27<sup>e</sup> congrès, une campagne qui se traduira par l'organisation de « six cents à sept cents débats » à travers le pays. M. Marchais n'a pas répondu à la proposition formulée jeudi matin par M. Fiterman qui juge opportun, pour sa part, d'organiser sur tous les problèmes posés par la situation présente « une réelle et minutieuse consultation de tous les communistes, y compris ceux qui n'assistent pas ou plus aux réunions ».

Le secrétaire général du PCF, en revanche, a répondu par la négative à la proposition de M. Herzog qui avait jugé indispensable d'organiser trois campagnes à l'intérieur du parti : une « campagne pour l'intervention dans la gestion » pour savoir, par exemple, si les communistes souhaitent ou non être partie prenante dans la ges-

tion des usines en matière d'emplois ; une « campagne sur l'autogestion » pour rivaliser, par exemple, avec ceux des socialistes qui parlent encore de changer la société ; une « campagne sur l'Europe » pour débattre, par exemple, des moyens d'aider les pays de l'Est et du Sud. M. Marchais a expliqué que l'on ne pouvait pas limiter les débats internes à ces trois sujets. La résolution soumise par M. Herzog à l'avis du comité central n'a recueilli que quatorze voix.

Le secrétaire général du PCF n'a pas été moins condescendant avec les dirigeants du PS. Il a notamment invité M. Pierre Mauroy à cesser de faire les deux yeux aux « refondateurs » et d'essayer de « débaucher » les élus locaux communistes dont la plupart paraissent condamnés d'avance à la défaite aux prochaines échéances électorales s'ils s'alignent sur leur état-major.

## Arrière-pensées limpides

A première vue, le comportement de la direction du PCF peut apparaître aberrant. Même si la composition et le mode de fonctionnement du bureau politique et du comité central du parti mettaient M. Marchais à l'abri de tout renversement, le bilan de cette nouvelle épreuve n'en est pas moins négatif pour toute l'équipe dirigeante qui donne aujourd'hui l'image d'un étrange bloc de plomb fossilisé dans un univers communiste balayé par tous les vents venus de l'Est.

Même si, à court terme, rien n'empêche M. Marchais et ses fidèles de voter politiquement tant que subsistent les sources de financement alimentées par les réservoirs des collectivités locales contrôlées par le parti, cet enfer-

## La fin de la réunion du comité central du PCF

## M. Marchais : « Tout le monde a compris que notre parti condamnait le coup d'Etat »

En conclusion des débats du comité central du PCF, réuni depuis mardi 3 septembre, M. Georges Marchais, secrétaire général, a répondu, jeudi 5 septembre, aux critiques sur l'attitude de la direction de son parti lors de l'annonce du coup d'Etat contre M. Gorbatchev, en disant notamment : « Les événements d'Union soviétique nous confrontent à des questions fondamentales, mais, paradoxalement, je ne pense pas que ces questions soient celles qui ont été montées en épingle ces derniers semaines. (...) Sur quoi, en effet, a été polarisée l'attention ? Sur des idées. La première : notre parti viendrait de perdre son modèle, avec le régime soviétique, et sa maison mère, avec le PCUS, et il aurait perdu du même coup toute raison d'être. »

La seconde : il n'aurait réagi qu'avec l'indécor de 19 août, et se serait ainsi définitivement discrédité (...). Les événements d'Union soviétique nous confrontent à des problèmes cruciaux, mais nullement à celui de notre éventuelle disparition (...).

Comme je l'ai indiqué dans le livre que j'ai écrit il y a maintenant un an et demi, communistes français, nous sommes d'abord des Français communistes. Rien n'est plus éloigné de notre démarche que l'idée d'un modèle de société socialiste que les peuples n'auraient plus qu'à copier (...). Il faut se rappeler combien l'affirmation par notre parti de sa totale indépendance de pensée et d'action, sa recherche d'un projet inédit de socialisme, se sont heurtées, dans les années 70, à l'opposition des dirigeants soviétiques (...). Les camarades qui étaient membres du comité central à cette époque ont sans doute en mémoire la longue lettre de reproches et de menaces à peine voilées que nous avait adressé à ce sujet le Parti communiste soviétique en 1977 (...).

En ce qui concerne notre appréciation du 19 août, il faut distinguer ce qui participe de l'esprit critique de ce qui relève de la pure et simple argutie. J'en tends par là ces étonnantes explications de texte qu'on lit parfois dans la presse et qui visent à

démontrer que la phrase « Nous estimons que les conditions d'éclosion de Mikhaïl Gorbatchev sont inacceptables » aurait signifié en fait : « Nous sommes bien contents de ce qui arrive. » Je ne vois pas bien ce qu'il y a à répondre à cela, car on entre là dans le domaine de la mauvaise foi sereinement assumée, où tout ce que nous dirons sera automatiquement retenu contre nous. Comme André Lajoinie l'a rappelé, le 19 août tout le monde a compris que notre parti condamnait le coup d'Etat, tout simplement parce que telle était notre prise de position, et que personne ne pouvait se tromper sur son sens.

## « Les recettes du capitalisme le plus sauvage »

Évoquant la situation en Union soviétique, M. Marchais a notamment estimé : « Aujourd'hui, à la fameuse « Maison Blanche » de Moscou, dans nombre de Républiques soviétiques et de pays de l'Est européen, ce sont les recettes du capitalisme le plus sauvage qu'on réclame à cor et à cri, les valeurs les plus obscurantistes et souvent les plus xénophobes qu'on porte aux nues, les politiciens de la droite la plus arrogante, si ce n'est, ici ou là, carrément fasciste, qui montent en puissance (...). On nous dit qu'il serait faux de voir dans ce qui se passe un progrès des forces et des idées de droite, alors qu'il s'agit d'un progrès de l'aspiration à la liberté. Mais c'est l'un et l'autre ! Cette contradiction est dans la réalité. On n'insistera jamais assez sur le mal qu'auroit fait le stalinisme et le brejnevisme à la cause révolutionnaire et sur le rôle de fossoyeur de cette cause que les auteurs du coup d'Etat auront joué en Union soviétique. »

A propos des relations entre son parti et le PS, le secrétaire général du PCF a notamment affirmé : « C'est à l'idée même du socialisme, à la possibilité et à la légitimité d'une telle transformation sociale que les événements d'Union soviétique portent un coup. Les communistes sont, bien sûr, les plus directement visés, mais cette réalité ne peut pas être sans conséquences sur l'ensemble des forces de progrès, sur l'ensemble du parti socialiste en ce sens qu'il n'est pas possible de faire passer immédiatement compris. Dans un premier temps, on a cédé aux vieux réflexes. Mais arrivons-là. Il faut que les dirigeants socialistes se rendent compte, et la réalité les y aidera, que ce n'est

pas par la petite polémique quotidienne et les appels au débauchage des élus et des électeurs communistes — qui n'ont d'ailleurs aucun effet — qu'ils feront face aux conséquences pour la gauche, et donc pour leur parti, des événements d'Union soviétique. »

M. Fiterman, pour sa part, a protesté contre les déclarations faites la veille à son sujet par le directeur de l'Humanité (le Monde du 6 septembre). L'ancien ministre des transports a notamment déclaré : « La description qu'a faite Roland Leroy de mon attitude lors de la réunion du bureau politique du 19 août est inexacte, biaisée, malveillante (...). Cela dit, puisque Roland s'est aventuré sur le terrain des confidences, suggérant que je suis en définitive un homme de mauvaise volonté, il me contraindrait à rappeler qu'à l'ouverture de cette réunion du bureau politique il a été fait état d'un message d'un camarade qui ne pouvait être présent, mais qui tenait à faire connaître sa position : selon lui, il ne fallait ni condamner ni approuver. »

Plusieurs camarades ont manifesté leur accord avec cette position et expliqué qu'il ne fallait soutenir ni les uns ni les autres. C'est la position qui a été retenue et dont la déclaration constitue un reflet, modifié toutefois quelque peu par certaines interventions. Les mots ne sont pas innocents. Et les actes, ou plutôt l'émergence d'actes, non plus. Je veux dire à Roland que je regrette qu'il ne soit plus de saison, et cela peut finir par me poser un problème de participation aux réunions d'un organisme où la réalité de mes propos ne peut, dans certains cas, trouver d'autre confirmation que celle de ma bonne foi. »

## M. Fiterman : « Ne nous racontons pas d'histoires »

Évoquant d'une façon générale les débats internes, M. Fiterman a ajouté : « C'est vrai que la vie a conduit à ce que la diversité des points de vue et un certain pluralisme des opinions et des positions soient acceptés et même reconnus comme compatibles avec les règles de fonctionnement du parti. Mais il s'agit encore d'une reconnaissance de fait mal supportée, non intégrée, vécue le plus souvent comme un handicap ou un privilège abusif plutôt que comme un enrichissement possible. On écoute, et c'est déjà quelque

chose, mais on n'entend pas. » M. Fiterman a poursuivi : « Hier au fond j'ai entendu contester mes droits à défendre avec d'autres des idées, des propositions, parce qu'elles ne seraient pas partagées par quelques centaines, voire quelques milliers de membres du parti. Je le dis avec le maximum d'esprit de responsabilité : c'est une affirmation dangereuse. Elle est dangereuse d'abord parce qu'elle n'a pas de fondements objectifs. J'en tends bien qu'on fait, à cet égard, référence au vingt-septième congrès. Mais je ne surprendrai personne en rappelant précisément qu'une des raisons qui m'ont fait proposer une réforme profonde des statuts, c'est que les règles actuelles de fonctionnement du parti, et notamment de préparation des congrès, ne permettent pas aux adhérents de faire entendre et prévaloir leurs points de vue de façon satisfaisante. »

A propos des événements d'Union soviétique et de leurs conséquences, l'ancien ministre a souligné : « Ne nous racontons pas d'histoires : les communistes et leurs amis viennent tous cela douloureusement, et c'est normal. Un monde, notre monde, s'écroule. Et dire que nous n'avons rien à voir avec cela ne peut pas être une réponse convaincante. Il ne faut pas se tromper, l'absence de réponse satisfaisante à l'attente des communistes et de leurs amis est grave. Le parti me paraît toujours moins menacé d'une rupture d'anévrisme que d'asthénie aggravée, de déperissement par pertes successives et lourdes de substance. J'en souffre parce que je revendique ce patrimoine du même titre que chaque communiste. »

Enfin, évoquant les prises de position émanant du PS, M. Fiterman a indiqué : « Dans ce contexte, nombre de dirigeants du Parti socialiste affirment que celui-ci aurait désormais vocation à être le pôle unique de la gauche. Je pense que, en raison de ce qu'il est et de ce qu'il fait, il n'en a ni la capacité, ni la possibilité. Il ne le mérite pas. La fusion de toute la gauche en un seul parti n'est pas à l'ordre du jour. Ce que je crois à l'ordre du jour, c'est l'élaboration, la reconstruction de base, des grands objectifs politiques autour desquels pourra se réaliser, demain, une entente démocratique, nouvelle des forces du travail et de la création (...). Pour ma part, je ne cherche pas à diviser, mais à rassembler, à construire. »

## M. Mégret (FN)

## veut « décommuniser la France »

M. Bruno Mégret, député général du Front national, a proposé, jeudi 5 septembre, un plan en quatorze points pour « décommuniser la France ». M. Mégret se propose notamment de « révéler l'impureté de l'équation Résistance égale communisme », de « dénoncer la supercherie du PC défenseur de la classe ouvrière », d'enquêter sur les liens existant par le passé le PC, la CGT et l'URSS, et d'exiger du PS qu'il dénonce ses accords avec le PC.

Sur le plan pratique, M. Mégret souhaite également « procéder à la décommunisation de la toponymie », autrement dit débaptiser certaines rues et certains établissements publics. De même, il entend « décommuniser les manuels scolaires » et « dénoncer les vedettes et les sociétés [qui participent à] la fête de l'Humanité ».

Enfin, M. Mégret propose de « reconnaître l'indépendance de la Slovaquie et de la Croatie », face au régime communiste serbe, d'« isoler les derniers régimes communistes », et d'ouvrir « un procès de Nuremberg du communisme ».

Le maire de Toulon veut débaptiser le quai Stalingrad. — M. François Trucy, sénateur (rép. et ind.) et maire de Toulon, veut débaptiser le quai Stalingrad (quai principal du port de Toulon), dont il juge l'« appellation périmée ». Il proposera à son conseil municipal de le nommer désormais « quai de la Libération ». Au lendemain de la guerre, la municipalité, alors communiste, avait ainsi baptisé le quai qui depuis 1963 portait le nom de la ville de Cronstadt. Pour la fédération du PCF du Var, « Stalingrad appartient à l'histoire universelle. Il ne faut pas faire d'amalgame entre la ville et Stalingrad ».

M. Gaston Viens : « Ne m'appellez plus communiste. » — Dans un éditorial publié dans le bulletin municipal d'Orly, M. Gaston Viens coupe le dernier lien qu'il avait encore avec le PCF qui l'avait exclu en 1989. « Exclu du parti parce que j'étais signataire d'un appel à la reconstruction de l'Intérieur, j'avais conservé le titre de « communiste reconstruiteur », écrit-il. Aujourd'hui, je reste reconstruiteur d'une nouvelle force politique progressiste unitaire et de gauche mais ne m'appellez plus communiste. »

LES CAHIERS DE  
**ESPRIT L'ORIENT**  
L'APRÈS GUERRE  
Contre la guerre des cultures  
ضد الحروب الثقافية

Join 1991, numéro spécial 95,00 FF  
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 38 01 08 33

la référence au bout des pages...  
**ANNUAIRE RETROSPECTIF DE LA FRANCE 1948-1988**  
Des séries longues qui retracent 40 ans de vie économique et sociale.  
670 pages - Prix 550 F  
En librairie et dans les Observatoires Économiques Régionaux de l'INSEE

هكذا في الأصل



# POLITIQUE

## au comité central du PCF des points

mement voue le PCF à la marginalité. Mais même si cette stratégie s'apparente à la banale politique de l'autruche, elle procède de calculs tactiques qui, dans l'immédiat, vont embarrasser surtout les adversaires et les rivaux du PCF. C'est, en tout cas, ce que pense et souhaite M. Marchais.

Les arrière-pensées de l'état-major communiste sont limpides : comme il est incontestable que les répercussions des événements d'Union soviétique sont de nature à affecter toutes les forces politiques qui se réclament plus ou moins du socialisme, le PS n'échappera pas à la tourmente et il devra, soit composer au moment des élections, soit se retirer, avec le PCF, celui-ci fut-il réduit à une force d'appui, soit s'avancer encore plus dans la voie de la social-démocratie en rompant complètement avec son passé, au risque de rompre aussi avec une partie de son électorat.

### Des partenaires plus « présentables »

Dans le premier cas, le PCF reste indispensable. Dans le second, il peut espérer récupérer les suffrages des électeurs que les difficultés de la vie quotidienne finiront bien par convaincre, selon M. Marchais, que « le capitalisme n'est pas corrigible » et qu'il convient toujours de s'en débarrasser.

Le secrétaire général du PCF a clairement indiqué, jeudi après-midi, que, dans son esprit, le repli actuel de son parti sur une ligne manichéenne purement revendicative devait être conçu par les militants comme l'étape préparatoire à une remontée en puissance du parti, presque comme une traversée du désert, dans l'attente de l'écrasement... du PS.

Ce faisant, M. Marchais a renvoyé la balle aux socialistes sans manquer d'ironiser sur leurs propres divergences. C'était de bonne guerre au lendemain du jour où, à Ramatuelle, les dirigeants du PS avaient été invités par leurs propres experts électoraux, en particulier par M. Gérard Le Gall, à ne pas vendre la peau du communisme français avant de l'avoir tué (le Monde du 6 septembre).

Certes, les dirigeants du PS peuvent espérer que les communistes « refondateurs » parviendront à leurs fins et constitueront, à terme, des partenaires potentiels plus « présentables » que l'actuelle direction du PCF. Mais même s'ils ont encore marqué des points en trouvant des compagnons de route auprès de M. Herzog et des autres animateurs de la section économique de leur parti pour élargir et consolider le front contestataire, et même s'ils ont décidé, dès jeudi soir, de développer les activités du mouvement pluraliste créé autour du manifeste *Refondations*, MM. Fiterman, Le Pors, Ralite et leurs amis situent leur démarche dans un échec qui ne s'inscrit pas, bien au contraire, dans les contingences électorales à court terme. Non seulement ils rejettent l'idée que le PS puisse devenir « le pôle unique de la gauche », mais ils dénoncent volontiers la dérive qui le fait apparaître aujourd'hui comme un conglomérat de chapeaux. « Cette vitrine n'est pas alléchante », déclarait lundi M. Fiterman à Aubervilliers, « je ne suis pas preneur... »

Mort du communisme ou pas, la résurrection d'une union, nationale, de la gauche n'est pas pour demain.

ALAIN ROLLAT

## M. Marchais qualifié de « mensonges et calomnies » les nouveaux témoignages sur son séjour en Allemagne pendant l'Occupation

Invité à dire, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue, jeudi après-midi 5 septembre, comment il réagissait à la publication par l'*Evenement* du jeudi de nouveaux documents et témoignages sur son séjour en Allemagne pendant l'Occupation (le Monde du 6 septembre), M. Marchais a répondu : « Par le mépris ! Il y a vingt ans que l'on tire à vue sur ma personne en ayant recours à des mensonges et des calomnies. Moi, j'ai ma conscience pour moi. C'est la raison pour laquelle tout cela ne me touche pas. S'il en est qui pensent si peu que ce soit ébranler mes convictions, ils perdent leur temps. »

Un journaliste lui ayant demandé si les documents produits par le réalisateur Mosco et reproduits par l'*Evenement* du jeudi étaient « des faux », le secrétaire général du PCF a répondu : « Oui. »

M. Marchais a également été interrogé sur la publication dans le Monde du 6 septembre du témoignage de M. Georges Heckli, ex-fonctionnaire retraité du ministère des anciens combattants qui affirme que des militants communistes auraient fait disparaître des archives de ce ministère, dans les années 60, l'exemplaire du contrat de travail concernant à l'époque M. Marchais et portant la mention « travailleur volontaire ». Le secrétaire général du PCF a répondu :

### M. Soisson se prononce pour « une alliance de la gauche et du centre républicain »

M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, secrétaire général du mouvement France unie, a affirmé, jeudi 5 septembre, que « l'union des républicains peut donner au pays la stabilité politique qui lui fait défaut ». Il a appelé à « une alliance de la gauche et du centre républicain, dans les heures difficiles que connaît le pays ».

« La fin des idéologies millénaristes ouvre une période nouvelle », a-t-il dit, en affirmant que « la classe politique est un peu épuisée » alors que « les Français sont à la recherche d'un nouvel attachement ».

« Je doute, compte tenu du fait que dans les organisations d'Etat les communistes sont assez peu représentés — hélas ! — que le Parti communiste ait eu la possibilité de détourner des documents appartenant au ministère des anciens combattants. Je n'en dirai pas plus sur cette affaire. »

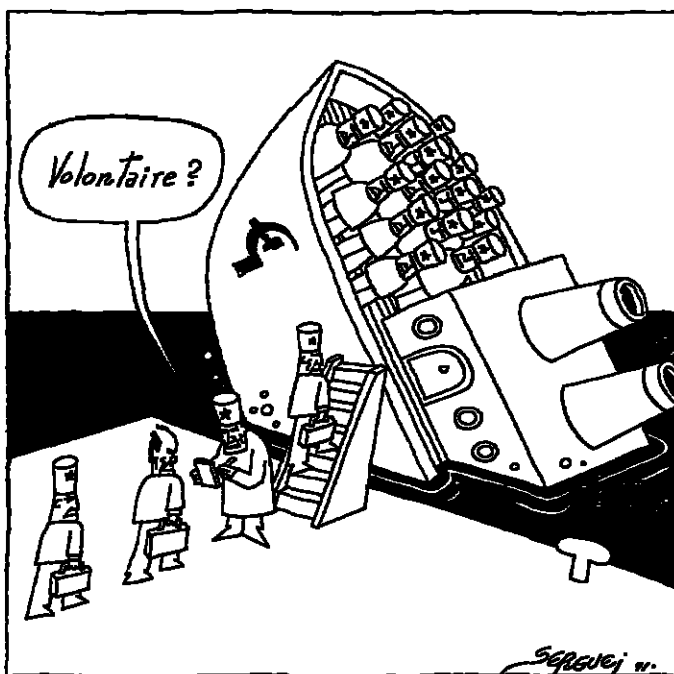
En réponse à une autre question, M. Marchais a confirmé qu'il assisterait, le 20 octobre prochain, à la commémoration de la fusillade de Châteaubriant en dépit des protestations que l'annonce de sa venue avait soulevées au début de l'été de la part de certains anciens résistants communistes (1). « Oui, j'y vais », a-t-il expliqué, « la demande du comité qui organise traditionnellement cette commémoration et qui y a invité aussi Henri Kravitsky. Et, a souligné M. Marchais, j'y irai la tête haute. »

(1) Ancien maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), ancien résistant, communiste « reconstruit », M. Marcel Dufré avait adressé, début juin, une lettre à M. Marchais dans laquelle il écrivait que « seul un compagnon d'armes, un authentique résistant peut rendre hommage aux héros de Châteaubriant au nom du parti des fusillés » (le Monde du 8 juin). Les 22 et 23 octobre 1941, les nazis avaient fusillé quatre-vingt-dix-neuf otages à Nantes, Bordeaux et Châteaubriant, parmi lesquels figuraient de nombreux communistes dont Charles Michels, Jean-Pierre Timbaud et Guy Moquet.

### Selon un sondage SOFRES

### M. Mitterrand gagne quatre points

Selon une enquête réalisée par la SOFRES pour le *Figaro-Magazine* du 7 septembre, 52 % (au lieu de 48 % en juillet) des personnes interrogées « font confiance » à M. François Mitterrand. En revanche, M<sup>me</sup> Edith Cresson perd trois points en passant de 38 % (en juillet) à 35 %. M. Jacques Chirac perd également trois points, M. Valéry Giscard d'Estaing cinq, et MM. Raymond Barre et François Léotard six. Cette enquête a été réalisée auprès de 1 000 personnes du 23 au 27 août, soit après l'échec du putsch à Moscou et après les deux interventions télévisées de M. Mitterrand.



## M. Sapin (PS) : « affligeant »

M. Michel Sapin, ministre délégué auprès du ministre de la justice, a déclaré, jeudi 5 septembre, en ouvrant l'université d'été des jeunes rocardiens au Cap d'Agde (Hérault) que « l'avenir n'est ni dans une OPA du PS sur le PC, ni dans une rupture, qui n'a pas de sens car le PC n'existe plus, ni dans la fusion organique des sections ». M. Sapin a qualifié « d'affligeant » le dernier comité central. « La seule réponse de Lajoie et de Marchais, les derniers Mohicans », est que « le parti n'a pas l'intention de renoncer à être lui-même ». « Ce n'est pas de leur part que j'attends une réponse sur ce point, mais de la part des militants, des électeurs et des élus »,

a-t-il conclu. M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, a estimé pour sa part que « les socialistes doivent prendre sans ambiguïté leurs distances » avec le PCF.

Les travaux du comité central du PCF « viennent de nous confirmer que ce parti ne s'engagera pas sur la voie d'un changement profond de sa ligne politique, de son fonctionnement et de ses méthodes. Ce constat sans appel ne doit pas nous empêcher de respecter le dévouement des hommes et des femmes qui ont été communistes, et qui continuent à croire à des idéaux de gauche. C'est dans d'autres structures qu'ils seront désormais conduits à les défendre », a ajouté M. Quilès.

# DÉFENSE

## L'OTAN va tester un embryon de la Force de réaction rapide en Allemagne

Quelque 30 000 soldats de cinq pays membres de l'OTAN vont participer, du 10 au 20 septembre en Allemagne, à une manœuvre destinée à tester l'embryon de la nouvelle Force de réaction rapide (FRR) que les alliés veulent mettre sur pied en Europe (le Monde des 15 avril, 24, 29, 30 et 31 mai). Cet exercice baptisé « Certain Shield » est prévu dans la région de Paderborn et Münster dans le nord de l'Allemagne, et il doit principalement consister à faire évoluer l'équivalent d'une division aéroportée multinationale, avec des soldats belges, néerlandais, allemands, britanniques et 9 000 GI américains.

Cette nouvelle unité doit s'intégrer dans le projet de Force de réaction rapide que l'OTAN a décidé, en mai, de créer pour intervenir, en cas de crise, d'un bout à l'autre de l'Europe, depuis la Norvège jusqu'en Turquie.

Signe des temps, les effectifs mobilisés par cet exercice représentent la moitié de ceux que, d'habitude, l'Alliance atlantique réunissait pour des manœuvres similaires avant l'unité des deux Allemagnes.

La France, qui a créé sa Force d'action rapide (FAR) en 1985, ne participe pas au projet de constitution de la FRR. La force alliée devrait comprendre environ 70 000 hommes, alors que, pour l'instant, la FAR française compte 47 000 hommes.

# LE MONDE diplomatique

Septembre 1991

### LA FIN DU POUVOIR COMMUNISTE EN URSS : Reconstruire, par Ignacio Ramonet. — Les batailles à venir, par Jean-Marie Chauvier. — M. Gorbatchev et l'essence de la perestroïka, par Moshe Lewin. — M. Boris Eltsine et l'ordre nouveau, par Amnon Kapeliouk. — Le chaudron des nationalités, par Marc Ferro. — Sous l'œil de Washington, par Paul-Marie de La Gorce.

### MER BALTIQUE : A la recherche d'une zone de coopération, par Jean-Yves Potel.

### YUGOSLAVIE : La communauté internationale face à la guerre civile, par Catherine Samary.

### CHINE : A Pékin, rumeurs et citadins en quête d'enrichissement, par Jean-Louis Rocca.

### ÉCONOMIE : BCCI, la banque à abattre, par Frédéric F. Clairmonte. — Comment éviter la mondialisation de la pauvreté ?, par Michel Chossudovsky. — L'évangile de la compétitivité, par Riccardo Petrella.

### DÉMOCRATIE : Être citoyen dans l'entre-

prise, par Philippe Lorino.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

## Ouverture de l'université d'été des jeunes du RPR

### PÉRIGUEUX

de notre envoyé spécial

La neuvième université d'été des jeunes du RPR s'est ouverte vendredi 6 septembre à Périgueux en présence de plus de huit cents participants venus de tous les départements. Sont également présents les jeunes représentants des autres mouvements de l'opposition et d'autres qui appartiennent à des partis étrangers, membres de l'Union démocratique européenne, de même que certains jeunes des pays de l'Est, comme des Slovénes et des Croates.

Avant que M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, ne prenne la parole, M. Hervé

Mochéri, secrétaire national à la jeunesse, qui revendique plus de 30 000 adhérents de moins de vingt-cinq ans, a donné le ton en dressant un bilan de dix années de mitterrandisme qui ont abouti, selon lui, à « une France au cœur sec, écrasée par les corporatismes et les egoïsmes, où les frustrations et les insatisfactions des uns, incarnées dans un néo-populisme, ne trouvent de réponse que dans le social-affairisme des autres ». Le « triste bilan » de cette « décennie des laissés-pour-compte », qu'il s'agisse des relations avec l'Est, de l'éducation nationale, du chômage, des inégalités, pousse M. Mochéri à affirmer : « La génération Mitterrand c'est la génération chômage ».

A. P.

## L'opposition part à la conquête du conseil général de la Dordogne

Le choix de la Dordogne pour réunir l'université d'été du RPR n'est pas innocent. Les élections cantonales y seront extrêmement serrées et la gauche aura du mal à garder le conseil général.

### PÉRIGUEUX

de notre correspondant

M. Pierre Bourland, secrétaire départemental de la fédération RPR de la Dordogne, n'imaginait pas que les instances du mouvement néo-gaulliste retiendraient Périgueux pour leur traditionnelle université d'été. Le choix de la Dordogne n'est pas innocent. Les cantonales de mars prochain s'annoncent extrêmement serrées. Les socialistes ne détiennent le conseil général qu'avec deux voix d'avance (vingt-six contre vingt-quatre), grâce à l'appui de quatre conseillers généraux communistes et de deux radicaux de gauche.

Jamais l'opposition, que domine le RPR, n'a été aussi près de toucher au but dans un département qui a toujours eu le cœur à gauche. Dans l'entre-deux guerres, Georges Bonnet et Yvon Delbos, deux figures du Parti radical-socialiste, ont su ancrer dans ce pays d'un naturel francophile le vocabulaire républicain et la notion de laïcité de l'Etat. Après la Libération, le socialiste Robert Lacoste a exploité à merveille ce fonds de commerce. « Les gaullistes ont dû vaincre ici un handicap formidable », explique M. Gérard Fayolle, chef de file de l'opposition. Ils étaient forcément coupables puisque le département était contre Paris et que Paris était à droite.

### En pleine débâcle

M. Bernard Bioulac, socialiste, qui préside le conseil général depuis bientôt dix ans, a vu progressivement l'horizon s'obscurcir. « Fini le temps où nous avions sept sièges sur cinquante », dit-on à droite. En neuf ans, sous le règne de Bernard Bioulac, la gauche a perdu dix-sept cantons. Le PS est en pleine débâcle et l'on ne voit pas pourquoi la courbe s'infléchirait.

Ces chiffres ne traumatisent guère l'exécutif départemental. M. Bernard Chambras, éminent grise de M. Bioulac, ne croit pas à un retournement. Tout simplement parce qu'il a confiance dans les candidats investis par le PS.

« Nous avons tiré les leçons de 1988 où la droite avait manqué nous surprendre en présentant des candidats jeunes et préparés de loin. Cette fois-ci nous engageons partout des hommes qui ont fait autre chose que de la politique dans leur vie et qui sont arrivés autrement que par le militantisme. »

La majorité départementale s'appuie donc à défendre sans état d'âme un bilan dans lequel le désenclavement routier, le développement de l'hydraulique agricole et la lutte acharnée pour le maintien du tissu économique figurent en bonne place.

M. Fayolle veut bien mettre les routes et l'irrigation à l'actif des sortais « mais, avec un budget de plus de 100 milliards de centimes, encore heureux qu'ils aient fait quelque chose », remarque-t-il. L'opposition ne souhaite pas encore dévoiler ses plans de campagne, mais on sait déjà que le moment venu elle évoquera le temps des copains au conseil général et le train de vie du département. « Un pays pauvre doit avoir un niveau de vie de pauvre. Le président Bioulac ne devrait pas rouler en R 25. Si j'étais à sa place, je circulerais en Clio », glisse M. Fayolle.

L'opposition, dans sa stratégie de reconquête, compte aussi s'appuyer sur le profond mécontentement du monde rural. Pour protester contre leurs retraitements de mistère qui n'atteignent pas toujours le RMI, les retraités agricoles de Dordogne s'opposent d'ailleurs à former une liste pour les régionales. « Les socialistes ne sont plus en phase avec les campagnes », insiste M. Fayolle, ils n'aiment plus les petites communes. Ils affirment que les écoles en milieu rural sont antipédagogiques. Ils ne sont plus que les relais de transmission d'un savoir qui a fait une croix sur le tissu rural et ce message, comptez sur nous pour le faire passer, maison par maison. »

### Divisions réciproques

Le porte-parole du groupe communiste, M. Louis Delmon, s'inquiète de l'utilisation des fonds publics en matière économique. « Cinquante millions de francs sont distribués chaque année. Cela crée-t-il vraiment des emplois durables ? » Le PC, qui se considère comme un partenaire critique, se dit prêt à jouer l'union pour peu que la volonté de maintenir le département à gauche soit clairement affichée.

Dans un passé récent, les communistes ont perdu les villes de Sarlat, Terrasson et Coulouneix-Chamiers, autant de revers qu'ils ont attribués aux mauvais reports des voix socialistes. Et pour punir le PS ils ont discrètement favorisé l'élection de M. Yves Guéna, RPR, lors des dernières sénatoriales.

Le climat entre les deux partis semble malgré tout s'être apaisé. M. Bioulac ne manque pas de le souligner. Il se félicite aussi de la paix retrouvée à l'intérieur du PS qui, il y a encore peu de temps, comptait presque autant de secrétaires fédéraux que de tendances. Les fâchus sont parvenus à prendre le contrôle de la fédération après avoir écarté de leur route M. Michel Suchod, député, membre du courant Socialisme et République, éliminé de la liste constituée pour les régionales alors qu'il la conduisait il y a six ans.

La droite ne se prive donc pas de se moquer des divisions socialistes et d'énumérer les cantons où les querelles de famille vont peser sur le scrutin. Mais à ce petit jeu le Parti socialiste tient bien son rang. Il ne cesse de comparer l'opposition à l'armée du Négus, célèbre pour la diversité de ses uniformes.

DOMINIQUE RICHARD

□ M. Briant (CNI) : l'entente entre le FN et l'opposition. — M. Yvon Briant, président du Centre national des indépendants et paysans (CNI), déclare, dans un entretien à l'*Express* daté du 5 septembre que, si la gauche change le mode de scrutin pour les régionales, « il faudra que l'opposition et le Front national trouvent, dans les régions, les moyens de s'entendre pour faire échec aux manœuvres socialistes ».

□ M. Jean-Robert Ragache réélu grand maître du Grand Orient de France. — M. Jean-Robert Ragache a été réélu, par 31 voix sur 33, jeudi 5 septembre, grand maître du Grand Orient de France, à l'occasion du conseil de l'obédience maçonnique qui se tient à Paris. Il n'y avait pas d'autre candidat. M. Ragache a été élu pour la première fois à la tête du Grand Orient en 1987, puis réélu en 1989 et 1990. Conformément aux statuts du Grand Orient, la principale obédience maçonnique française, qui revendique plus de 35 000 membres, M. Ragache ne pourra pas se représenter en 1992.

هكذا من الأصل

## MÉDECINE

Après le décès d'un enfant de neuf mois

## Les Hospices civils de Lyon reconnaissent une « défaillance » dans les urgences

Au cours d'une conférence de presse, jeudi 5 septembre à Lyon, les responsables des Hospices civils ont reconnu qu'il y avait eu une « défaillance dans la chaîne des urgences », pour expliquer la mort d'un bébé de neuf mois, Renaud Namani, atteint d'une invagination intestinale, décédé dimanche 25 août à l'hôpital pédiatrique Debrousse.

## LYON

de notre bureau régional

Un bébé de neuf mois, Renaud Namani, est décédé d'une septicémie, dimanche 25 août, dans le service de réanimation de l'hôpital pédiatrique lyonnais Debrousse, où il avait été transporté dans un état comateux depuis l'hôpital Edouard-Herriot. Ses parents ont déposé plainte avec constitution de partie civile auprès du doyen des juges d'instruction de Lyon, M. Jacques Hamy.

Dans les prochaines semaines, un magistrat et des experts médico-légaux tenteront de faire la lumière sur ce qui s'est exactement passé durant les quelques trente-six heures qui ont séparé l'admission du nourrisson, à 4 heures du matin le dimanche 24 août au sein du service d'urgence pédiatrique de l'hôpital Edouard-Herriot, de son décès, le lendemain en fin d'après-midi.

## Des effectifs « au complet »

« Dysfonctionnements » dans la transmission de l'information entre médecins ? Sous-évaluation de la gravité de l'état du nourrisson qui était atteint d'une invagination intestinale ? Malgré le secret de l'instruction et le secret médical, il semble aujourd'hui établi que l'échographie abdominale demandée dès 4 heures du matin le dimanche par l'interne de garde pour confirmer son diagnostic n'a pu être finalement pratiquée qu'à 23 h 30, soit plus de dix-neuf heures après.

Selon le directeur général des Hospices civils de Lyon (HCL), M. Christian Dutreil, et le professeur René Guillet, vice-président du conseil d'administration des HCL, l'hypothèse d'une défaillance

médicale liée au sous-effectif durant la période estivale est à proscrire, les personnels médicaux du pavillon F de l'hôpital Edouard-Herriot ayant été « au complet » durant ce dernier week-end du mois d'août.

Aux yeux du professeur René Lambert, président de la Commission médicale consultative de l'hôpital Edouard-Herriot, il est par ailleurs totalement exclu d'envisager une quelconque responsabilité du chirurgien ayant opéré le petit Renaud le lundi matin, au lendemain de son admission. « Ce dernier a fait son travail lorsqu'on le lui a demandé », insiste-t-il.

Au cours d'une conférence de presse réunie jeudi 5 septembre, la direction générale des Hospices civils de Lyon et les médecins n'ont pu qu'exprimer leur volonté, par le biais des enquêtes administratives et médico-légales à venir, de faire la part de la fatalité et des défaillances dans la « chaîne de

l'urgence » ayant conduit au décès du nourrisson.

« En France, en 1991, en l'état actuel des connaissances et des techniques médicales, un nourrisson ne meurt pas d'invagination intestinale », devait affirmer le professeur Guillet, au cours de cette conférence de presse. Et il y a donc eu forcément « défaillance quelque part ».

Les experts médico-légaux auront par conséquent la délicate mission de déterminer où exactement s'est produite cette défaillance. Au-delà, en effet, du problème de l'examen complémentaire (échographie) plus que tardivement pratiqué, les expertises devront également répondre à la question suivante : après le diagnostic qui devait se révéler exact, établi par l'interne de garde cette nuit-là, le nourrisson a-t-il été soigneusement examiné par un chirurgien de garde ?

GERARD CLAVERIOLY

## JUSTICE

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

## La police turque procède à une dizaine d'interpellations

Les policiers turcs ont procédé à une dizaine d'interpellations en Turquie, sur la base d'informations transmises par les policiers français enquêtant sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar, le 6 août dans sa villa de Suresnes (Hauts-de-Seine). C'est l'exploitation de numéros de téléphone joints en Turquie, le 12 août, à partir d'une cabine téléphonique du sud-est de la France par les deux meurtriers présumés, Ali Rad Vakili et Mohammad Azadi, qui a permis ces interpellations. Les trois ressortissants iraniens joints au téléphone par les fuyards, qui auraient servi de relais en Turquie pour le commando des tueurs, n'ont pas été interpellés. En revanche, un réseau de trafiquants de faux documents lié à ces trois Iraniens a été démantelé par les policiers turcs : accusés de fabriquer des faux pas-

ports et de falsifier des visas, trois iraniens et deux Turcs ont été écroués, mercredi 4 septembre, par la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul.

## FAITS DIVERS

## Deux morts et cinq blessés dans un hold-up à Paris

Deux malfaiteurs sont morts et cinq personnes ont été blessées, lors d'un hold-up, jeudi 5 septembre, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Vers 17 h 40, deux hommes attaquent un transport de fonds et tirent d'embuscade sur le fourgon, garé devant le bureau de poste de la rue Choron, blessant grièvement le chauffeur et atteignant un autre convoyeur de fonds. Les malfaiteurs, accompagnés de deux complices, prennent alors la fuite, mais sont pris en chasse par un car de police qui se trouvait à proximité. A nouveau, des coups de feu sont tirés : un policier est blessé à la cuisse. Deux passants ont été également atteints.

Au cours de la poursuite, un malfaiteur est interpellé, un autre sera retrouvé mort vers 18 h 45. Il se serait suicidé, mais l'enquête déterminera les circonstances exactes de sa mort. Un troisième homme, blessé, est décédé à l'hôpital, dans la nuit. Les policiers du RAID et de la Brigade de répression du banditisme (BRB) recherchaient toujours, vendredi matin, le quatrième malfaiteur.

## Attribué aux séparatistes basques Un attentat à Bayonne contre une banque espagnole

Deux bombes de forte puissance ont explosé, vendredi 6 septembre, vers 3 h 20, devant l'agence de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) de la banque espagnole Banco Bilbao Vizcaya (BBV), provoquant d'importants dégâts matériels. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les enquêteurs l'attribuent à l'aparretarrak, organisation séparatiste basque dissoute.

C'est la première fois qu'un établissement bancaire est visé par un attentat à la bombe sur le territoire français. Mais cette action doit être reliée aux différents attentats qui ont touché vingt-cinq agences immobilières et une dizaine de chantiers.

La Banco Bilbao Vizcaya est en effet impliquée dans plusieurs projets immobiliers en Pays Basque, notamment celui de la Roserie à Bidart, près de Biarritz. La transformation de cet ancien hôtel-casino en une résidence de grand standing vient d'être achevée. Les promoteurs faisant désormais surveiller les chantiers en Pays Basque, les terroristes auraient préféré prendre pour cible l'agence bancaire de la BBV.

## SPORTS

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

## L'inusable Jimmy Connors

L'Américain Jim Courier, champion 1991 de Roland-Garros, doit affronter, samedi 7 septembre, son compatriote Jimmy Connors qui, trois jours après son trente-neuvième anniversaire, s'est qualifié pour les demi-finales des Internationaux de tennis des Etats-Unis en battant le Néerlandais Paul Haarhuis, jeudi 5 septembre, à Flushing Meadows.

## NEW-YORK

de notre envoyé spécial L'Amérique qui a les temps grisonnants, du cholestérol, de la tension artérielle et un psychanalyste pour tout arranger a oublié ses menus problèmes. Jeudi soir, elle s'est même trouvée en pleine forme, à la manière de celui qui est devenu son porte-drapeau, son « Schwartzkopf du tennis » : Jimmy Connors, l'inusable, l'incroyable héros des courts.

Les baby-boomers qui se pressaient dans les tribunes du stade de Flushing Meadows renaissent le centre et souriaient aux anges. Ils étaient à l'honneur par procuration. C'était bien l'un des leurs qui était encore en train de damer le pion à l'un de ces détestables adolescents, mi-yuppie, mi-baba.

## Victime expiatoire

La belle revanche ! A la maison, ils ont du mal à gérer le conflit des générations. Sur le court, Connors faisait la démonstration que, eux, les « vieux » qui ont grandi avec la guerre froide, vécu la crise de Cuba et allumé des « pétards » sur les campus des années 60 ne capitulent pas, ne se laissent pas expédier à la retraite.

La belle et bonne soirée a commencé avec un peu de retard sur l'heure. Jimmy Connors s'est fait attendre. Ce n'était pas très poli, mais c'était de bonne guerre. Le jeune loup avec lequel il avait rendez-vous avait raconté que « Jimbo » ne l'impressionnait pas, qu'il en avait battu de plus forts que lui, en particulier Boris Becker. Le Néerlandais Paul Haarhuis a donc dû patienter un quart

d'heure à la porte des vestiaires, attendant le bon plaisir de son adversaire à gagner le court.

Une fois sur place, ce malheureux jeune homme qui a le visage lisse de l'acteur romantique, à la manière de Lambert Wilson, a pu éprouver les sensations des premiers chrétiens jetés aux fauves. Nul n'attendait de lui qu'il joue une partie de tennis, ce jeu aimable inventé au siècle dernier par un major de l'armée des Indes pour le désennui de l'aristocratie. On ne voyait en lui qu'une victime expiatoire, un sacrifié en puissance.

Paul Haarhuis eut alors la réaction qu'on attendait de lui. Il se rebella, il lutta. Il pensait d'ailleurs qu'il avait une bonne chance de sortir des griffes de Connors. Celui-ci n'avait-il pas dû rester sous perfusion pendant une bonne heure afin de récupérer de ses efforts après ses cinq sets victorieux contre Aaron Krickstein (le Monde du 4 septembre) ?

## « Mets le paquet »

Trois jours de repos n'avaient pas forcément été suffisants pour lui permettre de récupérer. Effectivement, Jimmy Connors sembla moins à l'aise dans les premiers échanges que lors de sa dernière prestation. En revanche, le Néerlandais avait de l'abattage. Les jeux défilèrent. Après avoir enlevé la première manche, Haarhuis servit même pour le gain de la deuxième manche.

Dans les tribunes, le public n'appréciait guère la tournure des événements. « Allez Jimbo, mets le paquet ! », s'impatientait un spectateur. « Qu'est-ce que tu crois que j'suis en train de faire, gros malin ! », répliqua Connors. Haarhuis fut-il déconcerté par ce dialogue ? Dans la minute qui suivit, il allait perdre un point capital et... le match.

Connors venait d'obtenir sa première balle de break, d'un retour de service fulgurant. Haarhuis engagea dans la diagonale des avantages. Le retour de l'Américain était un peu court. Il attaqua sur le revers de Connors pour monter au filet. Un peu déséquilibré, « Jimbo » remit la balle dans le court en « lobant » son adversaire. Et une séquence hallucinante

de smashes commença : le premier au centre, le deuxième aussi, le troisième dans le coin gauche, le quatrième au centre.

Aucun n'a été suffisamment appuyé pour que Connors soit battu. Il dut néanmoins faire une course prodigieuse pour aller pêcher du bout de la raquette la balle qui s'écrasait dans son coin gauche. Puis, sans reprendre sa respiration, il frappa son quatrième retour qui contraignit le Néerlandais à une volée basse. Connors put le tromper enfin sur ce coup.

« Tout s'est joué là », a affirmé l'Américain après la partie. Effectivement, après ce point, Haarhuis fut incapable de tenir la balle dans le court. Et, quand il ne faisait pas des fautes directes, il jouait court, permettant ainsi à Connors de monter au filet. Bref, il n'y eut pas, dans la suite de la partie, l'intensité dramatique des rencontres face à Patrick McEnroe et Aaron Krickstein. Le public, lui, ne fit pas la différence. Il n'avait d'eux que pour son idole, qui s'imposait, encore une fois, contre toute logique.

Le rite était accompli, le sacrifice célébré. Le lion avait croqué le chrétien. Et Jimmy Connors, jambes écartées, muscles tendus à craquer, brandissait le poing du vainqueur à New-York assovi.

Après ce match-là, facilement qualifié pour les demi-finales d'un tournoi qu'il a gagné cinq fois, il n'aurait même pas besoin de perfusion. Il n'en a pas moins fait passer un message aux organisateurs : samedi, il serait bon de le faire jouer en lever de rideau, donc le plus tôt possible, afin qu'en cas de victoire il ait le temps de récupérer avant la finale. Que pourrait-on lui refuser ? Ses exploits n'ont-ils pas fait de lui le véritable patron du tournoi ?

## Au-dessus des lois

Le sujet est délicat. En y mettant toutes les formes possibles, un éditorialiste du New York Times s'est donné, jeudi 5 septembre, de la clémence des organisateurs à l'égard de la coqueluche de Flushing Meadows. L'auteur remarquait que le juge de chaise du match de lundi soir, David Littlefield, avait certes eu raison de ne pas sanctionner Connors lorsque celui-ci l'avait traité de tous les noms pour avoir changé la décision d'un juge de ligne. Cela avait excité encore plus les supporters de Connors et rendu quasiment impossible la direction de la partie.

En revanche, l'éditorialiste se demandait pourquoi le juge-arbitre du tournoi, Thomas C. Barnes, n'avait pas réagi de la même façon que son homologue de Wimbledon quand John McEnroe avait insulté un juge de ligne. Celui-ci s'était fait projeter l'enregistrement vidéo de la rencontre. Il avait pu juger de la conduite du joueur et avait décidé de lui infliger une amende de 10 000 dollars.

A cela, Thomas C. Barnes a fait une réponse digne d'un dignitaire de la CIA : « Nos règles sont claires. Les officiels doivent faire un rapport sur toutes les violations du code de conduite à la fin des matches. Il n'y a pas de rapport, donc il n'y a pas de problème. » Ce refus de voir la mauvaise face du succès de Jimmy Connors n'est sans doute pas étranger à l'extraordinaire popularité du tournoi. A New-York, « Jimbo » est au-dessus des lois et des règlements. Il fait monter l'indice d'écoute des télévisions.

ALAIN GIRAUDO

## Résultats du 5 septembre

Simple Messieurs

(Quarts de finale)

J. Courier (E-U, n°4) b. P. Sampras (E-U, n°6) 6-2, 7-6, 7-6 ; L. Lendl (Tch, n°5) b. M. Stich (A, n°3) 6-3, 3-6, 4-6, 7-6, 6-1 ; J. Connors (E-U) b. P. Haarhuis (P-B) 4-6, 7-6, 6-4, 6-2.

Double Dames

(Demi-finales)

P. Shriver (E-U) et N. Zvereva (URS, n°3) b. M. Hingis (S) et M. Paz (Arg, n°6) 6-1, 6-0.

Double Messieurs

(Finale)

M. Bollegraf et T. Nijssen (P-B) b. A. et E. Sanchez (Esp) 6-2, 7-6.

## Le sourire figé de Pete Sampras

## NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Une esquisse de sourire flotte en permanence à la commissure des lèvres de Pete Sampras. Pourtant, le vainqueur 1990 de ces Internationaux des Etats-Unis, n'a eu aucune raison de se réjouir jeudi 5 septembre.

Théoriquement, l'Américain était dorénavant favori de la rencontre de quarts de finale qui l'opposait à son compatriote Jim Courier. Au cours de leur quatre affrontements officiels précédents, Pete Sampras n'avait pas concédé une seule manche à son ancien partenaire de double. Mais depuis qu'ils parcourent séparément le circuit professionnel, Jim Courier a, lui aussi, trouvé le chemin de la victoire dans un tournoi du grand chelem : en juin dernier à Roland-Garros.

Sa quatrième place au classement mondial témoigne d'ailleurs de ses performances de l'année : outre Roland-Garros, Courier a remporté deux tournois et s'est bien comporté dans les deux autres épreuves du grand chelem (battu en cinq sets par Stefan Edberg au quatrième tour en Australie et en trois manches par Michael Stich en quarts de finale à Wimbledon). Cette forme s'était confirmée à Flushing Meadows : Jim Courier a passé les quatre premiers tours sans concéder la moindre manche.

En revanche, Pete Sampras, contraint par deux fois aux quatre sets depuis le début de la quinzaine, avait été beaucoup plus laborieux, à l'image de sa saison. Dans la moitié des quatre tournois disputés depuis le début de l'année, il n'avait pas franchi le deuxième tour, en particulier à Roland-Garros et Wimbledon. Une blessure au tibia et de multiples douleurs

l'avaient sérieusement handicapé. Reste qu'il n'avait pu remporter que deux tournois (Los Angeles et Indianapolis) dans les dernières semaines précédant le rendez-vous de New-York.

Seule chance de pouvoir briser sa propre succession, tenait en fait à son service. Avec le fantastique abattage dont il avait fait preuve lors de la finale de l'an passé contre Andre Agassi (23 ans), il était pratiquement invincible. Hélas, la puissance de feu de Pete Sampras n'est plus ce qu'elle a été. Dès la cinquième jeu de la première manche contre Jim Courier, il a commis deux doubles fautes qui lui ont fait perdre son engagement.

## Lendit qualifié

En dépit de louables efforts pour rester dans la partie (il sauva une balle de match à 5-3 dans le troisième set avant de s'incliner au tie-break), il était dès lors patent qu'il ne pourrait plus avoir le dessus. Il s'était en effet multiplié les doubles fautes (5) et les fautes directes (6), se montrant incapable de résister à la pression de Jim Courier.

En moins de trois heures, Pete Sampras a donc perdu son plus beau titre sans perdre le sourire. Le champion de Wimbledon, l'Allemand Michael Stich, fut infiniment moins « sport » quand Ivan Lendl reprit jeudi le contrôle d'une partie qui, la veille, semblait pourtant devoir lui échapper (le Monde du 5 septembre). Mais ses multiples contestations lui enlèveront toute concentration et permirent à Lendl de se qualifier en cinq manches pour les demi-finales. Il rencontrera Stefan Edberg samedi 7 septembre.

A. G.

هكذا من الأصل



Le Monde

# S A N S • V I S A

## Connemara



SAUL LUBERMAN

C'est sa rude et mélancolique pureté qui a protégé cette contrée, comme si ses visiteurs n'avaient fait que l'effleurer de l'œil, sans oser y laisser de trop lourdes empreintes ni marquer leur passage par de trop bruyants enthousiasmes. Le Connemara, où de Gaulle, en 1969, était venu prendre du champ et se faire une certaine idée de l'Irlande, reste et restera longtemps encore une terre d'accueil privilégiée pour les grands exercices de solitude sportive. En soutien, la Guinness et l'âme gaélique.

## le spleen gaélique

**F**ONCANT, aveugle, vers Roundstone, le mobile home allemand ne s'est pas arrêté pour prendre la vieille stoppeuse irlandaise avec ses deux cabas noirs. Sur la route du pôle, un troupeau de vaches déambule sans chien ni maître et, plus loin, près de la poissonnerie, les moutons tachetés dorment au pied des ruines bleues à l'ombre de leurs fantômes.

Carte postale de désespérance tranquille, un bel après-midi de grosse pluie, fin juillet, à Ballyconneely, au fond d'un Connemara sans fin. Devant l'église repeinte à neuf depuis la veille, une grosse Mercedes crème et enrubannée, louée avec chauffeur, attend dans les bourrasques sous les réverbères allumés du parking. Les mariés du jour travaillent à Londres et, comme tant d'autres, sont revenus au pays pour la famille et la céré-

monie. Ils sortiront tout à l'heure avec, dans leurs bagages, et pour la vie, un trop-plein de souvenirs sur bandes.

Tout a été filmé, enregistré et, demain, le matériel japonais restituera l'ensemble : les deux enfants de chœur bedonnants avec, sous l'aube, de grosses chaussures de sport et un T-shirt à la gloire des tortues Ninja ; les six demoiselles d'honneur sorties tout en bleu du dix-neuvième siècle ; la harpe celtique, l'harmonium et, dans le désordre, les oncles secs, la mère en pleurs, les cillets artificiels, jusqu'à la couronne blanche de la belle épouse rousse.

La cérémonie à peine achevée, le « yes » prononcé, on se précipitera de l'autre côté de la rue vers ce que la grande famille Keogh, propriétaire, a baptisé « bar » pour mieux dire qu'il ne s'agit nullement de l'un de ces pubs de la ville ou, pis, de l'Angleterre. L'amateur étranger cherchera pourtant longtemps la différence. Sans doute les bottes sont-elles, ici, plus nombreuses qu'ailleurs et le gaélique n'est pas une langue autorisant, comme l'anglais, l'échange immédiat.

Pour le reste, c'est le même confort, l'éternel partage du temps lourdement rythmé par l'alcool. A Ballyconneely, face au bar, flotte un gigantesque drapeau Carlsberg. Publicité dérisoire : c'est bien la Guinness qui continue à sortir de terre - 1,25 livre la pinte - et personne ne sait pourquoi la Murphy's, autre stout irlandaise à la pression, est continuellement indisponible.

Avec l'église catholique, le bar des Keogh est le centre obligé des mille âmes du village. Le jeu de darts antique semble ne plus intéresser personne, mais le juke-box ventru, trente ans d'âge et rempli de sixties, ne chôme pas. Et de 11 heures à la nuit noire, le bil-

lard, officiellement interdit aux moins de dix-huit ans, avale les pièces de dix cents des gamins qui ne sont pas encore partis ailleurs en quête, demain, de livres, de marks ou de dollars.

Là, côté sur le velours élimé de la banquette, on aperçoit, vers le sud-ouest et son Gulf Stream, les maigres palmiers de la terrasse de béton. Arrivée en Rover, une famille anglaise, de retour du golfe et du cheval, boit avec componction son cherry, comme étonnée d'avoir osé faire halte chez les pauvres. A côté, deux jeunes néerlandais aux cheveux longs offrent, avec leur sourire, des beignets trop sucrés à deux adolescentes de Dublin et à leur mère. L'Europe en marche, un sombre jour d'été à l'extrême pointe occidentale du continent.

L'Europe, on la retrouve aussi, marchande, au rayon vins de la grosse épicerie - carte Visa acceptée - qui jouxte le bar. Mal défendu par de modestes et coûteux vins du négoce, l'Hexagone fait pâle figure devant l'Espagne, l'Italie, les sauvignons de Nouvelle-Zélande et les chardonnays californiens. A Ballyconneely, la vie tient dans un triangle dont les extrémités s'emplissent à rythme régulier : l'église, le bar et une curieuse bâtisse - le « hall » - dédiée à Dieu et à Lourdes, salle des fêtes collectives construite en 1958, pour le centenaire des visions de la bergère pyrénéenne.

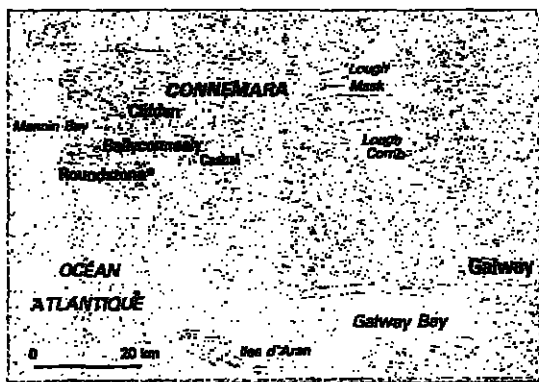
L'autre dimanche, avant les mondanités estivales de Clifden et de Letterfrack, on y avait organisé le « pony show », étrange réunion préparée de longue date et minutieusement bâtie autour de tout ce que le Connemara connaît d'animés. Tous furent transportés, dès l'aube, à pied souvent, en remorque tractée par les moins démunis. Puis, sur l'herbe noire et sous les nuages lourds de l'Atlanti-

que, entre l'école préfabriquée, la poste pour poupées et le terrain de rugby en pente, on passa la journée à classer, à classer les bêtes.

Au terme d'interminables délibérations, les âneux jouant un rôle essentiel, on remettait aux vainqueurs la preuve éclatante - statuette ou cocarde multicolore - de leur savoir-faire. Cette étonnante frénésie hiérarchique atteint ici le végétal et le culinaire. Et, ce

colle tonique, cette distinction dans la privation qui, plus que tout, fait la marque de l'Irlande. Des images jusqu'à plus soif, des images à pleurer devant l'éternité.

Tout survient brutalement passé le Lough Corrib, sur la route nationale 59, bien au-delà de Galway, quelque part autour de Maam Cross. On cherchera longtemps les raisons de ce qui prend vite des allures d'envoûtement. Il



jour-là, le « hall », sous la bénédiction photographiée de Jean-Paul II, fut rempli de salades, pommes de terre et autres gâteaux à la bière et au gingembre. Jusqu'aux dessins d'enfants, colorages naïfs marqués déjà de la rosette de la consécration. Une prime à la création en somme, expression collective d'un devoir de différence dans un pays marqué par un dénuement extrême, un sol martyr qui garde en mémoire le souvenir de ses honteuses famines.

Pourquoi venir ici, sauf pour la fin d'un monde ? Terre de feu avant l'heure, puis d'exil par la volonté de Cromwell, le Connemara est-il aujourd'hui pour l'étranger autre chose qu'un trop-plein de rêves, un refrain déjà vieilli pour un surcroît d'infini ? Des images donc et, quoi qu'on fasse, cette mélan-

aussi déserte que possible. Tant mieux si c'est au bord ou à proximité d'une forêt où l'on puisse se promener à pied. Soit un petit hôtel qui soit confortable (ce serait le mieux), soit une villa convenablement meublée.

Déjà au plus fort du printemps 1968 il avait, comme le rappelle M. Pierre Jossan dans un récent et précieux ouvrage (1), songé à quitter le pouvoir pour cette île, berceau d'une partie de ses ancêtres maternels. Ce fut Heron Cove, dans le Kerry d'abord, puis, bien vite, cette Irlande dans l'Irlande, ce désert gaélique et confortable sans lequel, au fond, il ne pouvait plus vivre. Le général et M<sup>me</sup> de Gaulle, accompagnés de l'amiral François Flohic, arrivèrent à Cashel House le 23 mai. Ils y séjournèrent jusqu'au 3 juin. Le temps pour lui d'aller à la rencontre des immensités du Connemara et, pour quelques photographes, de fixer à jamais ses longues marches en solitaire.

Vingt-deux ans plus tard, Cashel House est toujours là, agrandie, bourgeoise et plus que jamais prospère. Devant les épaïs fauteuils, sous les ardoises de cette étape irlandaise de la chaîne des Relais et châteaux, on brûle du vrai bois et non, comme dans les maisons voisines, du ruf, grossières briques de tourbe séculaire qui donnent à l'air plus qu'une indéfinissable légèreté, l'indélébile marque olfactive du Connemara.

de notre envoyé spécial  
Jean-Yves Nau  
Lire la suite page 14

(1) L'Hiver du connemara, Charles de Gaulle et l'Irlande, de Pierre Jossan, Asint-propus du premier ministre d'Irlande (99 p., 25 Ft), Editions Artus, BP 26-56200, La Gacilly.

### AU SOMMAIRE



**La Rhumerie**, bar antillais ancré à Paris ..... p. 15  
**L'abonné est absent**, le répondeur demeure, ..... p. 12  
**A Vassivière**, architecture d'avant-garde en Limousin ..... p. 13  
Escapes (p. 12) • Téléex (p. 12)  
Jeux (p. 16) • Table (p. 14)

هكذا من الأصل

# La voix de mon maître

C'EST une question de jours : les patrons de l'engin vont être de retour et pourront commencer à dépouiller leur courrier. Nous, nous attendrons la réponse à nos messages en espérant avoir été clairs dans le libellé et pas trop imbéciles dans le propos. Dans l'ordre des nouveaux solitaires à mettre en harmonie avec l'oreille du temps, en voilà un qui n'a pas fini de déranger son monde, ni de l'embrasser des dangereux bienfaits que prodigue avec gourmandise l'invincible technique des récents outils à communiquer.

Malheur à celui qui ne possède pas ce factotum à la voix de son maître, malheur à celui qui en possède un. En quelques années, il a étrangement mais fermement divisé la population, sinon sur son utilité, du moins sur les nouvelles attitudes et les nouveaux réflexes que commandent son emploi. Première machine à interpeller et à intimider l'ordre de s'exprimer, elle a décidé que vous êtes en état de lui obéir, elle a vu se dresser contre elle un fort contingent de résistants qui, quotidiennement, font savoir qu'il n'est pas question pour eux de céder à l'intimidation.

Trop légère de conséquences, l'affaire doit être plus sérieuse qu'on ne croit pour ne pas y trouver l'origine de quelques-uns des graves désagréments qui nous rendent le monde, tel que nous l'avons façonné, quelquefois peu commode à pratiquer. L'administration, qui, par devoir de réserve, a peu de mots dans son vocabulaire, en déniche parfois certains dont on peut se demander s'ils n'ont pas échappé à la pensée de leurs auteurs.

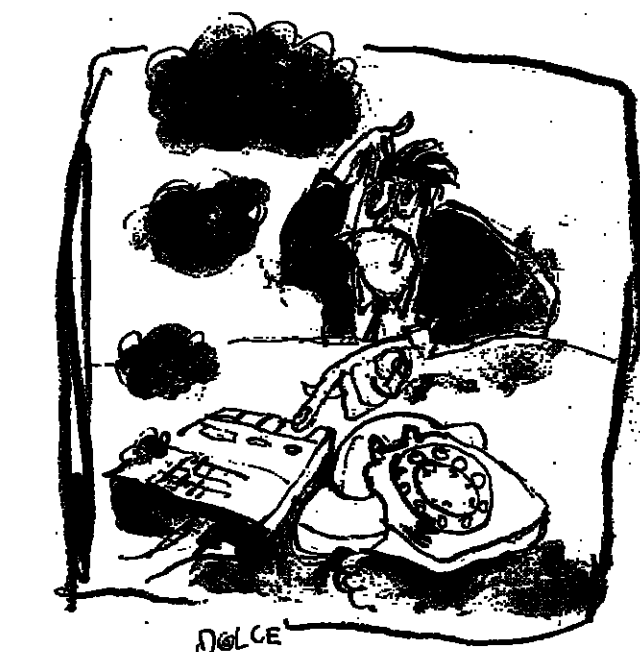
Ainsi de ce slogan des PTT proposant la location de la fameuse machine, présentée

comme le « complice de votre téléphone ». Que faut-il comprendre par « complice » ? Que l'on se met en association avec un comparse, un acolyte, un partenaire ; mais pour entreprendre quoi qui mérite et réclame cette complicité ?

D'ÉJA, ça fait louche, mais ce qui est franchement scabreux, ce sont les rapports entretenus autour de ce bivoque des temps urgentissimes, entre appelés et appelants, entre entrés et entrants. Acte de rencontre, voilà qu'avec cet appendice, le téléphone devient acte de rupture. Et rien n'y fait : plus il prolifère, moins le gros de la troupe s'y habitude.

La où règne la maladresse, naît souvent l'inquiétude. Le répondant téléphonique, comparé aux autres gadgets qui arment la gestuelle ergonomique du siècle, demande un effort presque vertigineux, et dont on comprend que beaucoup se débarrassent avant même toute tentative de conciliation : parler dans le vide. Le signal sioux avait au moins l'avantage de produire de la fumée, d'animer le paysage ; là, il ne reste que l'écho de sa propre voix et la détestable impression d'être orphelin de mots.

C'est le règne du bafouillage et de la pensée molle, de la perte de sang-froid et de l'incohérence de



style. L'appareillage moderne mis en place pour « faciliter la vie », trouve ici un point culminant qui est interprété comme allant à l'inverse de la démarche banalisatrice qui stagne aujourd'hui les instantanés de la journée (le répondant téléphonique réclame une action, l'utilisation

de la carte bancaire presque aucune). La crainte de prendre un parti, celui de s'exprimer, fait chanceler les meilleures bonnes volontés ; seule l'urgence arrive à surmonter le trouble.

Il faut dire que l'appareil, disons le leur, est souvent posé dans l'instrument avec un trac

qui vaut largement celui de la future victime. Le chasseur affronte l'anonyme, sans repères, ni silhouette, ni terrain précis : son indécision est grande et sa crainte majeure de voir filer l'inconnu avant que celui-ci n'ait accompli son passage de sa maigre et sèche obole. Alors, il faut se dévouer, se confesser, avouer qui l'on est, donner des clés - payer en quelque sorte d'avance, non pour voir, mais pour entendre. Exercice rude dont les plus habiles sortent souvent gravement cabossés.

Voilà du Tannhäuser agrémenté d'un solo de maracas, du Requiem juste ce qu'il faut, de l'escadrille de Spitfires en piqué, du chant inca, des fibres de carnaval, et puis des voix qui annoncent sans rire qu'on est bien au bon numéro et qu'on peut parler au signal sonore.

Les sobres, ceux qui refusent les entrelacs d'ouverture et s'adressent à cru aux visiteurs de passage, ne sont pas toujours plus heureux dans l'exercice. Ça dérape, ça fourche, ça se prend les pieds dans le tapis, on n'a pas fait long, très long, on n'a pas fait plus de présenter des excuses, d'être là sans être là, de jurer qui s'ôt de retour on tiendra compte de l'appel, que « Liliane et moi, on est vraiment désolés... ».

Les petits nerveux secs font sec, ce qui n'est pas un avantage, les artistes font artiste, ce qui est très ennuyeux, les désespérés

font désespérant, les pros donnent la chair de poule, les amateurs n'amusent plus personne, ni les larmoyants, ni ceux avec une grosse voix, ni les timorés, ni les révoltés, ni les impatientes. Toute une chaude humanité coincée vive, embobinée, livrée serrée dans des brodequins taillés aux mesures du doloureux dessein de ne pas laisser l'autre s'échapper.

Le mal paraît sans remède. D'un côté, des pionniers, attristés, peints, qui, le soir, ou de retour de lointains profonds, font sombrement le compte de tous les désengagements enregistrés durant leur absence, de l'autre des furieux et des blessés qui n'ont pas voulu, ou pas su, prendre la parole quand il était temps de le faire. « Réponds-moi », implore le répondant ; « Quand tu sauras l'exprimer », réplique le chœur des courrouvés. Dialogue de sourds.

Ne faut-il pas commencer à imaginer une solution intermédiaire, un appareil, par exemple, qui saurait entrer en communication avec le répondant, le rassurer, le calmer. En un mot - ou plus - un instrument qui nous dégagerait de la pénible tâche d'avoir à solliciter, comme de la lourde contrainte d'avoir à prendre la fuite en refusant l'effraction autorisée. « Allô, ici l'appareil téléphonique du 42-12-01-71, je suis bien sur le 42-12-01-71, message dans cinq secondes ! »

Jean-Pierre Quélin

## ESCALES

### William, Winston et Capability

Le premier ministre le plus remuant de Grande-Bretagne est né au cours d'une valse. Enfin, presque. Sir Winston Churchill fit sa première apparition sur la scène britannique le 30 novembre 1874. Sa mère assistait à un bal



Sir Winston Churchill at Blenheim, 1958

dans la bibliothèque du château de Blenheim, propriété de son oncle, le duc de Marlborough, non loin d'Oxford, quand survinrent les premières douleurs. Elle se retira dans une chambre tapissée de papier à fleurs pour mettre au monde celui qui allait devenir le plus populaire des chefs de gouvernement de Sa Gracieuse Majesté. Neveu du huitième duc de Marlborough, le petit Winston revint jouer à la guerre dans le parc du château, jeune homme, y demanda la main de celle qui devint sa femme et, au terme de son existence, fut enterré dans le cimetière du village voisin. Ce qui s'apparente davantage à un palais qu'à un château est la

à la postérité sous le nom de Capability quand, invité à donner son avis, il énuméra les « possibilités » d'embellissement du domaine. Capability joua bien le rôle qui lui fut imparti. Simple aide-jardinier à seize ans, il occupa très vite la première place dans sa spécialité : le jardin considéré comme une œuvre d'art. Il dessina la plupart des parcs anglais au dix-huitième, et son influence s'étendit jusqu'en Russie où Catherine II, qui admirait sa manière, fit créer des parcs dans le même esprit près de Saint-Petersbourg. Capability ne cherchait pas sa propre gloire. Il modelait les végétaux, la pierre, l'eau même, avec tant de respect

et de savoir-faire que la nature paraissait encore plus « naturelle ». Un effacement qui fit sa grandeur.

Mais il y a plus universel encore. A Stratford-upon-Avon, sur la scène de l'un des plus prestigieux théâtres au monde, brille la vérité, l'émotion du vers de Shakespeare, servi par les acteurs magnifiques de la Royal Shakespeare Company. On donnait ce soir-là *As you like it*, une histoire d'amour comme on n'en voit pas qu'au théâtre. Une histoire qui pourrait être mais ne sera jamais le livret d'un opéra car le vers porte en lui sa musique. Une histoire avec une célèbre tirade : « All the world's a stage, / And all the men and women merely players ». Sur la scène du monde, hommes et femmes sont de simples acteurs interprétant plusieurs rôles, répartis sur sept âges. S'agissant du Royaume-Uni, ces trois hommes, dans des registres différents, n'ont pas fait mauvaise figure - l'understatement est de rigueur - et n'ont pas raté leur sortie.

Dépliants sur la saison de la Royal Shakespeare Company et toutes informations sur ce qu'il faut voir dans cette région des Cotswolds (en rayonnant autour de Stratford : Blenheim Palace, à 40 km au sud, Warwick Castle, à 12 km au nord, Hitecote Manor Gardens, à 20 km au sud), ainsi que les adresses pour se loger (du Lygon Arms, incomparable, aux Bed and Breakfast), auprès de l'Office britannique du tourisme (63, rue Pierre-Charon, 75008 Paris, tél. : 42-89-11-11).

Pour répondre à l'appel des petites routes et des ponts en dos d'âne, P and O European Ferries (9, place de la Madeleine, 75008 Paris, tél. : 42-66-40-17) fait passer la Manche aux voitures et à leurs passagers (225 F/personne + 450 F pour le véhicule, A/R et pour cinq jours, tarif promotionnel en vigueur du 28 octobre au 21 mars).

### Design à Milan

Capitale de la mode italienne, Milan est aussi un lieu de référence dans le domaine du design. Aussi le voyage, qui, du 17 au 20 octobre prochain, porte ses pas dans la grande ville lombarde, est-il l'un de ceux que la terminologie actuelle qualifie de « pointu ». Une logique due aux Amis de l'union des arts décoratifs (Palais du Louvre, 107, rue de Rivoli, 75001 Paris, tél. : 42-86-98-17) qui a prévu des rencontres avec des ordonnateurs de l'espace intérieur que sont les architectes designers, avec les industriels qui traduisent les projets de ces derniers dans divers matériaux, et des visites de salles d'exposition que l'on veut absolument appeler « show-rooms ».

Parmi les architectes : Andrea Branzi, chef de file du nouveau design et de la tendance néo-primitiviste, Alessandro Mendini, inventeur du « re-design », Denis Santachiara et le design « surmatériel », Michele de Lucchi, concepteur de l'exposition. Les ateliers de fabrication sont spécialisés dans le plastique (Kartell), le rembourrage (B et B), le verre (Fontana Arte) et le métal (Alessi).

Au nombre des lieux où sont exposés pièces uniques et objets de séries illustrant la haute technologie italienne comme les plus simples techniques citons, pour les initiés, le Museo Alchimia, la Design Gallery - qui présente les productions du groupe Memphis, Zeus, Panses, Unifor, Domus Academy et Esprit international, aménagé dans une ancienne brulerie. Guillemette Delaporte, du département contemporain du Musée des Arts décoratifs, accompagne ce voyage dont le prix s'élève à 6 200 F comprenant vols, transferts, trois nuits avec petit déjeuner et trois déjeuners.

Sélection établie par Patrick François et Danièle Tramad

IV<sup>e</sup> Festival des cathédrales, du 12 septembre au 5 octobre, dans seize villes picardes. Des musiciens venus d'Allemagne et de Suisse interpréteront la messe en si mineur de Bach, des œuvres de Mendelssohn, Respighi, Monteverdi d'une part et, de l'autre, des œuvres peu jouées comme la symphonie-cantate *Lobpreisung* de Mendelssohn, la sérénade *Gloria e Imeneo* de Vivaldi, la cantate *Applausus* de Haydn, ou des œuvres de compositeurs peu connus. Renseignements : numéro vert (05-248-248) ou Minitel (3615, code Festival).

Reconstitution historique exceptionnelle à Chambord, les 6, 7, 12, 13 et 14 septembre, avec la participation de 1 200 comédiens, danseurs et cascadeurs, 50 chevaux pour les scènes de bataille, canons à images et laser, jets d'eau et fontaines, effets pyrotechniques. Thème de cette création inédite : François I<sup>er</sup> et la cour de France, les guerres d'Italie et l'avènement de la Renaissance en France. Ouverture des caisses à 20 h 30, sur l'esplanade Nord du château. Prix d'entrée : 50 F ; tarif réduit : 30 F.

Dernière relève de la garde impériale, dans la cour des Adieux du château de Fontainebleau, les samedi 7 et dimanche 8 septembre, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h. Une douzaine d'hommes en uniforme de 1808 effectueront exercices et parades, expliqueront au public la vie des soldats de l'Empire et évoqueront les différentes campagnes militaires de leur régiment.

Grand rallye gaulois, les 14 et 15 septembre en Bourgogne. Objectif : le mont Beuvray, près d'Autun, en Saône-et-Loire, siège de l'antique Bibracte, l'une des plus riches villes fortifiées de la Gaule celtique, où Vercingétorix fut proclamé chef des Gaulois. Des milliers de randonneurs sont attendus pour cette grande fête du patrimoine et de la civilisation celtique. Sur place, foire gauloise et découverte des fouilles de celle que César considérait comme « la plus grande et la plus belle ville de la Gaule ».

Il y a cent ans, les Chemins

## TÉLEX

de fer de Provence ouvraient le premier tronçon de la ligne Nice-Digne. Pour célébrer cet événement, un train spécial à vapeur, semblable à « train des pignes » de la Belle Époque (sa vitesse permettait de ramasser des pommes de pin pour alimenter le foyer de la locomotive), effectuera, dimanche 8 septembre à 8 h 40, le trajet Digne-Puget via St-André-les-Alpes et Annot. De 96 F à 174 F selon parcours ; retour par autorail. Renseignements : office de tourisme de Digne-les-Bains, tél. : 92-31-42-73.

La Québec, nouvelle destination pour les amateurs de gibier d'eau écorce. Jet Tours y a sélectionné et réservé deux territoires de chasse dans l'Outaouais, avec guides et chiens (on peut amener le sien), pour la période du 25 septembre au 25 octobre. Renseignements : agences de voyages, agences Air France et au 47-45-01-95.

Les quarante-vingt-huitième Fêtes de la vigne célèbrent, jusqu'au 8 septembre, à Dijon, le début des vendanges. Groupes de danseurs et de musiciens venus du monde entier. Renseignements sur le programme : festival de musiques et danses populaires (tél. : 80-30-37-45). Pour se loger, consulter l'office de tourisme de Dijon (tél. : 80-40-35-39).

Pour ses vingt ans, la Grande Traversée des Alpes, association grenobloise créée pour promouvoir la pratique de la randonnée sur le tracé lac Léman-Méditerranée, grâce, notamment, à la création de gîtes d'étape, organise, les 7 et 8 septembre à (Jallac-en-Queyras, dans les Hautes-Alpes, des rencontres consacrées à la nouvelle domus du tourisme de plein air dans les Alpes. Renseignements au 76-42-08-31.

Forfait thalasso-tennis au Touquet, du dimanche soir au vendredi, à partir de septembre : 5 nuits d'hôtel, 2 heures de tennis par jour pour apprendre ou se perfectionner (groupes de 2 à 4 personnes), 4 soins de thalasso par jour, sauna piscine d'eau de mer chauffée. À partir de 4 225 F par personne en chambre double et demi-pension à l'hôtel Ibis (tél. : 21-09-8700) et de 4 700 F au Novotel (21-09-8500).

هكذا من الأصل



# Le Limousin d'un Milanais

Tandis que le Centre Pompidou expose l'ensemble des projets de l'architecte milanais Aldo Rossi (1), c'est en Limousin, sur le lac de Vassivière, que cette figure marquante et controversée de l'art de bâtir a terminé l'une de ses premières œuvres sur le sol français, un lieu de création et d'exposition consacré à la sculpture, et dont cet édifice est en quelque sorte la « première pierre ».

« Je ne savais pas que vous aviez un Canada dans votre pays », plaisante Aldo Rossi, enfin à l'œuvre en France, là où on s'attend le moins à le trouver (2).

La région de Vassivière n'a rien d'un paysage mièvre. EDF, au temps de sa période barragiste, y a créé une immense retenue (1000 hectares) autour de laquelle s'est organisée une activité de tourisme social strictement réglementée et fort discrète (les rives sont préservées des constructions). L'élément aquatique a donné une nouvelle dimension au paysage, élargi les horizons, créé des rivages sur lesquels on a envie d'accoster. Ce bout de Limousin a désormais quelque chose du Grand Nord avec ses fjords qui s'enfoncent dans le granit et le tissu forestier. Toutes les aventures y sont possibles.

« C'est un lieu intéressant pour le futur, dit encore Aldo Rossi, parce que c'est très solitaire, très libre. » L'architecte qui avait dressé son « Théâtre du monde » sur la lagune vénitienne a donc abordé l'île de Vassivière, tirant son bateau sur la terre ferme comme Fitzcarraldo sur les berges de l'Amazonie. Un paysage fort appelle une œuvre forte; les îles ont toujours séduit les architectes. Ils les ont parsemées de temples, d'arcs de triomphe, de tombeaux. Ici, on nous propose un Centre d'art, consacré à la sculpture.

Le monument, accompagné tout au long de sa construction par l'architecte français Xavier Fabre, ancien élève de Rossi à Zurich, épouse le mouvement d'une clairière qui descend sur le lac. En réalité, l'édifice est composé de deux parties dont l'ensemble forme un « x », point compris : une galerie qui a l'état d'un aqueduc, une tour posée

comme une fusée sur un pas de tir. On songe aux images projetées par Boullée et Ledoux (3) dont on s'imaginait qu'elles ne pouvaient exister qu'à l'état d'utopies. De loin la perspective change totalement, et les deux éléments de l'œuvre ne font plus qu'un, chartruse, abbaye ou simplement silhouette romane dans une contrée qui en recèle beaucoup.

Rossi affectionne les symboles : la tour-phare surmontée d'une lanterne est là pour mimer la verticalité des arbres, fidèles compagnons de la taiga limousine, et pour dispenser lumière et fraternité. La galerie, au contraire, mime l'horizontalité de l'eau, mais c'est aussi un bâtiment-fabrique, à hauteur d'homme, fait pour en abriter le labeur et en stimuler la créativité.

La tour, le point sur le « x », un cône de 18 mètres de haut – Boullée justement raffolait de ces formes babéliennes – est assez angostante intérieurement, et l'on redoute, comme des spatonautes, de voir se refermer deux redoutables portes de fer. L'escalier, chef-d'œuvre de précision mathématique, court le long de la paroi interne pour offrir au visiteur soulagé la lumière et un vaste panorama.

Dans la longue galerie se succèdent des espaces d'accueil, des bureaux, une salle d'exposition ainsi qu'un atelier et un studio d'artiste. Le résultat est d'une extrême simplicité formelle. Trop grande même et poussée jusqu'à la naïveté, diront certains, avec une finition qui accorde encore l'épure (l'œuvre de Toulouse et pierre de Compeix, un granit clair local).

Voilà pour une lecture rapide. Car la leçon de Rossi, pour le public français qui ne fait que le découvrir, est sans doute ailleurs. Comme dans la plupart de ses œuvres, Rossi, à Vassivière, procède par « injections massives d'histoire à demi rêvée », accumule les références historiques, les croise avec un bonheur non dissimulé.

Ici, c'est une nef – la principale salle d'exposition – rappelant l'atmosphère des églises primitives; là, un triforium; ailleurs des arcades romaines; ou encore des bureaux qui évoquent un cabinet de curiosités du XVIII<sup>e</sup> siècle ou une salle de

travail de la Bibliothèque nationale avec des niches pour les livres. Le meilleur est sans doute le bureau directionnel du Centre, sorte de poste de pilotage, ou guérite pour contremaître, capitonné de bois – le tout à la forme d'un campanile comme on en voit beaucoup chez Rossi – surplombant la salle d'exposition et donc le travail de l'artiste.

L'invention de ce bâtiment est moins dans l'étalage de ces symboles un peu appuyés à l'adresse de la nature environnante que dans cette concentration en réduction de clins d'œil à l'Histoire qui crée une nouvelle esthétique étonnamment moderne. C'est cela la surprise Rossi. Une œuvre d'une grande clarté malgré ou plutôt grâce à tous ces emprunts. Un métissage archi-

tectural limpide. Le rapport particulier de l'architecte italien avec l'Histoire, sa façon en quelque sorte d'accommoder les restes du passé et de la connaissance architecturale, ont excité la curiosité de ses exégètes. Marino Narpozzi (4) compare, en fait, sa démarche à celle du « collectionneur qui arrache les choses au temps historique ». « En les isolant du contexte dont elles faisaient partie, poursuit M. Narpozzi, il les élève hors du temps (...). Il les libère non seulement de leur servitude du temps, mais aussi de leur utilisation univoque. Elles deviennent alors disponibles à une réinterprétation, et cela

dans une liberté inimaginable (...). Ce phénomène qui libère les choses d'un usage préétabli et la possibilité qui en découle de les additionner en des figures complexes qui les incorporent comme les fragments d'un système général de références perdues sont les seules garanties de leur survie en tant qu'éléments définitivement soustraits au temps. »

Chez Rossi, cela prend des traits véritablement modernes. A la différence des grands architectes du passé, qui opéraient à partir d'une sélection d'éléments transmis par la tradition, la rupture d'avec celle-ci, consommée au début du siècle, l'a dispensé de ce travail de destruction, typique des architectes du mouvement moderne. Cela lui a permis de ne recueillir ce qui restait que sous la forme de pré-

qui, à la fin du siècle, comptera peut-être d'ineffables trésors. Quand on se laisse prendre à l'architecture du land art, on en arrive à ne plus savoir, au cours de ce parcours sculptural initiatique, parmi les pierres qui jonchent le sol ou les troncs moussus, ce qui relève du travail de la nature ou de la main de l'artiste.

L'œuvre de Rossi s'inscrit donc dans un projet culturel : elle n'a rien à voir avec un caprice d'élite, avec une de ces salles polyvalentes qui errent comme des âmes en peine à la sortie des villages.

C'est Dominique Marchès, le directeur du Centre d'art, qui est allé chercher Aldo Rossi : « Je lui ai raconté mon histoire, celle de cette île isolée de tout, dans son petit bureau de Milan, comme on se confie à un médecin de campagne. Je lui ai demandé un geste d'artiste. Je ne suis pas venu le voir avec un programme (...). Le résultat c'est quelque chose de sacré, une œuvre très attachante, c'est du Chirico. On a collé à Rossi une image stalinienne parce qu'il a fait l'Ecole des cadres de Moscou. En réalité, c'est un poète. »

Le monument de Vassivière semble, en Limousin, tout au moins chez les responsables régionaux qui ont accepté le pari Rossi (coût de la construction, 16 millions de francs partagés entre l'Etat et la région), réaliser le consensus parce que ici on aime la construction, ce qui dure. « Nous avons imposé le silence aux plaisanteries », affirme Daniel

Nouaille (Parti socialiste), vice-président du conseil régional. Le Syndicat mixte de Vassivière, regroupant huit communes, et qui gère le plan d'eau, soutient ce projet culturel qui arrive en renfort des activités touristiques.

On fait référence à cet autre grand moment de l'architecture locale, la gare de Limoges. « La cathédrale de la SNCF », comme on dit dans la capitale limousine. La pierre, en Limousin, est un culte. « Faites le tour de nos cimetières, plaide joliment André Lécuyer, maire de Nédde, une commune riveraine. Ce sont de véritables œuvres d'art, même si nous ne sommes pas des Praxitèle. Voyez nos murs de pierre sèche. Ce sont nos pyramides. Ici, on a le respect du granit. Notre savoir n'est pas livresque, c'est celui de la main. »

Ce n'est donc pas en Limousin qu'on lèvera la main pour jeter des pierres à Rossi.

de notre envoyé spécial  
Régis Guyotat

(1) Exposition au Centre Pompidou galerie du CCI, jusqu'au 30 septembre. Lire dans le Monde du 17 août l'article de Frédéric Edelmann.

(2) Rossi vient d'édifier également un programme de logements sociaux à La Villette, à Paris.

(3) Aldo Rossi a d'ailleurs publié une traduction de l'Essai sur l'art de Boullée.

(4) In la revue L'Architecture d'aujourd'hui. Numéro spécial consacré à Aldo Rossi, N° 263, juillet 1989.

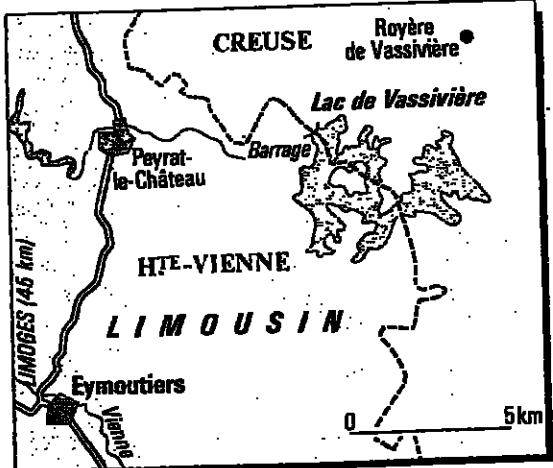


STÉPHANE COUTURIER/ARCHIPRESS



STÉPHANE COUTURIER/ARCHIPRESS

Sur une île du lac de Vassivière, la tour à lanterne du Centre d'art contemporain construit par l'architecte Aldo Rossi.



ciux fragments des ruines du passé. »

A vrai dire, on le comprend vite, le monument de Rossi est la première œuvre, la première grande sculpture de l'île, celle qui va engendrer les autres, qui sont destinées à être disséminées dans les 30 hectares agrestes du parc. Le principe de ce Centre d'art contemporain est en effet d'accueillir des résidents – trois ou quatre par an – qui, après avoir exposé leur œuvre dans la tour, vont ensuite la déposer, la fonder ou la confronter avec la nature triomphante. Le public est invité à pénétrer dans cette forêt de Brocéliande

## Guide

Le Centre d'art contemporain de Vassivière (87120 Beaumont-du-Lac) avec son parc de sculptures est ouvert en partie et sera inauguré début octobre avec une exposition collective (Michel Aubry, Jean Claboudet, Paul-Armand Gette, Andy Goldsworthy, Peter Hutchinson, Per Kirkeby, Bertrand Lavier). Pour tous renseignements, tél : 55-69-27-27.

Aldo Rossi a beaucoup écrit. Certains de ses ouvrages ont été traduits en français : L'Architecture de la ville. Ed. Livre et communication, 1990 ; Autobiographie scientifique, Ed. Parenthèses, Marseille, 1988.

On peut lire également Aldo Rossi, architectures 1959-1987, par Alberto Forlana. Ed. Electa Moniteur, 1988. ●

## VACANCES VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

06400 CANNES

HÔTEL LIGURE\*\*\*NN  
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-39-19-48  
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.  
Climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur, Tél. direct, minibar.

06500 MENTON

HÔTEL-VILLA NEW-YORK\*\*\*NN  
LOGIS DE FRANCE  
Chambres grand confort, climatisées, TV  
couleur, téléphone direct, vue panorami-  
que, jardin, parking clos. La tranquillité à  
100 m des plages. Forfait 7 J/7 N en  
1/2 pension à partir de 1.500 F.  
DOC : tél. 93-35-78-69. Fax 93-28-55-07.

NICE

HÔTEL VICTORIA\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-89-39-60.  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

#### Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F  
FAX : 46-34-34-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

PORTE DES LILAS

HÔTEL LILAS GAMBETTA\*\*  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-85-60  
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (290 F à 340 F)  
TV couleur, Tél. direct, minibar.

#### Afrique

BURKINA-FASO

HÔTEL EDEN PARK\*\*\*\*  
100 chambres - 10 suites - bars -  
4 restaurants - night-club - boutiques  
Antenne télévision parabolique. Hôtel  
situé à 5 minutes de l'aéroport  
01 BP 2070 OUAGADOUGOU 01.  
Tél. : 31-14-86 - 31-14-87.  
Tél. : 5224 - Fax : 31-14-88.

هكذا من الأصل

## Connemara le spleen gaélique

Suite de la page 11

Refuge exotique et luxueux, Cashel House c'est aussi une délicate oasis d'acacias, d'azalées et de magnolias dans cet océan de tourbières, une plage timbre-poste et un tennis dans l'océan des bêtes. Sur les murs du couloir d'entrée on a accroché quelques photos qui rappellent, en noir et blanc, la « de Gaulle party ». On a aussi affiché la note datée du 3 juin 1969. Là, bifant l'intitulé de la colonne « Commentaires », le général avait royalement octroyé à ses hôtes un « Excellent séjour » qui ne fut sans doute pas étranger au succès commercial de cet endroit perdu.

Au premier étage, M<sup>me</sup> McEvilly montre, avec une émotion non feinte, la petite (sécurité oblige) chambre (numéro 15) qu'il occupa et la numéro 16 qui, transformée en bureau, lui permit de continuer, le matin, la longue rédaction de ses *Mémoires*. Les propriétaires se souviennent aussi de la perfection avec laquelle le général s'exprimait en anglais et de l'énergie qu'il dépensait pour capter, avec difficulté, sur un petit poste de radio, les dernières nouvelles d'une France bientôt pompidolienne. Au rez-de-chaussée, à proximité des Chesterfield du bar, il y a la bibliothèque transformée en chapelle le premier dimanche et, plus loin, les photographies en couleur de M<sup>me</sup> Chirac et Pasqua venus ici il y a quelques années pour un joyeux pèlerinage.

Connemara, fin d'un monde et déjà début d'un autre. Quelques

habitants de Clifden ont encore en mémoire le séjour du général et de l'escorte policière irlandaise qui le suivait dans tous ses déplacements. Quittant un après-midi de mai Cashel House pour la superbe Sky Road ou les plages désertes de Mannin Bay, les de Gaulle ont-ils jeté un œil à cet endroit magique qu'aucun guide ne sait situer avec précision ? Un endroit qui scelle doublement, au-delà de l'Europe et de l'Amérique, l'ancien monde et le futur.

Cela se passait quelque part au sud de Clifden et de son lac salé, à quelques centaines de mètres d'un lieu-dit baptisé Ave Maria où l'on a placé une Vierge blanche face aux tourbières. C'est sur une frange océane, dans les premières années du siècle, que Guglielmo Marconi réussit, pour la première fois au monde, à lancer, via sa télégraphie sans fil, un message à travers l'Atlantique. Et c'est là encore, dans le bog Derrygimla bûni des dieux de la modernité que, propulsés par les 700 ch de leurs deux Rolls Royce Eagle VIII, les lieutenants Arthur Brown et John Alcock parvinrent à poser leur biplace, ancien bombardier, après seize heures et vingt-sept minutes, ralliant pour la première fois et *in extremis*, via les airs, les deux continents.

Brown et Alcock, ce matin de juin 1919, entraient dans l'Histoire six ans avant Charles Lindbergh. De la station Marconi on ne trouve plus, dans les boutiques de Clifden, que quelques photographies jaunies. Et, en l'honneur des deux aviateurs, on a, en 1951, dressé un

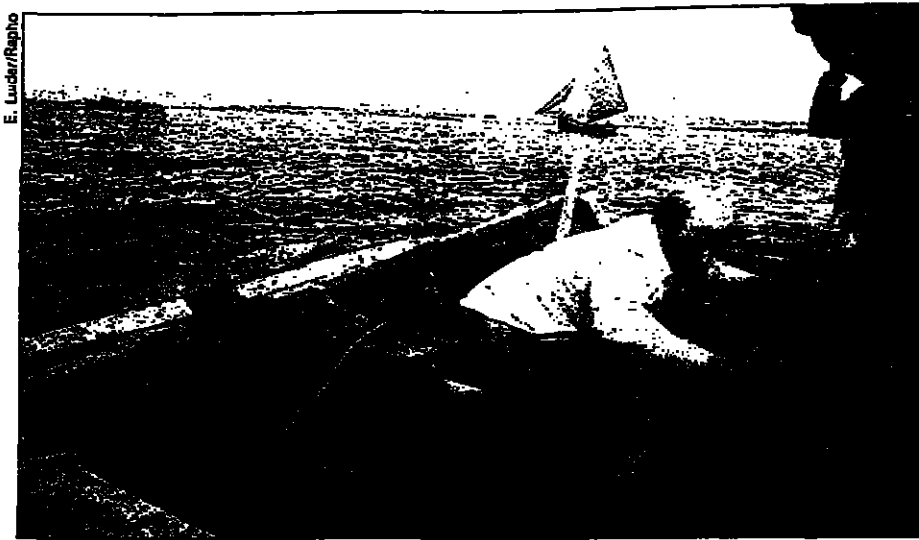
empenage de ciment sur une colline voisine. Ainsi le lieu magique reste-t-il joliment inaccessible avant qu'un circuit touristique, demain, vienne fâcheusement le banaliser. La menace n'a malheureusement rien d'irréaliste.

Tout semble encore, ici, miraculeusement préservé, fournissant parfois les images rêvées de ce que devait être la France d'avant-hier, images vite reprises par l'irrationnelle Irlandaise. Ici les bœufs vivent plongés dans les iris et les paysans en chemise blanche fanent à la fourche sans qu'on parle encore de travail « à l'ancienne ». Ce sont les moutons tachés de peinture couvrant à flanc de montagne, les centaines de kilomètres de murets de pierres sèches. Et puis les paysans encore, lisant *The Irish Times* sur leur tracteur, les fêtes foraines et leur matériel datant de l'entre-deux-guerres. Et puis déjà, le croisement des vélos irlandais et des VTT estivaux du continent.

Combien de temps réussira-t-on à garder l'équilibre ? Propriétaire de la guest house *Atlantic Coast* de Clifden, M. Donal Scannell sait que la belle époque ne durera pas. « Il faudrait plutôt parler aujourd'hui d'un renouveau du tourisme étranger dans le Connemara », explique-t-il. « Dès dans les années 60 beaucoup d'Anglais venaient durant l'été. Puis le conflit avec l'Irlande du Nord a mis un terme à tout cela. A la fin des années 70 le phénomène a repris grâce notamment aux Français », ajoute M. Scannell.

Chacun trouve ici ses propres raisons, nationales, de faire le voyage. Pour les riches Irlandais de Dublin, il s'agit du golf et de l'esprit libéré et musical des pubs. Pour beaucoup de Français, le Connemara c'est la pêche et le « cadre sauvage » pendant que les Allemands viennent à l'extrême-ouest pour d'un immense espace naturel qu'ils perçoivent comme vierge. Ailleurs ce sont les Néerlandais et la pêche en mer, les Italiens pour le cyclisme et les

C'est du Connemara, pointe avancée de l'Europe occidentale, que Marconi lança à travers l'océan le premier message télégraphique.



citoyens américains en quête de vraies racines familiales ou d'antécédents fantasmés.

« Tout cela, bien sûr, n'aura qu'un temps et les Européens trouveront demain, en Ecosse ou ailleurs, un autre Connemara », prévient M. Scannell. Le vrai, alors, redeviendra-t-il ce qu'il fut ? A l'ouest de Galway, les jeunes trouvent de bonnes raisons pour ne plus parler la langue celtique. Et, tandis que l'épidémie de *Bed and Breakfast* prend d'inquiétantes dimensions, les villages vieillissants ne trouvent plus les effectifs musculaires nécessaires pour constituer leurs équipes de football gaélique.

Aujourd'hui les mariés de Ballyconneely ont regagné leur quartier londonien. Le billard est disponible et le temps fraîchit. Le Connemara s'enfonce dans l'hiver et ses solitudes. « Ici », écrit de Gaulle, « c'est autre chose que loin, c'est ailleurs ».

de notre envoyé spécial  
Jean-Yves Nau

## Guide

On ne compte plus les moyens de se rendre en Irlande. Par avion, Aer Lingus assure, depuis Dublin, des correspondances pour Galway, dans le Connemara. Sur place, si l'on ne peut user de la bicyclette, une automobile est pratiquement indispensable. Plutôt qu'à la location, on aura alors recours au carter, depuis la France : de nombreuses possibilités existent, notamment via la Grande-Bretagne.

On préférera toutefois, bien qu'elles soient plus onéreuses, les liaisons quotidiennes, croisières miniatures et avant-goût de l'Irlande, proposées par Irish Ferries au départ de Cherbourg ou du Havre (Renseignements : (1) 42-66-90-90).

Sur place : outre les *Bed and Breakfast* (bonnes et moins bonnes surprises ; compter environ 120 francs par nuit et par personne), on trouve quelques

rare Guest House comme à Clifden (Atlantic Coast, Market Street). Les hôtels de luxe (Cashel House, Rosaleague Manor, etc.) sont parfaits et leurs prix assortis.

L'Office national du tourisme irlandais en France (33, rue de Mirosmesnil, Tél. (1) 47-42-32-55) fournit gracieusement une brochure proposant différentes locations souvent très intéressantes.

Ne pas éviter, enfin, les pubs. A Clifden on se doit d'aller au très classique *Guy's Bar*. Visiter aussi, après le National Park, les pubs de Ballyconneely, Leanne et le superbe *Keane's pub* construit en 1820 par Alexander Nimmo. (M. Joseph Keane, Maam, Galway. Tél. : 091-71-147).

Plus généralement, se reporter au *Grand Guide de l'Irlande*. Editions Gallimard, « Bibliothèque du voyageur ». ■

## TABLE

# Les petits pâtés de lord Clive

## Semaine gourmande

ALLEZ donc savoir pourquoi, venant de courir mon Vivant gourmand, me voici en plein Languedoc ! Un point commun pourtant : le mouton, dont Olivier de Serres, enfant du pays, disait de lui que, pour faire partie du menu bétail, « en valeur il ne le cède à aucun ». Il ajoutait que ce « bétail à laine » doit être au premier rang puisque « employé à nourrir exquieusement l'homme et le vestir commodément ».

Le mouton, donc, que l'on retrouve dans les petits pâtés de Pézenas, petits pâtés dont ma grand-mère, vivaroise pur sang, enchantait mon enfance. Ils ont une histoire, et même une belle histoire !

Pézenas est une ville du dix-huitième siècle, figée dans son passé glorieux. Il suffit, remarquait Georges Pillement, d'un mot de moquerie dans la bouche d'un Molière ou d'un La Fontaine pour qu'une petite ville de province devienne le synonyme d'un ridicule : ce fut ainsi le cas de Landerneau, de Quimper-Corentin et de Pézenas. Certes, c'est dans cette dernière ville que Molière écrivit ses *Précieuses ridicules*, mais cela ne signifie point que la marquise d'Escarbagnas fut une figure des États du Languedoc pour lesquels il joua ses premières pièces en 1650.

Au siècle suivant, Pézenas fut la Côte d'Azur des touristes et des malades venus consulter la faculté



de Montpellier. C'est ainsi que, à la fin de sa vie (il est mort en 1774), lord Clive, gouverneur des Indes, y fit un séjour réparateur. Il menait grand train de maison et reçut, en son château voisin, les nobles des environs.

Le cuisinier de lord Clive était-il hindou ou anglais ? Une chose est sûre, il cuisinait parfaitement les *mince-pies*, des *mince-pies* de sa

conception et que bientôt toute la ville voulut connaître. Avec l'autorisation de son maître, il en donna la recette à plusieurs grandes familles locales. Un pâtissier piscenois de la rue des Chevaliers-Saint-Jean, nommé Roucaïrol, se mit aussi à en fabriquer, et les petits pâtés écosais de lord Clive devinrent les petits pâtés de Pézenas.

Il s'agit de petites corbeilles de pâte brisée garnies d'une farce de chair de mouton, grasse de rognon de mouton, cédrats hachés avec des zestes de citron (confits et frais) et d'orange. On recouvre d'un « toit » de la même pâte, on pique la surface de quelques trous et, après un repos nocturne, on dore au jaune d'œuf et on passe au four.

Si vous passez par Pézenas (aucun guide n'y signale un restaurant de qualité), vous pouvez rêver devant l'hôtel de Grasset et son noble escalier, devant l'hôtel d'Alfonse où, le soir du 8 novembre 1654, Molière joua la comédie, ou devant la maison du barbier Gély, ami et hôte de l'auteur du *Misanthrope*. Mais où trouver les petits pâtés (au fond très anglais de conception) de la ville ?

Pour être franc, je ne pense pas que l'on en trouve non plus en Vivarais.

Non plus qu'à Paris. Dommage peut-être. Il ne vous reste plus qu'à les préparer à la maison, arrosés, par exemple, d'un herminette blanc. Mais, puis-je lord Clive il y avait, pourquoi pas un verre de porto vintage, ce vin lui aussi naturalisé outre-Manche, comme le *mince-pie* !

La Reynière

### Barattero à Lamastre

Des décennies ce fut, cet *Hôtel du Midi*, avec M. Barattero en cuisine, puis avec M<sup>me</sup> Barattero maintenant la tradition, la grande adresse ardéchoise. Bernard Perrier, chef puis patron, a su conserver à la maison son style et quelques plats de la tradition comme le pain d'écrevisses sauce cardinal, la poularde truffée en vessie, etc. Mais vous vous régalez aussi du soufflé glacé aux marrons ardéchois. Le tout bien arrosé des vins de la cave. Menus : de 160 F à 340 F ; à la carte, compter 350 F-400 F.

Barattero, place Seignobos, 07270 Lamastre. Tél. : 75-06-41-50. Fermé dimanche soir et lundi. Salon : 35 couverts. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

### Lo Podello à Antraigues-sur-Volane

J'ai signalé déjà cette dame de l'ARC, la fervente d'Hélène Baisade pour l'authenticité du produit et le respect du folklore. De la daurade au saint-péray aux crêpes accompagnant la poularde à la crème, quels délices ! Menu, vin compris, à 100 F et 160 F, et carte.

Lo Podello, la Place, 07530 Antraigues. Tél. : 75-38-71-48. Fermé jeudi. Chiens acceptés.

### Marc et Christine à Annonay

Belle maison avec jardin, domaine de Marc Julliat, enfant du pays et élève de Bocuse. Des menus-carte (de 145 F à 260 F), négligez celui consacré à l'Ardèche « revue et corrigée » pour mieux apprécier l'autre : « Tradition pour festoyer ». Mieux même, vous irez au *Patio*, bistro annexe (tél. : 75-67-58-41) aux plats pay-sans saveurs. Découvrez la soupe à l'oie, cépes et ail doux, une trouvaille signée Marc Julliat. Menus : de 145 F à 260 F ; carte, compter 250 F-300 F.

Marc et Christine, 29, avenue Maréchal, 07100 Annonay. Tél. : 75-33-48-97. Fermé dimanche soir et lundi. Parking. CB. Chiens acceptés.

### La Vieille Auberge à Charnes-sur-Rhône

Vieille mais récemment rénovée, ce qui n'ôte rien à son charme. Et bonne cuisine du patron, J.-M. Gaudry, qui cuisine la lotte en daube au vin de Saint-Joseph et le pigeon rôti au cornas. Belle cave de vins des côtes du Rhône, belle terrasse donnant sur un jardin intérieur. Quelques chambres. Menus de semaine : 95 F et 155 F ; le dimanche : 230 F et 290 F ; à la carte, compter 300 F-350 F.

La Vieille Auberge, rue Berte, 07800 Charnes-sur-Rhône. Tél. : 75-60-80-10. Fermé dimanche soir et mercredi. Salon : 30 couverts. Parking. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

## Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.-B. MICHEL  
B.P. n° 5  
MOUSSY 51200 EPERNAY  
Propriétaire-viticulteur  
Doc. et tarifs sur demande  
Etiquettes personnalisées  
\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. »

L'OR VERT  
CAVE VITICOLE  
DE CLEBURG  
Vente par correspondance. Tarif sur demande  
Livraison rapide dans toute la France et à l'étranger  
67160 Wassenbourg - Tél. : 88-94-50-33

Le Monde PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE  
Renseignements : 46-62-73-75

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER		
CHAMPS-ÉLYSÉES	GOBELINS	PARC MONTSOURIS
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-Jr., 47-23-54-42. Jusc. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.	ENTOTTO 45-87-88-51. F. dim. 143, r. L.-M. Nordmann, 13 45-89-17-05.	AUBERGE DE L'ARGOAT, 27, avenue Reille (14 <sup>e</sup> ). 45-89-17-05.
COPENHAGUE, 1 <sup>er</sup> étage	Spécialités éthiopiennes.	Spécialité poissons. F. sam. et dim.
FLORA DANICA, sur un jardin	REUILLY-DIDEROT	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 43-58-20-41	SAPNA 160, r. de Charenton, 12 <sup>e</sup> F. lundi 43-46-73-33	LA FOUX 2, rue Clément (6 <sup>e</sup> ) F. dim 43-25-77-66
	Musique, danse indienne.	Alex aux fourneaux.
	Cuisine raffinée	

NOUVELLE ADRESSE  
des FRÈRES LAYRAC  
AU CŒUR DE  
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS  
face à l'église  
11, rue Saint-Benoît  
LE MUNICHE  
Tél. : 46-33-62-09  
LE PETIT ZINC  
Tél. : 46-33-51-66  
HUITRES, FRUITS DE MER  
TOUTE L'ANNÉE  
Tous les jours service continu  
de MIDI à 2 heures du MATIN

هكذا من الأصل



SANS VISA  
A PARIS

1 5

Ils ne sont pas tous borgnes, mais tous aiment cet endroit où, depuis plus d'un demi-siècle, on sert les sélections les plus authentiques de leur alcool préféré : le rhum.

Guide

DANS Saint-Germain-des-Prés regorgeant de bars à vin, à bière ou à rien de particulier, sur le trottoir même où ses voisins de boulevard, *Le Flore* et *Les Deux Magots*, proposent du whisky à leurs guetteurs de songes, il est un endroit fréquenté par une élite marginale, une sorte d'amicale de la flibuste et du tropicalisme, qui soigne ses oublis, ravive ses regrets dans le miroir d'un breuvage plus rare.

La Rhumerie, avec, bien sûr, ses rhums, blancs ou vieux, c'est-à-dire d'ombre, vieillies en fûts : des étages d'étapes du bout du monde, la Martinique et la Guadeloupe, Marie-Galante et la Barbade, Cuba et le Brésil, qui respirent le créole et la canne à sucre, et qu'un barman compréhensif a rangés soigneusement, en fonction des qualités variées de souvenirs épars de sa clientèle.

Au 166 du boulevard Saint-Germain, on ne posera jamais de question à l'inconnu qui commande un Trois-Rivières plutôt qu'un Toquino des rives de l'Amazonie. Que sait-on de la géographie de nos mélancolies ? Les consommateurs sont-ils d'anciens administrateurs des colonies ? Des exilés volontaires revenus de tout et des îles, avec, dans l'œil, des désarrois de bagnard ? Des continentaux de la Creuse ou de Lorraine qui ont, un jour, croisé la négritude pendant leur fuite, et qui tentent, en vain, d'effacer de ce boulevard-ci ses images de femmes blanches ?

Qu'importe. Ceux de *La Rhumerie* s'en moquent, ou plutôt ils savent assez les bonheurs et les malheurs proposés par les terres où se distillent les *Clément* et le *Père Labat* pour s'interroger plus avant. Un homme qui connaît le Crassus de Médeuil, rhum produit par les alambics d'une petite fabrique de la Martinique, a bien le droit de garder pour lui ses secrets. Il lui manque forcément un morceau d'âme, les reins d'une maîtresse abandonnée sur place, ou des lambeaux d'illusions. Cinq ou six initiés de ces vérités d'alizé se tiennent chaque après-midi au bar ou à l'un des coins de la terrasse, et plus encore le soir, seuls ou par deux, à ressasser leurs chimères de sucre et de citron vert.

Leur décor rappelle à peine leurs paradis perdus. *La Rhumerie* possède sa balustrade de bois, deux marches qui surplombent le boulevard, comme dans les artères mortes de Pointe-à-Pitre ou de La Havane, mais les ventilateurs brassent trop vite un air sans humidité, le bois des chaises est trop neuf, la peinture sans écaille. A chacun de se débrouiller, de reconstituer sa case à punch dans le recueillement du rhum.

L'écho du passé est, ici, tout intérieur, et fonction du nombre de petites verres, des épices logées dans ce maudit punch d'amour qui vous fait danser assis. Si vos rêves s'éloignent, capturez-les à coups d'accras de morue ou de boudin créole, servis toute la journée, entre deux tournées. « *Sucré-salé* », comme disent à peu près toutes les chansons de biguine. L'établissement fournit les ingrédients. Vos histoires de corsaires vous appartiennent.

Quant au boulevard, au coin de la rue de l'Ecluse, puis du passage de la Petite-Boucherie, c'est un carrefour du vieux Paris, le prolongement de l'église Saint-Germain, Moyen Âge et existentialisme mêlés, Sartre, Boris Vian, plutôt qu'Aimé Césaire et Cendrars.

Le fondateur, Joseph Louville, un Martiniquais en rupture d'études de droit, ne s'était pas trompé d'endroit, pour venir faire ici la nique aux cultures dominantes des alcools. Négociant en rhum aux entrepôts de Bercy, il avait eu l'idée de vendre ses « *ti punchs* », en 1931, dans les allées de l'Exposition coloniale. Puis,

Balustrade de bois, deux marches qui surplombent le boulevard, comme dans les artères de Pointe-à-Pitre... Au-delà commence l'Odéon, Saint-Germain en moins littéraire.



# L'amicale de la flibuste

devant le succès rencontré, il s'était établi, l'année suivante, au plus près possible du carrefour, au cœur d'une France qui n'avait encore découvert que l'anis dans la panoplie des exotismes de fond de gorge. Il avait souri à l'engouement naïf des Parisiens pour l'art nègre, posé sa chaise longue en retrait de la rue, et passé la main à ses trois fils. Le jazz faisait trop de bruit. Les Américains, à la Libération, imposaient d'autres musiques, moins calmes.

La Rhumerie connaît tout cela - la chronique de Saint-Germain et

l'affadissement du quartier, l'époque des cafés littéraires et l'arrivée de la fripe, mais légèrement à l'écart, ses cinquante mètres de distance ressemblant à un haussmann d'épaules. Georges Bataille venait écrire sur la terrasse de planches. Antonin Artaud s'y soula. Hier encore, Gainsbourg le Sage traversait toute la ville pour un « damoiseau » ou une cachacha brésilienne. Mais on n'en fait pas un plat comme à côté, après l'église.

Ici, les poèmes ont été bus. Les pamphlets rêvés, ou vite remis, à la simple évocation de la vanité des choses, apprise là-bas, par-delà les mers, et toujours rappelée par le rhum. C'est vrai que Saint-Germain, devant le 166, n'est déjà plus tout à fait Saint-Germain. *La Rhumerie* n'a pas Lipp pour vis-à-vis, comme ses deux célèbres voisins. Une banque, deux immeubles gris et quelques arbres malades composent son paysage. Juste à sa gauche, à dix mètres, Saint-Germain se proletarise dès le carrefour Mabillon.

Au-delà commence l'Odéon, Saint-Germain en moins chic, moins littéraire, diront les consommateurs snobs qui ont fait promesse, dans le malt ou la vodka, de ne pas dépasser l'église pour leurs glissades paternelles. Qu'importe encore ! Le rhum s'internationalise depuis les voyages outre-Atlantique et les vacances aux Antilles, et il se doit à une clientèle plus mélangée. Le rhum n'est pas le mescal. Il n'a pas besoin de protéger ses chapelles. Finis les temps ouvriéristes du café-rhum de comptoir et des alcools de pâtisserie. Aujourd'hui, le rhum n'aime plus le baba. D'agricole, comme on le nomme, il redevient aristocrate, expose ses millésimes, de Bally à Dillon, et vante des vertus jusqu'ici réservées au cognac.

Dominique Louville, la petite-fille de Joseph, dirige désormais un établissement spacieux, net, aux couleurs claires. Les vieux clients s'en plaignent peut-être, regrettant l'ombre propice aux siestes embrumées. Des familles viennent, après le ciné, avaler des cocktails multicolores rencontrés au Club Méditerranée, douteuse modernité du rhum.

On flirte dans l'arrière-salle, l'hiver, sous les aquarelles de Marie-Claire Biard et la collection de vieilles affiches. Les peaux sont claires et, l'été, les langues très étrangères et si peu créoles. Les Antilles habitent tout Paris, inutile donc d'enfermer *La Rhumerie* dans un ghetto puisque Saint-Germain se renie et se réinvente chaque jour, s'offrant à tous les rythmes, même les plus anachroniques. L'autre jour, à la terrasse bondée, ensolée, une Suédoise a commandé un bourgogne aligoté avec glaçons. Le garçon, pour s'en remettre, s'est servi un petit verre de rhum blanc.

Les habitués, devant le danger, ont resserré leurs rêves. Un autre ! Un autre Trois-Rivières pour que leurs secrets, aussi douloureux soient-ils, ne s'échappent pas tout à fait.

Philippe Boggio

► La Rhumerie, 166, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 43-54-28-94.



هكذا من الأصل





# CULTURE

## CINÉMA

### Scrabble

## Il était une fois le septième art...

Débuts décevants de la 48<sup>e</sup> Mostra de Venise, s'il n'y avait les vieux films, tellement jeunes

### VENISE

De notre envoyée spéciale

La théâtrale blonde s'appelle Kitty Darling, elle se déhanchait dans des costumes mignards, les chœurs gais ou la cuisse replète et le bas de coton qui plisse. Et voilà qu'entre deux numéros Kitty Darling a un malaise, sur le divan fantasmagorique de sa loge, elle met au monde une petite fille, et les girls, attendries, se penchent sur elle comme les bonnes fées des contes... La petite fille grandit, sa mère l'envoie au couvent pour que son éducation soit parfaite, qu'elle échappe au show-business. Et voilà que, dans le couvent où l'ave Maria a remplacé l'Alexander's Ragtime Band, les bonnes sœurs ont des trahisons comme des princesses...

C'est un mélodrame splendide. A la fin, Kitty Darling meurt, suicidée, sur le divan même où son enfant est né, son enfant qui a trouvé le bonheur dans les bras d'un marin très propre. C'est un film « qui dit des choses avec des images », selon un critique du temps. Car Applause, de Rouben Mamoulian, projeté à Venise dans le cadre de la rétrospective américaine d'avant le code Hays (le Monde du 5 septembre), date de 1929. Et chaque image, en effet, dit quelque chose, remplit l'écran, remplit le cœur, met, sans qu'on y prenne garde, les larmes aux yeux. Pas l'histoire, mais presque à en rire, mais l'image, une vue du pont de Brooklyn à l'aurore, l'épaule nue d'une femme, des pieds courageux qui dansent.

### Clichés et conventions

Pourquoi faudrait-il avoir honte, cacher sa nostalgie comme une sale maladie, honte de dire que ce Mamoulian vieux de plus de soixante ans, on ce Cakor de 1931, *Girls about Town*, vu aussi, plein de jolies filles, de cruauté et de sentimentalisme, valent mieux, valeur, plus que la plupart des nouveautés projetées jusqu'ici à la Mostra ? L'écran est devenu large, l'argent et le couleur coulent dessus, mais où est le cinéma ?

Il n'est pas, en tout cas, dans *Regarding Henry*, de Mike Nichols, l'effacement réalisateur de *Working Girl*. C'est une parabole bien-pensante sur l'argent qui ne fait pas le bonheur, enfilant les cli-

chés comme des perles en toc, et qui, son postulat d'une navrante convention posée, n'en dévie pas d'un soupir. Un avocat riche et célèbre, gâté par le succès, est devenu odieux, il délaisse sa charmante épouse et sa charmante enfant. Un loupard providentiel l'ayant révolé, il émerge d'une longue amnésie changée tout à fait, rallié aux « vraies valeurs », disant bonjour à son portier.

Jaloux sans doute de Robert De Niro, de Dustin Hoffman et de bien d'autres de ses collègues stars que des rôles d'infirmes ont propulsés sur leurs béquilles vers les Oscars, Harrison Ford claudique et bégaye avec une application lasse, Annette Bening, sa femme, pleure beaucoup en mettant poliment sa main devant ses yeux. Où est le cinéma ?

Il est un peu plus, mais de façon pesante et racoleuse, dans *My Own Private Idaho*, de Gus Van Sant, qui, en 1988, avait donné un petit film rapide et touchant, *Drugstore Cowboy* : un desperado, la came, l'amour, ici, dans une errance complaisante et maîtrisée, il emboîte le pas à deux jeunes prostituées mâles, le blond Mike (River Phoenix) et le brun Scott (Keanu Reeves), qui fut le Dancery des *Liaisons dangereuses* de Stephen Frears). Mike, que le stress lié à son dégoûtant métier plonge souvent en cataplexie, est à la recherche d'une mère mythique. Scott est en révolte contre un père nanti et dominateur. On navigue entre l'esthétique « cuir » des magazines gay et une lourdeur parapsychique shaképarienne. Scott serait une sorte de clone contemporain du prince Hal d'*Henry IV*, et tout ce petit monde se tape en gros plans force canettes de bière Falstaff. Oh là là !

Passons à l'autre bout du monde. Et même du tiers-monde avec la *Plage des enfants perdus* du Marocain Jilali Ferhat, dont la notice biographique nous apprend qu'il a obtenu ses diplômes de lettres et de sociologie à Paris. Il raconte son pays aux coups immuables, la douleur et la soumission des filles. Mina enceinte et déshonorée, qui tue son séducteur, que son père enferme et cloître durant sa grossesse, qui crie la nuit et fait peur au village, à qui sa belle-mère stérile veut voler l'enfant à naître, et qui se libère de ses chaînes au premier cri d'une autre vie.

C'est beau, non ? Beau, certes, mais cinématographiquement si indigent, si maladroit, si laborieux...

La *Plage des enfants perdus* est coproduit par le ministère de la culture français et par un Fonds d'action sociale pour les immigrés et leur famille. Attention, de grâce, pas de racisme à rebours, pas de paternalisme rance et sournois. Il ne s'agit pas d'aider les pays pauvres à faire de pauvres films. Il faut aider les films, d'où qu'ils viennent, quand ils sont bons.

La *Fiancée de Staline* du Hongrois Peter Bacsó, au moins, le mérite de paraître aujourd'hui d'un exotisme fou. Cela se passe en 1937 dans un coin reculé de l'Union soviétique. L'idiotie du village - censée évidemment représenter la profondeur et l'innocence de l'âme russe - est malmenée, en butte aux brimades brutales des villageois. Pour y échapper, et voyant de quelle dévotion est l'objet l'immense portrait de Staline qui trône sur la place, elle se proclame la fiancée du généralissime. Arrêtée comme espionne, torturée (on a droit aux tortures), libérée, elle met alors en pratique les préceptes enseignés pendant son lavage de cerveau. Tout le monde est suspect. Elle dénonce donc tout le monde, devenant l'instrument le plus efficace de la terreur locale...

Il y a cinq ans, il se serait trouvé beaucoup de gens pour applaudir ce film, monument naïf et sincère élevé à l'antistalinisme. Désormais le fond est dépassé par l'histoire. Ne reste que la forme. Vide. Inutile.

Tout comme est inutile *l'Amour nécessaire*, de l'Italien Fabio Carpi, dont on avait aimé, naguère, le *Quatuor Basileus*. Filmé avec une élégance appuyée et un humour raide à tomber, inspiré, d'après les dires de l'auteur, des relations qui unissent Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, le film se déroule dans un hôtel de courtoisie. Un couple soudé par de longues années de liberté mutuelle et consentie (les « amours contingentes » ne doivent en rien affecter « l'amour nécessaire ») est pris à son propre jeu (dangereux). S'amusant à lézarder l'union toute fraîche de deux jeunes mariés, ils

y perdront à jamais leur fallacieuse sérénité.

Mal remis peut-être de sa triomphale désincarnation du Mahatma Gandhi, Ben Kingsley ne quitte pas un air pincé de clergymen anorexique, aussi sexy qu'une planche à clous. Gênant lorsqu'on a à jouer un pervers polymorphe. Quant à Marie-Christine Barrault, toujours un livre à la main, elle ouvre tout grand des yeux très bleus pour proférer de sentencieuses banalités sur l'hypothétique exultation des corps. Déprimant.

Alors, enfin, vint Oshima. Avec un film de commande, s'inscrivant dans une série produite par la BBC, « Chez les meilleurs en scène », Oshima a choisi de filmer *Kyoto, My Mother's Place*. On voit des temples raides et des fleurs de cerisier qui neigent comme dans les rêves. On voit un homme paisible, en kimono sombre, Oshima lui-même. Il montre la photo jaunée d'un groupe de jeunes filles, en kimono à elles aussi, figées dans leur demi-sourire d'il y a longtemps. L'une d'elles se détache par sa beauté vigoureuse et insolite, moderne. C'est sa mère, étudiante. Il va partir sur ses traces, mener une enquête d'une voix égale, d'un pas égal. Il va pénétrer avec sa caméra dans la grande maison obscure de son enfance, la détailler, pièce par pièce, comme un ethnologue ou comme un policier.

### Une pointe sèche d'Oshima

Il va interroger des amis de sa mère, aujourd'hui. Et les vieilles dames, dans leurs silences, diront beaucoup de la condition féminine japonaise d'avant-hier, et ce, sans le maintenir. Le film d'Oshima est une épreuve, une pointe sèche, un « haïku » d'amour et de haine pour Kyoto. « Oui, j'ai hais cette ville », dit Oshima, toujours calme. « Oh, comme je la hais ». On le voit à une fête, à la fin. Il boit en riant. A la santé de sa mère, « qui n'a jamais eu le droit de boire une goutte de saké ». A la santé de sa mère, morte il y a trois ans maintenant.

*Kyoto, My Mother's Place* est un film de télévision. Mais c'est un film. Qui, lui aussi, comme autrefois, il y a semble-t-il des années-lumière, « dit des choses avec des images ».

DANIEL HEYMANN

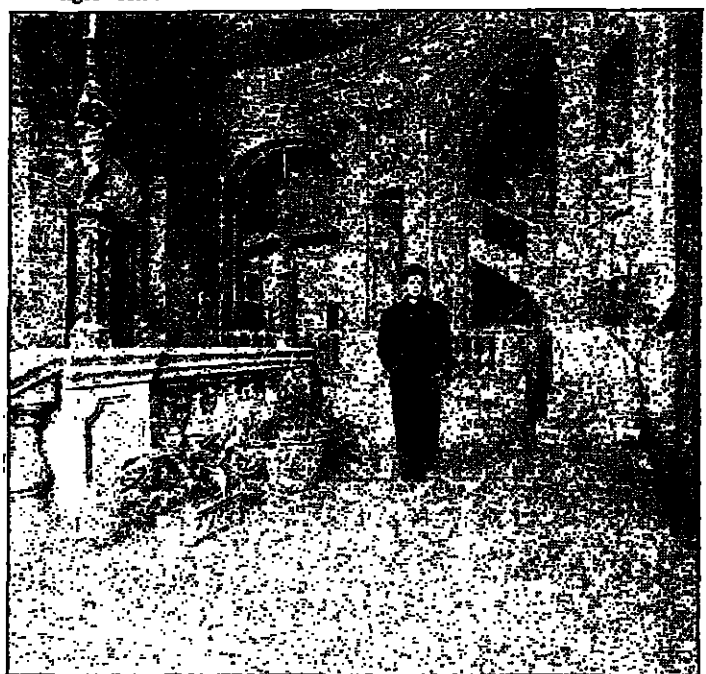
## PHOTOGRAPHIE

### Le retour des morts-vivants

Patrick Faigenbaum poursuit à Naples ses portraits de l'aristocratie italienne

La première photo donne le ton. Un membre de la famille Sforza di Santo Paolo apparaît sur la terrasse de son élégante villa qui domine la mer Tyrrhénienne, près de Naples. Ce n'est presque plus une photo, mais pas encore une peinture : présentation directe dans le cadre, sans passe-partout ni verre, grand format carré, matière poussiéreuse. Si la mer est éblouissante, l'homme reste dans la pénombre, droit comme un i, les bras le long du corps, créature figée comme si elle était là

Ses quarante portraits napolitains (1989-1991), actuellement accrochés, tels des tableaux de chevalet, dans la blancheur froide du Musée d'art moderne de Paris, sont de la même



Patrick Faigenbaum : famille Spinelli Barille di Marianna

depuis toujours, inquiétante et dérisoire dans son costume sombre sur fond de pierre lisse, l'ensemble formant une subtile palette de gris.

C'est le retour des morts-vivants. Mais rend-il ou est-il momifié à jamais, cet homme qui fixe l'appareil et se confond avec la pierre, incrusté, trompe-l'œil parmi les frises, pilier supplémentaire dans un ensemble imposant ? Depuis maintenant huit ans qu'il tire le portrait de l'aristocratie italienne, dont les patronymes ont une sonorité charmante - Caracciolo di Torchiarello, Granto Pignatelli di Belmonte - Patrick Faigenbaum enregistre autant le souvenir d'une époque révolue que l'engagement séculaire des grandes familles florentines, romaines et napolitaines.

Florence était la première étape, en 1984. Les regards étaient déjà fixes, les architectures intérieures pesantes, et les tirages sombres. Références à la peinture ? D'abord à l'enfance : « Dans ma famille, la déportation, la maladie, la mort ont été présentes, et donc les cérémonies religieuses, les enterrements, les veillées, les gens habillés en noir m'ont beaucoup impressionné », explique Faigenbaum, qui a plaqué ses souvenirs sur les portraits italiens : « L'ombre d'une importance dans ces familles où beaucoup de choses sont cachées. Cette dissimulation, je la rencontre chez les gens lorsque je fais des images. Au moment précis où je déclenche, ils laissent tomber, en quelque sorte, un masque. » (1)

Cette minutieuse mise à nu sera plus forte encore dans la série réalisée à Rome, où ce Parisien de trente-sept ans a pu s'inspirer de la Villa Médicis entre 1985 et 1987. Architecture plus discrète, compositions de groupe plus élaborées, Patrick Faigenbaum, qui a suivi une

veine. Mais cette fois Patrick Faigenbaum s'est risqué hors des riches intérieurs - un patio, des escaliers, une cour, une chapelle - pour intégrer la capitale du Mezzogiorno à ses images. La lumière du Sud, la mer, la ville apparaissent au détour d'une fenêtre, envahissent parfois l'image lorsque ses modèles posent sur des terrasses, dos à la mer.

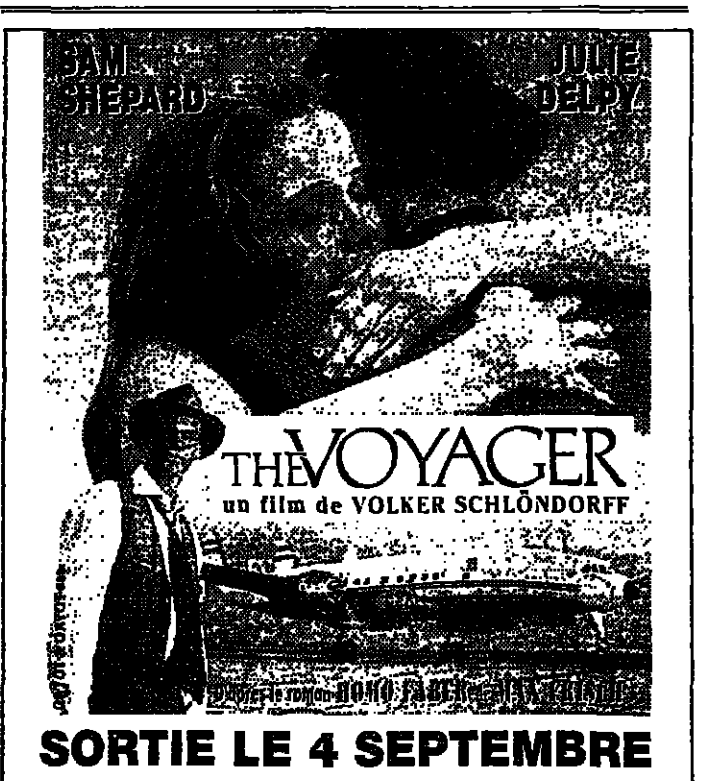
Si l'on retrouve ici quelques-unes de ses savantes compositions de groupe où toutes les générations sont représentées - la famille Capece Minutolo del Sasso, Patrick Faigenbaum laisse fuir ici un regard, là une pose, ailleurs une sourire, comme si la fièvre napolitaine avait gagné ses sujets. Une classe décalée qui part en quennouille ? Plutôt une sorte de tendresse pour les nouvelles générations, comme cette jeune fille - de la famille Spinelli Barille di Marianna - qui apparaît à plusieurs reprises dans le cadre.

Mais surtout, en perdant de temps à autre le contrôle de l'image, Patrick Faigenbaum poursuit avec une force rare son travail entre documentaire et création pure, entre photographie et peinture. Il cerne avec subtilité « la distance irréductible qui sépare l'image enregistrée de l'image préconçue », écrit Jean-François Chevrier. La distance qui inscrit ces familles entre les morts et les vivants.

MICHEL GUERRIN

(1) Entretien avec Jean de Loisy et Jean-François Taddéi, catalogue du Musée d'art contemporain de Nîmes, 1989.

► Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 13 octobre. Catalogue, 130 p., 170 F.



SORTIE LE 4 SEPTEMBRE

## ARTS

### La dernière parade de Jean Tinguely

Absoute épiscopale et feu d'artifice, mercredi 4 septembre à Fribourg, pour les obsèques du sculpteur

### FRIBOURG

Correspondance

Cela tenait à la fois de l'enterrement de Victor Hugo, du cérémonial liturgique et du Carnaval de Bâle : un deuil partagé par une foule immense, mêlé à la convivialité du baroque. Aux abords de la cathédrale Saint-Nicolas, l'encens dont l'évêque de Fribourg honora la dépouille de Tinguely rejoignait la fumée des pétards qui avaient ponctué le long cheminement processionnaire du convoi à travers une ville à la fois en deuil et en liesse.

Il fallait que la prise de congé de cet entrepreneur de l'éphémère, du boutefeu de l'*Étude pour la fin du monde* qui transformait la fureur autodestructrice de l'homme en opéra burlesque, fût une fête, et une fête collective. Elle le fut dans l'ordre et la dignité - une dignité inentamée par des aspects divertissants, voire carnavalesques : fanfares, sonnailleries, percussions, explosions, délibérément intégrés au déroulement des obsèques. Seul Jean Tinguely pouvait inspirer un tel paradoxe.

Le sculpteur lui-même, évoquant sa disparition, avait un jour parlé de *Staatsbegräbnis* (obsèques nationales). On a eu raison de le prendre au mot. Ce choix convenait autant à l'attachement de ses compatriotes, qu'un enterrement plus discret eût frustré, qu'à une célébrité mondiale qui laissait intacte en simplicité d'enfant du pays. Bon choix, surtout, parce qu'il correspondait à l'esprit de son œuvre, où le maniement du moindre débris débouche sur une

dimension à la fois désinvolte et grandiose, le branle de l'assemblage le plus précaire sur la solennité. Mais aussi, plus simplement, parce que la mort est, dans son travail, consubstantielle à la vie, à la fête, au partage.

### L'ange et les filtres

Une organisation parfaite, ou mieux : soignée - pour reprendre un vocable qu'affectionnait le sculpteur (qui parlait même de « penser soigneusement »). Regroupement et départ de l'université de la Miséricorde, fléchage, presse, cartons d'invités, pancartes, talies-walkies. Le trafic urbain a été détourné. Les enfants sont dispensés d'école, eux dont Tinguely disait qu'ils étaient « son étalon-mesure le plus vrai ». Une foule populaire tapisse les trottoirs, s'accroche en grappes aux terrasses et aux balcons. Les tambours et cuivres du Landwehr, le corps de musique traditionnel de Fribourg, ouvre la marche, un détachement monté en serre-file. *Ciniers* et *casoars*, oriflammes et bannières ondulent sous le soleil dans la longue descente de la rue des Alpes. Un étrange préposé, masqué de noir et blanc, est posté aux marches de la cathédrale, et se présente comme « l'ange de Tinguely ».

Les Filles et tambours de Bâle relaient la marche funèbre sur laquelle s'est ébranlé le convoi, derrière une multitude familiale. Eva et Niki conduisent le deuil. Les autorités fédérales sont présentes. Le cercueil est porté par les assistants du sculpteur, en bleu de tra-

vail, le premier d'entre eux, Sepi Imhof, est un volant de *Klamauk* (1979). *Klamauk* (en français : boucan, tintamarre) est une superbe machine faite d'un essaim de roues montées autour d'un tracteur. Le tout bringuabale, tintinnabule, émette devant le gros du cortège officiel formé des amis proches et d'un milieu artistique international accouru de partout. Dans les rangs des assistants, c'était un peu l'émotion que suscitait le cheval de Kennedy au cimetière d'Arlington.

Le recueillement est presque écrasé sous les voûtes de Saint-Nicolas. Mgr Mamie s'adresse à Jean Tinguely en le tutoyant : il parle avec finesse de « l'artiste qui fait chanter les ferrailles », le met comme en parallèle avec « Dieu, le Créateur, ton modèle, qui du *tabula primitif*, a organisé la ronde des étoiles ». Le président de la fédération, Flavio Cotti, prend la parole ainsi que l'envoyé de Jack Lang, qui évoque ce que Tinguely et la scène artistique française se sont réciproquement apporté. Alors qu'il était rentré en Suisse pas encore célèbre, c'est en France que Tinguely s'est révélé.

Depuis des années, Tinguely songeait à réaliser un énorme carnaval motorisé avec musique et feu d'artifice, dont *Klamauk* voulait être la modeste préfiguration. Ces festivités, si elles ne relèvent pas du projet, en rejoignent singulièrement l'esprit. Elles auront en tout cas été à la mesure de l'homme et du créateur.

MICHEL CONIL-LACOSTE

### La mort de Karl Flinker

Nous apprenons la mort, le 31 août à Paris, du propriétaire de galerie Karl Flinker.

Il était âgé de 63 ans

Karl Flinker a eu deux galeries d'art à Paris, l'une rue du Bac, l'autre rue de Tournon, mais il n'avait pas vraiment le vocable de marchand. Cet homme secret, sensible, raffiné, capricieux aussi, mais tellement attachant qu'on le lui pardonnait, était un intellectuel amateur d'art et d'histoire, un fin lettré. Tenir une galerie pour lui était plutôt une affaire d'échanges culturels et amicaux, que d'argent.

Né en 1923, à Vienne, fils du libraire Martin Flinker - qui, opposé au nazisme, avait fui l'Autriche en 1938, et s'était fixé à Paris après la Libération - Karl Flinker travaillait avec son père, parmi les livres de littérature germanique entassés quasi des Orfèvres. Il y créa un rayon « art » et édita des livres sur Klee, Picasso, Michaux, un ami. Puis encouragé par Louis Carré, il ouvrit sa première galerie en 1960, y exposant Kupka, Kandinsky, Hundertwasser, Yves Klein et bien d'autres. C'est avec Kandinsky qu'il inaugura les locaux de la rue de Tournon, en 1972, après cinq ans de voyage sur les traces d'Alexandre.

Il y expose Arroyo et ses amis, Martial Raysse, Gafgen, des jeunes comme Monnot. Et les dernières œuvres d'Hélion et de Klee, pour en finir avec ses activités de galeriste déçu par le milieu de l'art, le marché, les artistes infidèles. Dès lors, il travaille plutôt pour l'histoire de l'art et se consacre surtout à l'œuvre de Kandinsky. Très proche de la veuve du peintre, il est l'instigateur de la donation au Musée national d'art moderne.

G. B.

هكذا من الأصل



## CULTURE

## THÉÂTRE

## L'eau fraîche de la vie

Un conteur africain pour un cycle francophone

FRANCIS BEBEY  
à l'œuvre

« Mon amour pour toi est plus grand que le kilomètre », chante le poète camerounais Francis Bebey. Il nous précise que cet argument est souverain auprès d'une femme. Plus grave, il chante aussi : « Combien de fois n'ont plus peur ? Combien d'enfants n'ont plus peur ? Toute l'Afrique doit l'entendre. »

Il mise peu sur le décor. Il apparaît sur la scène en chemise Oxford bleue et pantalons de gabardine beige, simple citoyen du monde. Plus étrange : il s'accompagne d'abord à la guitare sèche. A-t-il échangé les instruments de l'Afrique comme les mères de famille, là-bas, ont échangé les cuvettes d'émail ? Mais la guitare, sous ses doigts, devient voix d'enfant, tambours de la savane, appels d'oiseaux, puis Francis Bebey jouera du ndohou, fascinant petit segment de branche de roseau, flûte sans trous, qui emplit soudain tout le théâtre d'un écho violent de nuit – nuit de chasse dans la forêt, nuit de fuite, mais comme si cet écho immense du ciel étoilé tenait entier dans la poitrine, c'est beaucoup pour un petit bout de bois. Et Francis Bebey prend alors la *sanza*, quelques tiges de fer plantées dans une tablette de bois pas plus grande qu'un cahier d'écolier, et cette fois c'est l'écho des rivières, les perles de l'eau. Il faut dire « écho », car c'est exprimer le mystère de cette musique, qui est marquée d'absence, d'une charge de poésie et de mélancolie : mais, au Cameroun,

même un beau champ de cacao a des brumes de mélancolie.

Francis Bebey s'interrompt pour nous demander si nous n'avons pas froid. Il fait très chaud, aujourd'hui, à Paris. Bebey a craint que l'air de la salle soit irrespirable, il a demandé la climatisation, il remercie la direction qui lui a donné, mais voilà il crève de froid, et puis il est un peu anxieux car il a cru comprendre que c'est lui qu'on applaudissait. Bref c'est la soirée « informelle », et Francis Bebey redonne gravement pour nous raconter l'histoire de la « boîte magique ». Des enfants de Douala, près de chez lui, reviennent avec, disent-ils, une « boîte magique », que leur a donnée un vieux parent. Il l'avait au grenier. C'est un phonographe à manivelle. On remonte la manivelle, on place un disque, la musique est tout de suite là, et ce qui stupéfie les enfants, car c'est à n'y pas croire, c'est que cette boîte marche sans pile et sans électricité.

Ces disques, des chansons espagnoles, Francis Bebey les entendait, enfant, ce sont des chansons de Cuba. Mais lui nous chante à présent, dans la langue de son pays, un chant on ne peut plus africain, une *Invocation à la pluie*. Les Africains invoquent la pluie depuis des millénaires. Dans la sécheresse de tant de choses, de tant d'être, aujourd'hui, le poète Francis Bebey a la vérité, la bonté, la reviviscence de la pluie.

MICHEL COURNOT

Jusqu'au 21 septembre.  
Tél. : 48-74-42-52.

## DESIGN

## Les inspirés du hall 4

Le premier Salon du design à Paris se tient porte de Versailles

Quatre mille mètres carrés, 110 exposants : *Design Connection*, le premier Salon du design, vient d'ouvrir à la porte de Versailles. L'initiative revient à la SAAF, chambre syndicale des ateliers d'art, organisatrice depuis quarante ans du P.A.A.S., salon leader de la décoration, du décor de la table et du cadeau, qui se tient aux mêmes dates. Comptant sur l'afflux des visiteurs étrangers à Paris, attirés par d'autres manifestations liées à l'habitat et à l'objet (le *Moving*, scènes d'intérieur, Bijoureaux au Parc des expositions de Paris-Nord-Villepinte), la SAAF a donc employé les grands moyens avec, pour modèles, les salons espagnol et italien. Un budget de 4 millions de francs (qu'elle assure à 30 %, le reste étant payé par les exposants), deux ans de préparation, une sélection déterminée par un Comité stratégique, enfin une conception confiée au très médiatique Jean-Michel Willmotte.

Portiques blancs, étendards noirs : au royaume du « pointu » la visite commence avec, face à l'entrée, une présentation un rien muséale de quatorze designers français Naço, Christian Gavoille, Jean Nouvel... dont on a choisi de ne montrer qu'un ou deux meubles, la quintessence sans doute. Plus loin, un hommage est rendu à Shiro Kuramata, designer japonais disparu cette année, merveilleux illusionniste célébré par une dizaine de pièces, comme ce fauteuil en résille de métal ou cette chaise *Mixte* en Plexiglas incrusté de roses synthétiques. Parmi les 48 exposants (Italie, États-Unis, Grande-Bretagne, Finlande, Canada, Allemagne, Suède...) les Japonais créent la surprise en s'inspirant librement du maître : ici ce sofa rose Malabar de Masaki Morita ou cet étonnant fauteuil en forme de plante carnivore signé Masanori Umeda.

Mais, dans l'ensemble, ce premier Salon laisse une impression mitigée. Absence d'unité entre ces géniaux inventeurs venus attendre l'industriel messianique – « On a les dossiers de la chaise dans la tête mais on ne les a pas fabriqués », disent les Québécois Nancy Bergeron et Marc Kramer. Le seul dénominateur commun reste peut-être ces fameuses tendances que les derniers Salons (Paris en janvier avec le « club des éditeurs », Milan en avril) ont révélées.

## Nomadisme urbain

Voici donc l'éternel retour du bois, des meubles intimes : secrétaire en sycomore de Jean-Philippe Labbé, table à écrire de style Louis XV (III édition), pouf d'appoint de Jasper Morrison. Tout au plus note-t-on une percée du recyclage et du nomadisme urbains illustrée par ces roues de bicyclette (fixées sous une table en verre) des New-Yorkais Palazetti ou encore cette cloche d'aration en guise de lampe de chevet (Christian Duch).

Une certaine confusion règne. Sans doute parce que ce Salon révèle l'absence de politique tant culturelle qu'industrielle des professionnels, écartelés entre les missions, les organismes (valorisation de l'innovation dans l'ameublement), les salons concurrents (comme celui des artistes décorateurs). Fragilité structurelle qui complique les rapports avec le public, entretenu depuis dix ans dans l'idée que le design est d'abord un art avant d'être un métier.

LAURENCE BENAÏM

Du 6 au 10 septembre, de 9 h 30 à 19 heures. Journée grand public et nocturne le samedi 7 jusqu'à 21 heures. Parc des expositions de la Porte de Versailles, hall 4.

**Le Monde**  
**PHILATÉLISTES** SEPTEMBRE 1991  
L'Officiel de la philatélie

**LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ SUR L'ANTARCTIQUE**

- France : tous les timbres de la rentrée.
- Cartes postales : les poubelles.
- Histoire postale : le travail.
- Télécartes et cinécartes.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## COMMUNICATION

## Le plan de restructuration d'Antenne 2

## L'échec d'une grève

Faute de combattants, le mouvement de grève générale a été « suspendu », jeudi 5 septembre, à Antenne 2 (nos dernières éditions du 6 septembre). Seul, le service de prise de vues (les journalistes reporters d'images) a voté, par vingt-sept voix contre une, la poursuite de son action jusqu'à l'annulation des licenciements. Le mouvement avait démarré lundi dernier, à l'appel de cinq organisations syndicales, pour protester contre le plan de restructuration de la chaîne.

« On nous a tirés en enfilade à la mitrailleuse. » « Conduisons des actions de grévilles. » Malgré les rangs clairsemés, les métaphores se font guerrières. Et cela fait chaud au cœur puisque, si « l'on est de moins en moins nombreux, on est entre nous ». Subsiste pourtant cette interrogation : « Comment mobiliser le personnel d'Antenne 2 ? Il est inabordable ! » Et cet inavouable sentiment d'échec. La conviction d'avoir eu raison trop tôt, de n'avoir pas été compris par les collègues fascinés aujourd'hui par le mirage de maigres indemnités et qui, demain, c'est sûr, pointeront au RMI.

L'assemblée générale n'a plus qu'à se résigner. Il faut savoir arrêter une grève et voter, la mort dans l'âme, la suspension d'un mouvement qui, selon la direction, ne réussit plus, jeudi 5 septembre au matin, que 3 % des effectifs totaux de la chaîne. C'est chose faite à main levée, à l'unanimité moins deux abstentions des quarante présents.

## « Sureffectifs bidon »

Pour faire bonne figure, on annonce la création d'une commission de surveillance pour « s'opposer à la privatisation organisée de la production », ainsi que le dépôt, mardi prochain, d'un nouveau préavis... Histoire, sans doute, de pousser à joindre aux personnels de FR 3 ces derniers décident de cesser le travail le 17 septembre, jour où doivent se réunir les comités d'établissement de la chaîne des régions, chargés d'examiner l'autre volet du plan.

FR 3 dont Antenne 2, longtemps condamnée, admire aujourd'hui l'unité syndicale, la cohésion des personnels, leur stratégie prudente. « Nous nous sommes trom-

pés de combat, lance Eve Métais, du Syndicat des journalistes CGT. Nous nous sommes battus pour sauver deux dizaines de postes. C'est l'ensemble du plan de restructuration qu'il fallait dénoncer, les déficits et sureffectifs bidon créés par le président Bourges pour justifier son action. » Faute de l'avoir fait, le message syndical s'est brouillé dans une société où journalistes, administratifs et techniciens sont prompts à dénoncer les privilèges des autres.

Le message s'est d'autant plus brouillé que, tout au long de ces journées, le fossé n'a cessé de se creuser entre des organisations syndicales, déjà fort peu implantées (le *Monde* date 1<sup>er</sup>-2 septembre). Le directeur général de la chaîne, M. Eric Giuilly, s'y est engouffré, circonscrivant l'un après l'autre les foyers de tension. Il ne lui reste plus à régler aujourd'hui que le cas particulier du service de prise de vues, pour lequel un accommodement est possible. Le dernier carré de grévistes ne devrait pas le rester.

La direction générale aura alors réussi le tour de force de réduire l'un des plus importants plans de restructuration de l'audiovisuel public à une succession de cas personnels : une quinzaine de licenciements « secs », quelques dizaines de départs non volontaires en retraite ou préretraite. Sans apparent ménagement pour une poignée de personnalités qui ont associé leurs noms à l'histoire de l'audiovisuel public : Monique Trinka, Maurice Bruzeau, Louis Bériot, Jacques Abouchard... « Si mon plan a été accepté par le personnel, c'est parce qu'il n'y avait personne », déclare M. Giuilly.

PIERRE-ANGEL GAY

## Une enquête sur le secteur public

## Des services en mal d'expression

Une enquête réalisée par l'IFOP (1) pour l'association Communication publique éclaire la place et l'avenir des services de communication du secteur public au sens large : collectivités locales, entreprises, ministères ou services décentralisés. Si la tendance est à la professionnalisation, de graves lourdeurs de fonctionnement ternissent encore l'expression des institutions publiques.

Objectif : se faire connaître. A 60 %, les responsables de la communication du secteur public évaluent en termes d'information la principale mission qui leur est confiée. La promotion, l'instauration d'un dialogue, l'amélioration du fonctionnement et la vente ne viennent que loin derrière cet objectif prioritaire. Si l'éventail des types de communication est large, la communication institutionnelle tient le haut du pavé. Pratiquée par les trois quarts des organismes publics – et principalement par les collectivités locales – elle recueille le plus fort pourcentage des souhaits de développement. Attachés à une institution et non à des élus politiques, les artisans de la communication publique se refusent, au moins explicitement, à la confusion des rôles.

Plus professionnels, mieux armés, les services de communication se jugent aujourd'hui mieux reconnus. Mais la place de la communication dans le secteur public est encore estimée insuffisante par 60 % de ses responsables. En témoigne la précarité des moyens accordés aux services décentralisés. Un cinquième seulement des organismes déconcentrés bénéficie d'un budget de communication annuel supérieur à un million de francs. A l'échelle

nationale, le constat est à peine meilleur : seuls 42 % des budgets dépassent 3 millions de francs, offrant ainsi une marge de manœuvre suffisamment large.

## Rattachés au sommet

Majoritairement composés de petites unités de moins de cinq personnes, ces services sont presque toujours directement rattachés au sommet, et dépendent de la bonne volonté politique qu'on y consacre. Partout, les griefs restent les mêmes : manque de moyens et de personnel, collaborateurs insuffisamment qualifiés. S'il apparaît plutôt aisé de convaincre un décideur de l'importance des outils de communication, on continue de déplorer l'absence de stratégie globale et la pratique d'une communication à vue : 43 % des responsables du secteur public n'ont pas le sentiment d'agir dans le long terme.

A l'intérieur de chaque institution, le dialogue ne passe pas toujours facilement. Près de la moitié des professionnels de la communication publique éprouvent des difficultés à créer des liens avec les autres services. La communication interne fait alors figure de parent pauvre. Bon nombre regrettent que celle-ci puisse encore s'apparenter à « un navire dans lequel le mode de circulation de la communication est la note de service ». Facteur de cohésion et d'identité, la communication interne aspire à dépasser le stade du coup par coup.

Les organismes déconcentrés, pour leur part, souffrent à 40 % de la relation qu'ils entretiennent avec l'administration centrale, qu'une forte minorité ressent comme une subordination. La majorité des responsables décentralisés soulignent la disparité financière qui les sépare de la capitale : « En 1990, le budget pour le ministère était de 11,8 millions de francs. Et sur 11,8 millions, il y en avait 11,4 pour l'administration centrale à Paris et seulement 400 000 francs pour les services extérieurs, c'est-à-dire presque rien », rappelle, à titre d'exemple, un fonctionnaire de province.

## Une plus large concertation

Confuse à 26 %, mal ciblée à 24 %, voire partiale pour 20 % des sondés, la communication publique exprime des difficultés qui sont à la mesure de ses enjeux. Pourtant les progrès accomplis depuis quelques années sont loin d'être négligeables. Mais comme le remarque Jean-Luc Parodi de l'IFOP, la communication publique est indissociable des problèmes qui la font naître : problème de pouvoir tout d'abord, dans la mesure où elle reste l'expression d'une structure de pouvoir ; problème de légitimité ensuite, dans le balancement constant des allégeances à l'institution ou à son patron ; problème de temporalité aussi, car sa gestion du temps est soumise aux échéances de la démocratie électorale ; problème d'identité donc, car pour exister, il faut être nommé et que sa reconnaissance n'est pas encore acquise. La quasi-totalité des personnes interrogées souhaitait une plus grande concertation entre les responsables des services publics de communication.

C'est à cette confrontation des idées que s'attelle l'association Communication publique. Idées dont certaines pourraient se retrouver dans le rapport sur la communication qui doit être remis au ministre de la fonction publique d'ici quelques semaines.

(1) Enquête réalisée du 18 juin au 9 juillet 1991, avec 20 entretiens pour la phase qualitative, et un échantillon représentatif de 164 responsables de la communication publique pour la phase quantitative.

□ L'émission de Jean-Pierre Elkabbach face à « Sept sur Sept »

□ L'émission sur la Cinquième de Jean-Pierre Elkabbach sera désormais diffusée à 19 heures le dimanche (au lieu de 20 h 10 la saison passée) et se retrouvera, face au rendez-vous d'Anne Sinclair sur TF1, « Sept sur Sept ». La première émission aura lieu le 22 septembre.

## PHILATÉLIE

Le 10<sup>e</sup> congrès forestier mondial

La Poste mettra en vente générale, mardi 24 septembre, un timbre d'une valeur de 2,50 F, à l'occasion du 10<sup>e</sup> congrès forestier mondial qui se déroulera à Paris.



Le motif du timbre est l'œuvre de Patrick Lubin qui l'a emporté devant des projets de J.-C. Cousin et C. Bennehou.

Le thème de la forêt a précédemment donné lieu à des émissions en France, en 1965 (*Millième hectare reboisée*), 1976 (*Forêt de Tronçais*), 1985 (série « Nature de France ») et 1989 (*Forêt de Fontainebleau*).

Le timbre, au format horizontal 36 x 21,45 mm, dessiné et gravé par Patrick Lubin, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

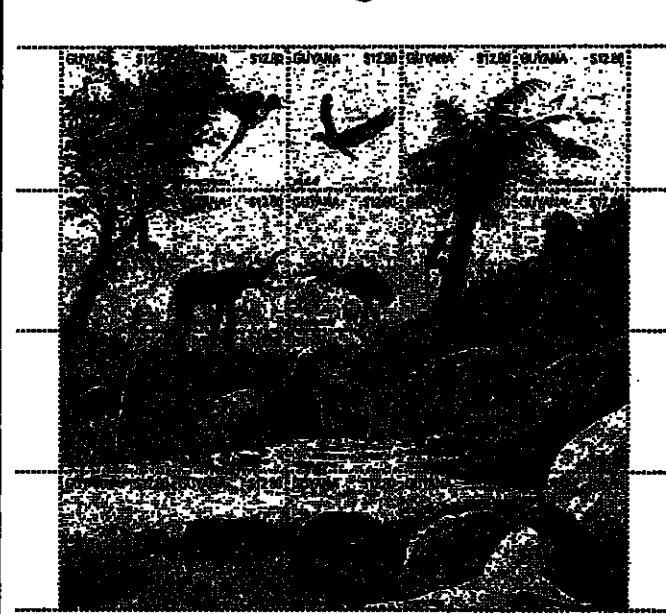
P. J.

► Vente anticipée à Paris les 22 et 23 septembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Palais des congrès, 2, place de la Porte-Maillot, 17<sup>e</sup> : le 23 septembre, de 8 heures à 19 heures, à Paris-Louvre RP et à Paris-Séjour (boîtes aux lettres spéciales).

► Vente anticipée à Langeac (Haute-Loire) les 22 et 23 septembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire doté d'un timbre à date sans mention « premier jour » ouvert dans l'enceinte de la foire-exposition : le 23 septembre, de 8 h 45 à 12 heures, au bureau de poste (boîte aux lettres spéciale).

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 5, rue Armand-Bonville, 75015 Paris. Tél. : (1) 46-65-28-77. Spécimens reçus sur demande contre 15 F en timbres.

## En filigrane



PREHISTORIC CREATURES OF SOUTH AMERICA - CENOZOIC ERA

► Faune préhistorique en Guyana. – La Guyana a émis un spectacle bloc-feuille de vingt timbres d'une valeur de 12,80 dollars chacun représentant des animaux ayant vécu pendant le cénozoïque (ère tertiaire) en Amérique du Sud.

► Catalogue des timbres de Portugal et d'Espagne. La troisième édition du catalogue en langue anglaise Stanley Gibbons consacré à l'Espagne et au Portugal vient de paraître. De nombreux changements sont intervenus par rapport à l'édition précédente (qui datait de 1984) : apparition des carnets des Açores, du Portugal, de Macao, de Madère, d'Espagne et d'Andorre (administration postale française) et des timbres de distributeurs, au Portugal par exemple. En sept ans, les cotations ont subi des hausses parfois spectaculaires : le n° 8 du Portugal (100 r liras)

passé, en neuf, de 3 250 à 5 500 livres sterling. Même progression pour l'Espagne ou Andorre, avec le n° 35 d'Andorre espagnol, qui passe de 18 à 350 livres ! Les catalogues Stanley Gibbons sont distribués en France par Davo, 30, rue de Grenelle, 75007 Paris.

► Vente. – Vente sur offre Bertrand Sinais (7, rue de Châteaudun, 75009 Paris. Tél. : (1) 48-78-29-80) close le samedi 14 septembre. Plus de dix mille lots au catalogue, dont de nombreux classiques sur lettres, ballons montés (n° 31 oblitéré « étoile 22 » du 19 novembre 1870 sur *Gazette des absents* pour l'Égypte avec cachet d'arrivée, prix de départ 12 000 F), précurseurs de cartes postales, collection de lettres avec oblitérations étrangères sur timbres français et bel ensemble de poste sérieuse.

سكزا من الأصل



Des services  
en mal d'expression

# SPECTACLES

VENREDI 6 SEPTEMBRE

## CINÉMAS

### LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)**

Trans-Europ-Express (1966), d'Alain Robbe-Grillet, 16 h ; Les Pionniers de la Western Union (1941), v.o., de Fritz Lang, 19 h ; Le Mécano de la « Générale » (1927), de Buster Keaton, 21 h.

**PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)**

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : Raining in the Mountain (1978, v.o. s.l.), de King Hu, 18 h ; Les Faveurs de la lune (1984), d'Otto Josseliani, 20 h 15.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles, (40-26-34-30)

Paris la nuit : Nuit coquille : Sous la coupole (1985) de M.-A. Poyet, la nuit porte-jarretelles (1984) de Virginie Thévenet, 14 h 30 ; Nuit blème : Sotiel (1988) de Pierre Clémenti, Zoo Zéro (1978) d'Alain Fleischer, 18 h 30 ; Nuits blanches : Le Fumeur de vivre des années vingt (1983) de Jean-Marie Drot, Quatre (1981) de James Ivory, 18 h 30 ; Taxi du taxi : Vanessa Paradis chante Joe la taxi (1987) de Polygram, Extérieur nuit (1979) de Jacques Rivet, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**A FLEUR DE PEAU (A. v.o.)** : George V, 15 (45-62-41-46).  
**L'AFFAIRE WALLRAFF (A. v.o.)** : Lucarne, 15 (45-44-57-34).  
**ALICE (A. v.o.)** : Ellysée Lincoln, 8 (43-59-36-14).  
**ALL THE KING'S MEN (Chin. v.o.)** : Utopia, 5 (43-26-84-85).  
**AN ANGEL AT MY TABLE (Ino-étalien v.o.)** : Les Trois Luxembourgs, 8 (45-62-87-77) ; Studio 28, 18 (45-06-38-07).  
**L'APPROCHE FINALE (A. v.o.)** : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

**ATLANTIS (Fr.)** : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Rex (le Grand Rex), 2 (47-42-80-33) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

**LA BANDE À PICOU (A. v.o.)** : Rex, 2 (43-38-83-05) ; UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

**BARBUI, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien v.o.)** : Utopia, 5 (43-26-84-85).  
**BOOM BOOM (Esp. v.o.)** : Lucarne, 8 (45-44-57-34).

**LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind. v.o.)** : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83).

**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)** : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Ranelagh, 16 (42-88-64-44).

**LA CHAIR (Fr. v.o.)** : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

**LA CHANTEUSE ET LE MILLIAIRE (A. v.o.)** : Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-36-14).

**CHEB FR. (Alg.)** : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.o.)** : République Cinéma, 11 (49-06-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58).

**CHIENNE DE VIE (A. v.o.)** : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Haute-Feuille, 8 (46-33-79-38) ; La Pegode, 7 (47-05-12-16) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Gaumont Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

**LES COMMITMENTS (Indien v.o.)** : Forum Horizon, 1 (45-06-57-34) ; UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Pathé Haute-Feuille, 8 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (40-59-82-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-55-88) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

**LES COMITMENTS (Indien v.o.)** : Forum Horizon, 1 (45-06-57-34) ; UGC Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Pathé Haute-Feuille, 8 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (40-59-82-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-55-88) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

**DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Fr. v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; République Cinéma, 11 (49-06-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01).

**DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A. v.o.)** : Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52).

**DANS LA SOIRÉE (Fr. v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Relier Logos, 8 (45-74-94-94) ; UGC Blaritz, 8 (45-62-41-46) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94).

### DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.)

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27).

**DELICATÉSSSEN (Fr.)** : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95).

**DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.)** : Utopia, 5 (43-26-84-85).

**LA DISCRÈTE (Fr.)** : Bretagne, 8 (42-22-57-37) ; Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-80-26).

**LES DOORS (A. v.o.)** : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

## LES FILMS NOUVEAUX

**LA BELLE NOISEUSE**, film français de Jacques Rivet, Salle G. de Beaugrenelle, 15 (45-62-87-77) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-80) ; Max Liner Panorama, 8 (45-24-88-88).

**BOY'N'IE HOOD**, (Fr.) film américain de Brian Gilbert, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-72-80) ; La Pegode, 7 (47-05-12-16) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-80-33) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

**JAMAIS SANS MA FILLE**, film américain de Brian Gilbert, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-06-57-34) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Blaritz, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Saint-Lazare-Panorama, 8 (43-57-90-81) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

**LOS ANGELES STORY**, film américain de Mick Jackson, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; v.f. : UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95).

**LE PROCÈS DU ROI**, film portugais de João Mário Gordo, v.o. : 14 Juillet Odéon, 8 (42-25-10-30).

**THE VOYAGER**, film allemand-français de Volker Schlöndorff, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; UGC Blaritz, 8 (45-62-41-46) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Saint-Lazare-Panorama, 8 (43-57-90-81) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

**LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES**, film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-06-57-34) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

**LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES**, film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-06-57-34) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

**DOUBLE IMPACT (A. v.o.)** : UGC Normandie, 8 (45-59-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-80-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

**LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol. v.o.)** : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts I, 8 (43-26-80-26) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

**L'EMBOURVILLE EST DANS LE SAC (A. v.o.)** : George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-80-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

**LE FER ET LA SOIE (A. v.o.)** : George V, 8 (45-62-41-46).

**LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.)** : Lucarne, 8 (45-44-57-34).

**LE GRAND BLEU (Fr. v.o.)** : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

**GREEN CARD (A. v.o.)** : Cinéoches, 8 (43-35-30-40).

**HALFMOON (Fr.-Tun. v.o.)** : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**HENRY V (Brit. v.o.)** : République Cinéma, 11 (49-06-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01).

**HIDDEN AGENDA (Brit. v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 8 (43-25-10-30) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-80) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

**LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.)** : Lucarne, 8 (45-44-57-34).

**LE GRAND BLEU (Fr. v.o.)** : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

**GREEN CARD (A. v.o.)** : Cinéoches, 8 (43-35-30-40).

**HALFMOON (Fr.-Tun. v.o.)** : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**HENRY V (Brit. v.o.)** : République Cinéma, 11 (49-06-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01).

**HIDDEN AGENDA (Brit. v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 8 (43-25-10-30) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-80) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

**LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.)** : Lucarne, 8 (45-44-57-34).

**LE GRAND BLEU (Fr. v.o.)** : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

**GREEN CARD (A. v.o.)** : Cinéoches, 8 (43-35-30-40).

**HALFMOON (Fr.-Tun. v.o.)** : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**HENRY V (Brit. v.o.)** : République Cinéma, 11 (49-06-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01).

**HIDDEN AGENDA (Brit. v.o.)** : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 8 (43-25-10-30) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-80) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-07-55-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).

### MERCI LA VIE (Fr.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

**MISERY (A. v.o.)** : Cinéoches, 8 (45-61-94-95).

**LE MYSTÈRE DE BULOW (A. v.o.)** : Cinéoches, 8 (45-61-94-95).

**NAVY SEALS (A. v.o.)** : George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.)** : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

**NEW JACK CITY (A. v.o.)** : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8 (45-59-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93).

**George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Blaritz, 8 (45-62-41-46) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-96).**

**LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES**, film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-06-57-34) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

**LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES**, film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-06-57-34) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-35-30-40) ; UGC Opéra, 8 (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-38-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-45-01).

**LA VIE, L'AMOUR... LES VACHES**, film américain de Ron Underwood, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-06-57-34) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 8 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillet,

## ÉCONOMIE

Le débat sur l'extension des services financiers du réseau postal

## Un choix embarrassant

Le gouvernement a longtemps tardé à transmettre au Parlement le rapport demandé à M. Ullmo sur l'extension des services financiers de La Poste à de nouveaux crédits : ce rapport aurait dû être déposé avant la fin de la session parlementaire de printemps. Ce retard, le fait que le gouvernement n'y ait cependant ajouté ni commentaire ni mise en perspective, et n'ait même pas encore fixé les conditions du débat parlementaire prévu sur le sujet, traduit l'embarras des pouvoirs publics. Cette hésitation a des causes bien connues : le désaccord à l'intérieur du gouvernement et de l'administration sur la question, notamment entre le ministère des PTT, d'un côté — même si celui-ci ne partage pas totalement les revendications des dirigeants du nouvel établissement public — et, de l'autre, le ministère de l'économie et les puissants services du Trésor et du budget. Ce n'est un mystère pour personne que Bercy n'a accepté qu'avec réticence l'autonomie de La Poste, et voit d'un mauvais œil une extension de celle-ci, qui pourrait embarrasser les banques et en tout cas les hérisser. La question posée est incontestablement difficile à trancher. Comme le fait remarquer M. Ullmo, c'est l'« intérêt général » qui doit guider le choix, et pas seulement celui de La Poste : il faut tenir compte des effets sociaux (du côté des banques, qui ne s'en inquiètent guère jusque-là, on évoque des risques de « surendettement ») comme des répercussions possibles sur les établissements de crédit et trouver un compromis entre les intérêts des uns et des autres. Pour La Poste elle-même, à court terme, la définition du « contrat de Plan », qui tarde aussi en raison de désaccords au sein du gouvernement et de l'administration et des difficultés budgétaires, pèse sans doute davantage.

D'autre part, les options possibles pour étendre les services financiers de La Poste sont diverses et les défenseurs du nouvel établissement — du côté parlementaire comme du côté des syndicats de personnel — ne sont pas tous d'accord sur ce point. Le choix devrait être éclairé par une étude précise des apports et des conséquences de chaque option, pour La Poste et les banques, selon la nature des crédits distribués, les conditions et les délais autant que selon les formules institutionnelles. Or sur ces points, le rapport Ullmo laisse largement sur sa faim.

GUY HERZLICH

□ Euro Disney crée son propre tour-opérateur. — Euro Disney, le premier parc de loisirs européen de Walt Disney, qui doit ouvrir ses portes le 12 avril 1992 à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), a décidé de créer son propre tour-opérateur, dénommé Euro Disney Vacances, afin de remplir ses 5 200 chambres d'hôtel et ses 414 bungalows. Pour la première année, les objectifs sont modestes : 20 000 clients (sur 11 millions de visiteurs prévus).

L'extension des services financiers de La Poste, souhaitée à la fois par les dirigeants du nouvel établissement et par nombre de parlementaires, apparaît pour le moins inopportune : telle est la conclusion du rapport rédigé par M. Yves Ullmo, secrétaire général du Conseil national du crédit, à la demande du gouvernement et que celui-ci vient de remettre au Parlement. Mais ce sont surtout les effets « négatifs » de cette extension sur les banques et son apport restreint à l'aménagement des campagnes et aux dépenses des bureaux de poste ruraux qui motivent ces conclusions.

L'extension de l'activité des services financiers de La Poste à la distribution de nouveaux crédits (sans épargne préalable) se heurte d'abord, selon M. Yves Ullmo, à des obstacles techniques. Dans le

statut actuel de l'établissement, elle serait difficile « dans des conditions respectant pleinement l'égalité des règles de concurrence », moins pour des raisons intrinsèques (1) ou en raison du statut du personnel, que par l'absence d'une comptabilité analytique permettant d'individualiser les coûts des différents services financiers. Même si La Poste est sur ce point plutôt en avance sur les établissements de crédit et si « dans les pays où des banques postales ont été créées, aucune procédure assurant la transparence des coûts n'a été prévue ». Les mécanismes à mettre en place seraient lourds et coûteux, pour un bénéfice modeste.

La création d'une filiale soumise à la loi bancaire pour « produire des crédits », de son côté, exigerait des fonds propres en proportion des activités futures. Le partenariat avec un ou plusieurs établissements financiers rend nécessaire un appel d'offres (qui n'est pas légalement obligatoire) sans éliminer complètement les risques de « dumping ». La formule de la « banque postale », isolant les services financiers de

l'activité courrier, comme en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas ou en Espagne, aurait peut-être les préférences de M. Ullmo, mais elle n'a pas été retenue par le législateur.

Au demeurant, La Poste a-t-elle besoin de distribuer des prêts pour fidéliser sa clientèle et assurer le maintien de ses parts de marché ? Cette clientèle vieillit, et la part de La Poste chez les 25-34 ans et surtout chez les 45-54 ans baisse, reconnaît M. Ullmo. Mais ces pertes ne sont pas dramatiques : si le montant global des comptes chèques postaux (CCP) stagne, leur nombre augmente. La chute des parts de marché pour l'épargne provient surtout du livret A, La Poste se montrant « compétitive » sur d'autres produits, quoique surtout sur l'épargne-logement, ses performances étant faibles sur le PEP et les OPCVM.

D'autre part, selon le rapport, l'absence de distribution de crédits, si elle constitue « un handicap pour la fidélisation de la clientèle », n'est pas l'élément principal et l'extension des crédits ne suffirait pas à

empêcher les abandons. Choisis avant tout par « commodité » (horaires, proximité), les CCP sont abandonnés plus, selon M. Ullmo, pour des raisons d'accueil (attente aux guichets, notamment) : le besoin de crédit est souvent cité par les jeunes, mais la clientèle la plus fragile est celle des « actifs proches de la retraite », « demandeurs de produits et de conseils financiers ».

## Surcapacité bancaire

La distribution du crédit, notamment en zone rurale, ne répond pas davantage à une « mission de service public », compte tenu de la densité du réseau bancaire actuel : « Il n'existe pas de droit à la proximité du réseau bancaire et encore moins de droit au crédit ». La Poste n'a pas pour mission de « permettre l'accès le moins cher possible aux produits financiers » ni d'« améliorer les conditions de la concurrence en matière de crédit en zone rurale » : elle n'est pas en état de faire mieux que les banques. Elle n'y couvrirait même pas ses charges : « Le crédit

ne permet pas de rentabiliser le réseau en milieu rural ». C'est plutôt en participant à l'alimentation des fonds du Trésor par les CCP et de la Caisse des dépôts pour le financement du logement social qu'elle contribue à l'« intérêt général ».

En revanche, l'entrée de La Poste sur « les marchés du crédit à la consommation et du crédit à l'habitat, particulièrement concurrentiels », risque de provoquer « des déplacements importants de parts de marché », de l'ordre de 2 % sur les premiers, de 3 % sur les crédits immobiliers — en dépit des insuffisances de l'établissement. Dans le contexte actuel de « surcapacité » bancaire, cela pourrait réduire, à terme, de 5 % la marge globale des banques, dont les conditions d'exploitation se sont déjà dégradées : les banques, qui rationalisent déjà leurs implantations et réduisent en douceur leurs effectifs, pourraient être amenées à des « licenciements ».

G. H.

(1) La Poste subit même des « contraintes concurrentielles » du fait qu'elle dépose le montant total des CCP et de la Caisse d'épargne au Trésor ou à la Caisse des dépôts.

Voulant apprécier les futurs rapports entre le « centre » et les Républiques

## M. Pierre Bérégovoy en visite en Union soviétique

Au cours du voyage qu'il effectue en cette fin de semaine à Moscou et Kiev, M. Pierre Bérégovoy devait rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev et probablement M. Boris Eltsine. Des entretiens sont aussi prévus avec M. Silaev, premier ministre de la République de Russie, M. Evgueni Sabourov, ministre russe de l'économie, l'économiste Gregori Iavinski, qui conseille M. Eltsine et prépare un plan d'intégration de l'Union soviétique aux échanges mondiaux. Toujours à Moscou, M. Bérégovoy rencontrera M. Arkadi Volski, membre de la commission économique constituée le 24 août et une trentaine de

dirigeants d'entreprise. Samedi 7 septembre, un entretien est prévu à Kiev avec le président de la République d'Ukraine, M. Leonid Kravtchouk, puis son premier ministre, M. Vitold Fokin.

M. Bérégovoy veut se rendre compte sur place de l'ampleur des problèmes. M. Gorbatchev a réitéré, le 4 septembre en recevant M. Jacques Chirac, sa demande à l'Occident d'une aide massive, de l'ordre de 100 milliards de dollars. Mais en dehors de l'ampleur de l'aide demandée, le problème serait de déterminer la forme qu'elle prendrait et la façon de la faire transiter :

par le « centre » ou directement aux diverses Républiques. C'est précisément les futurs rapports du centre et de l'Union que le ministre français voudrait mieux apprécier, son idée étant qu'il importe d'abord de maintenir ou de réactiver les échanges commerciaux à l'intérieur de l'Union soviétique et au-delà entre l'Union soviétique et ses anciens satellites devenus indépendants. D'où l'idée d'un plan Marshall lancé par M. Bérégovoy, dont l'objectif prioritaire serait de stopper la dégradation des relations commerciales entre pays de l'Est.

## Le plan Marshall redécouvert

L'aide américaine s'était accompagnée d'une union des paiements proposée aujourd'hui comme modèle

Dès les premiers bouleversements survenus à l'Est, le plan Marshall a servi de référence pour « faire progresser ensemble économie et démocratie », selon l'expression de M. Pierre Bérégovoy. Lors d'un colloque organisé à Paris en mars dernier sur le sujet (1), le ministre de l'économie et des finances rappelait qu'« en aidant à la reconstruction de l'Europe, les responsables américains et européens voulaient consolider la démocratie face au communisme ». La politique est ainsi liée à l'économie. Comme au lendemain de la seconde guerre mondiale. En 1947, l'économie européenne est en pleine crise. La France, l'Italie et les Pays-Bas ont de tels déficits de leurs paiements extérieurs qu'ils ne peuvent plus régler les matières premières et les machines qui leur sont nécessaires. Depuis 1945, l'Amérique a déjà versé des aides : crédits-bail, prêts, dons de Liberty-ships... Mais celles-ci sont désordonnées et accordées sous de sévères conditions. Les Européens doivent les mendier une à une.

Les Américains craignent un effondrement économique dont se nourrirait le communisme. Ils ont la hantise d'une chute des échanges commerciaux intra-européens qui a été parmi les origines du deuxième conflit mondial. Le décloisonnement des marchés et le libéralisme seront facteurs de paix. Enfin, les États-Unis redoutent l'effondrement de leur principal débouché. Toutes

ces raisons poussent l'Amérique à offrir son assistance pour la reconstruction matérielle et le redressement financier de l'Europe.

Le 5 juin 1947, dans un discours prononcé à Harvard, le général George Catlett Marshall, secrétaire d'État du président Truman, lance un appel à tous les pays européens, y compris communistes. Quelques jours plus tard, Molotov, le ministre des affaires étrangères soviétique, répond par la négative, estimant que le plan Marshall impose de céder une part de la souveraineté nationale. L'URSS envoie les pays de l'Est dans son refus.

A l'Ouest, seize pays acceptent. L'Allemagne fédérale les rejoindra après sa création en 1949. Tous ces pays se regroupent dans le Comité européen pour la coopération économique (CECE), qui deviendra l'Organisation européenne pour la coopération économique (OECE). L'organisme chargé de distribuer les aides. Les partis communistes européens prennent le relais des critiques soviétiques devenues virulentes. Ce sera un des prétextes qu'ils mettront en avant, en France et en Italie, pour quitter le gouvernement.

En avril 1948, les États-Unis votent le premier versement de l'European Recovery Program, nom officiel du plan Marshall. L'objectif est de favoriser le redémarrage de la production, de rétablir la stabilité financière dans des pays en banqueroute, d'aider à l'expansion

du commerce extérieur et de contribuer à unir économiquement les Européens.

Le plan va s'étaler de 1948 à 1951. Il permettra l'octroi d'environ 13 milliards de dollars d'aide, ce qui équivaut à 65 milliards de dollars de 1980. Les pays européens avaient à faire face aux déficits énormes qu'ils entretenaient les uns vis-à-vis des autres (4,4 milliards de dollars sur deux ans, dont un quart seulement avait pu être soldé). Le commerce intra-européen menaçait de s'effondrer. Le mécanisme de l'UEP devait permettre de remplacer les déficits bilatéraux par un système de compensation multilatérale : ce que A doit à B qui doit à C peut être payé directement par A à C. Pendant l'année qui suivit la naissance de l'UEP, les deux tiers du montant des déficits bilatéraux furent soldés grâce au nouveau mécanisme. Le tiers restant fut par des aides avant d'être complètement effacé par un rajustement monétaire de toute façon inéluctable. L'UEP permit que se développent les échanges à l'intérieur de l'Europe, encourageant la libéralisation du commerce extérieur. En 1959, 90 % des échanges intra-européens prévus étaient libéralisés. Le système permit une transition sans heurts vers la convertibilité externe des monnaies, qui devint effective en 1958. Certains économistes, et M. Bérégovoy avec eux, tirent maintenant argument de ce succès pour prôner la création d'une union est-européenne de paiements.

## Élimination des déficits

Concrètement, chaque pays devait créditer un fonds dans sa propre monnaie, en contrepartie de l'aide reçue. Ce furent en général des allocations, mais il y eut, aussi quelques prêts à très bas taux d'intérêt. Un organisme américain (l'Administration pour la coopération européenne ou ACE) devait approuver l'orientation de ces fonds. Droit de regard refusé par Moscou.

Quels ont été les effets du plan Marshall ? L'unanimité s'était faite jusqu'ici pour considérer que le plan avait évité l'effondrement économique de nombreux pays de l'Europe de l'Ouest. Il a armé l'Allemagne dans le bloc libéral et a évité, dans le difficile contexte de 1948, une explosion des conflits sociaux. Aujourd'hui, pourtant, certains historiens remettent en cause une partie de ce qu'ils dénomment « thèse officielle ».

Pour ses partisans, le plan Marshall est parvenu à ses objectifs de stimulation de la production. Trente années de croissance ont ainsi été amorcées en même temps que l'inflation était endiguée. La libération des importations a fait disparaître les pénuries, les monnaies se sont consolidées. Ces historiens font valoir que le système de paiements créé en 1950 (l'Union européenne de paiements ou UEP) a permis d'éliminer les

déficits extérieurs amenant une stabilisation des taux de change, cela au prix d'une injection minime de liquidités.

L'UEP est très certainement l'une des réussites les moins contestables du plan Marshall. À l'époque, les pays européens avaient à faire face aux déficits énormes qu'ils entretenaient les uns vis-à-vis des autres (4,4 milliards de dollars sur deux ans, dont un quart seulement avait pu être soldé). Le commerce intra-européen menaçait de s'effondrer. Le mécanisme de l'UEP devait permettre de remplacer les déficits bilatéraux par un système de compensation multilatérale : ce que A doit à B qui doit à C peut être payé directement par A à C. Pendant l'année qui suivit la naissance de l'UEP, les deux tiers du montant des déficits bilatéraux furent soldés grâce au nouveau mécanisme. Le tiers restant fut par des aides avant d'être complètement effacé par un rajustement monétaire de toute façon inéluctable. L'UEP permit que se développent les échanges à l'intérieur de l'Europe, encourageant la libéralisation du commerce extérieur. En 1959, 90 % des échanges intra-européens prévus étaient libéralisés. Le système permit une transition sans heurts vers la convertibilité externe des monnaies, qui devint effective en 1958. Certains économistes, et M. Bérégovoy avec eux, tirent maintenant argument de ce succès pour prôner la création d'une union est-européenne de paiements.

## Critiques contre l'atlantisme

En France, il est admis que le plan Marshall a eu une influence positive. Jean Monnet en a été le grand artisan ; on a même dit qu'il avait inspiré le général Marshall. Toutefois, le colloque de mars a montré que les études — parfois même les informations — manquaient pour juger.

On peut tout de même souligner que le plan a eu pour effet d'aider la France à se doter d'une administration moderne des finances et que celle-ci a été convertie à la nouvelle logique économique de l'investissement et de la dépense publique. De nombreux hauts fonctionnaires ont été formés à l'école

keynésienne du New Deal. Le plan Marshall a introduit ordre et méthode. D'une façon plus générale, le pays tout entier a découvert les façons de faire américaines, même si cela n'allait pas sans vives critiques contre l'atlantisme.

On admet aussi que le plan a été pour les Européens l'occasion, au raison, d'entamer leur longue marche vers la Communauté, en allant parfois à l'encontre de l'administration américaine. Après l'OECE, puis l'Union européenne des paiements (UEP) en 1950, fut créée en 1951 la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), véritable embryon de la CEE.

Les critiques qui sont faites au plan Marshall s'appuient sur la conviction qu'il n'a, en réalité, guère eu d'effets mesurables (2). La croissance économique aurait été « facilitée tout au plus » (3). L'expansion avait déjà commencé en 1948, outre-Rhin notamment. Le plan Marshall aurait même contre-carré par la suite les mesures de ralentissement rendues nécessaires par la lutte contre l'inflation, comme en France en 1950.

Que le plan Marshall ait été le moteur du redressement ou simplement son accompagnateur, le débat reste ouvert. Mais en regard de la question posée actuellement — faut-il un plan Marshall pour l'Est ? — certains font remarquer qu'une des conditions de la réussite fut à l'époque la volonté politique des pays européens de s'entendre et de commercer, malgré le jeu très personnel des Britanniques. Cette volonté de constituer un bloc existe-t-elle actuellement à l'Est ? Ou bien les pays ex-communistes veulent-ils rejoindre au plus vite l'Occident, chacun pour soi ?

ÉRIC LE BOUCHER

(1) Colloque organisé en mars 1991 par le ministère de l'économie et des finances et le Comité pour l'histoire économique et financière (Les Notes bleues, numéro 530, publiées par le ministère de l'économie).

(2) « L'aide aux pays de l'Est : les leçons du plan Marshall », *Observatoire français des conjonctures économiques*, Numéro 34 de novembre 1990.

(3) « Le plan Marshall », *Revue d'économie financière*, Numéro 14, Automne 1990. Le Monde Éditions.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Monécic

La Sicav court terme régulière

Comptes de l'exercice clos le 28.03.1991  
Actif net au 28.03.1991 : F 358.722.412  
Taux actuariel du 30.03.1990 au 28.03.1991 : + 9,52 %  
Performance du 28.12.1990 au 27.08.1991 : + 9,61 % annualisés  
Dividende : F 448,15 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 5,91, soit un revenu global de F 454,06 mis au paiement le 31 juillet 1991

Le Président Monsieur Pierre LATROBE a déclaré :  
En dépit de la forte volatilité des marchés, MONÉCIC Sicav Court Terme régulière a pu bénéficier en fin d'exercice de la meilleure orientation des taux d'intérêts.  
La labilité de la conjoncture économique française dans un contexte d'inflation maîtrisée devrait permettre dans les prochains mois une amélioration des marchés obligataires dont MONÉCIC ne pourrait que profiter.

AGO du 31-07-1991

GROUPE CIC

مكتبة الأصول



# ÉCONOMIE

services  
l'expression

Selon « l'Usine nouvelle »

Usinor  
pourrait supprimer  
de 4 000 à 5 000 emplois  
en 1992

Selon l'Usine nouvelle, dans son numéro du 5 septembre, Usinor-Saciior envisagerait la suppression de 4 000 à 5 000 emplois en 1992, sur un effectif de 66 000 salariés. La direction du groupe sidérurgique, quant à elle, ne confirme ni n'infirme ce chiffre et juge la prévision prématurée.

Depuis la fin de la convention générale de protection sociale (CGPS) en décembre 1990, en effet, les plans sociaux de la sidérurgie sont régis par une nouvelle convention, signée avec les organisations syndicales à la fin de 1990. Or celle-ci prévoit que les réductions d'effectifs doivent être annoncées en décembre prochain pour les trois années à venir. Il avait même été indiqué que, d'ici à la fin du siècle, environ 20 000 postes seraient supprimés et 10 000 embauches réalisées. Compte tenu de la conjoncture et de la nécessité d'obtenir 3 % de gains de productivité par an, il est possible que le tableau de marche des réductions d'effectifs soit plus rapide que prévu, notamment dans les produits longs (Unimetal). Cela ne remettrait pas en cause l'application de la convention.

■ Réduction d'effectif chez Atochem. La direction du groupe chimique Atochem a annoncé, jeudi 5 septembre, à l'occasion d'une réunion du comité central d'entreprise, la suppression de près de cinq cents emplois répartis dans différents établissements français. La direction du groupe (22 200 salariés) a précisé que le plan prévoyait deux tiers des départs sous forme de préretraites, un tiers provenant de mesures de reclassement. Atochem a indiqué que ce plan était dicté non pas par la conjoncture, mais par les restructurations industrielles nécessaires à la suite, notamment, du rachat de la société Orkem en 1990.

## Une rentrée sociale animée

Suite de la première page

Dans les entretiens qu'ils ont accordés au Monde, M. Jean Kasper (CFDT) affirme sa détermination à « boucler » les pouvoirs publics ou patronat alors que M. Marc Blondel (Force ouvrière) préconise « une action dure » que son organisation envisage sous la forme d'une grève générale de vingt-quatre heures (1). Si l'idée d'une initiative interprofessionnelle n'a pas fait son chemin dans les états-majors, la proposition de FO est, pour le moment, accueillie avec réticence chez les autres confédérations, soucieuses de garder la tête froide et de ne pas « mettre la charrue avant les bœufs », selon l'expression de M. Guy Le Néouanic (FEN).

Prudents, les syndicats savent d'expérience qu'un mécontentement diffus n'engendre pas automatiquement une mobilisation significative des salariés. Ils n'ignorent pas non plus que la multiplication de rencontres bilatérales ne saurait pour autant abolir leurs divisions. Toujours isolée, la CGT reste dépendante des rapports de forces internes au Parti communiste. Quoi qu'en dise M. Louis Vianet - qui devrait succéder en janvier prochain à M. Henri Krasucki - les événements d'URSS lui ont porté un coup très rude.

M. Bérégovoy ferme  
sur sa ligne

Paradoxalement, cette remise en cause des grands équilibres intervient alors que M. Pierre Bérégovoy éprouve les pires difficultés à boucler son budget sans provoquer un accroissement sensible du déficit public. Mise à part la levée du tabou sur le recours à des privatisations partielles - qui ne choque que FO et la CGT - le ministre de l'économie est moins que jamais disposé à modifier sa ligne de conduite et assure que le retour de la croissance est en vue. Cepen-

dant, le premier ministre se serait volontiers passé de cette offensive syndicale d'automne.

Depuis son installation à l'hôtel Matignon, M. Edith Cresson est en effet confrontée à une rapide montée du chômage. Entre janvier et juillet, 233 600 demandeurs d'emploi supplémentaires ont été recensés. Sur un an, la hausse est de 10,4 % et la plupart des secteurs sont concernés. Dans les prochains mois, les quelque 70 000 licenciements programmés dans plusieurs grandes entreprises (Michelin, Thomson, Bull, Citroën) se liront dans les statistiques. M. Martine Aubry, ministre du travail, ne cache pas son mécontentement à l'égard des entreprises qui « se cantonnent aux préretraites systématiques et au chômage de départ ». Elle envisage même d'en « pénaliser financièrement » certaines.

« Révolutionner » la lutte  
contre le chômage

Hormis des dispositions ciblées sur les PME, il n'y aura pas cet automne de « plan emploi » mais M. Aubry est bien décidée à « révolutionner » la lutte contre le chômage. Le crédit-formation individualisé est en cours de réorientation, les stages dont l'efficacité ne serait pas avérée seront supprimés et l'apprentissage devrait être relancé. Le ministre souhaite aussi développer les emplois de proximité liés aux activités de service aux particuliers. Des incitations fiscales, des réductions de cotisations sociales et la prise en charge d'une partie de la rémunération permettront, dit-on au ministère du travail, de créer quelque 100 000 emplois de ce type.

L'aggravation de la situation de l'emploi n'est pas non plus sans conséquences pour les partenaires sociaux, gestionnaires du régime d'assurance-chômage. Le 23 septembre, ils se rencontreront pour trouver les moyens de combler le déficit de l'UNEDIC, qui devrait

atteindre environ 5,5 milliards de francs en 1991 et, selon les évaluations les plus pessimistes, plus de 7 milliards l'an prochain. Les syndicats reconnaissent la nécessité d'accroître les contributions (en règle générale, l'augmentation est partagée à égalité entre la part salariale et la part patronale) mais, contrairement au CNPF, ils refusent d'envisager en priorité des économies sur les prestations.

« Sécurité »  
et retraites

Une fois de plus, l'automne est morose dans la fonction publique. Aucun accord n'est intervenu en 1990 et 1991 et la dernière augmentation générale des traitements (+ 1,3 %) date de décembre dernier. Les syndicats sont impatients. Au ministère de l'économie, on rétorque que le pouvoir d'achat des agents de l'Etat s'est accru de 1,4 % l'an passé et que, depuis le début de l'année, la rémunération moyenne des 2,5 millions de fonctionnaires a progressé de 3,15 % en raison de l'ancienneté, des promotions, des mesures catégorielles et de l'effet report des augmentations générales de 1990. M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, ne désespère pourtant pas de débloquer la situation et de conclure un accord 1991-1992.

Pour y parvenir, il lui faudra d'abord convaincre Bercy que le coût budgétaire d'un accord salarial est largement préférable au coût politique qui résulterait d'un blocage de la politique contractuelle. A dix-huit mois des élections législatives, cet argument devrait avoir quelque effet et le ministre de la fonction publique pourrait rapidement obtenir un mandat de négociation. Il devra ensuite vaincre les réticences des syndicats. Ceux-ci ont annoncé la couleur, en demandant un rattrapage pour les années antérieures et en refusant par avance un « coup de pouce » sous forme de revalorisation unilatérale. Un échec sur le terrain salarial aurait également pour effet de bloquer les discussions prévues sur la mobilité, les conditions de travail ou la formation.

Dans le secteur privé, la montée du chômage n'a pas - pour l'instant - ralenti la hausse des salaires. Au contraire, la progres-

sion du taux de salaire horaire au deuxième trimestre (+ 1,7 %) est la plus forte depuis cinq ans. Certains se demandent si ce dynamisme ne risque pas de perturber les discussions engagées dans les branches professionnelles sur la réforme des grilles salariales.

Enfin, malgré les mesures impopulaires qu'il vient de prendre (revalorisation de 0,9 point au 1<sup>er</sup> juillet de la cotisation d'assurance-maladie des actifs et hausse du forfait hospitalier), le gouvernement n'en est pas quitte pour autant avec le dossier de la Sécurité sociale. Il s'est donné jusqu'à la fin de l'année pour mettre au point, avec les professions de santé, des mécanismes de régulation des dépenses. Très réticentes, ces dernières organiseront une manifestation nationale le 17 novembre. Conformément aux engagements de son prédécesseur, M. Cresson doit également poser dans les prochains mois les jalons d'une réforme des régimes de retraite.

Contestation des choix économiques, montée du chômage, revendications des fonctionnaires et réforme de la protection sociale : le premier ministre se prépare à une rentrée animée.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Le Monde du 27 août (M. Kasper) et du 4 septembre (M. Blondel).

## REPÈRES

### INFLATION

Le patronat britannique  
prévoit 3 % en 1992

Le responsable des études économiques de la Confédération de l'industrie britannique (CBI), M. Douglas McWilliams a déclaré, jeudi 5 septembre, que le taux d'inflation en Grande-Bretagne pourrait retomber à 3 % en 1992, taux inférieur d'au moins un point à ce que les instituts privés prévoient généralement (le taux d'inflation actuel est de 5,8 %). Le CBI a fait ces déclarations au lendemain de la décision prise par la Banque d'Angleterre d'abaisser de 11 à 10,5 % ses taux d'intérêt. Pour M. McWilliams, une victoire travailliste aux prochaines élections déboucherait sur un relèvement des taux d'intérêt. Si pour 1992 la CBI prévoit une croissance encore faible en moyenne annuelle (+2 %), ses prévisions sur la fin de la récession sont plus optimistes qu'il y a quelques mois : l'économie britannique aurait recommencé à croître à partir du troisième trimestre. Mais, selon M. McWilliams, la reprise est « probable mais pas acquise ».

### INVESTISSEMENTS

Faible hausse  
aux Etats-Unis

Selon le département du commerce, les entreprises américaines n'augmentent leurs dépenses d'investissement que de 1,6 % en 1991, le taux le plus faible depuis cinq ans. Ce chiffre qui révisé en baisse les précédentes prévisions (3 %), s'expliquerait par la dégradation des résultats des firmes au deuxième trimestre. Autres indices de la longueur de la reprise américaine : les ventes d'automobiles ont chuté de 8,8 % à la fin août par rapport à la même période de 1990, soulignant que les dépenses de consommation sont, elles aussi, suspendues. Les ventes décevantes des grands magasins le confirment : elles ont reculé par rapport à la même période de l'an dernier. - (AFP.)

## EMPLOI Le mardi, c'est tout un Monde...



... AVEC 8 RUBRIQUES  
D'OFFRES D'EMPLOI  
DANS LE SUPPLÉMENT  
"LE MONDE INITIATIVES"  
(MARDI DATÉ MERCREDI)

Le Monde du Premier Emploi  
Le Monde des Cadres  
Le Monde de l'Informatique  
Le Monde des Secteurs de Pointe  
Le Monde de la Gestion et des Finances  
Le Monde des Ressources Humaines  
Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde  
INITIATIVES

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde L'IMMOBILIER

### appartements ventes

4<sup>e</sup> arrdt  
ILE SAINT-LOUIS  
De par cour XVII<sup>e</sup>. Sol. et  
chambre, donnant sur cour.  
env. 150 m<sup>2</sup>. Embr., gd living  
+ 3/4 chambre, cuis., s.  
amén., 2<sup>e</sup> ét., ss. sous. Trav.  
prév. Tél. : 46-22-03-80.  
43-59-58-04.

5<sup>e</sup> arrdt  
RARE  
Près MAUBERT, neuf,  
jardins, hab. et  
bureau. 170 m<sup>2</sup>. Embr., gd  
living + 3/4 chambre, cuis.,  
s. amén., 2<sup>e</sup> ét., ss. sous. Trav.  
prév. Tél. : 46-22-03-80.  
43-59-58-04, poste 22.

6<sup>e</sup> arrdt  
PRIX INTÉRESSANT  
M<sup>e</sup> ST-PLACIDE  
Bel imm. pierre de L. 5<sup>e</sup> ét.  
sac. Balc. Conf. Liv. d'obj.  
s. amén., 2<sup>e</sup> ét., ss. sous. Trav.  
prév. Tél. : 46-22-03-80.  
43-59-58-04, poste 22.

7<sup>e</sup> arrdt  
MÉTRO BAC  
Bon imm. 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> ét. s. r.  
5<sup>e</sup> ét. ent. cuis., bns, 112 m<sup>2</sup>  
3, rue Saint-Simon  
Ssm., dim. 14 h à 17 h.

8<sup>e</sup> arrdt  
EXCEPTIONNEL  
Av. George-V, 4<sup>e</sup> ét. élevé,  
appt. 100 m<sup>2</sup> env. Déco  
prestigieuse, entrée, living, d'obj.  
+ 2 chambres, 2 s.d.b., + cuis.  
équipée, état impeccable.  
Tél. : 46-22-03-80  
43-59-58-04, p. 22

16<sup>e</sup> arrdt  
FOCH-POINCARÉ  
Imm. gd loc. idéal heb. ou  
p. 2-3 pers. cuisine et pers.  
seule, studio entrée living +  
kitchenette + salle de bains  
indépendante.  
Tél. : 46-22-03-80  
43-59-58-04

TROCADERO (pcbe)  
Superbe apt env. 180 m<sup>2</sup>.  
Vue dégagée, sol. et bns  
mat. d'entrée + 3 p. de récep-  
tion + 3 chambres + 2 s. d. b.  
+ chambre ss. + pers. r.  
Tél. : 46-22-03-80  
43-59-58-04

17<sup>e</sup> arrdt  
NEULLY - 17<sup>e</sup>  
Conviendrait couple ou pers.  
seule. Duplex avec dégr. env.  
140 m<sup>2</sup> + 85 m<sup>2</sup> terr.  
rass. L'ensemble amé-  
né. R.C. : entrée + gd  
living + 1 chambre, s. de bns  
+ chambre ss. + pers. r.  
Tél. : 46-22-03-80  
43-59-58-04

PTE MAILLOT (pcbe)  
Ensoleillé et aéré, env.  
130 m<sup>2</sup>, gd living 45 m<sup>2</sup>  
+ 2 chambres, s. de bns, chbre  
ss. Étage élevé.  
Travaux à prévoir.  
Tél. : 46-22-03-80  
43-59-58-04

appartements  
achats  
CABINET KESSLER  
78, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>  
Recherche de toute urgence

BEAUX APPTS  
DE STANDING  
évaluation et grandes surfaces  
sur demande  
46-22-03-80  
43-59-58-04 poste 22

bureaux  
Locations  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
Constitution de sociétés  
et ts services. 43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
À L'ÉTOILE  
16<sup>e</sup> CHAMPS-ÉLYSÉES  
ou AVENUE VICTOR-HUGO  
Bureaux, secr., 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

## Le Monde des Carrières

ÉCOLE PRIVÉE  
sous contrat d'association  
(116<sup>e</sup> arrdt)  
recherche  
INSTITUTRICES  
DIPLOMÉES  
Anglais soutenu.  
Tél. : 47-27-08-87

CLIQUEUR CHIR. 56 LITS S-E  
(Vallée du Rhône)  
recherche  
DIRECTEUR  
Adresser CV avec Tél. au  
MONDE PUBLICITE  
sous n° 3 268  
15-17, rue du Col. - Parre-  
- - - - -  
75002 Paris cedex 15.

## L'AGENDA

### Bijoux

BIJOUX BRILLANTS  
Le plus formidable choix :  
à que des affaires exception-  
nelles, sont le guide à Paris  
pas cher, tous bijoux or,  
cristaux, pierres précieuses,  
soutiens, bagues, argent.

PERRON OPIÉRA  
Angle bd des Italiens  
4, Chausse-d'Antin  
ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX,  
magasin à l'ÉTOILE  
37, av. Victor-Hugo  
Autre grand choix.

### Cours

Écrivain trappe vos manus-  
crites, donne cours de fran-  
çais, rattrapage scolaire  
aussi. Accepteront job deux  
ou trois demi-journ. par sem.  
Tél. : 46-58-58-53  
Prof. de japonais de école  
comm. donne cours particu-  
liers ou séminaires entreprises.  
T. 69-39-50-29

## ASSOCIATIONS

Appel  
JAPONAIS  
par la suggestion.  
7 copies au 8 décembre, sol.  
T. 42-23-33-55/45-43-53-58

Association loi 1901  
cherche collaborateur  
pour campagne presse  
à Paris  
PANTHERES GRISES  
Tél. : 40-58-17-15

FESTIVAL PSY de VALENCE  
cherche usagers psy pour  
parler et témoigner  
décembre 91. Toute proposi-  
tion bienvenue. PSY DEMAINE  
B.P. 15, 28760 Montolieu.

RANDONNÉE A CHEVAL  
300 km avec montures de 15-9  
sortie au 22-9 matinée 1 300 F  
T.C. Tél. : (01) 55-58-50-38

Sessions  
et stages  
COURS D'ARABE  
tous niveaux. Journée, soir  
semaine. Cours grammaire, macro.  
Nouveau : CALLIGRAPHIE  
Inscr. : AFAC 42-72-20-88

Mardi 10 septembre 1991  
ROSS-CROIX D'OR  
L'été, le monde et l'homme  
Aquarelle, 54, rue Ste-Clotilde-





**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

c coupon détaché - o offert - \* : droit détaché - d demande - e : prix précédent - ■ : marché continu





# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 7 septembre

IMAGES

PIERRE GEORGES

## Le rare Frédéric Dard

**F**RÉDÉRIC DARD a, avec son éditeur, une relation tout à fait saine : « j'envoie des manuscrits, je reçois des chèques ». Quand on a écrit cent-cinquante livres et qu'on en a vendu cent cinquante millions, la sérénité d'auteur doit être une seconde nature. Inimitable même si l'imité, implacable même si l'implacable, Frédéric Dard va sa route, son génie, son avalanche de mots, sa boulimie d'images avec une fraîcheur chaque fois plus impressionnante.

Lui qui se définit, avec un grand rire, « sociétaire » des émissions littéraires, était à « Ex Libris », sur TF1, pour dire tout le bien qu'il pensait de l'adaptation cinématographique de sa *Vieille qui marchait dans la mer*.

Il est rare les écrivains qui ne se sentent pas floués, ou trahis, ou déçus par l'adaptation faite de leur œuvre. Frédéric Dard est rare qui avait, après les extraits du film, l'œil émerveillé d'un enfant devant la performance de Jeanne Moreau. Une histoire d'amour est née.

L'actrice a redemandé des mots à l'écrivain. Et l'écrivain, ébloui de voir un aussi grand talent au service d'aussi gros mots, a eu cette phrase : « Les mots m'ont dit avec lyrisme c'est aussi beau que du racisme. Et c'est moins emmerdant ! »

Frédéric Dard est une providence sur un plateau. Y com-

pris pour les voisins. Du roman de Pierre Combescot, *les Filles du calvaire*, un calvaire que l'auteur gravissait avec quelque difficulté, son confrère dit, en homme qui pèse justement les mots, qu'il s'agissait d'un « pur chef-d'œuvre ».

L'appréciation vaut à s'écarter, surtout si l'on sait que Pierre Combescot est, il y a cinq ou six ans, le Prix Médicis pour *les Funérailles de la sardine*. Comme aurait dit, et le dit d'ailleurs, Frédéric Dard : « Ce n'était qu'un hors-d'œuvre ».

« La Pléiade », éditant le divin marquis, Patrick Poivre d'Arvor ne pouvait faire moins que de recevoir Fatima, Faty ou plus simplement Maîtresse, une ancienne prostituée passée à l'hyper-spécialisation et auteur présumé des *Mémoires d'une courtisane*.

Ce fut presque aussi intéressant que le débat sur la scandale littéraire de l'été. Les frères Igor et Grichka Bogdanov, soupçonnés d'avoir, dans la confection, avec Jean Guilton, de leur best-seller *Dieu et la Science*, omis de signaler quelques emprunts faits à l'ouvrage de l'astrophysicien Trinh Xuan Thuan se sont défendus comme de beaux diables en retournant l'accusation.

On eut même droit à des comptes d'apothicaire sur le thème : « Rien ne se perd, rien ne se crée », tout le monde pompe tout le monde. Bah ! Dieu reconnaîtra les siens.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 6 septembre

TF 1

- 20.45 Variétés : Tous à l'Une.
- 22.45 Magazine : 52 sur la Une. Les Derniers Princes.
- 23.45 Spécial sport : Boxe. Championnat d'Europe des poids-moyens.
- 0.50 La Bébête show.

A 2

- 20.45 Jeu : Fort Boyard.
- 22.00 Série : Palace. Dernière livraison de la série.
- 22.50 Cinéma : Histoires extraordinaires. ■■ Film franco-italien à sketches de Roger Vadim, Louis Malle, Federico Fellini (1967).
- 0.50 Journal et Météo.

FR 3

- 20.45 > Magazine : Thalassa. Hah, les trafiquants de la mer.
- 21.40 Série : L'Ami Giono. Ennemis. Une forte femme redécouvre l'amour.
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.10 Traverses. L'univers intérieur, voyage à l'intérieur du corps humain. 6 et fin. La protection de l'organisme : le système immunitaire.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Le Dossier Lancaster Miller. Un ancien pilote de la RAF jugé pour meurtre.
- 22.05 Documentaire : Les Plus Grandes Cascades du monde.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Ripoux contre Ripoux. ■■ Film français de Claude Zidi (1988). Avec Philippe Noiret, Thierry Lhermitte, Line Renaud.
- 0.45 Sport : Tennis. L'US Open, en direct de Flushing Meadow.

LA 5

- 20.45 Téléfilm : Qui a tué Joy?

- 22.35 Magazine : Une machiavélique machine dans le milieu médical.
- 23.30 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
- 0.25 Journal de la nuit.

M 6

- 20.40 Téléfilm : Un culot monstre. Un escroc se fait passer pour un agent fédéral.
- 22.20 Série : Équulizer.
- 23.10 Magazine : Vénus.
- 23.40 Capital.
- 23.50 Six minutes d'informations.
- 23.55 Documentaire : La France sous tranquillisants.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : La Lucarne.
- 21.00 Téléfilm : Toscanini.
- 22.30 Téléfilm : Qui a peur du rouge, jaune, bleu?

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Fanny Hensel, née Mendelssohn. 5. La nuit de Walpurgis.
- 20.30 Radio-archives. Black and Blue. Le Club de jazz. Le double anniversaire d'Armstrong.
- 21.30 Musique : Les Nuits magnétiques. Les petites ondes.
- 22.40 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Roland Jaccard.
- 0.50 Musique : Coda. Les jazzmen qui chantent.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Haïku.
- 20.30 Concert (donné le 15 juin à Vélizy) : Les Quatre Saisons, de Vivaldi, par le Stuttgart-Kammerorchester, dir. et sol. Dmitri Sitkovetzky ; Sofferta onde serena, de Nono ; Suite n° 8 bot-Ba, de Celsi ; Evryal, de Xenakis, par Berner Wambach, piano.
- 23.07 Nuits chaudes. Le fragile, le ténu, l'impalpable aujourd'hui. Œuvres de Monk, C. P. E. Bach, Dufault, Chopin, Nunes, anonyme et musique indienne.

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Profits et pertes sur ordonnance.
- 13.50 La Une est à vous.
- 17.20 Divertissement : Mondo dingo.
- 17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.20 Jeu : Une famille en or.
- 18.50 Série : Marc et Sophie.
- 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
- 19.50 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Tiercé, Météo. Tapis vert et Loto.
- 20.45 Variétés : Surprise sur prise.
- 22.25 Série : Un privé au soleil. L'Orchidée Bleue, de Philippe Niang, avec Pierre Aknine, Didier Sauvagnin.
- 23.55 Magazine : Formule sport. Football : championnat de France (résumé) ; Rugby : les Olympiques de Biarritz, avec Serge Blanco.
- 0.55 Journal et Météo.

A 2

- 13.35 Documentaire : La Planète de l'aventure. Capitaine Crochet.
- 14.00 Magazine : Animalia. Et la vie apparaît dans l'eau : Le chien de la semaine.
- 14.50 Magazine : Sports passion. Rugby : Ecosse-Barbarians (test match), en direct de Murrayfield.
- 17.20 Série : Miss Manager.
- 18.15 Série : Fleur bleue.
- 19.05 Série : L'homme qui tombe à pic.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Divertissement : La Tête des Inconnus.
- 22.00 Série : Eurofics.
- 23.00 Journal et Météo.
- 23.15 Documentaire : Des maisons pas bien closes.

TF 1

- 13.20 Série : Hooker.
- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.10 Série : Columbo.
- 16.50 Disney Parade.
- 18.10 Magazine : Téléfoot. Championnat de France (résumé) ; à 19.00, Loto sportif.
- 19.05 Magazine : 7 sur 7.
- 20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
- 20.40 Cinéma : La Maison assasinée. ■ Film français de Georges Lautner (1987). Avec Patrick Bruel, Anne Brochet, Agnès Blanchot.
- 22.40 Magazine : Cinéma dimanche.
- 22.45 Cinéma : La Horde sauvage. ■■ Film américain de Sam Peckinpah (1969). Avec William Holden, Ernest Borgnine, Robert Ryan.
- 1.10 Télévision.
- 1.10 Journal et Météo.

A 2

- 13.25 Dimanche Martin. Série : Mac Gyver.
- 14.55 Dimanche Martin (suite). Des trains pas comme les autres.
- 17.35 USA : de l'Atlantique au Pacifique.
- 18.30 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Grand Prix à Cologne ; Automobile : Grand Prix de formule 1, à Monza (Italie) ; Football : championnat d'Europe (Tchécoslovaquie-France) ; Rugby : Angleterre-URSS ; Ski nautique : championnats du monde ; Tennis : US Open de Flushing Meadow ; Les résultats de la semaine.
- 19.30 Série : Les Craquantes.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Téléfilm : La Grande Dune. Deux sœurs unies par un crime effroyable.
- 22.15 Magazine : Bouillon de culture. Invités : Dany Carrel ; Volker Schlöndorff ; Lydia Flem.
- 23.35 Documentaire : Palais royal. Un prince du Sud, une reine du Nord.
- 0.25 Journal et Météo.
- 0.45 Eve raconte. Joséphine Baker.

FR 3

- 8.00 Sanddynamite vacances. France et Foo Yang ; Objectif Tintin.
- 10.00 Série : Guillaume Tell.
- 10.25 Villages ouverts :

De Michel Honorin et Laure Adair

FR 3

- 13.00 Variétés : Eurotop.
- 14.00 Magazine : Rencontres. L'intégration en milieu rural.
- 16.50 Série : Deux flics à Miami.
- 17.40 Série : La Loi de Los Angeles.
- 18.30 Divertissement : Rires parade.
- 19.05 Série : V.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Série : Un privé nommé Stryker. L'assassin était dans le train. Une petite fille, témoin clé d'un procès, est en danger.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : Les Prêcheurs du mensonge.
- 15.20 Documentaire : Colorado sauvage.
- 15.45 Sport : Tennis. US Open de Flushing Meadow : demi-finales dames (résumé).
- 17.05 Sport : Les Superstars du catch.
- En clair jusqu'à 20.30 : 18.00 Décodo pas Bunny.
- 19.05 Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.
- 20.30 Téléfilm : L'Ombre du cadavre. Un meurtre mystérieux, sans traces, ni cadavre.
- 22.00 Soirée spéciale : Super Model of the World. Le plus grand concours de mannequins du monde.
- 23.30 Flash d'informations.
- 23.35 Sport : Tennis. Open de Flushing Meadow : demi-finales hommes et finale dames, en direct.
- 4.35 Cinéma : Les Valseuses. ■■ Film français de Bertrand Blier (1973). Avec Gérard Depardieu, Patrick Dewaere, Mimi Mouni.

LA 5

- 13.20 Sport : Automobile. Essais du Grand Prix de formule 1 d'Italie à Monza.

## Dimanche 8 septembre

- Bruxelles. Présenté par Jacques Smal et Claude Senal. Vieilles rues avec de nombreux artistes.
- 11.30 Magazine : Mascarines.
- 11.58 Flash d'informations.
- 12.03 Magazine : Estivales. La Découverte d'Étretat.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.30 Magazine : Musicales. Présenté par Alain Dusut. Alban Berg : à la mémoire d'un ange. Concerto pour violon, de Berg, par l'Orchestre philharmonique de la Radio bavaroise, dir. sir Colin Davis ; sol. Gidon Kremer, violon ; invités : Stéphane Lissane, directeur du Châtelet ; Dominique Jameux (Lulu).

- 14.30 Expression directe. RPR ; CFC.
- 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Zig-Zag : championnats d'Europe de VTT à la Bourboule ; Set & match : Villes ouvertes : Bruxelles (le Heyzel, portrait d'Eddy Merckx, les clubs d'Anderlecht et de Molenbeek, avec Raymond Gauthier) ; Polo : championnat du monde à Dusseldorf ; Golf : European Masters (finale), en direct de Crans-sur-Sierre (Suisse).
- 17.30 Magazine : Montagne. Canyons de lumière.
- 18.00 Amuse 3 vacances.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.40 Villes ouvertes : Bruxelles. Thème : divertissements. Promenade à travers la capitale belge ; variétés avec Jo Lemaire, Benny B., Wambles, Leyers Michiels ans Soul Sisters, Isabelle Antona, Adamo, Zipp Manna, les Chéris, Citizen Jane.
- 22.00 > Magazine : Le Divan. Invité : John Berry.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.45 Cinéma : Les Monstres. ■■ Film italien de Dino Risai (1978). Avec Ugo Tognazzi, Vittorio Gassman, Michèle Mercier (v.o.).

0.35 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Jeanne Moreau.
- 13.30 Magazine : Rapido.
- 14.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
- 14.45 Sport : Tennis.

- 14.05 Magazine : Intégral. Moto : Super-cross au Parc des Princes.
- 14.40 Série : Le Retour de Mike Hammer.
- 15.30 Série : Lou Grant.
- 16.20 Tiercé à Evry.
- 16.50 Série : Deux flics à Miami.
- 17.40 Série : La Loi de Los Angeles.
- 18.30 Divertissement : Rires parade.
- 19.05 Série : V.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Série : Un privé nommé Stryker. L'assassin était dans le train. Une petite fille, témoin clé d'un procès, est en danger.
- 22.25 Sport : Moto. Super-cross du Parc des Princes, en direct.
- 0.00 Journal de la nuit.

M 6

- 13.50 Série : Supercopier.
- 14.40 Série : Laramie.
- 15.30 Série : Les Espions.
- 16.20 Jeu : Hit hit hit hourra !
- 16.25 Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.
- 16.50 Série : Vegas.
- 17.40 Série : L'Homme de fer.
- 18.30 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Papa Schultz.
- 20.35 Téléfilm : Coupables d'amour. Histoire d'amour entre une professeur d'histoire et son élève le plus assidu.
- 22.20 Téléfilm : Les Forces du mal. Fable fantastique.
- 23.35 Téléfilm : Les Masques de la mort. Sherlock Holmes mène l'enquête.
- 0.45 Six minutes d'informations.
- 0.50 Musique : Rapline.

LA SEPT

- 13.10 Documentaire : L'Héritage de la chouette. De Chris Marker.

- 13.35 Téléfilm : Toscanini.
- 15.00 Documentaire : Dvorak, sa vie, son œuvre.
- 16.00 > Documentaire : Le Journal de Jules Renard.
- 16.55 Documentaire : Turbulences.
- 17.25 Dynamo.
- 17.55 Mégamix.
- 19.00 Documentaire : La Lucarne.
- 20.00 Histoire parallèle.
- 20.55 Téléfilm : Qui a peur du rouge, jaune, bleu?
- 22.35 Le Courrier des téléspectateurs.
- 22.40 Soir 3.
- 22.55 Magazine : Cinéma de poche.
- 0.05 Cinéma d'animation : Images.
- 0.10 Documentaire : Du Kirov à l'Opéra.
- 1.35 Danse : Tancrède le croisé.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique : Multipliste. Musique et technologie aujourd'hui, les studios, les machines et les compositeurs.
- 20.30 Photo-portrait. Jean-Jacques Lemaire, compositeur.
- 20.45 Avignon 91. Tentation, d'après Vaclov Havel.
- 22.35 Musique : Opus. Jean-Claude Vannier, compositeur, auteur, arrangeur, interprète.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Opéra (donné le 1<sup>er</sup> août lors du Festival de Bayreuth) : le Crépuscule des dieux, de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Bayreuth, chef de chœur Norbert Balatsch ; dir. Daniel Barenboim ; sol. : Siegfried Jerusalem, ténor, Bodo Brückmann, Günther von Kamen, barytons, Philip Kang, basse, Anne Evans, Eva-Marie Bundschuh, Uta Friew, Hilde Leidland, Annette Kuertenbaum, sopranos, Waltraud Meier, Linda Finnie, Jane Turner, mezzo-sopranos, Brigitte Sveden, contralto.

LA SEPT

- De Jerry Jameson, avec Bill Bixby, Bo Hopkins.
- 22.25 Capital.
- 22.35 Cinéma : Histoire d'O n° 2. ■ Film français d'Eric Rohat (1984). Avec Sandra Wey, Manuel de Blas, Rosa Valeniy.
- 2.00 Rediffusions. L'Egypte : La France sous tranquillisants ; Traditions de Polynésie et de Malaisie ; Norvège : La Face cachée de la Terre (2 000 lieues sous la terre).

LA SEPT

- 15.10 Spectacle : Zizi Jeanmaire aux Bouffes du Nord.
- 16.10 Documentaire : L'Escalier céleste.
- 17.10 Documentaire : Best Boy.
- 19.00 Documentaire : Chroniques de France. D'un Nord à l'autre.
- 20.00 Documentaire : L'Héritage de la chouette.
- 20.30 Cinéma : Grand'Rue. ■ Film espagnol de Juan Antonio Bardem (1956).
- 22.05 Court métrage : Guernica. D'Alain Resnais.
- 22.20 Court métrage : Le Drame du taureau.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radiophonique. Ars acustica-EBU 1991.
- 22.35 Musique : Le Concert (donné au Ciotre des Carmes, dans le cadre du Festival d'Avignon) : Le cas Heiner Müller II.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 18 mai lors du Printemps de Prague) : Ouverture tragique op. 81, de Brahms ; Légendes de Passione St Adalbert pour récitant, chœur et orchestre, de Kopelent ; Concerto pour violoncelle et orchestre en mi mineur op. 104, de Dvorak, par le Chœur de la philharmonie de Prague, chef de chœur Pavel Kuhn, et l'Orchestre philharmonique tchèque, dir. Zdenek Kosler ; sol. : Antonio Meneses, violoncelle, Jan Kacer, récitant.
- 23.05 Miroir des mots. Musique, poésie. Œuvres de Schubert, Chabrier, Poulenc, Ravel, Chopin, Dutilleul, et folklore péruvien.

مكتبة من الأصول

Annonçant une manifestation nationale en novembre

## Les inspecteurs et les commissaires protestent contre la «panne» de la réforme policière

La Fédération nationale autonome de la police (FNAP, majoritaire chez les policiers en civil) n'a pas caché son impatience, jeudi 5 septembre, face au blocage de la réforme de la police nationale. Des réunions départementales se tiennent en province, le 19 septembre, pour préparer une manifestation nationale à Paris, le 18 novembre, ont annoncé la FNAP et la CFDT-Interco (Fédération des fonctionnaires du ministère de l'intérieur) qui ont formé une intersyndicale.

«La réforme est en panne, les policiers sont volés», a déclaré M. Alain Brillet, secrétaire général de la FNAP. Majoritaire chez les inspecteurs, les commissaires, les enquêteurs, et les personnels admi-

nistratifs, sa fédération s'interroge sur la volonté du gouvernement de réformer en profondeur la police nationale. «Le laboratoire de la modernisation du service public est désormais fermé», a estimé M. Brillet, dans une allusion à une promesse de M. Rocard, alors premier ministre. Les policiers en civil s'étonnent de constater que les accords dits Durafor sur la fonction publique, signés le 9 février 1990, ont été appliqués à toutes les catégories de personnel... sauf aux policiers. Et ils restent dans l'attente des propositions du préfet Jean Clauzel, chargé par le ministre de l'intérieur du dossier sur la réforme des corps et carrières.

«Des chantiers ont été ouverts depuis plusieurs années, reconnaît M. Alain Brillet. Mais il faut de toute urgence que s'exprime une volonté politique sans faille de les mener à terme. Et que le gouverne-

ment indique clairement, par la voix du budget, qu'il soutient l'entreprise.

«Que des émeutes éclatent dans les banlieues, poursuit le secrétaire général de la fédération, et aussitôt le gouvernement dit aux Français qu'il veut un service public policier de qualité. Si nos dirigeants veulent moderniser la police, il faut qu'ils acceptent d'en payer le prix». Aussi la FNAP demande-t-elle l'ouverture de négociations sur un «contrat pluriannuel» pour la police nationale.

Autre sujet de mécontentement: le projet de loi sur la sécurité intérieure, qui devait être examiné par le parlement lors de cette session d'automne. Non seulement ce texte n'a toujours pas été évoqué en conseil des ministres, mais la FNAP craint que le projet ne soit sérieusement «édoué» au regard de l'ambition affichée par

M. Pierre Joxe de mieux coordonner l'action des différents acteurs concourant à la sécurité intérieure.

Appelant à l'«unité» les organisations de policiers, dont la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, majoritaire dans la police en tenue), l'intersyndicale FNAP-CFDT a décidé de manifester prochainement dans les rues de Paris. Le 22 mai dernier, les gros bataillons des gardiens de la paix de la FASP avaient brisé le tabou de la manifestation de rue dans la capitale, et ils avaient clamé leur «ras-le-képi». Préférant alors la concertation avec le ministère de l'intérieur, les policiers en civil de la FNAP n'avaient pas emboîlé le pas. Ils demandent aujourd'hui au ministre de l'intérieur d'ouvrir de véritables négociations avec tous les syndicats, faute de quoi ils batront à leur tour le pavé parisien.

ERICH INCIVAN

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Vingt et un ans, ça suffit!

DIS donc, mon Mimi, c'est pas pour te commander, mais tu devrais quand même songer à la réduire d'un chouïa, ton bail à l'Elysée. Et tu fais pas qu'y songer, tu te mignes un peu le train. Parce que nous, les proprios, on en a ras le bol. Non, c'est vrai, à temps réguliers, on passe une petite annonce: Cherche intendante capable et honnête, logé, nourri, blanchi, bien payé. Ils sont dix, quinze à se présenter. Ils s'engagent tous, toi le dernier, à ne pas s'incruster: Au bout de cinq ans, promis, juré, je vide les lieux. Tu parles!

La planque, quand ils l'ont, ils se la gardent. La vie de château pendant sept, quatorze ou même, pourquoi pas, vingt et un ans renouvelables, faudrait être complètement givré pour y renoncer. Une place unique au monde, je te signale. Même en Amérique du Sud, au bout de quatre ou cinq ans, selon les pays, non seulement t'es viré, t'as pas le droit de te représenter immédiatement. Faut que tu te mettes au vert pendant la durée du mandat suivant.

Ca use, le pouvoir. T'as vu ce qu'on en pense dans l'Express, et hier encore, à «Découvertes», sur

RTL, on était 84 % à trouver que dix ans, ça commence à bien faire. Alors, voilà ce que je te suggère. Toi, tu te prélasses à l'Elysée, bien pépère, jusqu'en 1995. Et d'ici là, tu réduis le mandat de ton successeur. Pourquoi pas toi d'ailleurs? Ça te fera quel âge à ce moment-là? La retraite-couperet à soixante balais, t'en as rien à foutre, et t'as aucune raison de ne pas remplir encore un coup, rien que pour cinq ans, sur les talons d'un Adenauer ou d'un Churchill.

Si par hasard, sait-on jamais, t'avais envie de changer de carrière et de pointer à l'Académie, tu supprimes le 49-3, tu dégages et tu laisses, magnanime, tes chiens d'héritiers — ils sont déjà là à te japper aux mollets — se disputer un trône transformé en fauteuil éjectable. Ils en veulent, hein, les Fafa, les Delors, les Rocky, tout ça! Sans parler de ceux d'en face, prêts à se bouffer entre eux, déchaînés à l'odeur du sang. Ben, ils en auront, mais pas pour longtemps. Bien fait pour leur gueule!

Et toi, tu entres dans l'Histoire, en le remettant enfin à sa place, de Gaulle: Permettez, mon Général? Poussiez-vous de là que je m'y mette!

Après son changement de statut

## Air Inter pourra sortir de France

L'assemblée extraordinaire des actionnaires de la compagnie Air Inter, contrôlée à 72,3 % par Air France et sa filiale UTA, a accepté le 5 septembre une modification de ses statuts, qui lui interdisaient d'effectuer des vols hors du territoire national. Ce n'est qu'avec l'autorisation et sous le pavillon d'Air France que la compagnie intérieure avait, en 1987, lancé des vols entre Paris et Londres et, en 1988, vers Ibiza et Madrid.

La possibilité pour Air Inter de sortir de France sous ses propres couleurs était logique dans la mesure où la suppression des frontières à partir de 1993 lui permettra de jouer de ses coûts très bas pour desservir, dans les meilleures conditions, des villes étrangères qui ne sont souvent pas bien éloignées de Paris que Nice ou Bayonne. Toutefois, Air

France a veillé à ne pas se laisser concurrencer par sa filiale en cantonnant, jusqu'à présent, celle-ci sur des lignes touristiques où l'homme d'affaires est plus rare, comme Paris-Porto, Séville, Valence, Malaga, Ibiza, Venise et Nice-Brunelles. La nouvelle liberté concédée à Air Inter ne jouera à plein que lorsque la compagnie aura la possibilité de pratiquer les tarifs plus bas que lui permettaient d'offrir la haute densité de ses avions et ses coûts réduits. Car Air Inter gagne de l'argent quand ses vols sont à moitié pleins alors qu'il faut 65 % ou 70 % de remplissage pour qu'une compagnie internationale classique équilibre ses comptes. Encore faudra-t-il que ses concurrents étrangers — et aussi Air France — l'autorisent à casser les prix.

A. F.

## EN BREF

■ M. Chirac: «La monarchie absolue...» «Ce qui est tout à fait étonnant dans notre monarchie absolue, en France, c'est que, lorsqu'on critique la politique étrangère du gouvernement ou du chef de l'Etat, la réponse arrive immédiatement: on est des mauvais Français. C'est tout à fait choquant», a déclaré M. Jacques Chirac, vendredi 6 septembre, à Europe 1. A propos des polémiques nées de l'absence de M. Giscard d'Estaing lors du voyage de M. Chirac à Moscou, le président du RPR a affirmé qu'elles étaient «sans fondement», et qu'il s'agit d'un «malentendu».

■ La CFDT d'Air France critique le plan policier contre l'immigration clandestine. — Le syndicat CFDT d'Air France a réagi, jeudi 5 septembre, au plan de la Police de l'air et des frontières destiné à lutter contre l'immigration clandestine, qui prévoit une formation du personnel des compagnies aériennes à la détection des faux papiers (le Monde du 6 septembre). «Les personnels des compagnies n'ont pas à devenir des auxiliaires de la police», estime la CFDT, qui craint que les mesures annoncées ne conduisent à «l'interdiction d'embarquement de passagers menacés dans leur pays d'origine et susceptibles de bénéficier de l'asile politique dans le pays de destination».

■ CONGO: au moins cinquante morts dans un accident ferroviaire. — Une collision entre un train de voyageurs venant de la capitale du Congo, Brazzaville, et un train de marchandises en provenance de Pointe-Noire, dans le sud du pays, a fait, vendredi 6 septembre, au moins cinquante morts et de très nombreux blessés, a annoncé la radio congolaise. L'accident s'est produit près de Dolisie, à 400 kilomètres au sud de la capitale. L'armée a aussitôt été dépêchée sur les lieux et des appels aux donateurs de sang ont été lancés. — (AFP.)

## Parmi les organisations juives

## Vives réactions à des réhabilitations de «collaborateurs du nazisme» en Lituanie

De vives réactions ont été enregistrées jeudi 5 septembre parmi les organisations juives d'Israël et des Etats-Unis aux réhabilitations, entamées en Lituanie, de milliers de personnes condamnées comme criminelles de guerre nazis par des tribunaux soviétiques.

Depuis 1988, date à laquelle la Lituanie a lancé son processus d'indépendance, 35 000 personnes condamnées par l'URSS pour crimes de guerre ont été réhabilitées. Mais le New York Times a rapporté jeudi

que parmi ces réhabilités, dont un tiers seraient toujours en vie, figurent des personnes ayant avoué des meurtres collectifs. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a affirmé jeudi que les Etats-Unis espèrent que la Lituanie «agisse conformément à ses lois» en ce domaine et n'abandonne pas les auteurs de massacres de civils. Cette prise de position intervient alors que le secrétaire d'Etat James Baker doit se rendre en Lituanie la semaine prochaine. — (AP.)

## Manifestations paysannes

## Les agriculteurs redoutent les turbulences venues d'Europe de l'Est

Les cours de la viande s'effondrent et les jeunes agriculteurs de Haute-Loire l'ont fait savoir, le 5 septembre, en empêchant de repartir les spectateurs venus assister à La Chaise-Dieu à la représentation de Jeanne d'Arc au bûcher de Patrice Kébrat. Les viticulteurs de l'Hérault, eux, constatent une baisse des prix «inexpliquable après les gels de printemps», selon M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), qui juge «à côté de la plaque» le projet de budget 1992 en retrait de 4 % par rapport au budget en cours. Même le foie gras se trouve en piteux état. En cette fin d'été, les agriculteurs français se jugent sinistrés et le disent fort.

Au cours d'une conférence de presse à Paris, le 5 septembre, M. Lacombe n'a pas caché que les pays de l'Est, qui ont perturbé les cours de la viande en exportant à tout va pour obtenir des devises, représentaient un sérieux motif de souci. Il souhaiterait que «les pays de l'Est commercent entre eux», comme avant la chute du mur de Berlin, sinon on assistera à l'«effacement total de l'économie agricole de l'Ouest». Ensuite, il voudrait que les urgents besoins alimentaires de l'URSS et des anciennes démocraties populaires ne soient pas seulement couverts par les Etats-Unis, mais que les agriculteurs de l'Europe soient sollicités elles aussi, comme par le passé.

M. Lacombe et M. Philippe Mangin, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), ont précisé le programme du «dimanche des terres de France», le 29 septembre, à Paris. Cent mille ruraux viendront repêcher, de Vincennes à la Bastille, que les citadins ont besoin du monde rural dont la désertification et le déclin actuels menacent l'équilibre national.

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

## Pour écouter téléphoniquement

## La plainte visant le préfet de police dans l'affaire Doucé va être instruite

La chambre d'accusation du tribunal de Paris a été désignée, mercredi 4 septembre, par la chambre criminelle de la Cour de cassation pour instruire un dossier visant le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, et concernant des écoutes illégales pratiquées par les Renseignements généraux de la préfecture de police (RGPP), en juillet 1990, sur les lignes téléphoniques du pasteur Doucé.

Enlevé à son domicile parisien, le 19 juillet 1990, le pasteur avait été retrouvé mort, trois mois plus tard, en forêt de Rambouillet. Au moment de sa disparition, cette figure connue dans les milieux homosexuels était l'objet d'une surveillance par les RGPP. La transcription des écoutes téléphoniques opérées par les policiers au domicile et à la librairie du pasteur avait été versée au dossier de M<sup>me</sup> Catherine Courcol, juge d'instruction chargée de l'enquête sur sa mort.

Le 16 janvier, le parquet de Paris avait estimé que M. Verbrugghe était «susceptible d'être inculpé» à la suite d'une plainte pour «vol avec effraction, faux en écritures publiques et usage, attentat aux libertés et atteinte à la vie privée», déposée par l'association Autres cultures et par M. Guy Bondar, l'ami du pasteur. Le procureur avait alors saisi la Cour de cassation, comme le code de procédure pénale l'y oblige, afin que soit désignée la juridiction compétente pour instruire le dossier.

## En Allemagne

## M. Lothar de Maizière démissionne de la CDU

M. Lothar de Maizière, vice-président de la CDU (Union chrétienne-démocrate), a annoncé dans un communiqué, vendredi 6 septembre, qu'il démissionnait de ses fonctions. Le dernier premier ministre est-allemand a également renoncé à toutes ses autres responsabilités au sein du parti du chancelier Kohl, notamment à la présidence de la CDU dans le Land de Brandebourg (ex-RDA). En revanche, il conserve son mandat de député au Bundestag.

M. de Maizière, qui a indiqué avoir informé jeudi M. Kohl de sa décision, a stigmatisé les luttes internes qui opposent le secrétaire général de la CDU, M. Volker Rübe, aux fractions régionales de la CDU dans l'ex-RDA. Il a enfin affirmé qu'il aurait dû suivre «ses convictions intérieures» et renoncer à toute fonction politique au lendemain de l'unification allemande, le 3 octobre 1990. — (AFP.)

## L'ESSENTIEL

### DÉBATS

Les vraies leçons de Marx, par Louis Janover • Bibliographie: le pape qui a voulu libérer l'Est 2

### ÉTRANGER

Fièvre électorale en Grande-Bretagne Des indices et des sondages favorables à M. Major... 6

### SOCIÉTÉ

Erreur médicale à Lyon Après la mort d'un enfant de neuf mois, les Hospices civils reconnaissent une «défaillance»... 10

### SANS VISA

• Connemara, le spleen gaélique • La voix de mon maître • Le Limousin d'un Milanais • Table: les petits plats de lord Clive • Jeux... 11 à 16

### CULTURE

Les obsèques de Tinguely Pétards et machines en tous genres pour une procession funéraire... 17  
Les morts-vivants de Patrick Faigenbaum Au Palais de Tokyo, le photographe poursuit son exploration de l'aristocratie italienne... 17

### COMMUNICATION

Antenne 2: l'échec d'une grève La direction de la chaîne a réussi à faire passer son plan de restructuration... 18  
La communication du secteur public Des fonctionnaires en mal d'expression... 18

### ÉCONOMIE

Les services financiers de La Poste Un rapport officiel juge «inopportune» la distribution de prêts. 20

### Services

Abonnements... 2  
Petites annonces... 21  
Carnet... 24  
Loto... 24  
Marchés financiers... 22-23  
Météorologie... 24  
Mots croisés... 16  
Radio-Télévision... 25  
Spectacles... 19

La télématique du Monde: 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 6 septembre 1991 a été tiré à 517 045 exemplaires.

مكتبة الأمل





Le Monde

# ARTS • SPECTACLES

## Venise 91

Le chevalier rouge dresse son épée salvatrice pour chasser les noirs esprits. Dessiné par Terry Gilliam (*ci-contre*), il apparaît parfois, vision exaltante et anachronique, dans la New-York contemporaine que décrit son nouveau film, *Fisher King*, présent à Venise. Ce chevalier rouge, symbole des combats et des rêves, de la réalité magnifiée et des illusions volontaires, n'est-il pas à l'image du cinéma ?

A l'image aussi du 48<sup>e</sup> Festival de Venise, ouvert le 3 septembre, et qui, en onze jours, propose plus de 75 films, dont 21 en compétition. Festival « riche » selon son directeur, Guglielmo Biraghi, mais « encore à hauteur d'homme, du moins d'homme cinéophile et résistant ». L'homme, d'ailleurs, est au centre de la plupart des œuvres projetées, l'homme luttant contre la société, contre les préjugés, contre la nature, contre lui-même...

L'Europe, dans ce vaste carrousel individualiste, se taille la part... du lion. Elle est sujet, elle est objet, elle est le moteur de coproductions de plus en plus légitimes. La France, la Belgique, la Suisse, la Pologne, la Hongrie, l'Allemagne, la Grèce, et l'Italie qui se réveille, et l'Angleterre qu'on croyait asphyxiée font ainsi, seules ou associées, claquer leurs bannières. Herzog, Godard, Greenaway, Mikhalkov, Skolimowski, Szabo, Manoel de Oliveira sont là. Tout comme, venus de plus loin, Satyajit Ray ou Oshima.

Alors, « tout va bien » comme dirait Godard ? Oui, si l'on excepte le fait que Jean-Luc Godard, justement, n'est à Venise que parce que son film *Allemagne année 90, neuf zéro* « n'a pas de passeport ». Produit par Antenne 2, pour la télévision, il semble qu'il ne doive accéder au public que par une programmation sur cette chaîne. Dans une émission baptisée explicitement « La vingt-cinquième heure », soit entre minuit et une heure du matin...

Oui, si Yimou Zhang, le metteur en scène de *La Lanterne rouge*, ne risquait d'être interdit de voyage au Lido par les puritaines autorités de son pays, qui ont déjà refusé la projection sur le territoire chinois de la dernière œuvre de l'auteur de *Ju Du*.

Oui, si un continent entier – le continent sud-américain – n'était absent de la sélection vénitienne. Il devait être représenté par le *Voyage*, de Fernando Solanas. Mais, le 22 mai dernier, une rafale de huit balles dans les jambes a interrompu le voyage de Solanas, opposant du président argentin Menem.

Le chevalier rouge de Terry Gilliam a encore fort à faire.

DANIEL HEYMANN



**Le carrefour européen** 30 et 31  
**L'heure anglaise** 32 et 33

(ci-dessous, John Gielgud dans *Prospero's Books* de Peter Greenaway)



**Le cinéma américain avant la censure** 35

(ci-contre, Barbara Stanwyck en 1931)

**Traces d'Allemagne avec Jean-Luc Godard** 34



مكتبة من الأصول

## FESTIVAL DE VENISE

A L'ÈRE IRRÉVERSIBLE DES COPRODUCTIONS EUROPÉENNES

## Le grand écart

**Paradoxe constructif ! La France est l'interlocuteur privilégié des cinéastes du monde entier. Grâce à son système d'aides publiques, grâce à ses possibilités privées de financement. Elle est aussi le pays européen où les films reviennent le plus cher...**

« **N**OUS sommes sollicités à longueur d'année. » Comme bon nombre d'autres producteurs français, Philippe Carcassonne reçoit par dizaines des demandes de coproduction venues de pays étrangers. Après avoir produit Claude Sautet (*Quelques jours avec moi*) et Patrice Leconte (*Tandem, Monsieur Hire*), Benoît Jacquot (*La Désenchantée*) et Claire Denis (*S'en fuit la mort*), tous cinéastes avec lesquels il a de nouveaux projets, le jeune patron de la société Cinéa a par deux fois acquiescé aux sollicitations.

Attendus en vain à Cannes au printemps dernier, les films qu'il a coproduits figurent finalement parmi les titres vedettes de la Mostra vénitienne : *Prospero's Books*, de Peter Greenaway, et *Ferdynand*, de Jerzy Skolimowski.

Il y a, en apparence, bien peu de commun entre sa collaboration avec le réalisateur polonais et celle avec le cinéaste anglais. Pour l'adaptation du roman de Gombrowicz, dont Skolimowski assurait aussi la production exécutive, Philippe Carcassonne a investi 40 % des 2,25 millions de dollars que coûtait le film... que devait coûter le film. « Ce fut dès le début un projet difficile, explique le producteur. Un sujet austère, une distribution sans traits particuliers pour les clients étrangers, un tournage dans un pays, la Pologne, où il est délicat de pratiquer une activité aussi futile que le cinéma alors que tout manque. Et un

réalisateur qui est également producteur, ça ne simplifie jamais les choses. »

Carcassonne a couvert son investissement grâce à une « aide directe » du ministère de la culture, un prêt de Canal Plus et un minimum garanti d'un grand distributeur : il aurait dû attendre paisiblement l'heure des finitions, en Europe occidentale, après le tournage à Varsovie. Il avait également joué son rôle de partenaire en fournissant la partie française du casting (les actrices Judith Godrèche et Fabienne Babe) et de l'équipe technique, et en mettant sur pied les ventes mondiales du film.

Mais la hausse considérable du dollar survenue depuis la mise en chantier du film a érodé la valeur des financements (en francs) trouvés par le producteur. Et le film a dépassé son budget, de manière inévitable : « Un audit approfondi en Pologne coûterait plus cher que le film. » Des dépassements que le Français a été obligé d'assumer pour que le film soit achevé, Skolimowski étant incapable d'y faire face. « Je suis aujourd'hui dans le rouge d'environ 300 000 dollars, près de 2 millions de francs. Il faudrait que le film marche très bien en salle, ou qu'il se vende très bien dans les pays étrangers, pour que l'affaire ne soit pas déficitaire. »

Des dépassements, il y en eut aussi sur *Prospero's Books*, de Peter Greenaway. Mais ceux-là ont été parfaitement gérés par le producteur exécutif hollandais, Kees Kasander (déjà en charge des deux précédents films de Greenaway). Carcassonne avait d'ailleurs déjà été sollicité par lui, pour le *Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*. Mais, trop occupé, il n'avait pas donné suite.

Cette fois, aux côtés de Caméra One, la société de Michel Seydoux, il a investi 20 % du budget de l'adaptation de *la Tempête* par Greenaway. Et, à nouveau, fourni la partie française du casting (Michel Blanc et Isabelle Pasco), des techniciens et la chorégraphie Karine Saporta.

« *Prospero's Books* coûte 18 millions de francs (1)

auxquels il faut ajouter environ 3 millions d'effets spéciaux effectués par la télévision japonaise NHK, qui les a investis en participation. Si le film avait été tourné en France, il aurait coûté au moins le double, souligne Carcassonne. Pourquoi est-il d'un prix aussi raisonnable (2), compte tenu de son extrême richesse visuelle ? Du fait de la rigueur de Greenaway, qui dispose en outre du dévouement inconditionnel d'une petite équipe de collaborateurs. Grâce aussi au savoir-faire draconien du producteur Kees Kasander. Et enfin parce que la France est, loin devant les autres pays européens, le pays où le cinéma revient le plus cher. »

Pour de nombreuses causes, selon le producteur. Des charges sociales environ deux fois plus élevées que dans le reste de la Communauté. Des conventions collectives beaucoup plus favorables aux techniciens : nulle part ailleurs les heures supplémentaires, heures de nuit, heures « anticipées », tournages le samedi... ne déclenchent pareille avalanche d'augmentations. Des cachets artistiques beaucoup plus élevés : à 3 millions de francs par film pour une vedette, pas moins de 8 000 à 10 000 francs par jour pour un « bon acteur de base ».

Ces surcoûts sont lourds de menaces, à proximité de l'échéance européenne : « Nous allons vers une crise, avertit Carcassonne. Si les pouvoirs publics et la profession défendent cet état de fait, avec les avantages qu'il procure aux métiers du cinéma, il y aura un conflit politique et économique avec nos partenaires de la Communauté. Et s'ils acceptent de se mettre au diapason européen, il y aura un conflit social en France. Jusqu'à présent, on s'est arrangé en préservant un délicat équilibre, grâce à quelques concessions mineures. »

« Et on « achète », pour ainsi dire, la complicité des professionnels européens, qui savent qu'ils ont besoin du partenariat français, et font pression sur leurs gouvernements pour laisser la situation en l'état. Mais en 1993 ou 1994 il y aura forcément un clash. »

En attendant, la France reste bien l'interlocuteur

privilegié des cinéastes du monde entier, et singulièrement européens – du moins ceux qui ne veulent, ou ne peuvent, se nicher dans le giron hollywoodien. Parce que c'est le seul pays où les films non américains conservent une part de marché significative, celui où survivent des « majors » à capital national comme Gaumont, UGC et Pathé, celui qui possède les possibilités de financement les plus sûres.

« Ce financement repose sur des sociétés privées, et sur des mécanismes d'aide publique d'une ampleur et d'une diversité qui n'existent nulle part ailleurs (3). De même qu'il n'existe dans aucun autre pays un organisme comparable au Centre national du cinéma, ni une réglementation – notamment concernant les obligations de production et de diffusion des télévisions – qui défende aussi bien le cinéma. Les cinéastes étrangers n'ont pas le choix, ils n'ont souvent pas d'autres pays où s'adresser. Que la France joue cette fonction me semble conforme à sa tradition de terre d'asile, et tout à fait souhaitable. »

C'est ainsi que, après 1989 où le nombre de coproductions fut supérieur à celui des films 100 % français, 65 titres ont été coproduits en 1990 (contre 81 films franco-français), situation unique sur le continent européen. C'est ainsi que, à côté d'une représentation nationale composée, outre Philippe Garrel, de la réalisatrice belge Chantal Akerman, du Suisse Jean-Luc Godard et du Grec Nico Papatakis, la sélection vénitienne accueille notamment Greenaway et Skolimowski, mais aussi le Russe Nikita Mikhalkov, l'Indien Satyajit Ray, l'Allemand Werner Herzog, le Tunisien Jilali Ferhat... Dans tous leurs films coule un peu d'argent français.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Coproduction européenne, *Prospero's Books* a bénéficié du mécanisme d'aide communautaire Eurimage.

(2) En 1990, le coût moyen d'un long métrage produit en France était de 22,5 millions de francs.

(3) 2,296 milliards de francs ont été investis dans le cinéma en 1990.

## Comme un Polonais en Pologne



ISABELLE WEINGARTEN

On le dit de caractère difficile. Il vaut mieux ça que pas de caractère du tout. D'autant qu'il aura fallu à Jerzy Skolimowski un tempérament bien trempé pour résister aux aléas d'une carrière passionnante, mais branchée sur le courant alternatif.

Pour n'évoquer que les dix dernières années...

Skolimowski s'exile en Angleterre, y tourne *Travail au noir*, en 1982. La vie d'une équipe d'ouvriers polonais exploités à Londres par un de leurs compatriotes. Le metteur en scène ne s'est pas attribué le rôle du négrier, mais tout de même celui d'un patron. Grand succès. Qu'il fait suivre d'une nouvelle œuvre au titre en forme de manifeste : *Success Is the Best Revenge* (« Le succès est la meilleure vengeance »), devenu en français *le Succès à tout prix*. Michael York y incarne un dramaturge polonais célèbre vivant à Londres avec sa femme Anouk Aimée et ses deux fils, dont l'aîné est joué par Michael Lyndon, le propre fils de Skolimowski. Echec.

Tout de même l'Amérique l'appelle. Il y tourne *le Bateau phare*, huis clos de pleine mer, avec en filigrane les difficiles rapports père-fils... Michael Lyndon a repris du service. Grosse estime critique, désastre commercial. Retour vers l'Europe, où Skolimowski, assez amer et de plus en plus déraciné, s'essaye au romantisme avec une adaptation luxueuse mais dépressive des *Eaux printanières* de Tourgeniev, produite par l'Italie. Echec.

Que devenir désormais ? Skolimowski semble avoir trouvé. Il est redevenu ce qu'il est, polonais. Prenant à bras le corps le roman réputé intraduisible, *Le fortin* inadapté, de Witold Gombrowicz, *Ferdynand*, il est allé réaliser à Varsovie sa transposition de ce chef-d'œuvre poignant et d'un humour évidemment désespéré (voir photo ci-contre). Et, en cherchant bien, et loin, il a trouvé pour l'accompagner dans cet irrépressible retour aux sources de tout jeunes rejetons de la diaspora polonaise. Ses scénaristes, John York, vingt ans, et Joseph Kay, vingt et un ans, à Los Angeles. Et son musicien, Stanislaw Syrewicz, vingt-trois ans, à Paris.

D. H.

هكذا من الأصل



## FESTIVAL DE VENISE

« LA TENTATION DE VÉNUS », D'ISTVAN SZABO

# L'opéra des nations

**Un chef d'orchestre hongrois vient à Paris répéter *Tannhäuser* à « l'Opéra Européen ». Le directeur en est un militant républicain de la guerre d'Espagne, la secrétaire générale une Russe blanche, le répétiteur un juif soviétique, et la distribution totalement cosmopolite. Istvan Szabo enveloppe dans une ambiance pittoresque les vrais désarrois de personnages chahutés par les soubresauts du Vieux Monde, et le vrai sujet de son film : la passion du chef d'orchestre (Niels Arestrup) et de la diva (Glenn Close), leur passion commune pour la musique.**

« Est-ce ainsi que vous voyez l'Europe, comme un groupe de gens condamnés à vivre ensemble ?

— Je suis hongrois, mes racines sont en Europe centrale, quelque part où savoir vivre ensemble est une nécessité. Ce qui n'exclut ni les préjugés ni les problèmes. L'Europe, j'en suis persuadé, peut devenir un véritable monde, grâce à sa culture qui est gigantesque, multicolore, comme un bouquet magnifique. Et qui est notre seule richesse.

— Pourquoi avoir construit le film autour de *Tannhäuser* ?

— La réponse la plus immédiate serait : je connais très bien cet opéra, je l'ai déjà monté. C'est simple, mais la vraie raison n'est pas là. Et la vraie question est : pourquoi Wagner ? Parce qu'il a été utilisé par les nazis et que ce n'est pas par accident. De ce fait, le nom même de Wagner est source de polémiques. Il a été un musicien génial et un personnage ambigu. Il appartient à l'Histoire de notre siècle, il permet de poser les problèmes de notre Histoire.

» Ensuite, *Tannhäuser* est peut-être son œuvre la plus simple. Simple à apprendre, à comprendre, à chanter. Il était très jeune quand il l'a écrite, et plein d'énergie. Une situation politiquement complexe, et esthétiquement simple : la combinaison est idéale.

» Enfin, je raconte l'histoire d'un groupe d'artistes et *Tannhäuser* était chanteur. Le chef d'orchestre est hongrois, c'est-à-dire entre Est et Ouest, entre deux mondes, comme *Tannhäuser*. Il est partagé entre sa femme, qui représente une idéologie austère, et la diva, qui est la sexualité. Comme *Tannhäuser*, encore, entre Elisabeth et Vénus. On doit toujours choisir. Est ? Ouest ? Fidélité ? Plaisir ? Pourquoi l'une plutôt que l'autre... Mais voilà, on doit. Et pas seulement le chef. Les problèmes des chanteurs, du metteur en scène homosexuel sont finalement similaires.

— Pourquoi tous parlent-ils un anglais d'aéroport ?

— Le problème européen est là. Pour transmettre les immenses richesses de notre culture, une culture vivante, et qui aide à vivre, nous disposons de cet anglais pass-partout, cent cinquante mots à peu près, seulement fonctionnels. Le danger est grand, il est le film même, sa couleur la plus importante. L'anglais est un masque. Quand les personnages expriment des émotions, un sentiment intime, ils le font dans leur langue. Deux phrases suffisent...

» De nos cultures, avec leurs différences, vient notre seule puissance. Mais les instances européennes ne s'en préoccupent pas. J'ai travaillé en Hongrie, en Angleterre, en Allemagne même : il n'y a pas d'argent pour la culture. Au temps du communisme, les gouvernements des pays de l'Est mettaient en vitrine les artistes : voyez, ils nous critiquent et nous les subventionnons. C'était de la diplomatie culturelle, ils avaient besoin de nous, ce n'est plus le cas actuellement.

» Les idéologies du vingtième siècle sont rejetées à cause des massacres qu'elles ont engendrés. A cause des réalités stalinienne, nous avons perdu l'essentiel du socialisme : la notion de solidarité. Il y a une vacance idéologique, les intellectuels sont pris dans une confusion énorme.

— Et en Hongrie ?

— Beaucoup de mouvements existent, fermés sur eux-mêmes. La difficulté est que, depuis l'empire austro-hongrois jusqu'à hier, nous avons vécu avec des structures féodales, nous avons été éduqués par la dictature. Nous avons toujours subi la domination d'un père, et nous attendons le prochain. Le temps est long pour apprendre. Croyant être le seul à posséder la clef de la démocratie, chacun accuse l'autre de ne pas être démocrate.

» La société hongroise est composée de groupes, qu'ils soient ou non au pouvoir. Un groupe se définit ainsi : un ensemble où on ne laisse entrer personne. Je rêve d'un monde qui non seulement accepte les différences, mais les aime. Comme à Paris. Dans le film, toutes les nationalités sont représentées, un acteur français d'origine danoise joue un chef hongrois, une actrice américaine joue une cantatrice scandinave... C'est ce que j'ai préféré pendant le tournage.

» Pendant les dix dernières années, j'ai travaillé avec des acteurs de nationalités diverses, et j'ai appris à connaître, utiliser, apprécier leurs différences de style, de mentalité. Dans chaque phrase, chaque mot, les Polonais défendent leurs idées, leur patrie. Traditionnellement, ils se considèrent comme militants, au bon sens du terme. Les Hongrois et les Autrichiens ne parlent pas la même langue mais se ressemblent : ils doivent se distinguer, porter un pantalon rouge, parler haut, faire la fête quand tout le monde est sobre, boire de l'eau quand les autres font la fête. Ils appartiennent au clan des rois, les rois d'opérette, hop là !

» Les Allemands sont malheureusement sérieux. Ils n'existent que dans la perfection. Ils arrivent, parfaits en tous points, c'est une religion. Alors vous priez : s'il te plaît, ne sois pas parfait de cette façon, mais la plupart du temps, c'est trop tard. Les Français ? Je ne sais pas, je ne les connais pas assez. Macha Meril est russe, Niels Arestrup du Nord. C'est en le voyant dans un téléfilm où il tenait un second rôle que j'ai pensé à lui. Il est génial, mais lourd : il ne prend pas le temps de vivre. Il n'est pas typique de l'acteur français. Avec les autres, on a eu trois jours de tournage, ce n'est pas suffisant pour se connaître.

— Et Glenn Close ?

— David Putnam, le producteur, m'a offert deux possibilités : soit une star, soit une actrice à faire découvrir et à entourer de noms célèbres. J'ai regardé un grand nombre de vidéos et me suis arrêté sur Glenn Close parce qu'elle a un type suédois, qu'elle est intelligente et sensuelle. David Putnam m'a demandé de bien réfléchir, puis m'a avoué que ça l'aidait énormément, mais qu'il tenait à ce que ce soit ma décision. Glenn Close a été magnifique. Nous avons travaillé sur le scénario une fois deux jours, une fois trois, et c'est tout. Elle s'est exercée avec Kiri Te Kanawa. Elle est arrivée à Budapest pour tourner, fin prête. Non seulement elle est professionnelle à l'américaine, mais elle aime ça. Elle a parlé avec tout le monde, du figurant au machiniste, a su tout de suite les dates des anniversaires, a organisé des fêtes. Elle s'est fait aimer de chacun.

— Croyez-vous en un cinéma européen ?

— Certainement. Mais d'abord, il faut arrêter de penser en fonction du cinéma américain. Le combattre ne sert à rien. Mieux vaut subventionner les valeurs européennes. Les Majors disposent d'un budget fabuleux pour la production, la distribution, la publicité. Nous pouvons :

» a) être fiers de nos cultures, et produire des films nationaux ;

» b) fonder et subventionner une association de producteurs européens qui financeraient ces produits nationaux ;

» c) mettre sur pied une organisation européenne qui vendrait ces produits, les distribuerait, gèrerait dans le monde entier un circuit de salles réservées à l'Europe, qui porteraient un nom générique, seraient immédiatement identifiables.

» Il faudrait d'abord oublier les intrigues inter-européennes, supprimer ou diminuer les taxes, obliger les télévisions à programmer le cinéma européen. Je suis démocrate, c'est pourquoi je soutiens les quotas : pour défendre la démocratie.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

## me un Polon en Pologne

Chaque fois que l'on parle de l'Europe, on se rend compte que les frontières du Vieux Monde sont devenues des frontières de papier. Les frontières de l'Europe sont devenues des frontières de papier.

Il y a une Europe qui est de plus en plus européenne. Il y a une Europe qui est de plus en plus européenne. Il y a une Europe qui est de plus en plus européenne.

Il y a une Europe qui est de plus en plus européenne. Il y a une Europe qui est de plus en plus européenne. Il y a une Europe qui est de plus en plus européenne.

Il y a une Europe qui est de plus en plus européenne. Il y a une Europe qui est de plus en plus européenne. Il y a une Europe qui est de plus en plus européenne.

## Face-à-face au sommet en Patagonie

Une distribution cosmopolite et cependant homogène, pour un film à la fois furieusement physique et curieusement sentimental, avec une dimension inédite et bienfaisante d'humour, c'est le nouvel Herzog. Qui renoue sans complexe avec le film « de montagne », genre très en vogue dans l'Allemagne des années 20-30, avant que ses héros « positifs », exaltés par l'air pur des cimes, ne dévissent dans le gouffre de l'idéologie nazie.

Le Canadien Donald Sutherland, le très remarquable Américain Brad Dourif, l'italien Vittorio Mezzogiorno (photo ci-contre), la Française Mathilda May et le jeune alpiniste allemand Stefan Glowacz ont donc suivi Werner Herzog jusqu'au bout du monde, jusqu'en Patagonie, pour un tournage extrême, comme il les aime. Car la star du Cri de la roche n'est pas de chair et de sang, mais de granit et de glace. C'est le terrible Cerro Torre, une « montagne très radicale », selon Herzog, que les hommes, dans leur folie, s'efforcent à tenter de violer...

Le Cri de la roche est une coproduction germano-franco-canadienne, avec un zeste d'argent italien, parlant anglais et développée sous l'égide du Fonds européen pour l'écriture à l'initiative du programme Média de la Communauté. Un film européen, en quelque sorte, un vrai de vrai, légitime de surcroît, chaque personnage assumant dans l'histoire sa nationalité, et son accent d'origine.

Depuis Munich, au téléphone, en route pour le Festival de Telluride (Colorado), Werner Herzog réagit vite, fort, net : « L'idée même de cinéma européen est stupide, je la déteste. Le cinéma européen est un pot-pourri sans nom, un melting pot sans visage. Il n'y a pas de culture européenne, il n'y a que de l'argent européen. Cet argent a au moins le mérite de constituer une arme offensive contre Hollywood. Le Cri de la roche, en tout cas, n'est en rien un film européen. Ce n'est même pas un film allemand. C'est un film bavarois. (1) »

D. H.

(1) Werner Herzog est né à Munich (Bavière) le 5 septembre 1942.



هكذا من الأصل

## FESTIVAL DE VENISE

« PROSPERO'S BOOKS », DE SHAKESPEARE ET GREENAWAY

## Les vingt-cinq livres du magicien



*Prospero's Books* est le dernier film de Peter Greenaway. S'inspirant de *La Tempête* de Shakespeare, il fait déferler dans un mouvement circulaire sans fin tous les émerveillements de la magie, des sciences toutes neuves, des sophistications de la Renaissance et de ses splendeurs.

C E devait être la Croisette, ce sera la lagune. Des retards dans la mise au point des multiples effets spéciaux ont empêché Peter Greenaway de présenter, comme il le désirait, son *Prospero's books* au Festival de Cannes. Des effets spéciaux qui ne sont pas purement décoratifs, qui jouent un rôle essentiel, on a pu s'en rendre compte à Cannes où étaient projetées, en guise de consolation, les vingt premières minutes du film, avec le générique. On a pu se laisser envôler par l'extravagant foisonnement d'un monde imaginaire, par l'incessante ronde des naïades ondulantes, par la voix omnipotente de John Gielgud... On était sous le charme, hors de toute raison, comme emportés par une pensée emballée. Pourtant Peter Greenaway n'a rien abandonné de son inexorable logique.

L'idée d'adapter *La Tempête* au cinéma est venue de John Gielgud, qui a joué Prospero dans quatre mises en scène différentes, et écrit lui-même un scénario, il y a des années. Il avait pensé à Kurosawa - à cause de *Rashomon* - mais n'a pas réussi à le joindre. Puis à Ingmar Bergman, qui préférait, a-t-il dit, travailler avec ses comédiens habituels. Il a discuté avec Alain Resnais, et peu à peu s'est persuadé que le film devait être mis en scène par un Anglais. Ensuite, il a tourné un téléfilm (d'après *L'Enfer* de Dante) avec Peter Greenaway, et lui a parlé de son vieux rêve. Six semaines plus tard, Greenaway lui envoyait un scénario détaillé, et lui demandait de dire le texte de tous les personnages.

« Prospero invente des personnages pour attirer ses amis et les tenir en son pouvoir. Il écrit leurs dialogues, et les dit à haute voix. Et par les mots, donne corps à ces personnages. L'écart entre la fiction et le réel devient impossible à distinguer... Prospero peut être vu comme un autoportrait de Shakespeare (...). La *Tempête* peut être vue comme un adieu au jeu dramatique et à la fabrique d'illusions qui se nourrit de mots. Si l'on pense à la carrière de Gielgud - sept décennies - l'intuition est claire d'évoquer une triple identification : Prospero/ Shakespeare/ Gielgud. »

Et selon Greenaway, les mots composent un texte, qui s'inscrit sur des pages. Les pages s'assemblent en livres dont le contenu provoque des images - Prospero raconte que Gonzalo, pour son voyage, lui avait

offert des ouvrages plus « précieux que son titre de duc ». Shakespeare ne précise pas lesquels. Le film lance des hypothèses et, fastueusement, les illustre.

Il y aurait eu vingt-quatre livres. Non seulement ils ont maintenu Prospero et Miranda en vie, mais ils ont donné à Prospero une telle puissance qu'il pouvait commander aux morts et asservir Neptune. En douze années d'exil, l'île est devenue une terre d'illusions et de désillusions, dont les références reposent sur un savant malheureux, recréant loin de l'Europe un petit royaume Renaissance, un lieu où les livres ne servent plus seulement à transmettre un savoir immuable. Ils en assurent le mouvement, ils sont un tremplin pour l'imaginaire.

## LES LIVRES DE PROSPERO, EXTRAITS

Le livre de l'eau. - Une couverture imperméable dont les couleurs sont passées, à cause de ses contacts répétés avec l'eau (...). Les dessins reproduisent toutes les déclinaisons du thème : mers, tempêtes, neige, pluies, lacs, chutes, inondations, larmes (...). Lorsqu'on tourne les pages, les vagues ondulent, des orages déferlent en oblique. Des fleuves et des cataclysmes coulent et bouillonnent (...).

Un livre de miroirs. - Très lourd, relié sous une toile de drap d'or, il compte quelque quatre-vingts pages en miroir étincelant (...). Certaines sont opaques, d'autres translucides, ou faites de papier d'argent, ou recouvertes d'une pellicule de mercure qui peut rouler sur la page si l'on n'y prend garde (...). L'un des miroirs retient ses reflets comme des instants figés, et à jamais conservés. Un autre renvoie seulement l'image du miroir de la page qui lui fait face (...).

Premier guide des étoiles naines. - Petit manuel de navigation sous couverture noire. Ses pages scintillent comme un déferlement de planètes en mouvement, de météores étincelants, de comètes qui tournent (...).

Un atlas appartenant à Orphée. - Relié sous couverture de métal, émaillé de couleur verte, abîmé, rongé, il comprend deux fascicules (...). Le premier offre des cartes et graphiques sur l'utilisation des formes musicales, le second réunit les cartes, de l'Enfer (...). Brûlées, roussies par les flammes, elles portent encore

les traces de morsures de Cerbère. Lorsqu'on ouvre l'atlas, de la poix est en ébullition, des déluges de gravier bouillonnant et de sable en fusion se déversent et viennent se consumer sur le sol de la bibliothèque (...).

Le livre de la terre. - Sa couverture, de toile forte, est de couleur kaki. Ses pages sont imprégnées de minéraux, acides, bases, éléments, gommes, poisons, baumes et aphrodisiaques terrestres. Il suffit de froter l'ongle du pouce contre une épaisse page écarlate pour déclencher le feu, de lécher une pâte grise sur une autre page pour entraîner la mort par empoisonnement (...), de poser la tête contre une énième page afin de tordre ses cheveux (...).

Un livre d'amour. - C'est un petit ouvrage mince et parfumé à la reliure rouge et or, avec des rubans craquelés, comme marque-pages. On y trouve de manière certaine l'image d'un homme nu et d'une femme nue ainsi que des mains jointes. (...) Toutes ces choses ont été déjà aperçues, brièvement, dans un miroir et ce miroir se trouvait dans un autre livre. Tout le reste est conjecture.

Un livre du mouvement. - Au tout premier degré, il décrit comment les oiseaux volent, comment les vagues déferlent, comment les nuages se forment, comment les pommes tombent des arbres (...). A un degré plus élevé, il explique comment une idée chasse l'autre de la mémoire et où va la pensée une fois que l'esprit en a fini avec elle (...). La nuit, le livre cogne contre l'étagère et doit être maintenu par un poids en bronze. L'un de ses chapitres est appelé *La Danse de la nature*, et l'on y trouve, codifiées, développées sous forme de dessins animés, toutes les danses dont le corps humain est capable.

*La Tempête*. - Et voici le vingt-cinquième livre, repêché, dans la mer par Caliban, voilà pourquoi nous en disposons encore quand tous les autres livres s'en sont allés par le fond.

Alors, Prospero se dépouille de sa magie. Nu, opalescent. Et Ariel, l'enfant au sourire d'ange, s'envole, image de liberté.

C. G.

## LES ÉTERNELS TOURMENTS

## Riche et en bonne santé

vernementales adoptées depuis le milieu des années 80 ont paru s'acharner à décourager la production. Les pouvoirs publics lui portent un coup sévère en 1985 avec l'abolition du « Eady Levy », le système qui depuis 1950 prélevait une partie des recettes pour les réinvestir dans la production - un peu comme cela se pratique en France. Ce système était loin d'être parfait, puisque ses remontées vers les producteurs étaient proportionnelles au succès, encourageant donc les grosses productions commerciales, généralement financées par les Américains. Néanmoins, s'il fonctionnait aujourd'hui, le Eady Levy réinjecterait 20 millions de livres supplémentaires dans la production.

En 1986, le gouvernement frappe de nouveau, en abandonnant le système de dégrèvements fiscaux pour les investissements dans le secteur : les partenaires privés disparaissent du jour au lendemain. Pis, les compagnies américaines qui avaient injecté de l'argent et créé des emplois en venant produire ici leurs superproductions (*Star Wars*, *Indiana Jones*, ...) ont fui devant la fiscalité trop contraignante. *Batman* a été tourné en Angleterre mais *Batman 2* le sera au Canada. *Le Fantôme de l'opéra*, qui devait être réalisé en Grande-Bretagne, est actuellement en tournage en Italie.

Le coup de grâce fut l'incertitude permanente sur le sort des télévisions privées. Depuis que leurs propriétaires attendent la réattribution des chaînes, elles ont pratiquement cessé tout investissement. Cette combinaison de circonstances a mené le cinéma britannique au bord du désastre. En janvier, *Variety* écrivait : « Si un renversement de la situation ne se produit pas rapidement, l'infrastructure de l'industrie va commencer à se décomposer. Une fois le processus engagé, il sera très difficile à arrêter, et les films ne s'en remettront pas. » Depuis, tout n'a fait qu'empirer.

Tragique ironie : l'industrie du cinéma est aujourd'hui exsangue, alors que son environnement prospère. Il y a longtemps que la consommation de films n'a été aussi élevée : de 53 millions de spectateurs en 1984, on est passé à environ 100 millions l'an dernier. Le marché vidéo atteint le milliard de livres. La télévision diffuse près de deux mille films par an, auxquels s'ajoutent un bon millier sur la chaîne satellite BSkyB.

La terrible faiblesse de l'industrie vient de la séparation entre la production d'une part, la distribution et

l'exploitation d'autre part, quand la force de Hollywood tient à ce que les distributeurs sont aussi les financiers. Dans le système anglais, l'investisseur est le dernier à toucher les dividendes de sa mise, après que les salles, les distributeurs et tous les autres ont prélevé leur part, sans parler du percepteur.

## ... OU SAUVEUR ?

Au début de 1990, on crut entrevoir une lueur dans la nuit : la production britannique se découvrait le plus inattendu des supports, en la personne de M<sup>me</sup> Thatcher. Porte-parole de la profession, Sir Richard Attenborough avait transmis les desiderata du cinéma anglais à Peter Palumbo, un proche de la Dame de fer, qui cumulait les activités de promoteur immobilier et de président de l'Arts Council (1). A sa demande, M<sup>me</sup> Thatcher rencontra Attenborough et organisa une réunion au 10 Downing Street.

Tous les principaux dirigeants de la production y participèrent : ils furent sidérés par l'intérêt dont le premier ministre fit preuve, reconnaissant l'aveuglement de la politique gouvernementale après avoir découvert que les films représentaient le deuxième secteur d'exportation des États-Unis, en termes de rentabilité. « Nous venions parler d'investissements, pas d'aumônes », se souvient Simon Relph, à l'époque directeur de British Screen (2). M<sup>me</sup> Thatcher a compris le potentiel économique et la valeur du cinéma pour promouvoir l'image de la Grande-Bretagne. Elle réclama une industrie vigoureuse, produisant plus de films. Elle avait été très impressionnée par un mot de Lew Wasserman, alors le patron du studio Universal, qui avait affirmé que « Londres pouvait devenir le Hollywood européen ».

Margaret Thatcher avait aussi été marquée par la différence entre la Grande-Bretagne et ses rivaux - et éventuellement partenaires - européens. Apparemment, et de façon tout à fait typique, elle ne trouva pas que les Anglais n'en faisaient pas assez, mais que les autres en faisaient trop. Elle aurait ainsi dit au « chargé du cinéma » d'alors, Eric Forth : « C'est parfaitement déloyal. Ces subventions dans les pays étrangers doivent baisser. »

La réunion de Downing Street eut quelques conséquences. Le gouvernement fit taire son opposition à

Parent pauvre de la Communauté, le cinéma britannique, tiraillé entre Europe et États-Unis, souffre de faiblesse chronique. Son élan a été brisé par le peu d'attention de gouvernements avarés et par la condescendance des intellectuels et des médias anglais. La participation d'une demi-douzaine de films à Venise reflète, à la fois, l'état chaotique de sa production et la variété de ses talents.

Par David Robinson

Le cinéma britannique est le plus faible d'Europe occidentale. Il est quasiment au bord de la mort. La production n'est effondrée en 1990 pour atteindre son plus bas niveau historique avec moins de trente films, dont la plupart à très faible budget (cent quarante-sept films ont été tournés en France durant la même période). De 1984 à 1990, l'investissement est tombé de 175 à 137 millions de livres. Et 1991 sera encore pire.

Pourtant, comme si de rien n'était, une demi-douzaine de nouveaux films arborent l'Union Jack au Festival de Venise. Et au récent Festival d'Edimbourg, qui s'est tenu le 15 août, on trouvait la même apparente vitalité avec dix-sept titres en compétition. Même s'ils constituent plus de la moitié de la maigre production nationale, ces films présentent de sérieuses références puisqu'ils étaient signés Mike Leigh, Derek Jarman ou Ken Loach, ou par huit nouveaux réalisateurs.

Comment un cinéma économiquement moribond peut-il engendrer de telles réalisations ? Et comment un cinéma capable de telles réalisations a-t-il pu créer des conditions économiques aussi désastreuses ?

Cette situation n'est pas nouvelle. L'histoire du cinéma britannique est celle d'une faiblesse chronique, avec quelques périodes éclatantes de rémission. Il y eut le début des années 30, grâce au producteur Alexandre Korda, le fin des années 40, ou la confiance retrouvée

après-guerre permit le succès de David Lean, de Carol Reed et des comédies noires produites chez Ealing ; le début des années 60, avec l'émergence de la « nouvelle vague anglaise » emmenée par Lindsay Anderson, Tony Richardson, Karel Reisz et John Schlesinger - et le lancement des James Bond.

L'ultime renaissance eut lieu au début des années 80. Les *Chariots de feu* et *Gandhi* apportèrent l'espoir, en prouvant que des films britanniques pouvaient obtenir des Oscars et s'imposer sur le marché américain. Au même moment, la joyeuse bande des Monty Python continuait de rappeler au monde les vertus de l'humour insulaire. Plus profondément, la nouvelle chaîne de télévision Channel Four afficha un intérêt durable pour la production de longs-métrages, entraînant dans son sillage les autres chaînes indépendantes et la BBC. Climat qui donnait naissance à une nouvelle génération de cinéastes.

Ce devait être un élan sans lendemain. Il fut surtout brisé par le peu d'attention du gouvernement pour l'existence d'un cinéma national. Les causes des malheurs du cinéma britannique sont directement liées à la « mauvaise réputation » du cinéma : les politiciens, l'intelligentsia et les médias l'ont traditionnellement considéré uniquement à la manière hollywoodienne, comme une distraction populaire. Aucun gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, ne l'a jamais tenu pour un art. Qu'un cinéma national puisse être un important moyen de promotion de la culture nationale est totalement étranger à la façon de voir britannique.

## MARGARET THATCHER, ADVERSAIRE...

Et les dirigeants politiques, malgré les gigantesques différences entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, ont pris l'habitude de citer en exemple la bonne santé de Hollywood, qui se passe du soutien de l'État : « Si le public a envie de cinéma, il paiera pour en voir à la caisse des salles. » Avec le thatchérisme, cet argument des « forces du marché » est devenu de plus en plus utilisé, pour rejeter tout appel à quelque soutien gouvernemental à l'industrie du cinéma. La seule subvention à la production s'élève à 2 millions de livres : somme dérisoire par rapport aux subsides débloqués dans tous les autres pays d'Europe.

Loin d'encourager l'industrie du film, les mesures gou-

هكذا من الأصل



## FESTIVAL DE VENISE

« FISHER KING », UN CONTE MORAL DE TERRY GILLIAM

# A la conquête du Graal dans Central Park

Pour son premier film américain, Terry Gilliam retourne, dix ans après son inoubliable *Brazil*, à la métaphore urbaine. Dans la New-York d'aujourd'hui, celle des sans-abri. Mais *Fisher King* est une comédie qui chante sur tous les tons un hymne baroque, et heureusement parfois méchant, à l'amitié et à la rédemption.

QUI pourrait croire qu'il est né à Minneapolis (Minnesota)? Avec sa jovialité impassible, ses rires à contre-sens, son teint tout à fait rose, son intimité viscérale avec les légendes arthuriennes, y-a-t-il plus britannique que Terry Gilliam, ci-devant membre agissant (et dessinant) de l'extrême gauche et délinquant groupe des Monty Python? Après *Brazil* en 1985, son chef-d'œuvre incontesté, après les *Aventures du baron de Münchhausen* en 1988, deux super-productions « à problème » où s'exercèrent ses multiples talents graphiques au service d'une verve nonsensique remarquable, le voilà qui rentre au bercail. Oui, aussi bizarre que cela puisse paraître, en matière de production, d'élaboration et même d'inspiration, *Fisher King*, en compétition à Venise, est le premier film américain de Terry Gilliam.

La quête d'un Graal en fer blanc (incorrigible Gilliam) dans la New-York des sans-abri. Une histoire de rédemption et d'amitié, avec Dieu merci, de belles fulgurances de méchanceté. Un animateur de radio célèbre (Jeff Bridges) qui rompt avec son passé de gloire et de cruauté, un clochard philosophe (Robin Williams) qui voit un mythe chevalier rouge galoper dans les allées de Central Park...

Comment est né *Fisher King*? — Après *Münchhausen*, j'étais très fatigué, déprimé même, dit Terry Gilliam. Je me suis mis à travailler à un autre projet qui n'avancait pas. Ça s'appelait *Le Minotaure*, mais je n'ai pas trouvé le fil d'Ariane, j'ai pourtant été jusqu'en Inde pour les repères... C'est alors que le script de *Fisher King* m'est arrivé tout prêt, en même temps qu'un autre que j'étais censé adorer. J'ai failli ne pas le lire... Et puis, je l'ai lu : ce

type, Richard La Gravenese, écrivait comme j'écris, développait des personnages que j'aurais aimé rencontrer. D'origine italienne, Gravenese avait fait du théâtre de rue, avait roulé dans les quartiers dévotisés de New-York, connaissait manifestement ce dont il parlait. Je n'aurais jamais cru tourner un film dont je ne serais pas l'auteur, mais je me suis dit, le sujet me plaît, tout est prêt, l'argent est trouvé, pourquoi ne pas essayer pour une fois de me rendre la vie plus facile? J'ai décidé alors de me mettre au service de l'histoire, de ne pas la détourner à mon profit. Bon, je triche un peu en disant ça, ce film est devenu exactement le mien. Mensonge, tout est mensonge comme on dit dans *Münchhausen*. Peu importe d'ailleurs la fonction exacte du mensonge aussi longtemps qu'il débouche sur la vérité.

— Quand le chevalier rouge, flamboyant fantasme de professeur d'histoire devenu clochard, apparaît, c'est en effet du pur Gilliam!

— Sauf que c'était déjà dans le script... Je ne dis pas que je ne l'ai pas un peu amélioré... Pour le reste, je pense que j'ai surtout accentué les ruptures de ton déjà contenues dans le scénario. Pour convaincre Robin Williams qui le trouvait un peu léger, je lui ai dit : « Oui, c'est une comédie, très drôle, mais entièrement basée sur la douleur. » Ça l'a pleinement rassuré. (rires)

— On dirait presque que vous avez été tenté de faire de *Fisher King* une vraie comédie musicale?

— Rencontrant récemment Stanley Donen au Sundance Institute (1) et ayant revu là certains de ses chefs-d'œuvre, j'ai voulu, c'est vrai, lui dédier *Fisher King*... Il y a des corrélations... Mais je n'ai pas cédé à la tentation de la comédie musicale pour rester les pieds sur terre, pour rester à New-York. Me promettant de ne pas montrer la ville comme l'aurait fait Bob Reiner, ou Woody Allen, on n'importe quel autre metteur en scène depuis quinze ans. New-York est devenu un décor, un stéréotype. Je ne suis pas new-yorkais, j'y ai vécu au début des années 60, j'y pose un regard d'étranger, je peux l'aimer et la haïr comme un étranger. *Brazil*, pour une grande part, représentait ma propre vie à New-York, les aspects négatifs, furieux, effrayants de New-York.

— *Brazil* débouchait sur une métaphore universelle, pas sur une peinture « locale » de l'oppression urbaine.

— Oui, mais New-York est idéale pour illustrer cette métaphore. Ville verticale, vous montez au sommet, et quand vous touchez le fond, vous êtes tombé de haut! Mais, attention, *Fisher King* est un film affectif, pas du tout intellectuel, il n'essaie pas d'imposer des commentaires intelligents sur l'évolution de la société. Typiquement un film d'homme mûr! (rires). C'est dur d'être sentimental quand on est jeune, il y a tellement de choses qui vous mettent en colère, qui vous donnent envie de vous battre...

— Robin Williams apparaissait déjà dans *Münchhausen* mais n'était pas crédité au générique, pourquoi?

— Il y tenait un petit rôle et ses agents ont eu peur qu'on ne vende le film sur son nom. La même chose se produisit dans *Fisher King*. Tom Waits y fait une apparition anonyme. Je pense que je persévérerai, j'aime bien ces visites désintéressées d'amis célèbres dans mes films...

— *Fisher King* a plutôt été un film paisible, semblable-t-il?

— C'est le film le plus facile que j'aie jamais fait, à la fin j'ai pensé que, si c'était ça, diriger un film, les metteurs en scène avaient vraiment la belle vie. Après tant d'années de luttas, fatigué de combattre le système, j'avais choisi d'essayer de m'y couler, de m'y adapter. Et j'y étais parvenu.

— Vous êtes responsable des difficultés qu'ont connues vos films précédents?

— Un peu, sûrement. Les films étaient beaucoup plus ambitieux que celui-ci. Mais je crois surtout que les circonstances ont joué contre moi. *Brazil* avait commencé une heureuse carrière en Europe quand les responsables du studio Universal ont décidé que le film était beaucoup trop long et que sa fin n'était « pas assez positive » pour la sortie aux États-Unis. Robert De Niro et moi avons bataillé sept mois, portant l'affaire sur la place publique, évitant ainsi de mutiler *Brazil*.

— Pour *Münchhausen*, ça a été pire. Il avait été produit par David Puttnam, chez Columbia. Mais Coca-Cola a choisi ce moment-là pour vendre Columbia à Sony. Écrasé dans cette bagarre de géants, le pauvre *Münchhausen* n'a été tiré qu'à cent dix-sept copies sur tout le territoire des États-Unis. Chiffre ridicule s'agissant d'une super-production qui avait reçu un accueil critique favorable. Vous vous rendez compte?

Ma mère habite la vallée de San-Fernando, à vingt minutes de Hollywood. Le film n'est jamais parvenu jusqu'à elle...

— Quel est le moment de votre travail que vous préférez?

— Je ne sais pas si j'aime le travail. J'en ai besoin, je suis accro, c'est tout. L'ego, seulement l'ego. Comment prouver que je suis vivant, si ce n'est en laissant ça et là ces jalons que sont mes films. Quand je ne travaille pas, je disparaissais. Je ne sais pas ce que je deviens. Là, je peux vous dire que je reviens de Dordogne, j'étais dans une maison avec ma famille, c'était délicieux, mais je suis incapable de replacer ma propre personne dans ce décor. Mes seuls repères existentiels, ce sont mes films. Peut-être pour que je puisse trouver le chemin du retour quand je serai un vieil homme, comme si j'avais laissé tomber des petits cailloux dans la forêt. (rires)

— Je ne revois jamais mes anciens films, j'aurais trop peur de ne pas les aimer! Pas de passé, pas de futur, pas de plan de carrière, je n'apprécie rien du décorum de ce métier, je déteste être en représentation, dans la lumière. Ce que j'aime, c'est être dans le noir. Au cinéma. Tiens, arrivant à Paris, je viens de voir *Délicatessen* (2). Très amusant, très sympathique.

— Ne pensez-vous pas que ces jeunes gens vous doivent quelque chose?

— Un peu, c'est vrai, mais ils ont bien raison. Moi aussi j'ai passé mon temps à voler les autres, c'est la moindre des choses qu'on me vole à mon tour. J'ai pillé Fritz Lang, l'expressionnisme allemand. Une séquence de *Brazil* est directement piquée aux *Scitars de la gloire* de Kubrick. Mais ce qui rend ma kleptomanie innocente, c'est que je ne vole pas intentionnellement. Ce n'est que *a posteriori* que je m'aperçois que j'ai commis le crime...

D.H.

(1) Le Sundance Institute est un institut de cinéma fondé dans l'Utah par Robert Redford.

(2) *Délicatessen*, le film de Jean-Pierre Jeunet et Marc Caro, doit beaucoup à l'humour « bande dessinée » de Terry Gilliam.

## DU CINÉMA BRITANNIQUE

# bien que pauvre et malade

L'Europe, et confirma son soutien au programme européen Média. M<sup>re</sup> Thatcher promet une nouvelle subvention de 5 millions de livres, répartie sur trois ans, pour soutenir des coproductions avec des partenaires européens.

Mais sur les sujets de fond, les pouvoirs publics demeurent intraitables, aussi bien sur des allègements fiscaux que sur une réglementation permettant une meilleure remontée des revenus de la distribution vers la production. L'idée d'un prélèvement sur les cassettes vierges ou la tentative d'obtenir des Américains qu'ils fassent bénéficier la production nationale d'une partie de leurs recettes en Grande-Bretagne essuyèrent un refus.

Cette timide mais nouvelle volonté d'aider le cinéma disparut avec le départ de M<sup>re</sup> Thatcher. Le ministère du commerce et de l'industrie est par principe opposé à tout soutien sectoriel. Le ministre, Peter Lilley, manifeste une antipathie notoire envers le cinéma. Quant au poste de « chargé du cinéma » au sein de ce ministère, il a toujours été considéré comme une « salle d'attente » entre deux emplois plus intéressants, entraînant une aberrante rotation des titulaires.

Treize personnes ont occupé cette fonction depuis douze ans, et son actuel détenteur, le charmant Lord Reay, est le troisième depuis la réunion à Downing Street. La rapidité des passages empêche évidemment qu'il se penche vraiment sur la question, si tant est qu'il en ait l'envie — l'un de ses prédécesseurs annonçait bien, lors de sa nomination : « Je vous avertis, je ne vais jamais au cinéma. Ça me donne mal à la tête. »

## ENTRE L'AMÉRIQUE ET L'EUROPE

Un mythe répandu veut que la communauté de langue avec les Américains confère en Europe un avantage aux Anglais. Or, si bon nombre de cinéastes britanniques sont allés faire carrière à Hollywood (Alan Parker, Ridley Scott, Stephen Frears...), bien peu de films britanniques ont réalisé le rêve de conquérir le marché américain : les Américains les considèrent comme des films étrangers, et les confinent dans le circuit art et essai. Parfois, ils sont même doublés avant d'être distribués outre-Atlantique.

Parmi les quatre cents films qui ont réalisé plus de 10 millions de dollars de recettes aux États-Unis durant les années 80, quinze seulement étaient anglais. Cette

liste comprend *Gandhi*, les *James Bond*, les *Chariots de feu*, *Un poisson nommé Wanda*, la *Route des Indes*, la *Déclaration*, *Memphis Belle* et *Chambre avec vue*. La plupart d'entre eux avaient été financés par les majors de Hollywood.

En revanche, cette communauté de langue rend la Grande-Bretagne encore plus vulnérable à la domination américaine. Les dix films en tête du box-office anglais sont systématiquement américains, alors que les recettes des films européens demeurent dérisoires. La Grande-Bretagne rejoint donc le reste du monde pour affronter l'envahissante emprise de Hollywood et tenter de conserver une petite part de marché et un peu de l'attention des médias et du public.

Comment des films peuvent-ils éclore malgré tout dans un terrain aussi aride? Comment, contre toute attente, la Grande-Bretagne peut-elle figurer à Venise? Comme *Variety* l'avait annoncé, l'infrastructure s'est effondrée. Les très rares films obéissent encore aux règles traditionnelles de la production commerciale sont financés par les Américains — ainsi *Memphis Belle*, produit par David Puttnam (3) mais avec l'argent de Warner. En 1990-91, seule une petite société indépendante, Palace Pictures, est parvenue à fabriquer des films bon marché qui ont eu droit à une distribution normale (*The Miracle*, *The Big Man*, *The Pope Must Die*).

Ce qui survit aujourd'hui était autrefois la production marginale, le satellite de l'établissement commercial : des films conçus comme des produits de télé, des films bricolés avec des bouts de ficelle, les films subventionnés par le British Film Institute (4). Ainsi *Young Soul Rebels* d'Isaac Julien, qui a obtenu le Prix de la semaine de la critique au dernier Festival de Cannes, est-il une coproduction entre le BFI et Channel Four.

Parmi les films sélectionnés à Venise, *Edward II*, de Derek Jarman, est une production indépendante à petit budget (moins de 1 million de livres), financée par British Screen et la BBC. Et le premier film de Tristan Powell, *American Friends*, écrit et interprété par Michael Palin, est également un film bon marché, financé par les mêmes partenaires. Quant aux deux essais autobiographiques que constituent les moyens métrages de Nagisa Oshima (*Kyoto, My Mother Place*) et John Boorman (*I Dreamt I Woke Up*), ils ont été produits par la pourtant très désargentée section écossaise de la BBC.

Ces deux films constituent les premiers titres de la série *The Director's Place*, conçue par un jeune produc-

teur entreprenant, John Archer. Il s'est rendu compte qu'il pouvait intéresser des cinéastes importants en leur offrant des budgets dérisoires (environ 100 000 livres) mais une complète liberté. Les réalisateurs l'ont suivi. Oshima se remémore avec lyrisme et ironie sa relation d'amour-haine avec Kyoto, où il a passé sa jeunesse. Boorman donne libre cours à sa fantaisie baroque.

Mais si, en termes artistiques, *Propero's Book* est incontestablement anglais, le financement de cette adaptation de Shakespeare par un de nos meilleurs cinéastes, avec notre plus grand comédien, John Gielgud, affiche un pedigree beaucoup moins clair en ce qui concerne sa production. Bien que réputé coproduction anglo-française, son financement a été fourni par des Néerlandais, des Français et des Italiens, sous les auspices du fonds européen Eurimage... dont la Grande-Bretagne ne fait pas partie.

Quant à la *Tentation de Vénus*, d'Istvan Szabo, il a beau être produit par David Puttnam, avoir un scénariste britannique (Michael Hirst) et des dialogues en anglais, son caractère britannique est encore plus contestable. Le film a été financé par Warner, tourné à Budapest et à Paris, et ne met en scène aucune star anglaise. Et le *Fisher King* de l'ex-Monty Python Terry Gilliam est 100 % américain.

## LE MIROIR VÉNITIEN

La représentation britannique à Venise traduit ainsi à la fois l'état chaotique de la production et la vitalité des talents. Les structures économiques se sont peut-être effondrées, mais des réalisateurs comme Jarman, Greenaway, ou encore Terence Davies (5) demeurent toujours aussi créatifs et originaux.

À la veille de la nouvelle Europe de 1993, le cinéma britannique — si cinéma britannique il y a — se construit-il avec l'Amérique ou avec l'Europe continentale? La Grande-Bretagne est comme coincée entre Charybde et Scylla, liée à l'Amérique par la langue et à l'Europe par la culture.

Engagé au côté de l'Europe, David Puttnam n'exclut pas, cependant, la possibilité de collaborer avec les Américains, affirmant que Hollywood n'a aucun intérêt à détruire les autres cinématographies, et ouvrira la porte aux films à gros potentiel commercial.

Dans la perspective européenne, les Anglais espèrent aussi avoir leur part des bénéfices de la coopération entre pays de la Communauté. Mais ils risquent d'être les

moins favorisés : les producteurs britanniques sont si démunis que leurs partenaires les soupçonnent de se servir dans la caisse. Le cinéma britannique reste par ailleurs peu attractif, avec le plus petit nombre de salles de cinéma et le plus petit nombre d'entrées par habitant.

Chaque futur partenaire apporte des taux élevés de subvention gouvernementale et une certaine protection fiscale que le gouvernement actuel s'est acharné à refuser à l'industrie cinématographique britannique. Bref, pour reprendre l'image employée lors de la conférence de Downing Street de M<sup>re</sup> Thatcher, les Anglais ne jouent pas sur le même terrain.

La Grande-Bretagne est, d'ailleurs, l'un des rares pays européens (avec l'Irlande, l'Albanie et la Tchécoslovaquie) à ne pas adhérer au fonds Eurimage, qui subventionne des productions auxquelles trois pays membres au moins participent. La contribution britannique coûterait environ 2 millions de livres par an au gouvernement... Mais son avarice va plus loin. La somme promise par M<sup>re</sup> Thatcher avant sa chute — moins de 1 million de livres la première année et 2 millions les deux ans suivantes — n'était déjà pas très élevée. L'industrie du cinéma l'attend toujours.

« Dans le cadre européen, la langue anglaise aurait dû être un atout maître, conclut Richard Attenborough. Mais nous avons eu trop de mal à nous asseoir à la table de jeu. Et quand nous y sommes, nous n'avons plus un sou à miser. » Sous réserve d'un changement rapide d'attitude de la part du gouvernement, le cinéma britannique aura peut-être ainsi laissé passer sa dernière chance.

(1) L'Arts Council est un organisme subventionné pour venir en aide aux différents secteurs culturels.

(2) British Screen centralise et distribue les marges aidées financières accordées à la production par le gouvernement, par quelques distributeurs et par certaines chaînes de télévision.

(3) Maître d'œuvre de l'épopée des *Chariots de feu* et à l'époque chantre de la renaissance anglaise, le producteur David Puttnam connaît ensuite un bref et difficile passage à la tête de Columbia à Los Angeles.

(4) Fondé en 1933 (premier organisme au monde de cette nature) le British Film Institute coordonne les activités d'archivage, d'édition, de distribution art et essai. Il recueille et distribue des aides financières. Il est dirigé par Richard Attenborough.

(5) Réalisateur du superbe *Private Fears, Still Lives* (1988).

► David Robinson est journaliste au *Times*, critique de cinéma et historien.

هكذا من الأصل

## FESTIVAL DE VENISE

« ALLEMAGNE ANNÉE 90 NEUF ZÉRO », DE JEAN-LUC GODARD

## La solitude de l'Histoire

Au côté d'un vieil agent secret qui tente de regagner le camp occidental après la chute du mur, Godard regarde l'ex-Allemagne de l'Est où rôdent les fantômes de l'histoire du monde, et de l'histoire du cinéma.

« *Allemagne année 90 neuf zéro* est une commande ?  
- Oui. La productrice de télévision Nicole Ruellet voulait faire une série sur le thème de la solitude, l'état de solitude. Ce système de séries a remplacé le film à sketches. On appelle ça « documentaires de création ». Je ne sais qui sont les autres réalisateurs, je crois qu'il y a Wenders (1).

« Moi, je ne voulais pas faire un film sur la solitude de l'Amoureux ou du drogué. J'avais plus envie de m'intéresser à la solitude d'un pays, d'un État, d'un ensemble. Je me suis dit : pourquoi pas l'Allemagne de l'Est ? C'était il y a un an et demi, avant la chute du mur. Une fois que le contrat a été signé, ça a fait tomber le mur. Du coup, c'est devenu un film sur l'Allemagne. On parlait de l'Est pour arriver à l'Ouest.

- Le cahier des charges, c'était le mot « solitude » ?

- Uniquement.

- C'est donc un téléfilm ?

- Non. C'est du cinéma, tourné en 35 millimètres, même s'il est financé par la télévision. A la différence de la télé, lorsqu'on fait du cinéma, on sait encore un

taise une espèce de dette, même si je n'étais jamais allé en Allemagne. Mais j'avais des images... la Forêt-Noire. Et bien sûr le cinéma allemand. Langlois me l'a fait découvrir... Donc j'ai repensé à l'Allemagne et je me suis dit : c'est comme un retour à la fiancée idéologique bien-aimée, ou inconnue, comme dans un roman courtois. On revient... et il n'y a plus personne.

- Il y a aussi une relation historique.

- Moi, je n'ai rien vu de la guerre. Mes parents me l'ont cachée, alors que mon père était assez proche de ce qui se produisait puisqu'il s'occupait de la Croix-Rouge. Plus tard, je me suis demandé pourquoi j'avais ensuite été fasciné par les camps de concentration, qui ne me concernaient pourtant pas directement. Je pense que c'est parce que, en vieillissant, je me suis dit : « Mes parents ont connu ça, et ils n'en ont pas parlé, ils ne m'ont pas parlé de ce qui était crucial pour des centaines de millions de gens à l'époque. » Au moment du *Petit Soldat* (2), j'avais eu envie de faire un film sur les camps, sur l'aspect ordinaire, la dactylo avec une pile de dossiers pleins de tortures, toutes ces dents en or si lourdes à transporter, le côté fonctionnaire de tout ça.

« Aujourd'hui, j'aimerais bien - c'est mon côté théâtre - être le défenseur d'Honecker, quand il revient pour être jugé. La punition qu'il mériterait, ce serait d'être enfermé à vie dans un Traband. La Traband, c'est ce qu'il y a de plus horrible, c'est toute l'Allemagne de l'Est : un modèle réduit. Les gens ont le toit là (Godard montre le milieu du front, comme on mime un homme « bas de plafond »). C'est un jouet d'enfant, une idée

- Le film est, aussi, très écrit.

- C'est relativement écrit et composé, mais très librement, de plus en plus. Ensuite les plans de film se décident au montage.

- La bande-son est presque uniquement composée de citations.

- C'est la même chose, des lieux de mémoire. Il n'y a pratiquement pas un mot de moi, mais ils sont tous passés par ma mémoire. Chaque citation est liée à l'Allemagne : il n'y a pas une citation d'un roman anglais - sauf Christopher Isherwood, qui a écrit *Adieu à Berlin* (3). La *Symphonie*, non seulement elle est de Beethoven, mais elle est dirigée par un chef allemand et enregistrée par un orchestre allemand. Même Chostakovitch, je disposais de deux enregistrements, j'ai pris celui avec l'orchestre allemand. Peu importe s'il est meilleur ou moins bon. Ce sont des traces d'Allemagne.

- C'est pour la même raison qu'une partie du texte est en allemand ?

- Bien sûr, il faut qu'on entende la langue. Tout ce qui doit être traduit l'est, pas forcément aussitôt. Ce sont des phrases que je prends dans des livres, c'est comme une partition. Je n'écris presque plus de dialogues, pourtant j'aimais bien. Donc j'emprunte aux autres, en essayant de le faire de façon personnelle et respectueuse pour les auteurs.

- Une phrase du film s'interroge sur la position du narrateur.

- Le narrateur est dans une position difficile, plus difficile qu'autrefois. Il n'est ni vraiment là ni vraiment

mand est le seul qui ait lutté contre l'Amérique, qui a fait ce que voudrait bien faire Jack Lang. Après la guerre, ça s'est effondré mais le cinéma allemand s'est voulu européen et antiaméricain. Et il a été le seul qui a presque eu les moyens de l'être. Le système sonore Tobis s'est opposé au système américain RCA. La chimie allemande était la meilleure. Même aujourd'hui, Agfa reste un concurrent de Kodak et Fuji.

- Vous retrouvez les traces de toute cette histoire.

- Elles sont là, il n'y a pas besoin de beaucoup chercher. Mais les gens ne voient pas. Lorsque je mets un carton à l'écran où est inscrit *UNE HISTOIRE SEULE*, et puis un autre *SOLITUDE DE L'HISTOIRE*, ces cartons ne concernent pas seulement le scénario. Je pense que l'Histoire est seule et qu'elle en souffre, que les hommes viennent l'animer de temps en temps et que c'est une compagne qui est là, comme une mère. Elle est sacrément seule et elle a besoin des hommes. Les films devraient le montrer, ils sont aussi là pour ça. Moi j'ai une histoire, les autres aussi, cette histoire, elle est entre nous. Le cinéma est fait pour « raconter entre ». Ensuite on regarde, et on en parle. Pour qu'on ait une histoire vivante, il faut en raconter, des histoires. Les Américains cherchent à éliminer ça, il n'y a qu'à voir ce que fait Hollywood.

« Le scénario de mon film, c'est l'Histoire. Elle est simple à suivre, les mouvements de caméra sont lents. On voit ce qui se passe. Ça m'étonne toujours quand les journalistes - excusez-moi - disent que l'Histoire s'accélère alors qu'elle ralentit toujours... On a dit la même



Lemmy Caution sur la route de l'Occident.



M. de Staël dans les ruines de Babelsberg.

peu d'où on fait le film, il y a une personnalité, un interlocuteur, peu importe qu'il soit producteur, marionnette, un génie méconnu, un jeune Noir audacieux... On sait d'où on fait le film, même s'il ne sort qu'à Tombouctou dans une petite salle. Moi, je ne savais pas où j'étais. Je ne savais pas d'où je parlais. Comme en plus on ne savait pas où on allait... Avec la télé, on n'est absolument nulle part.

- Que le film soit financé par la télévision ne modifie pas votre façon de travailler ?

- Non, mais c'est pour cela que j'ai eu envie d'aller au Festival de Venise, pour que le film ait une existence. Qu'à un moment il se soit trouvé sur la même ligne de départ que Philippe Garrel et Manoel De Oliveira. Qu'il passe ensuite à la télévision ne m'intéresse pas, il n'existera pas. C'est ça, je voulais que le film existe. Qu'il ait un passeport comme les autres, puisqu'à la télé il n'en a pas. Il ne peut pas être vu. On est dans un pays occupé et il n'a pas d'Ausweis.

« Rien ne passe à la télévision, c'est de pire en pire. Quand on voit la manière dont les Japonais filment les championnats du monde d'athlétisme, ils ont des millions de caméra et ils font encore moins bien que les autres.

- Il y a un travail considérable, dans votre film, sur la différence entre image film et image vidéo, sur différents niveaux de son. En passant à la télévision, tout ça sera aplati.

- Tout à fait. Le cinéma ne peut pas passer à la télé. La télé est faite pour faire autre chose. On regarde les images vite, parce qu'on regarde en passant, vite, parce qu'il n'y a pas vraiment d'image. Si tout d'un coup, quand une famille regarde son poste, il y avait un plan où on voyait la mère avec un autre homme, là il y aurait une image. Pas seulement la photo de la femme avec un autre, mais le rapport entre ceux qui regardent et cette photo.

- Pourquoi avez-vous choisi de filmer en Allemagne ?  
- Je me souviens que l'Allemagne m'a formé et que je me suis laissé former par l'Allemagne. Tout seul. Novalis m'a fait connaître Sartre et Camus. Un livre d'Albert Béguin, *L'Âme romantique et le rêve*, écrit en 1937, fait toujours partie de mes livres de chevet. C'est vraiment par le romantisme, très précisément, que j'ai commencé : Goethe, Wilhelm Meister. Donc je me sen-

réduite de voiture, une idée réductrice. En tout cas, on jugera sûrement Honecker. Mais les autres, comme toujours, tous ceux qui ont tiré, ils sont encore là. Tous les soldats. Ils pouvaient désobéir, ne pas tirer. Donc, qu'est-ce qu'on cherche à protéger en ne les punissant pas ? L'obéissance.

« Et puis aller en Allemagne aidait un peu à poser la question du pays. Mes parents, quand j'étais petit, étaient toujours entre deux pays. La France et la Suisse, qui n'est pas vraiment un pays, mais enfin... Qu'est-ce que c'est qu'un pays, la patrie ? Aujourd'hui on voit ces histoires de nationalismes, les uns ne veulent plus de frontière et, juste à côté, tous veulent des frontières tout de suite. C'est ça l'histoire, et en ce qui concerne l'Europe, l'Allemagne est véritablement au centre. De Bismarck à Gorbatchev, il y en a des liens !

- Comment avez-vous conçu ce film ?

- J'ai eu cette idée d'un vieil espion de l'Ouest qui se retrouve tout seul à l'Est après la chute du mur, et qui cherche à retourner en Occident. J'ai demandé à Eddy Constantine de jouer un deuxième Lemmy Caution, après *Alphaville*. Au début, j'avais même pensé qu'il y aurait un second personnage, un Russe, qui repartirait vers l'Est. Ils se seraient croisés. Sur cette base, j'ai demandé à Romain Goupil de faire des repérages, ensuite on est partis tourner. Tout s'enchaîne assez naturellement.

- Vous avez recherché les lieux de mémoire ?

- Tout est lieu de mémoire. Nous sommes allés dans des endroits classiques. Dans une région industrielle, et on a vu ces machines à la Jules Verne qui ont massacré des paysages entiers, comme si la Bourgogne était nivelée d'un coup. Le village où on a tourné n'existe plus, ils l'ont excavé. Je voulais aller dans le Nord, c'est la Balique, les marins de la Balique. Je me suis souvenu de l'histoire des syndicats révolutionnaires, et on a ajouté la Russie dans le film... Et puis il fallait bien aller voir à Weimar, l'arbre de Goethe. Alors on filme l'arbre, il est au centre de Buchenwald, il y a le panneau Buchenwald, ce n'est pas moi qui l'ai mis. Ça s'est fait comme ça. Après on finit à Berlin. C'est un film presque comme mes autres films, un peu plus documentaire peut-être. Quand on voit des choses, on les tourne ; je dis à Eddy Constantine : « Marche un peu dans ce décor et puis on verra... »

absent. Autrefois, il avait une place reconnue, il était un personnage, comme *Matamore* ou *Arlequin* dans la commedia dell'arte. C'était un personnage littéraire. Aujourd'hui le narrateur n'a plus d'emploi. Plus d'emploi du temps.

- En plus des citations, il y a les extraits de films, qui sont en vidéo et non pas en 35 millimètres.

- Ce sont ces films qui aujourd'hui font fonction de documents. Pour nous, pour la Nouvelle Vague, il n'y a jamais eu vraiment de séparation entre documentaire et fiction. Eisenstein faisait du documentaire à sa façon, d'ailleurs ce sont ses images que la télévision utilise aujourd'hui pour montrer ce qui s'est passé en Russie. Avec moi, ces images sont un peu mieux choisies, un peu mieux traitées. Dans le film, les extraits paraissent actuels, comme de la télé, puisqu'ils sont en vidéo, comme la télé, alors que ce que j'ai tourné sur pellicule paraît être du passé.

« Ces extraits de films sont des documents sur un pays, l'Allemagne, qui a eu une puissance de fiction supérieure, plus grande que la France à ce moment-là, ou que l'Italie.

- Vous êtes allé filmer sur le lieu de cette puissance, à Babelsberg (4). Avec ce plan merveilleux des colonnes grecques écroulées et Marx et Lénine par terre.

- Oui, on a filmé le dernier documentaire de la Dafa (qui est une société que je méprise beaucoup, qui a fait des saloperies). On n'a rien inventé. Il y avait ce petit temple vaguement grec. J'aurais pu développer un peu plus ce sujet, la fascination de l'Allemagne pour la Grèce. On ne la voit plus que comme une fascination pour la beauté, oubliant ce qu'écrivait Elie Faure dans son *Histoire de l'Art*, que les Grecs étaient un peuple de guerriers et de voyous. Ils ont tourné, massacré, pillé... La fascination de l'Allemagne, elle est là aussi. Donc, effectivement, ces colonnes, c'était très bien...

- Babelsberg est aussi le berceau des coproductions européennes.

- Effectivement. Le cinéma allemand sous le nazisme est le seul cinéma qui s'est voulu européen. Les textes d'alors sont les mêmes que ceux qu'on lit aujourd'hui sur l'Europe et sur l'Allemagne. La majorité du cinéma français est allée travailler en Allemagne, Michèle Morgan y avait rejoint Gabin avant *Quai des Brumes* qui devait être réalisé là-bas. Le cinéma alle-

chose pour le mur de Berlin : ça va vite. Non, ça ne va pas vite. Il a fallu trois jours pour le construire, quarante ans pour le détruire.

- Vous citez Marx, vous parlez du triomphe de Marx.

- Il disait : dès qu'une idée pénètre dans les masses, elle devient une force agissante. C'est les trompettes de Jéricho, c'est ce qui vient de se produire à Moscou. Eltsine dit : « *Cet imbécile de Marx* », et puis deux phrases après il dit : « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins*. » Quel besoin de dire que Marx est un imbécile ? Lisez-le, ou ne le lisez pas et laissez-le tranquille, il est mort.

- Comment *Allemagne neuf zéro* s'inscrit-il dans vos autres travaux ?

- Il s'inscrit dans rien du tout, je ne faisais rien. *Histoire(s) du cinéma* est toujours en chantier, mais le chantier est interrompu. Et je ne peux pas me permettre de rester sans travailler, j'ai besoin d'argent pour vivre. Même si finalement j'ai dépensé plus pour le film (7,5 millions) que ce que j'avais reçu (6 millions). Donc, j'ai de nouveau des dettes, il va falloir que je fasse autre chose. J'ai un projet très lourd, des Mémoires filmées, pour le centenaire du cinéma en 1995.

- *Allemagne neuf zéro* est un film court, mais d'une heure.

- Ça, c'est pas mal. Les films sont trop longs aujourd'hui. On ne peut pas parler plus d'une heure.

- C'est un film sans « ailleurs », l'Occident que cherche Eddy Constantine a lui aussi disparu. Il n'y a pas de réponse.

- Les phrases sur l'Occident viennent de Spengler, le *Déclin de l'Occident* : elles datent de 1918 ! Effectivement le film est très solitaire, mais il l'assume bien. C'est son but. La commande était là.

Propos recueillis par  
JEAN-MICHEL FRODON  
et DANIELE HEYMANN

(1) Outre Wim Wenders, Stanley Kubrick et Ingmar Bergman ont également été sollicités.  
(2) Réalisé en 1960, le *Petit Soldat* a été interdit par la censure jusqu'en 1963.  
(3) *Caligula* est inspiré de *Adieu à Berlin*.  
(4) A Babelsberg sont installés les plus grands studios d'Europe, aujourd'hui au bord de la faillite et à moitié en ruines. Ils furent le siège de la « major » allemande UFA qui servit fidèlement les nazis et devint le Dafa après-guerre, siège du cinéma de la RDA.

هكذا من الأصل



# FESTIVAL DE VENISE

GRIFFITH, MAMOULIAN, BORZAGE, HOWARD HUGUES, CECIL B. DEMILLE EN LIBERTÉ

## Juste avant les lits jumeaux

De la langoureuse Betty Boop à la sulfureuse Barbara Stanwyck en passant par la glorieuse Gloria Swanson, les vamps du début des années 30 sont au rendez-vous de la rétrospective américaine non censurée que présente la Mostra. Mais, dès 1934, le code Hays sévira. Institution castratrice voulue par l'industrie cinématographique elle-même, pour éviter pire. Elle sera critiquée, redoutée, contournée, avant d'être abandonnée, en 1952 seulement.

**D**ANS une démocratie, plus un art est populaire, plus forte sont les pressions pour le censurer», écrit Murray Schumach, en ouverture de son livre *The Face on the Cutting Room Floor* (1964). Ce théorème, poursuit Schumach, a deux corollaires : « La qualité de l'art n'a guère d'incidence. Et ceux qui s'arrogent le privilège d'exercer une censure peuvent être - ou ne pas être - cultivés, impartiaux, et/ou sincères. Telles sont les leçons à tirer du premier tiers de ce siècle », conclut-il.

Le premier baiser de l'histoire du cinéma américain est de John C. Rice et May Irwin, en 1896. « Dégoutant, lit-on dans la presse. Cela est du ressort de la police ! » Mais le cinéma n'est encore qu'une curiosité. En moins de trente ans, il passera du divertissement forain pour cafés et arrière-boutiques à une industrie brassant plusieurs milliards de dollars. Il y a bientôt plus de cinq mille Nickelodeons en territoire américain où, pour une pièce de 5 cents (un nickel), on peut voir *Voileurs d'enfants*, *Le Baromètre de Cupidon*, *Flirt en bord de mer*, *Ciel mon mari*, *les Joles du divorce*. Tous titres cités dans un journal de Chicago par un juge soutenant que les « Nickelodeons provoquent, directement ou indirectement, plus de délinquance juvénile que toutes les autres causes réunies ».

En mars 1907, le *Chicago Tribune* entreprend une campagne contre les Nickelodeons. Deux mois plus tard, une campagne identique se déploie à New-York. La popularité du cinéma s'en trouvant (évidemment) renforcée, des salles à son usage exclusif surgissent. Afin d'apaiser les protestations quant à la moralité des œuvres montrées, le maire de New-York ordonne, en 1909, la fermeture de toutes les salles de cinéma. L'interdit est levé lorsqu'un groupe de notables new-yorkais propose d'examiner les films avant leur présentation publique. Pour éviter que le mouvement ne se répande (ce qui entraînerait une perte de contrôle de leur part), les magnats de l'industrie cinématographique créent le National Board of Review avec l'idée, vague, qu'une sorte de visa calmerait les critiques et empêcherait l'établissement d'une législation de censure fédérale, dont ils sont, de temps à autre, menacés.

Le coup presque fatal sera porté par le proche opposant, dès 1913, la Mutual Corporation à la Commission industrielle de l'Ohio qui exige d'approuver tout film devant être projeté sur son territoire. L'affaire va jusqu'à la Cour suprême des Etats-Unis. En 1917, celle-ci décrète que le cinéma est pure et simple industrie, en vertu de quoi les films ne sont pas protégés par le premier amendement de la Constitution américaine, portant sur la liberté de parole, de pensée, de religion et de réunion (la Cour suprême attendra 1952 pour changer d'avis).

« Si vous ne tenez pas compte de cet élément, toute l'histoire de la censure américaine vous paraîtra imbécile, absurde, folle », dit James Bouras, qui, avocat de

profession, entra à la Motion Picture Association of America en 1966. Au cours de son mandat de vingt ans, il eut à défendre des affaires de censure devant les cours américaines : *Ce plaisir qu'on dit charnel* de Mike Nichols ou... *Viva Maria!* de Louis Malle.

« Ne relevant pas du premier amendement de la Constitution, poursuit James Bouras, les films tombaient sous la réglementation des gouvernements étatiques ou locaux... Des commissions de censure existaient déjà dans six Etats, dont celui de New-York, mais - et c'est plus important - dans près de soixante villes, dont les plus grandes. Tout cela relevait très étroitement de la politique locale : si dans l'Ohio, la commission de l'industrie faisait office de bureau de censure, à Chicago, c'était la préfecture de police et dans l'Etat de New-York, le département de l'éducation. Seul le Maryland, je crois, avait un organisme séparé. » Cette disparité a pour conséquence, entre autres, d'obliger les studios à envisager, pour un même film, une version différente (cas extrême) pour chaque commune.

Avec les années 20, les maquillages s'accroissent, les robes se font plus courtes et les baisers plus longs. Le péché rapporte : environ 30 millions de dollars par semaine dans près de 15 000 salles. Dans la récession de l'après-guerre, les stars touchent 5.000 dollars par semaine - alors que, pour un employé ordinaire, 20 dollars représentent une paie enviable - et mènent de surcroît une vie dissolue : Hollywood est « une colonie où règnent la débauche, l'ivresse, la ribaude, la dissipation, l'amour libre... ».

En un temps où on ne fait guère de démarcation entre rôles vécus et rôles tenus, les scandales successifs - Fatty Arbuckle accusé du meurtre de la starlette Virginia Rappe ; le cinéaste William Desmond Taylor assassiné ; l'acteur Wallace Reid mourant d'overdose ; le mari de Jean Harlow se tirant une balle dans la tête ; Chaplin ayant une liaison avec Lita Gray, âgée de seize ans - deviennent un argument de plus en faveur de la censure.

A la fin de 1921, c'est un tel déchaînement - plus de cent actes de censure dans trente-sept Etats - que, comme Louis B. Mayer le confie à King Vidor : « A ce rythme-là, il n'y aura bientôt plus d'industrie cinématographique ».

En décembre 1921, Saul Rogers, avocat de William Fox, fait circuler une lettre parmi les patrons des grandes entreprises cinématographiques. Avec une douzaine de ses collègues, Samuel Goldwyn (encore président de Goldwyn Pictures) suggère de créer un organisme corporatif et autorégulateur, une « association nationale de producteurs et de distributeurs de films », chargée de se pencher sur les problèmes aussi bien de censure que de production ou de fiscalité, qui pourrait être dirigée par William H. Hays. Une lettre est adressée dans ce sens à la Maison Blanche.

Président du comité national du Parti républicain en 1920, Hays est ministre des postes sous l'administration du président Harding. Le 17 décembre 1921, il rencontre les signataires à New-York et demande la période de Noël pour réfléchir. Le 14 janvier 1922, il accepte de devenir président de la Motion Picture Producers and Distributors of America (ancêtre de la MPAA actuelle). Surnommé « Mr. Clean » (Mr. Propre), William Hays, avocat, est né en 1879 à Sullivan, dans l'Indiana, et pour ses parents, dira-t-il, « une vie chrétienne signifiait les dix commandements, l'autodiscipline, la foi dans les moments troubles, la Bible comme la règle d'or ».

Grâce à ses relations politiques et aux fonds généreux provenant de l'industrie cinématographique, Hays est en mesure d'écarter les menaces les plus



Gloria Swanson dans « Tonight or never » (1931).

directes de censure gouvernementale. Il dépêche des négociateurs auprès des groupes civiques, des patrons de journaux, des législateurs. Les stars évitent les scandales trop publics. Les titres se font moins sensationnels. L'industrie est incitée à montrer au Hays Office les scénarios, afin qu'il la conseille sur les points potentiellement offensants.

Puis, dans un premier temps, en 1924, le Hays Office étudie les pièces et les romans qui vont être portés à l'écran. L'effort se fait plus général avec, en 1927, une liste « suggérée » de onze « A ne pas faire » et vingt-sept « Attention : prudence », sujets à manipuler avec soin et discrétion.

La dépression de 1929 rend la situation plus tendue la compétition entre studios s'amplifie. Poussant vers le sensationnalisme, ils jouent la carte du banditisme (James Cagney dans *Ennemi public*) et du sexe (Jean Harlow, bientôt Mae West).

Pour tenter de donner une image d'équilibre, Hays, assisté de Martin Quigley, éditeur catholique d'un journal professionnel, et du Révérend Daniel Lord, un jésuite, entreprend de rédiger ce qui deviendra le Motion Picture Production Code, qui sera adopté le 31 mars 1930. L'industrie pense que ce geste suffit pour apaiser le clan adverse. Elle est aussi parfaitement consciente qu'aucun appareillage administratif ne l'oblige à appliquer ce code.

Le clergé catholique prend alors les mors aux dents. En 1933, le cardinal Dougherty, de Philadelphie, interdit tout film aux catholiques. En avril 1934, un groupe d'évêques fonde la Ligue de vertu (la Légion de décence), dont le but est d'alerter les catholiques quant aux films à éviter. Les hiérarchies juive et protestante emboîtent le pas, le Conseil fédéral des Eglises prévient l'industrie que si le code n'est pas effectivement appliqué, il demandera au gouvernement l'établissement d'une censure fédérale.

La situation est sérieuse. « Les gens qui avaient fondé et qui dirigeaient les studios : les Louis B. Mayer, les Harry Cohn, ont peut-être fait bien des bourdes, mais ce n'étaient pas des imbéciles », dit James Bouras. Ils avaient des produits - des films - qu'ils voulaient distribuer aussi largement que possible, et sans ingérence. Or les films soumis aux différentes commissions de censure étatiques ou municipales risquaient d'être coupés, ou interdits.

Un « sceau d'approbation » est créé ; Joseph I. Breen, adjoint de William Hays, a désormais le pouvoir de le refuser à tout film en infraction avec le code. L'industrie, de son côté, s'engage à ne distribuer dans ses réseaux et dans ses salles aucun film non assorti du sceau de la commission, adoptant un véritable système d'autodéfense.

Tous les films présentés à Venise - de Griffith, Mamoulian, Borzage ou Howard Hughes - datent de cette période floue qui va de la rédaction du code, en 1930, à sa mise en application, en 1934. Quelques exemples, puisés dans le catalogue publié à l'occasion de la rétrospective :

L'ordre établi. Réalisé par Cecil B. DeMille, *This Day and Age* se déroule en partie dans les milieux étudiants. Le 10 mai 1933, la Paramount envoie deux exemplaires du scénario au Comité, qui y voit trois problèmes :

a) « Les commissions de contrôle (en particulier celle de New-York) insistent sur la nécessité de maintenir le respect vis-à-vis de l'ordre et de la loi. Elles ne toléreront aucun manquement à l'encontre de ce sentiment. » Il est suggéré « d'atténuer certaines répliques. »

b) Il est nécessaire que cette histoire « ne soit pas interprétée comme un appel direct à une révolte

ouverte et un encouragement aux lyriques à ne pas respecter l'autorité régulièrement constituée. (...) Je crois que, dans ce cas, le film se heurterait à des obstacles. »

c) Le troisième point porte sur l'usage de la fosse aux rats pour arracher la confession d'un gangster. « Cela nous paraît dangereux et susceptible d'offenser une grande partie du public, en particulier les femmes... »

Le sexe « agricole ». *The Story of Temple Drake* est tiré d'un roman de William Faulkner, *Sanctuaire*. Au cours duquel Temple Drake (Myriam Hopkins) est violée avec un épi de maïs. Lorsque le Hays Office apprend que la scène de violence charnelle montre le personnage de Trigger (que George Raft a refusé d'interpréter) ramassant un épi de maïs, il insiste pour que la scène soit retournée dans une étable plutôt que dans une grange.

Le sexe comme arme. Pour *Baby Face* d'Alfred E. Green (écrit par Darryl F. Zanuck sous le pseudonyme de Mark Canfield), le Comité juge le scénario satisfaisant, mais souhaite attendre d'en voir le traitement à l'écran.

Drugs et politique étrangère. Le litige concernant *Meurtre aux Variétés* porte moins sur la pseudo-nudité des girls que sur la chanson *Marahwana* d'Arthur John Coslow. (« Apaise-moi de ta caresse, douce Marahwana, Aide-moi dans ma détresse, douce Marahwana, (...) Toi seule peux me ramener l'objet de mon amour, même si je sais que ce n'est qu'un rêve. » Le producteur cependant assure que rien à l'image ne soulignera la nature ou l'usage de la drogue.

Mais quelques mois plus tard, le 13 juillet 1934, le colonel Frederic L. Herron du département affaires étrangères de la MPAA se fait l'écho auprès du bureau du code de l'inquiétude du département d'Etat qui voit les Etats-Unis attaqués à Genève par le Comité de l'opium de la Ligue des nations, parce qu'ils n'interdisent pas la culture de la plante dont est dérivée la marijuana.

Après des années durant lesquelles scénaristes et cinéastes s'en donneront à cœur joie pour contourner le texte au moyen d'allusions plus ou moins légères, le code commencera d'être battu en brèche dans les années 50, grâce à deux films d'Otto Preminger. *La Lune était bleue* - où le terme de « vierge » est employé sans qu'il s'agisse de la sainte - encoûte les foudres du cardinal Spellman de New-York. Preminger décide de le sortir sans le sceau de la commission. Le film fait fortune. Puis *L'Homme au bras d'or*, qui traite des stupéfiants, conduira à un amendement du code, dont certaines figures imposées sont désormais éliminées : plus question lorsqu'un homme et une femme s'enlacent sur un lit ou un sofa que l'un d'entre eux ait au moins un pied par terre, même si le couple est habillé. Plus question qu'un couple, même marié, couche obligatoirement dans des lits jumeaux. « N'allez pas pour autant conclure, dit James Bouras, que les membres du Code Office étaient rétrogrades. J'en ai connu qui étaient plus que libéraux. Ils n'étaient pas là pour exprimer leurs propres préférences morales, mais pour porter un jugement politique : quelles sont les mœurs de la société d'aujourd'hui, pour autant qu'on puisse les déterminer, et jusqu'où peut-on aller trop loin ? »

Il faudra attendre 1952, et l'interdiction dont est menacé le *Miracle*, de Roberto Rossellini, pour que la Cour suprême opère le virage capital et fasse enfin entrer le cinéma sous la tutelle protectrice du premier amendement qui, décrète-t-elle, « n'établit pas de discrimination entre les diverses méthodes de communication des idées ».

HENRI BÉHAR



Claudette Colbert et Clark Gable dans « New York-Miami » (1934).

هكذا من الأصل

## LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## CINEMA

## Tous les films nouveaux

## La Belle Noiseuse

de Jacques Rivette, avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuelle Béart, Marianna Denicourt, David Burstein, Gilles Arbona. Français (1 h 40).

D'après le chef-d'œuvre inconnu de Balzac, le film le plus intense, le plus achevé de Rivette. Grand Prix au dernier Festival de Cannes. (Voir le supplément « Arts-Spectacles » du 29 août.)

Le Saint-Germain-des-Près, salle G. de Beaugrand, 6 (42-22-87-23); Les Trois Balcas, 8 (45-61-10-60); Miaz-Under Panorama, THX, 9 (48-24-88-88).

## Boy'n the Hood

de John Singleton, avec Laure Fishburne, Cuba Gooding Jr., Ice Cube, Morris Chestnut. Américain (1 h 52).

A travers l'histoire de trois adolescents, leurs déviances, leurs problèmes, c'est la vie et toutes ses cruautés dans une banlieue noire de Los Angeles.

VO : Gaumont Les Halles, 14 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 15 (42-42-60-33); Publicis Saint-Germain, 16 (42-22-72-80); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 18 (45-55-12-15); Gaumont Opéra, 19 (45-55-12-15).

V.O. : PATHÉ MARIGNAN CONCORDE - GEORGE V - PATHÉ HAUTEFILLE 14 JUILLET ODEON - FORUM HORIZON - ESCURIAL - 14 JUILLET BEAUGRENELLE 14 JUILLET BASTILLE - LES 7 PARNASSIENS - IMPÉRIAL PATHÉ V.F. : PATHÉ FRANÇAIS - MONT-PARNASSE PATHÉ - FAUVETTES PATHÉ CLICHY - LES NATIONS

"Les Commitments" ont une pêche d'enfer. Ça chauffe dur et c'est drôlement drôle!

"Les Commitments" est un film tout feu tout flamme, dont on sort regonflé.

Une vraie cure de vitamines.

"Les Commitments" est un film en état de grâce.

Parker signe une mise en scène absolument remarquable, il parvient à rendre ces enfants de Dublin inoubliables. Vraiment inoubliables.

Alan Parker a réussi un film fort...

La jeunesse d'aujourd'hui devrait lui faire un triomphe.

Un film tonique et émouvant.

Le réalisateur de Midnight Express et Birdy réussit son coup. On a vu les journalistes en fin de projet applaudir à s'en brûler les paumes.

C'est dire!

Une merveille de spontanéité, d'humour et de simplicité.

Exceptionnellement efficace. On décolle littéralement de son fauteuil en moins de cinq minutes.

Alan Parker est un cinéaste surdoué.

Le film d'Alan Parker est aussi formidable que la musique de son groupe.

Les acteurs sont fantastiques.

Tout est formidable dans ce film.



LE NOUVEAU FILM DE ALAN PARKER  
**LES COMMITMENTS**

## Le Procès du roi

de José María Gil, avec Carlos Daniel, Aurelio Osazán, Antonio Solmer, Carlos de Medeiros, Gérard Hardy. Portugais (1 h 40).

Fille du duc de Nemours et cousine de Louis XIV, Marie-Françoise de Savoie est mariée au roi du Portugal, un fou dépravé, dit-elle, incapable d'assurer sa dynastie. Elle réussira à l'évincer pour épouser son beau-frère.

VO : 14 Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83).

## The Voyager

de Volker Schlöndorff, avec Sam Shepard, Julie Delpy, Barbara Sukowa, Dieter Kirschner. Allemand-français-grec (1 h 57).

Sam Shepard, ingénieur américain pour le compte de l'Unesco, voyage beaucoup. Il rencontre une jeune fille, Julie Delpy, vers laquelle il est attiré. Or il s'agit de la fille qu'il a eue avec Barbara Sukowa, et qu'il ne connaissait pas.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 14 (42-71-52-36); U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30); U.G.C. Blaritz, 8 (45-52-20-40); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-01-50); Mistral, handicapés, 14 (45-39-52-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquar, 16 (43-87-35-43); Paramount Opéra, 17 (47-42-56-31); Les Nations, 18 (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 19 (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, handicapés, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Cléchy, 16 (45-22-46-01).

## La Vie, l'Amour... les Vaches

de Ron Underwood, avec Billy Crystal, Daniel Stern, Bruno Kirby, Jack Palance. Américain (1 h 55).

Un cadre quadragénaire et dépressif part en vacances dans le Far-West avec deux de ses copains. Ils doivent mener la vraie vie de cow-boy et élever un troupeau de vaches dans le Colorado. Malgré quelques réticences, et après quelques déboires, ils retrouvent la joie de vivre.

VO : Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57); Rex, 2 (42-36-83-93); Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-52-36); U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30); U.G.C. Blaritz, 8 (45-52-20-40); U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-01-50); Mistral, handicapés, 14 (45-39-52-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); Saint-Lazare-Pasquar, 16 (43-87-35-43); Paramount Opéra, 17 (47-42-56-31); Les Nations, 18 (43-43-04-67); U.G.C. Lyon Bastille, 19 (43-43-01-59); U.G.C. Gobelins, handicapés, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); U.G.C. Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Cléchy, 16 (45-22-46-01).

## Sélection Paris

## Les Branches de l'arbre

de Satyajit Ray, avec Aftab Khan, Haradan Banerjee, Soumitra Chatterjee, Deepankar De, Ranjit Mukherjee, Dhy Chakravarty. Franco-indien (2 h 10).

Une famille - le père, le grand-père, les quatre garçons avec femmes et enfants

- réunie pour l'anniversaire du père, victime d'une crise cardiaque. C'est tout et c'est merveilleux.

VO : 14 Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83).

## Delicatessen

de Marc Caro, Jean-Pierre Jeunet, avec Dominique Pinon, Marie-Laure Dougnac, Jean-Claude Dreyfus, Karin Viard, Rufus, Ticky Holgado. Français (1 h 37).

Le succès tranquille de cette histoire barjot continue. Hollywood en a racheté les droits pour en faire sa version. Ce sera forcément tout autre chose. Mieux vaut le voir, et le revoir, dans son humour original.

U.G.C. Triomphe, 8 (45-74-93-50); U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-94-95).

## Homicide

de David Mamet, avec Joe Mantegna, William H. Macy, Natalia Nogulich, Ving Rhames, J. S. Black. Américain (1 h 40).

C'était le film d'ouverture, hors compétition, du Festival de Cannes. Un faux polar, bien tordu, dont l'intrigue sert de prétexte à la description acerbe des « conflits ethniques ». En pleine actualité.

VO : Forum Horizon, handicapés, 14 (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Pathé Hautefeuille, 14 (48-33-78-38); George V, 8 (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-59-82-82); La Bastille, handicapés, 11 (43-07-48-60); Escorial, 13 (47-07-28-04); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

## Simple mortel

de Pierre Jolivet, avec Philippe Volter, Christophe Bourseiller, Nathalie Roussel, Roland Girard. Français (1 h 25).

Recevant des messages en gaélique ancien, un jeune homme, spécialiste en langues disparues, s'aperçoit qu'il a été élu par des êtres mystérieux, invisibles. Le fantastique investit le quotidien. L'angoisse et la folie s'emparent du héros.

Forum Orient Express, handicapés, 14 (42-33-42-26); Pathé Marignan-Concorde, 8 (45-59-82-82); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Fauvette, 13 (47-07-65-68); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15 (45-22-42-27); Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

## Une époque formidable...

de Gérard Jugnot, avec Richard Bohringer, Gérard Jugnot, Victoria Abril, Ticky Holgado, Chick Ortega, Eric Prat. Français (1 h 30).

Voyage chez les nouveaux pauvres de Paris, à la suite d'un ex-cadre supérieur. Le thème est semblable à celui du film de Mel Brooks *Chiens de vie*, l'humour est différent.

George V, 8 (45-62-41-46); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

## AUJOURD'HUI

SALLY FIELD

**JAMAIS SANS MA FILLE**

D'après le Best-Seller aux 10.000.000 de lecteurs

Pathé Entertainment Inc. et And... Brian Gilbert Sally Field JAMAIS SANS MA FILLE

## MUSIQUE

## Classique

## La Bastille reçoit

La grande salle de l'Opéra-Bastille, nonobstant sa froide acoustique (préférable cependant à celle de Pleyel, beaucoup trop réverbérée et - pour le répertoire de la fin du dix-neuvième siècle - à celle, trop sèche, du Théâtre des Champs-Élysées) est un lieu idéal pour recevoir les grands orchestres en tournée. Son rapport confort/prix (de 40 F à 290 F la place) rassure quand d'autres théâtres annoncent des tarifs exorbitants pour la saison qui vient (1500 F la place la plus chère pour la Philharmonie de Vienne et Carlos Kleiber, au TCE). Faire commencer les concerts à 20 heures n'est pas, non plus, une mauvaise idée.

Le 6 septembre, l'Orchestre de Boston y donnera *Central Park in the Dark* de Charles Ives, la *Huitième Symphonie* de Beethoven et le *Concerto pour orchestre* de Bartok. Un programme sur mesure pour Seiji Ozawa. Il est simplement regrettable que Benjamin Pasternak, ce magnifique musicien qui a remporté, en 1989, le Concours des concours organisé par la salle Gaveau, pianiste de la tournée internationale de l'Orchestre, ne joue pas à Paris.

Le 10, la Staatskapelle de Dresde et Colin Davis viennent dans un programme moins gratifiant (sa seconde partie tout du moins). Mais, cet orchestre, l'un des plus cultivés du monde, est justement insurpassable dans ce répertoire.

Opéra-Bastille, les vendred 6 septembre et mardi 10 septembre, à 20 heures. Tél. : 44-73-13-00.

## Besançon au 43

Fondé en 1948, le Festival de Besançon navigue entre deux eaux depuis quelques années. Côté de son prestigieux concours de chefs d'orchestre, il propose une programmation qui ne fait qu'évoquer les glorieuses soirées d'antan. A la décharge de sa direction artistique, il faut reconnaître que les prix pratiqués par les « grands » orchestres, les « grands » chefs, les « grands » solistes ont changé en trente ans, que leurs exigences en matière de salle de concert ne sont plus les mêmes que dans la décennie d'après-guerre (Besan-

çon n'a pas de salle vraiment digne de ce nom).

Mais cela n'explique pas pourquoi Patrick Fournillier et le Sinfonietta de Picardie ont été programmés dans la *Symphonic « Héroïque »* de Beethoven? Voilà une œuvre dont l'efficacité instrumentale excède celle de cette formation de vingt-neuf musiciens. Il va donc falloir faire appel à des musiciens supplémentaires - même si elle est donnée dans sa version originale. N'y a-t-il pas assez d'œuvres écrites pour ce type d'orchestre? Et un festival qui se veut international peut-il présenter un chef et un orchestre qui, sans forcément décevoir, ne peuvent se mesurer à ce que le public attend de l'un des chefs-d'œuvre les plus enregistrés du répertoire? (Le jeudi 5 septembre). En revanche, qu'elle belle idée d'avoir invité la jeune pianiste soviétique Lydia Zilberstein à jouer le *Konzertstück* de Weber et la *Burlesque* de Strauss, avec l'Orchestre symphonique de la Radio de Budapest! Les pianistes de cette trempe sont rares (le 6 septembre).

Festival de Besançon, les 5 et 6 septembre. Palais des sports et Grand Kursaal, à 20 h 30. De 130F à 280F. Tél. : 81-80-73-26.

## Rock

## Léon Redbone

Léon Redbone s'est glissé dans une déchirure du continuum espace-temps : en prise directe sur les années 20 et 30, il revient au temps où le blues et le country se croisaient et s'enrichissaient mutuellement. Il est drôle aussi, ressemble à Groucho Marx, chante d'une voix invariablement comme sortie d'un gramophone à pavillon. C'est la première fois qu'il se produit en France depuis environ quinze ans, c'est un événement à ne pas manquer.

Le 7, La Cigale, 20 h 30. Tél. : 42-23-38-00. Location Pascal 142 F.

## De la Soul

De la Soul a toujours voulu pousser le rap un peu plus loin que son mouvement naturel ne le porte. Sur disque, en tout cas, car leur dernière tournée fut extraordinairement décevante. Cette fois, le trio new-yorkais propose un spectacle mis en scène, réfléchi. Au risque de déconcerter le public du rap habitué aux happenings désordonnés qui étaient jusqu'ici la marque du genre.

Le 8, Olympia, 20 heures (à 47-42-25-49, 130 F).

## Jazz

## Turk Mauro

## Daniel Huck and Friends

Mauro joue fort comme un Turc. Il donne au baryton une souplesse et une vigueur que ne masque jamais la puissance d'expression. Daniel Huck est complet : brillant improvisateur vocal, bon instrumentiste, drôle. La réunion a toutes les chances de tourner au

## ACTUELLEMENT

Un film étonnant et détonnant "HIDDEN AGENDA" est une grenade degoupillée tendue à bout de bras.

LE FIGARO

L'Irlande telle qu'on vous la cache.

LE FIGARO

Une critique au sabre de la société britannique qui laisse des envies de colère dans la bouche.

LIBERATION

Un thriller sans fioritures, sans faille, sans faiblesse.

TELERAMA

**SECRET DEFENSE**

UN FILM DE KEN LOACH

**Hidden Agenda**

هكذا في الأصل





## PHOTO

Cette photo a vraiment fait le tour du monde. Comme image d'une armée américaine triomphante qui vient d'arracher l'île d'Iwo-Jima aux Japonais. L'une des reconquêtes les plus meurtrières de la guerre du Pacifique. Elle fit 6 800 morts chez les marines et plus de 20 000 chez les Japonais, qui se défendirent jusqu'au dernier homme. Iwo-Jima servit ensuite de tête de pont pour le bombardement du Japon. Symbole comme déjà statufié de l'élan guerrier, la photo a depuis servi de modèle à un gigantesque mémorial à Washington.

L'auteur du cliché, Joe Rosenthal, correspondant pour Associated Press de New-York, se souvient de ce 23 février 1945 : « J'avais déjà beaucoup brouillé avec les marines dans différents coins du Pacifique. Cette fois, nous étions sur Iwo-Jima depuis cinq jours, cinq jours de durs combats. Je m'étais absenté sur un navire de la Navy pour développer mes photos. De retour sur la plage, on m'annonce qu'une patrouille vient de partir pour le mont Suribachi, le sommet de l'île. Seule une attaque frontale pouvait assurer la



victoire. Je me suis dit que cette journée était décisive. Il fallait retrouver l'avant-garde. L'ascension fut rude. Les gars lançaient des grenades pour se protéger des ennemis embusqués. Arrivé au sommet, j'ai vu les premiers soldats planter un petit drapeau. J'ai commencé à travailler et j'ai vu un marin qui tenait un drapeau beaucoup plus grand sous le bras. Le premier, c'est pour le souvenir, m'a-t-il dit. Celui-ci, c'est pour que les copains le voient de partout. » Deux drapeaux, cela aurait annulé tous les effets. J'ai attendu qu'il plante le grand drapeau. Je manquais de recul, la photo risquait d'être mal cadrée. J'ai bricolé une plate-forme de fortune avec des pierres. Il fallait faire vite. Je suis redescendu, le cliché est parti pour New-York sans que je puisse le voir. Cinq jours plus tard, j'ai reçu par radio des félicitations d'AP. Ai-je eu le sentiment de réussir un cliché historique ? Pas vraiment. Je ne suis pas une vedette mais juste un photographe qui a eu de la chance, le temps d'un instantané. Je dirais que la photographie est une guerre aussi. »

B. M.

AU TROISIÈME FESTIVAL DU PHOTOJOURNALISME DE PERPIGNAN

## L'Amérique sans clichés

Le photojournalisme américain est au centre du troisième Festival de Perpignan, qui ouvre ses portes le 7 septembre. Trente-trois expositions et sept projections sont au programme de ce rendez-vous mondial de l'image de presse.

ELLE n'est pas jolie, l'Amérique, quand elle se regarde à travers l'objectif de ses photographes. Ici, point de Doineau, Ronis, Boubat pour jeter un regard tendre sur les gens ordinaires. Les figures de la photographie américaine avaient donné le ton. Sans-abri par milliers (Jacob Riis, 1888), enfants épuisés dans les mines de charbon (Lewis Hine, 1910), migrante accablée (Dorothea Lange, 1936), gueule ensanglantée collée au pavé new-yorkais (Weegee, 1940)... Faut-il que le mythe soit insupportable pour que les grandes images sociales du Nouveau Monde s'acharnent à le démolir !

Un demi-siècle plus tard, les principaux photographes d'outre-Atlantique ont toujours la dent dure contre les clichés de l'American way of life. La spécifi-

cité du photojournalisme américain est là, dans ce cocktail d'images contradictoires, explosives et excessives, que le Festival de Perpignan présente à partir du 7 septembre (la moitié des trente-cinq expositions sont consacrées aux États-Unis). D'un côté, le drapeau étoilé fièrement planté en 1945 sur l'île d'Iwo-Jima; de l'autre, l'enfer du crack à New-York par Eugene Richards, certainement le meilleur représentant d'un photojournalisme « engagé » (lire ci-dessous l'article de Fred Ritchin).

« Engagé », « concerné », « impliqué ». Peu importe les mots, Eugene Smith, un Américain tourmenté, a inventé le genre, bien entretenu par quelques rebelles new-yorkais qui donnent autant à voir sur leur sujet que sur eux-mêmes. Perpignan-90 avait présenté les « chiens fous » de l'agence JB Pictures, dont Marc Asnin (plongée dans l'extrême droite américaine) et Mark Peterson (série de nuit sur « La cuisine de l'enfer », quartier de New-York où règnent drogue et prostitution). Cette année, c'est le tour d'Eugene Richards, mais aussi de Jeff Jacobson, dont les couleurs chromos sont féroces pour les années Reagan, et de la Texane Maggie Steber (agence JB Pictures), qui s'affirme « citoyenne du tiers-monde, où les peuples sont plus civi-

lisés ». Et d'ajouter : « Les magazines de New-York sont trop propres; ils n'acceptent pas notre côté sauvage. »

Leonard Freed a toujours pris le contrepied de cet engagement, s'entêtant dans la photographie alors que le grand Steichen lui conseillait de devenir camionneur. Le mot « vérité » l'insupporte, tout comme les photos univoques et manichéennes. La rétrospective de ce naif de Brooklyn (1929), auteur de deux séries historiques sur les « Noirs dans une Amérique blanche » et la police de New-York, montre combien l'auteur passe plus de temps à comprendre ses sujets qu'à défendre une quelconque thèse.

Mais, qu'ils veulent montrer ou prouver, tous savent de quoi tenir. Tous ont dans la tête la mission photographique de la Farm Security Administration (FSA), chargée de 1935 à 1943 d'« enregistrer sur pellicule autant que nous pouvions de l'Amérique en ce qui concerne les gens de la terre », affirmait son patron, Roy Stryker. S'ils ont « enregistré », ils ont aussi « dénoncé » : la maladie, la famine et la misère. Walker Evans, Dorothea Lange, Russel Lee et Ben Shahn sont les photographes les plus illustres de la FSA, où sont répertoriés 270 000 documents. Mais il y avait

aussi Carl Mydans et Gordon Parks, survivants de l'aventure et présents à Perpignan. Mydans reste le père du photojournalisme moderne - il a participé à la création de *Life* en 1936 - et Parks le premier photographe noir engagé par le magazine américain, maniant aussi bien le stylo, l'appareil photo que la caméra.

En mars 1968, un mois avant l'assassinat de Martin Luther King, Gordon Parks présentait dans *Life* un reportage fleuve - texte et images - sur la condition misérable des Noirs dans les ghettos. Plus de vingt ans après, le magazine américain publiait des photos prises par des gamins noirs sur leur vie quotidienne. Surprise ! Les images de Daniel Hall (10 ans), Dion Johnson (13 ans) et Chris Hefflin (9 ans) - exposées à Perpignan - s'opposent au regard désespéré des adultes. Sans doute parce que les opérateurs n'ont pas encore perdu leur innocence. Leurs photos sont joyeuses, optimistes, fraîches, « des images d'amour parmi les ruines ».

MICHEL GUERRIN

\* « Visa pour l'image », troisième Festival international du photojournalisme de Perpignan. Expositions du 7 au 22 septembre 1991. Conférences, débats et projections du 8 au 14 septembre. Renseignements : 68-35-97-79.

## Les blessures d'Eugene Richards

par Fred Ritchin

DE son propre aveu, la photographie n'intéresse pas Eugene Richards, même si sa réputation n'est plus à faire : lauréat d'une douzaine de prix et de bourses importantes, membre de l'agence Magnum et auteur de six livres. Mais ce ne sont pas le cadrage, la lumière ou la composition qui le motivent. Les discussions esthétiques ont pour lui peu d'attrait. Les murs des musées ne le tentent pas.

Ce sont les gens dans ses images qui l'obsèdent, leurs épreuves, leurs histoires, la manière dont la société leur vient en aide ou les blesse, les êtres qu'ils sont devenus. Il n'existe peut-être pas d'autre photographie contemporaine qui ait exploré avec tant de profondeur et d'acharnement les multiples facettes du paysage des pauvres, des malheureux, des malades, des marginaux de l'Amérique. En un temps où la presse préfère le haut de gamme à la sobriété du réel, où l'image favorite d'un conflit important a été prise du point de vue d'une bombe et non d'une personne, c'est un poste souvent solitaire que celui qu'occupe, depuis vingt ans, Eugene Richards. Ce moderne traditionaliste se soucie de rapporter ce qu'il observe autour de lui sans beaucoup d'égard pour ce qui est à la mode. Et si beaucoup de ses sujets sont pauvres ? Et alors ? dit Richards : c'est la condition de la plupart des gens au monde.

« Je suis abasourdi. Là, juste sous mes doigts,

grosse comme une boulette de chewing-gum, mais plus dure, comme un bouchon de tube dentifrice. Je la palpe encore, et mon ventre saute dans ma poitrine ». Tels sont les premiers mots mémorables de *Exploding into Life* (Une naissance explosive), un livre écrit par Dorothea Lange, qui partagea longtemps la vie de Richards, sur son expérience du cancer du sein et l'expérience d'autres patients cancéreux. Richards nous montre les photographies intimes d'une bataille avec la maladie qui fut finalement perdue, et photographie d'autres patients qui se battent à la fois contre la maladie et contre un système hospitalier inhumain. C'est une chronique d'agonie et de joie, de terreur et d'amour, où l'écrivain et le photographe sont tous deux d'une grande honnêteté.

Richards s'aventure encore à l'hôpital dans un livre postérieur, *The Knife and Gun Club* (le Club Couteau et Pistolet), un titre un peu ironique, qui explore les traumatismes des malades et du personnel dans une salle d'urgence ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre, où viennent se faire traiter ceux qui se sont fait poignarder et tirer dessus. D'autres traumatismes tissent les pages de sa chronique en textes et images *Below the Line: Living Poor in America* (Au-dessous : être pauvre en Amérique), qui raconte les effets de diverses sortes de pauvretés sur des gens différents - une famille de fermiers qui perdent leur terre, une femme qui tient quatre emplois tous les jours, simplement pour joindre les deux bouts.

Contrairement à Eugene Smith, un autre photographe américain passionnément engagé qui l'a précédé, Richards a une vision plus troublante que romantique. Il montre de l'empathie, certes, mais il se refuse à la sentimentalité. Il y a, par exemple, une photo prise récemment, qui fait partie d'une série à propos de l'impact des drogues, sur un dealer de douze ans. Richards parle de l'intelligence et de la violence du garçon, également exceptionnelles, et dit que l'enfant raconte à sa mère des histoires de femmes que lui et ses amis ont violées, comme un autre enfant pourrait raconter sa journée à l'école. Une autre photo montre deux jeunes gens assis à l'avant d'une grande voiture. Ils ont l'air détendus. Ils viennent de mourir d'une injection d'héroïne.

Richards a coutume de choisir des sujets dont on parle beaucoup mais que l'on ne connaît pas vraiment. Ses reportages couvrent rarement les nouvelles du monde, il préfère se concentrer sur des projets nationaux à long terme. En ce moment, il travaille à un essai de plusieurs années sur des familles américaines qui tentent de rester unies alors que tant d'autres se désagrègent : un couple d'adolescents avec deux enfants, un enfant leucémique et les effets de sa maladie sur sa famille, l'enfant né d'un couple lesbien par insémination artificielle d'un couple homosexuel qui désire participer à l'éducation du bébé. Quelques extraits ont paru dans *Life*, qui finance le projet.

Ce photographe de quarante-sept ans, qui a com-

mencé sa carrière en tant qu'assistant social volontaire avec les pauvres des communautés rurales d'Arkansas, est dans une position paradoxale : beaucoup de magazines veulent lui confier des reportages, mais il pense que peu de choses importantes parviennent à traverser le filtre des médias, affirmant « ne pas avoir vu un papier correct dans un journal depuis longtemps ». Il a publié six livres avec cinq maisons d'édition (l'une fondée par lui-même). Il est responsable de la mise en pages des livres et, d'habitude, il est aussi soit l'auteur du texte soit le rédacteur.

Les photographies d'Eugene Richards sont souvent comme des cicatrices sur des blessures ouvertes ; l'expérience qu'elles décrivent résonne encore d'une rémanence douloureuse. Peu de photographes ont su, comme lui, affronter constamment des problèmes sociaux si graves. Moins encore ont été aussi motivés et créateurs. On a le sentiment que Richards désire avant tout poursuivre son exploration de nos problèmes de société. Il est souvent difficile d'apporter un tel témoignage. Il dit que c'était plus facile quand il était assistant social, bien plus pratique et plus direct.

(Traduit de l'américain par Carole Naggar.)

► Fred Ritchin est l'ancien responsable de la photographie au New York Times Magazine. Il est professeur à l'université de New-York et l'auteur de *Créer à notre image : la future révolution de la photographie*, à paraître l'an prochain aux éditions Verdier.

هكذا بن الأصل